

Sous la direction de
Bernard CASTELLI et Bernard HOURS

**ENJEUX
ÉPISTÉMOLOGIQUES
ET
IDÉOLOGIQUES
DE LA GLOBALISATION
POUR LES SCIENCES SOCIALES**

Questions contemporaines / Série globalisation et sciences sociales

L'Harmattan

**Enjeux épistémologiques
et idéologiques de la globalisation
pour les sciences sociales**

Questions contemporaines

Collection dirigée par J.P. Chagnollaude, B. Péquignot et D. Rolland

Série « Globalisation et sciences sociales »

dirigée par Bernard Hours

La série « Globalisation et sciences sociales » a pour objectif d'aborder les phénomènes désignés sous le nom de globalisation en postulant de leur spécificité et de leur nouveauté relatives. Elle s'adresse aux auteurs, dans toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, susceptibles d'éclairer ces mutations ou évolutions à travers des enquêtes et des objets originaux alimentant les avancées théoriques à réaliser et les reconfigurations disciplinaires consécutives.

OUVRAGES PARUS DANS LA SÉRIE :

Mouhamedoune Abdoulaye FALL

Saint-Louis du Sénégal : et si le développement n'était qu'une chimère ?
2011.

Levent ÜNSALDI :

Le Développement vu de Turquie, 2011.

Jean PAPAIL, Jesus ARROYO ALEJANDRE

Les migrants mexicains créateurs d'entreprises, 2010.

Jean RUFFIER

Faut-il avoir peur des usines chinoises ? 2006.

Jean PAPAIL, Jesus ARROYO ALEJANDRE

Les dollars de la migration mexicaine, 2004.

Sous la direction de
BERNARD CASTELLI et BERNARD HOURS

**ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES
ET IDÉOLOGIQUES DE LA GLOBALISATION
POUR LES SCIENCES SOCIALES**

L'Harmattan

© L'Harmattan, 2011
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr
ISBN : 978-2-296-56312-4
EAN : 9782296563124

SOMMAIRE

Bernard CASTELLI et Bernard HOURS Les sciences sociales devant la globalisation	9
--	---

CRISES ET GOUVERNANCE

Bernard CASTELLI Globalisation et crises financières	13
Jean-Michel SERVET Penser au-delà de la crise globale ?	45
Pepita OULD AHMED L'économie sociale et solidaire comme alternative à la crise ?	61
Bernard HOURS La gouvernance : levier normatif de la globalisation	81
Franck POUPEAU La régulation multiniveaux des conflits socioenvironnementaux : réflexion sur les outils des sciences sociales face à des objets « globalisés »	97
Isabelle GUÉRIN Usages et subversions de la microfinance	107

ACTEURS ET ACTRICES

Rosinha MACHADO CARRION Globalisation et idéologie participative : Quel avenir pour le projet démocratique au Cap-Vert ?	139
Pia V. RIUS Rendre compte des engagements, interroger la sociologie de l'action collective	161
Wenjing GUO Internet : un outil de légitimation pour les homosexuels cantonnais	185

Monique SELIM L'importation des <i>gender studies</i> à Canton (Chine) : usages personnels, collectifs et politiques	213
Angelica L. L. WEHRLI Filles à éliminer au Vietnam ?	239
Mathieu CAULIER Du genre globalisé à la micropolitique : régimes de savoirs, normes et stratégies locales au Mexique	267
Monique SELIM Une globalisation sexuée	293
Les auteurs	297

LES SCIENCES SOCIALES DEVANT LA GLOBALISATION

Bernard CASTELLI, Bernard HOURS

Lorsqu'on parle de globalisation, on observe une circulation accrue des marchandises grâce à la suppression des barrières commerciales, la transmission accélérée des informations (y compris des connaissances scientifiques), la convertibilité internationale des monnaies, la généralisation des échanges permanents d'actions et d'obligations entre les principales places financières et l'accroissement considérable des mobilités humaines au sein du capitalisme globalisé : travailleurs non qualifiés, salariés porteurs de savoir-faire managériaux ou techniques, réfugiés civils, victimes de conflits, etc.

Ces mutations majeures de l'économie mondiale ont pu prendre forme, se développer pleinement dans le contexte d'un néolibéralisme prépondérant où les croyances économicistes en la supériorité de l'autorégulation marchande et en la perfection avérée des institutions du marché présentaient toutes les caractéristiques d'une véritable idéologie, exempte de toute considération, politique ou sociale. Avec la croissance continue des échanges « libérés », l'espace géographique s'est *a contrario* contracté sous l'influence d'événements économiques et politiques majeurs : disparition du bloc soviétique, conversion de la Chine aux vertus de l'économie de marché, réintégration des pays un temps surendettés de l'Amérique latine, convoitise renouvelée pour les matières premières de l'Afrique, dynamisme conquérant des économies « émergentes... »

La saturation de la planète par la généralisation des échanges a été facilitée par l'amélioration continue des outils technologiques liés à l'information et à la communication (bases de données, Internet, réseaux sociaux...) lesquels promeuvent sans cesse, en tant que vecteurs efficaces d'accès illimité à des données hétérogènes, la diffusion élargie des

connaissances. À un point tel que leur immatérialité intrinsèque ne représente plus désormais un obstacle rédhibitoire les empêchant d'être considérées voire même assimilées à n'importe quel facteur de production. Attribuer toutefois l'ensemble des changements survenus récemment dans le champ des savoirs à la seule montée en puissance d'un capitalisme cognitif serait trop réducteur dans la mesure où la globalisation contemporaine constitue un processus culturel, politique et social aux conséquences difficiles à appréhender. Phénomène complexe en mouvement, elle interpelle aujourd'hui les sciences sociales tout en les interrogeant sur un renouvellement des connaissances qui inclut la critique des savoirs figés en paradigmes dominants, mais allant nécessairement au-delà.

Si les critiques adressées aux dérives du libéralisme radical sont pertinentes autant qu'abondantes, si des propositions alternatives sont ici et là avancées, un vide relatif demeure concernant la nature et le sens des processus de globalisation. La mondialisation de l'économie de marché capitaliste est bien documentée, tout comme l'émergence d'entités nouvelles provoquées par l'usage des relations sociales numériques.

Il y a bien en outre compression du temps et de l'espace. Ainsi, changer d'échelle provoque-t-il des modifications du sens des phénomènes, de la nature des sujets sociaux sur lesquelles se penchent les sciences sociales, de l'*homo œconomicus* au citoyen, au réseau de type Facebook, à l'inquiétude environnementale planétaire ? Quels liens sociaux sont porteurs de sens, quelles formes de solidarité émergent dans cet univers global fait de normes sectorielles et de gestion des risques généralisée ? Parmi les nombreux concepts produits par les sciences sociales depuis la fin du XIX^e siècle, les phénomènes contemporains qualifiés de globalisation amènent à s'interroger sur la pertinence et la validité des outils à disposition dans les différentes disciplines.

Cet ouvrage n'entend pas apporter des réponses à toutes ces questions mais tente d'analyser les enjeux épistémologiques et idéologiques auxquels sont confrontées les sciences sociales dès lors qu'elles ont enfin cessé de nier l'existence de phénomènes globaux, de normes globalisantes comme elles le faisaient à la fin du XX^e siècle. Les analyses originales et éclairantes sur la globalisation ne sont pas légion et témoignent d'un embarras manifeste. On ne cherche pas ici à reproduire la pluralité des lectures formulées, mais à interroger la globalisation et les outils des sciences sociales dans des champs à la fois actuels, globaux et riches en sciences sociales, à partir de quatre topiques de recherche qui sont respectivement les notions de crise, de gouvernance, d'acteur, de genre qui semblent au cœur des évolutions globales aujourd'hui.

La globalisation provoque un certain nombre de crises par les ruptures diverses qu'elle introduit. Plusieurs contributions dans cet ouvrage amènent

à penser que la crise tend à apparaître comme un cadre permanent et prégnant auquel on ne peut échapper qu'en changeant de paradigme. Bernard Castelli à travers son analyse de la crise financière, héritage du capitalisme globalisé, nous met en présence d'une pathologie de l'excès de fluidité, sorte d'hémophilie financière spécifique et chronique. De son côté, Jean-Michel Servet évoque un au-delà de la crise à travers la production de connaissances transdisciplinaires nouvelles, fondées sur de nouveaux paradigmes. Pepita Ould Ahmed aborde l'économie sociale et solidaire comme alternative à la crise et souligne l'impact idéologique profond de cette notion d'alternative qui renvoie explicitement à la politique et à la démocratie comme solution de « la crise ». Ces trois contributions, qu'elles évoquent une crise financière historique, les instruments disciplinaires disponibles ou les alternatives pensables, incitent à voir dans « la crise », faite de microcrises multiples, un avatar majeur de la globalisation, non plus une rupture, mais un état permanent et durable dont la maîtrise et la régulation deviennent l'enjeu principal sous le nom de gouvernance.

Cette nécessaire bonne gouvernance fait l'objet de la contribution de Bernard Hours qui y voit le levier principal de la globalisation, *via* la production de normes morales et la mise en place d'une société naturalisée. Le texte de Franck Poupeau s'inscrit dans une réflexion sur la gouvernance mondiale des ressources naturelles. La gestion des problèmes environnementaux illustre avec clarté l'articulation des normes internationales, des politiques nationales, des administrations locales, des espaces urbains jusqu'aux mouvements sociaux, phénomène global s'il en est. La microfinance abordée, en Inde, par Isabelle Guérin est probablement un produit de la lutte contre la pauvreté, slogan global et multilatéral type. Les dérives caractérisées par un endettement excessif obligent à interroger ces instruments alternatifs qui ont, en partie, perdu ce caractère car les contraintes sociales statutaires demeurent et la dette continue d'être une affaire sociale totale et non exclusivement financière.

Les mouvements sociaux et leurs acteurs font l'objet de plusieurs contributions qui montrent des configurations et reconfigurations nouvelles. En effet, la figure de l'acteur social et politique a connu des mutations profondes. Les mouvements dits alternatifs ont remplacé le messianisme prolétarien et la société civile fait l'objet d'une incantation permanente, en particulier à travers les ONG dont la place est devenue essentielle dans la globalisation au cours de deux décennies. Rosinha Machado Carrion évoque au Cap-Vert la place des ONG et les pièges tendus par les institutions à une participation réelle de la société civile. Pia Rius, pour sa part, analyse les engagements des piqueteros argentins à mi-chemin entre des héros émancipateurs et les arrangements prosaïques et quotidiens qu'impose une vie précaire. Wenjing Guo, outre ses matériaux sur les réseaux homosexuels,

nous met en présence d'acteurs sociaux nés des réseaux internet en Chine. Ceux-ci transforment des sujets individuels en citoyens potentiels d'une société civile virtuelle, constituée de réseaux bien réels. On peut y voir un champ politique postmoderne original et annonciateur de modes d'expression politique et sociale à explorer par les sciences sociales.

Parmi tous les acteurs sociaux, les actrices-femmes ont acquis une puissance symbolique extrême. Elles représentent un symbole fort et global de figures contemporaines de l'émancipation. À ce titre, elles sont exposées à de multiples manipulations idéologiques. Monique Selim analyse l'importation des *gender studies* en Chine et les usages qui en sont faits. Angelica Wehrli traite des avortements de filles au Vietnam, préférence masculine s'il en est. Mathieu Caulier présente la genèse et le développement des ONG féministes au Mexique, entre santé reproductive et revendication genrée. Monique Selim souligne enfin que les normes de genre, globales par excellence, véhiculent d'énormes ambiguïtés et contradictions dont l'examen et la connaissance ouvrent des pistes de recherche fécondes pour les sciences sociales.

La globalisation tend à offrir aux sciences sociales un objet totalisant appelé marché, au singulier, au lieu et place des sociétés, objets naguère des sciences sociales. Mais les rapports marchands ne sont pas des rapports sociaux tant que les hommes et les femmes ne se vivent pas exclusivement comme des consommateurs et des producteurs mais comme des sujets, exposés autant à la concurrence qu'à la solidarité, producteurs de liens insérés dans des rapports que les sciences sociales scrutent depuis plus d'un siècle. Si ceux-ci évoluent et se modifient, ils demeurent et il appartient aux sciences sociales de les analyser.

GLOBALISATION ET CRISES FINANCIÈRES

Bernard CASTELLI

La définition du concept de crise financière, et de son lien plus ou moins ténu avec l'évolution contemporaine du capitalisme globalisé, constitue sans nul doute un exercice complexe puisque consistant à « réduire » des réalités foisonnantes, souvent même contradictoires, à une seule catégorie analytique inclusive. Par exemple, une approche conceptuelle, assez largement répandue au sein de la littérature économique, conjuguera en général la spécificité du champ concerné avec les effets du déclenchement ou du déroulement de la crise financière. En somme, ce que l'on constate empiriquement :

– Ce sont d'abord des faits suffisamment révélateurs de désordres passés ou présents. Plus précisément, ces faits représentatifs de ruptures, de dysfonctionnements graves, de mutations profondes ou de régressions radicales affectent soit un espace économique primordial (économie nationale, structure de l'État, marché international) soit une activité ou un secteur particulier (gestion bancaire, crédit à l'immobilier, finance de marché...) qui caractérisent avec netteté l'accumulation heurtée du capitalisme actuel.

– Les différents phénomènes constatés reflètent par ailleurs les conflits, ou plutôt les difficultés objectives à respecter, à chaque instant, les équilibres économiques et financiers permettant la formation et la reproduction du capital, lesquels ne sont bien entendu pas vierges d'expériences historiques et sociales antérieures. « Enchâssés » dans le social, les faits ne doivent pas

être seulement contextualisés dans la mesure où ils sont également le produit de plusieurs influences extérieures ¹.

– La pertinence plus ou moins grande de la définition retenue conditionne ensuite l'efficacité à restituer la polysémie empirique et théorique de la crise financière. En fin de compte, toute notion s'inscrit par nécessité dans une interprétation plus globale dont la vocation ultime serait de mieux « expliquer l'imprévisible » (Taleb Nassim, 2008).

C'est la raison pour laquelle un concept large susceptible d'englober un ensemble varié de singularités ² s'avère parfois plus approprié qu'une acception restrictive décrivant une facette, certes intéressante mais ponctuelle, de la problématique des crises ³. Nous voudrions en effet aller au-delà de la description courante des mécanismes et des ressorts explicatifs de leur accomplissement – origines, causes, conséquences, remèdes... (De la Dehesa, 2009) –, pour nous centrer plus particulièrement sur les interrogations épistémologiques nées autour de la responsabilité de l'économie financière dans leur émergence, en prenant toutefois un certain recul dans l'appréhension des réalités concrètes, par rapport aux manifestations paroxystiques des crises.

D'une manière plus détaillée, le plan de ce chapitre tente de restituer par décompositions successives le contenu de l'idée générale précédente : nous examinerons dans une première partie les relations complexes que nourrit la théorie standard de la finance avec l'éclosion récurrente de crises financières en montrant non seulement qu'elle s'avère défailante sur le plan analytique et prévisionnel mais que celle-ci institue en outre un silence délibéré, général sur les processus d'instabilité financière. La question incontournable de la responsabilité de certains économistes face aux désastres passés et présents de la finance globale de marché ne pouvant décemment être éludée, elle sera en fait abordée au travers de la non prise en compte par ces professionnels de dérives bien visibles et de leur carence intempestive à formuler des diagnostics indépendants des intérêts économiques de la communauté financière (Jorion, 2008).

Le rôle du risque comme l'un des éléments explicatifs communs dans l'apparition des crises financières fera ensuite l'objet de développements dans la deuxième partie de ce chapitre. Force est de reconnaître toutefois que

1. D'où l'inanité analytique de vouloir à tout prix isoler la crise de ses circonstances historiques de formation et de localisation à seule fin d'en découvrir la quintessence originelle

2. Économiques, financières, historiques, géographiques, politiques, sociales, etc.

3. À notre sens, et au risque d'ajouter une énième définition au corpus déjà bien étoffé de la littérature économique spécialisée sur le thème, nous considérerons – dans toute la suite de ce chapitre – comme crise financière l'apparition, à un moment historique donné, d'une rupture majeure, pérenne et généralisée dans la régulation d'un système financier particulier soumis aux impératifs opérationnels du capitalisme globalisé.

ceux-ci s'écarteront des analyses usuelles présentes dans les théories orthodoxes du risque où la maximisation de la rentabilité du patrimoine prend souvent l'ascendant sur la protection du capital en feignant d'ignorer les effets sous-jacents, les excès occultes associés à une telle stratégie d'investissement financier (Orléan, 2010). Une des conséquences néfastes de la sous-estimation systématique du risque étant d'accentuer en permanence la charge de l'endettement (public ou privé) à l'intérieur des structures de l'économie réelle, nous insisterons sur le fait que la croissance exponentielle des dettes au niveau national ou international constitue une des principales sources de crises futures en l'absence d'une réforme financière internationale capable de se substituer à la déficiente gouvernance actuelle.

Ce dernier angle d'analyse nous permettra enfin de faire le lien avec la dernière partie où l'on prend acte de l'épuisement du paradigme néolibéral dans le domaine de la finance : ce dernier serait remplacé aujourd'hui par la domination sans partage du concept fluctuant d'hyperliquidité comme variable d'ajustement nécessaire au bon fonctionnement du capitalisme globalisé (Artus, Virard, 2010). Rien ne devant en effet interrompre la fourniture en flux continu de liquidités, la valeur flottante des marchés de la planète – nouvelle norme d'organisation de l'activité financière –, représente alors une des caractéristiques fondamentales, une sorte de reflet incomplet de l'incertitude économique actuelle qui déplace les autres facteurs de création des richesses : le travail, les savoirs, les technologies... Ce sont les traits essentiels de ce paradigme de la liquidité que nous tenterons d'analyser ici. Une conclusion ouverte sur les perspectives économiques et politiques induites par cette configuration théorique achèvera provisoirement ce chapitre.

LA THÉORIE FACE AU RÉEL

Parmi les trois sujets majeurs⁴ de la finance contemporaine faisant encore débat (Rainelli-Le Montagner, 2003), le problème complexe des crises financières concentre l'essentiel des critiques autour de la validité prédictive de la théorie financière dominante et de l'expertise des économistes supposée en rendre compte. Or, réduire la problématique aux seules défaillances théoriques ou professionnelles de la science économique ne suffit évidemment pas dès lors que l'imprévisibilité de tels cataclysmes financiers démontre concrètement une irréductibilité irritante à tout schéma théorique ou à des compétences techniques (Cohen, 2010). En d'autres termes, la spécificité intrinsèque des crises financières de la globalisation

4. Les autres controverses renvoyant au pouvoir de la finance et à la réforme du système financier.

renvoie à un contexte historique indispensable à une meilleure compréhension de la genèse et des mécanismes de leur apparition (Jorion, 2008). Aucune des crises étudiées jusqu'à présent par les économistes ou les historiens n'a en effet surgi, comme par enchantement, du ciel bleu irénique d'une économie financière internationale ne connaissant que des phases de prospérité durable, vierge de problèmes, réels ou latents, inhérents au développement du capitalisme (Roubini, Mihm, 2010).

Le préambule antérieur justifie la structuration de cette première partie restituant en filigrane la démarche employée ici : après avoir introduit la notion de dimension historique associée à l'apparition et au déroulement des crises financières, nous procéderons ensuite à une révision critique de la théorie financière orthodoxe qui, depuis les années 1980, a accompagné simultanément l'essor exceptionnel de la finance de marché et ses dérives les plus spectaculaires. À l'évidence, le succès rencontré ne s'est pas circonscrit aux seuls attraits intellectuels d'une pertinence théorique puisque cette séduction a en fin de compte exercé une influence grandissante sur la plupart des économistes, les responsabilisant par ailleurs pour leur absence flagrante d'anticipation en la matière (Roubin, Mihm, 2010).

Passé, présent des crises financières

Sans trop approfondir l'histoire féconde des ruptures financières du capitalisme, on peut néanmoins affirmer qu'il existerait, au cours du temps, un mode de fonctionnement caractéristique, avec des périodes euphoriques de *booms* et de bulles, cédant soudainement la place à des phases de peur relatives aux retournements de tendances et aux *krachs*. En ce sens, la période de globalisation actuelle n'offre aucune originalité particulière si l'on se réfère aux crises majeures (1873, 1929 par exemple) ayant régulièrement jalonné la consolidation progressive du système capitaliste à l'échelle mondiale (Orléan, 2010 ; Marichal, 2010). Ces deux périodes ont aussi en commun d'avoir vu naître les principaux instruments financiers et monétaires dont la familiarité ne nous surprend plus guère aujourd'hui : banques internationales, places financières hégémoniques (Berlin, Londres, New York, Paris...), flux de capitaux et de devises planétaires, innovations financières, etc.

Si la globalisation ne constitue nullement une nouveauté historique, invoquer l'existence d'une crise de la globalisation ou dans la globalisation revêtirait en revanche une signification digne d'intérêt pour le présent. À l'heure où d'aucuns s'interrogent avec sérieux sur la possible émergence d'un *Nouvel Âge de la Globalisation*, fort éloigné des prédictions optimistes de la mondialisation « heureuse » des années 1990, l'hypothèse d'une évolution historique saccadée des formes de la globalisation, comme produit de ruptures successives dans le fonctionnement de la finance de marché,

prendrait alors force interprétative à la lumière des événements récents : n'assisterait-on pas d'ores et déjà à un véritable *aggiornamento* intellectuel et politique de portée mondiale dans la mesure où le *Consensus de Pékin* pourrait remplacer, à plus ou moins brève échéance (si ce n'est déjà fait...) celui tant décrié du malheureux *Consensus de Washington* (Ben Hammouda, Oulmane, Sadni Jallab, 2010) ?

La crise actuelle n'ayant d'ailleurs épargné aucune des principales nations insérées dans la division internationale du travail, celles dépendant de la dynamique de la globalisation, la sortie de crise, lorsqu'elle s'est manifestée, a dû également emprunter des modalités et des moyens différenciés selon l'intensité de l'impact subi. Car si les pays dits « émergents » se sont provisoirement tirés d'affaire, ce n'est qu'au prix d'un plébiscite franc et massif en faveur de la logique de la mondialisation, en s'y immergeant pleinement de l'intérieur, à seule fin d'en mieux contrôler les éventuelles dérives. Nous sommes donc très éloignés d'un discours critique stigmatisant les afflux et les reflux de capitaux internationaux spéculatifs comme boucs émissaires coupables des faillites bancaires ou de la désindustrialisation tendancielle de pays situés au cœur même du capitalisme globalisé. Retournement étrange de l'histoire économique présente : après avoir été un temps les bénéficiaires des ressources du monde occidental, Chinois et Japonais fournissent maintenant une masse substantielle de liquidités à ceux qui en manquent cruellement (Europe, USA).

On propose de distinguer ici des périodes transitoires, superposées ou successives qui s'entremêleraient selon les différentes séquences de l'intervention économique publique. À titre d'illustration, les imbrications temporelles de réponse à la crise pourraient être les suivantes :

– L'horizon de court terme qui correspond à l'action de l'État permettant d'éviter la propagation éventuelle de la crise ;

– L'horizon de moyen terme où l'intervention publique tente de conjurer l'installation définitive dans la récession ;

– L'horizon de long terme qui offre une dimension politique et normative sous la forme de lois et règles (supervision, régulation) visant à prévenir le retour des excès passés de l'autorégulation du capitalisme globalisé.

Enfin, si la variabilité des temps de réponse conditionne la flexibilité et l'efficacité des mesures anticrise, elle n'estompe pas pour autant la nécessité de tirer les enseignements les plus importants pouvant servir à diminuer la fréquence d'apparition de crises futures. L'utilité de la contextualisation historique représenterait alors un avantage appréciable sous la forme d'un puissant effet d'annonce susceptible de dévoiler la pérennité des contradictions financières de la globalisation.

Les défaillances de la théorie financière

Par théorie financière, il faudrait entendre : « Un ensemble intégré poursuivant le double objectif de proposer un discours à la fois cohérent et opératoire pour les investisseurs ou les décideurs qui dans l'entreprise ont en charge la politique financière » (Rainelli-Le Montagner, 2003, p. 172). Cette définition restrictive circonscrit en réalité le champ de l'orthodoxie de la finance de marché qui, depuis maintenant quatre décennies, domine l'analyse des mouvements boursiers et financiers au niveau international. D'une manière générale, et comme nous le préciserons ultérieurement, en raison des postulats fondateurs d'une telle construction intellectuelle, la théorie orthodoxe s'avère impuissante à concevoir non seulement la moindre possibilité d'existence de crise financière mais aussi d'y trouver un éventuel intérêt heuristique sous la forme d'une étude approfondie (Rainelli-Le Montagner, 2003, Cohen, 2010). Lorsqu'elle est parfois envisagée, toujours de manière isolée, la crise est appréhendée comme un simple déséquilibre temporaire, facilement résorbé avec célérité par les automatismes du marché.

Sur un plan pratique, cette conceptualisation réductrice implique paradoxalement un mutisme délibéré sur les origines, les causes et les conséquences de l'apparition régulière de ruptures dans l'ordre institué du fonctionnement de la finance globalisée. *A fortiori*, essayer de prévoir les crises ne représente pas pour cette théorie un thème de recherche intéressant et encore moins pertinent. À peine s'autorise-t-elle à proposer avec parcimonie quelques outils opératoires dont la finalité exclusive vise à éviter des pertes considérables aux parties prenantes capitalistes qu'une utilisation inadéquate des produits dérivés en croissance exponentielle, par exemple, pourrait susciter. Ne pas y mettre un terme serait courir le risque inimaginable que ces difficultés boursières, non maîtrisées à temps, affectent par conséquent une institution financière importante et, par un classique effet de contagion, mettent en danger l'ensemble du système.

Bien entendu, ce silence autour des crises n'est pas le fruit du hasard. Il est la conséquence directe des hypothèses fondatrices contenues dans les modèles standards lesquels sont en permanence améliorés, développés comme autant de variations autour de quelques principes intangibles (Rainelli-Le Montagner, 2003) : les fondements microéconomiques de la théorie néoclassique financière (individualisme méthodologique, rationalité instrumentale, marchés à l'équilibre) favorisent ainsi la construction d'un consensus idéologique entre les analystes financiers, un préjugé opératoire selon lequel il serait possible de connaître à tout moment la valeur fondamentale des titres financiers puisqu'incluse automatiquement dans les prix. L'évaluation permanente des actions et des obligations émises sur les

différents marchés reposerait en outre sur la disponibilité d'une information suffisante « en temps réel » pour les investisseurs.

En défendant la thèse de la rationalité des agents et de l'efficacité des marchés, les théoriciens néoclassiques introduisent par ailleurs une hypothèse implicite sans laquelle leur discours normatif serait tout à la fois inopérant et incohérent : ils présupposent qu'il est plutôt préférable de disposer d'un marché liquide qu'illiquide en raison de la réduction des coûts de sortie (délais d'attente raccourcis, possibilités accrues de vente à bas prix, formalités simplifiées pour des transactions multiples...) associés à cette qualité supplémentaire. La logique interne de la théorie financière standard exclut de toutes les manières que soit remise en cause la liquidité des marchés puisque dépendant étroitement d'un autre principe fondateur, celui de la maximisation des profits des investisseurs. Nous reviendrons par la suite sur le thème incontournable de la liquidité dans le processus de globalisation. En résumé : toute velléité critique vis-à-vis des postulats unificateurs néoclassiques est dès lors évacuée comme illégitime car relevant d'un problème de norme, de caractère non scientifique donc irrecevable pour le corpus théorique dominant.

Avec l'éclatement de la dernière crise surgie à l'été 2007, la rupture du paradigme néoclassique à la base des diverses théories de la finance de marché semble être consommée, sans qu'il soit trop besoin de s'appesantir sur la critique courante de l'irrationalité des pratiques financières à l'origine des débordements observés (Cohen, 2010 ; Orléan, 2010) : la formation de bulles spéculatives, les comportements irresponsables voire imprudents des prêteurs, la généralisation abusive des effets de levier, la sophistication ésotérique des innovations financières, l'empilement inconsidéré des risques, la carence de supervision et de contrôle indépendants des marchés, etc. Toutes ces anomalies, ces déviations par rapport à une théorie supposée de la rationalité des marchés peinent à occulter le fait que celle-ci a pu être édiflée grâce à l'aide inestimable de mathématiques financières sophistiquées : une modélisation élégante au contenu formel, dédiée somme toute à la démonstration abstraite de la rationalité des agents du milieu de la finance internationale. De manière plus concrète, les paris boursiers ou financiers les plus risqués furent finalement adossés à une mathématisation parfois outrancière, excessive, validant des décisions de placement en tant que sièges de la plus stricte rationalité opératoire, instrumentale.

Que la gravité de la crise récente ait démontré l'inanité d'une telle ambition théorique ne prémunit nullement contre l'oubli d'un élémentaire bon sens économique : plus que l'irrationalité de marchés responsables des catastrophes financières actuelles, il s'agit plutôt de souligner que la rationalité instrumentale n'empêche nullement un certain « aveuglement au désastre » (Orléan) d'acteurs au professionnalisme en son temps vanté, voire

encensé en matière de gestion des risques et d'anticipations rationnelles qui finirent par triompher des pronostics pessimistes des éternels Cassandre du capitalisme à l'agonie interminable. En définitive, nombre de zones d'ombre n'ont finalement pas été abordées par les économistes : les normes comptables, les techniques de détection des bulles, la question cruciale des liquidités, les limites du keynésianisme face à l'instabilité financière de la globalisation...

De la responsabilité des économistes

Comme nous venons de le rappeler, la non prise en considération de plusieurs thèmes financiers par certains économistes a tissé un voile de suspicion sur leurs réelles compétences à élaborer des analyses pertinentes dans le domaine de la finance globalisée. Avec l'effondrement déclenché par les *subprimes mortgage* (crédits hypothécaires risqués) en août 2007, la critique a pris une tournure beaucoup plus virulente en soulevant abruptement la question de leur responsabilité du fait de la carence flagrante d'anticipation et de la cécité intellectuelle à interpréter, comme autant de signaux d'alerte, l'accumulation continue d'évidences empiriques qui précédèrent les chutes vertigineuses des actifs boursiers et financiers. La liste non exhaustive des manques de discernement des professionnels de l'économie dessine en réalité une sorte de « parangon de l'aveuglement » face au désastre annoncé : ignorance des mécanismes spéculatifs de fonctionnement des marchés de *gré à gré*, faillite technique et politique dans l'application de la réglementation « prudentielle », mépris généralisé vis-à-vis des contributions originales et critiques de la recherche économique, incapacité congénitale à stimuler la diffusion élargie des connaissances en économie financière, primauté de l'abstraction sophistiquée sur l'analyse concrète, etc.

Au-delà de la mise en accusation parfois injuste des agissements d'un corps de métier particulier, le bien fondé des critiques oblige en revanche à s'interroger sur les causes tangibles, les possibles éléments explicatifs fondant la contestation du rôle des économistes face aux crises. À notre sens, il y aurait essentiellement deux grandes catégories de facteurs susceptibles de justifier les errements de discernement et d'analyse observés : une conception partielle de l'exposition aux risques et une impossibilité d'établir des prévisions sur l'occurrence des crises.

Une des principales déficiences, parmi d'autres d'ailleurs, de l'abondante littérature économique consacrée à l'analyse du risque est d'être d'abord essentiellement destinée aux besoins des décideurs (banquiers, entrepreneurs, investisseurs...) avec la finalité cardinale de valoriser leurs actifs financiers en fonction du moindre risque individuel ou global. Convenablement appliqué ce principe général ne représente nullement une

surprise inédite pour un observateur de la finance de marché qui admet, sans aucun état d'âme, l'objectif légitime de maximisation des richesses comme moteur du capitalisme globalisé. Or, nous aurons l'occasion de le montrer plus loin, ce n'est pas tant le contenu général du principe qui pose problème que les libertés effectivement prises au moment de son application ; et là le bât blesse : car les « écarts » par rapport à cette norme ne pouvaient bien entendu être ignorés par des professionnels un peu avisés ou simplement honnêtes sur le plan intellectuel. En honneur à la plus élémentaire vérité, on doit d'ailleurs reconnaître que seuls quelques économistes⁵ avaient auparavant dénoncé le fol empilement des risques et les dérives financières induites par son opacité intrinsèque :

- Carence généralisée de « murailles de Chine » entre les banques commerciales et celles d'affaires ;
- Recours excessif à l'effet de levier pour collecter des capitaux sur les grandes places financières internationales ;
- Évaluation des performances et des comptabilités d'entreprise calquée sur les fluctuations erratiques des marchés financiers (*mark to market*) ;
- Manque de transparence des opérations financières étendu à l'ensemble des marchés, organisés ou non ;
- Existence structurelle d'asymétries d'informations entre les emprunteurs et les prêteurs ;
- Omniprésence des centres financiers *offshore* et paradis fiscaux, etc. À part les travaux peu lus, peu pris au sérieux où l'hypothèse du risque systémique⁶ et des emballements spéculatifs de la finance de marché étaient au contraire pris en compte, la majorité des économistes n'a rien dit, rien su et encore moins vu des dangers induits par les fragilités financières notoires de la globalisation. Comment dès lors expliquer l'inexplicable (Ben Hammouda, Oulmane, Sadni Jallab, 2010 ; Cohen, 2010) ?

Plusieurs hypothèses relatives au comportement surprenant de ces professionnels peuvent désormais être avancées comme autant de pistes de recherches, de réflexions à approfondir ultérieurement : en premier lieu, la divergence méthodologique entre les pratiques microéconomiques des économistes du secteur privé et les travaux macroéconomiques des appareils institutionnels académiques aboutit dans les faits à une sorte de schizophrénie intellectuelle entre les deux milieux, à une réelle impossibilité

5. Dans le monde anglo-saxon, il faut bien admettre que plusieurs économistes avaient eu des intuitions prémonitoires concernant l'effondrement financier de l'été 2007. Pour découvrir ces remarquables exceptions, Cf. Ben Hammouda et al., 2010, p. 25-28.

6. En France, des économistes tels que Michel Aglietta, Robert Boyer, André Orléan... avaient précocement tiré la sonnette d'alarme sur une possible extension des risques financiers individuels à l'ensemble de l'économie capitaliste.

à échanger des analyses et des diagnostics non formatés par la *vulgate* dominante. En plus du clivage des lieux de travail entre analystes privés et universitaires, l'existence d'un degré de complaisance voire de complicité de certains praticiens de l'économie vis-à-vis des intérêts économiques et financiers mérite en deuxième lieu d'être relevé. D'un point de vue spécifique, la question des expertises (contenu des prestations, séparation de l'audit et de l'analyse, montant des rémunérations...) devient récurrente au sein de l'opinion publique laquelle exige, de plus en plus souvent, des réponses claires, impartiales lorsque le patrimoine et l'épargne sont en permanence mobilisés pour lancer des projets d'investissement à hauts risques. Dans la production de connaissances pratiques ou théoriques de l'économie financière, l'imbrication des relations politiques et économiques occupe une place prépondérante, une réalité dérangeante qui devrait nous inciter à élargir la réflexion critique au positionnement ambigu de certains chercheurs en économie dans les rapports de domination.

Une des critiques supplémentaires adressées aux économistes consiste par ailleurs à leur attribuer une incapacité cognitive à prévoir l'apparition des crises financières malgré la multiplicité des expériences historiques remarquables du capitalisme en ce domaine (Gravereau, Trauman, 2001 ; Marichal, 2010). Ce qu'on leur reproche plus précisément, c'est de ne fournir aucune date de fréquence d'occurrence de rupture (s) majeure (s) au sein du système financier mondial. L'avantage de disposer d'une probabilité de réalisation d'un évènement non reproductible tel qu'une crise permettrait bien entendu non seulement de s'y préparer à l'avance mais aussi peut-être, comble de bonheur, de l'éviter en prenant les mesures politiques, économiques et financières appropriées. Cette vision ingénue de la prévision en économie ne correspond pas à ce que l'on pourrait attendre raisonnablement de cette discipline en matière d'anticipation anticrise : d'une part, parce que mathématisation de l'économie financière signifie rarement datation de situations exceptionnelles, reléguées dans les queues des courbes normales de la statistique des valeurs boursières, peu prises en compte lors de la construction de modèles formels (Taleb Nassim, 2008). Les périodes de fortes turbulences financières sont d'autre part matériellement peu propices aux prévisions économiques exactes, très éloignées de toutes les façons du besoin utopique de précision (une date) exprimé par l'opinion publique. Des obstacles nombreux de type informationnel empêchent en effet la réalisation de travaux sérieux qui tenteraient d'anticiper la formation de signaux précurseurs de crises. Si l'on ajoute l'absence de données fiables et de séries temporelles de chiffres complètes, il est aisé d'en inférer une difficulté insoluble à répondre actuellement aux attentes sociales autour de leur prévision.

RISQUE ET CRISES FINANCIÈRES : UN COUPLE PARADOXAL

L'observation attentive de plusieurs expériences historiques de crises capitalistes fait ressortir avec une régularité quasi métronomique le risque comme une constante de pratiques spéculatives, une sorte d'invariant de comportements excessifs d'acteurs recélant une part élevée de responsabilité dans la formation de bulles et de *krachs* financiers (Gravereau, Trauman, 2001 ; Marichal, 2010). La fréquence d'occurrences du risque de même que sa labilité surprenante incitent à penser qu'il ne s'agit pas seulement d'un fait contingent diffus mais plutôt d'un point important d'analyse pouvant être étendu, généralisé à seule fin de mieux comprendre les situations passées ou présentes.

Couple paradoxal dans la mesure où, malgré des pans entiers de la recherche en finance consacrés aux techniques supposées le gérer, l'utilisation arbitraire du risque s'est toujours accompagnée d'effets non désirés, voire pervers éliminant d'un trait les avantages et les gains produits par des décisions avisées d'investissement. Avec comme *leitmotiv* usité « Maintenant, c'est différent ! » les actes risqués ont historiquement engendré les pires catastrophes financières sans que la mémoire collective des erreurs ait eu la moindre vertu d'apprentissage pouvant se matérialiser sous la forme d'attitudes « prudentielles ».

D'une première approche intuitive, on remarque que les crises dévoilent en réalité le substrat fondamental sur lequel reposent nombre de dérives financières. Prendre des risques tout en évitant les conséquences néfastes représente sans conteste une illusion collective du capitalisme oscillant constamment entre la crainte de pertes substantielles et les espérances illimitées d'un rêve d'enrichissement atteignable à brève échéance. Cette volonté irénique « du risque sans risque » en relation avec les crises constituera la trame principale de cette deuxième partie où ce couple paradoxal sera examiné sous une triple dimension : nous nous servirons tout d'abord du risque comme facteur explicatif de l'apparition des crises puis tenterons d'approcher sa dimension occulte pour questionner finalement la pertinence de la théorie de la gouvernance en matière de gestion cyndinique.

Le risque élément explicatif des crises

Les phases euphoriques de prospérité tout au long de l'histoire du capitalisme mondial furent en partie marquées par un appétit immodéré pour le risque. À l'instar des expansions sectorielles financées par un recours croissant aux marchés du crédit, de plus en plus libérés d'ailleurs des contraintes formelles de la régulation étatique, le prêt facile d'argent, en organisant la confrontation permanente des risques, recèle en lui-même les

prémices futures d'instabilités monétaires et de désordres financiers. Certes, les stratégies risquées sous contrôle offrent bien entendu des avantages dont peuvent encore bénéficier quelques opérateurs financiers : des opportunités supérieures de rentabilité, l'exploration de nouveaux domaines d'investissement jusque-là méconnus, des possibilités accrues de développement de l'innovation financière, un raccourcissement des périodes de maturation des projets de financement, etc. Mais à la longue, la conjonction non maîtrisée de ces multiples bénéfices accentuerait d'autant plus les volatilités latentes par simple perte du sens des besoins réels de l'économie tout en privilégiant la logique du profit financier.

Or, les considérations précédentes donnent à réfléchir dans la mesure où elles soulèvent plusieurs questions en liaison avec la nature du risque, son mode de fonctionnement. Pourquoi le risque est-il souvent responsable de l'instabilité financière du système global ? Quelles logiques sont à l'œuvre sachant que leur connaissance empêche rarement la reproduction des crises ? L'interrogation essentielle sur les moyens de contrôle du risque abordée par le biais de la critique de la gouvernance financière complétera en outre le questionnaire précédent.

D'ores et déjà des éléments de réponse peuvent être apportés aux deux questions précédentes : rappelons que le risque financier est conçu en général comme un calcul probabiliste sur une espérance de gains susceptible d'influencer les décisions d'investissement génératrices de profits futurs. Depuis plus d'un siècle, avec la globalisation progressive du capitalisme, la non-maîtrise des risques par les acteurs financiers de l'accumulation conduit à des crises financières aux formes les plus diverses, imprévisibles et aux coûteuses conséquences sociales (Marichal, 2010 ; Roubini, Mihm, 2010). Cette gestion contrariée des risques résulte en effet d'anticipations irréalistes sur les gains futurs à très court terme, lesquelles dépassent largement les exigences « raisonnables » d'un retour sur investissement à moyen terme. Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, malgré les avis réservés d'experts sérieux, il était admis comme normal un taux de rendement financier sur fonds propres de 15 % alors qu'auparavant un pourcentage de 8 % passait pour être un excellent résultat financier !

La recherche obsessionnelle de la performance à tout prix implique de s'affranchir allégrement des points de repère objectifs, des critères nuancés de jugement que confère une connaissance fine sur l'état réel des marchés à un moment particulier. Avant l'effondrement financier de 2007, anticiper des rentabilités annuelles à deux chiffres ou des hausses exponentielles des actions en bourse participait de stratégies réalistes puisque « l'assurance tous risques » de la titrisation généralisée garantissait en théorie une valorisation sûre des titres émis. Le dégonflement ultérieur des bulles immobilières et financières révéla au contraire que les opérations audacieuses les plus

lucratives ne devaient en fait leur *pseudo*-performance exceptionnelle qu'à une absence systématique d'audits comptables, d'application de normes rigoureuses de gestion et de réalisation de contrôles fiscaux réguliers, toutes procédures censées encadrer une gouvernance financière responsable (Kellens, 2005). En d'autres termes, la conception hasardeuse du risque basée au départ sur un calcul probabiliste de gains futurs – que l'on préfère sous la forme d'une expansion exponentielle –, en cours de trajectoire perd paradoxalement de vue la notion même de risque, pire encore entrave tout contrôle *a posteriori*.

L'existence de risques non maîtrisés ne suffit pas bien entendu à expliquer en totalité l'occurrence des crises, lesquelles présentent des origines et des causes variées : s'il fallait retenir toutefois un seul enseignement essentiel de la dernière crise, le caractère contre-productif de la couverture généralisée des opérations économiques et financières ressortirait avec netteté en raison de ses effets contradictoires par rapport aux objectifs de performance et de sécurité officiellement recherchés par la finance de marché. Les exemples abondent en effet de gestion défailante du risque qu'illustrent la multiplication des faillites bancaires et la création débridée de produits financiers dits « toxiques » (Roubini, Mihm, 2010).

Plus prosaïquement, l'abus des transferts de risques a été aussi une source supplémentaire de profits légaux pour l'ensemble de la filière professionnelle (banques d'affaires, *hedge funds*, agences de notation, cabinets d'audit, etc.) grâce aux commissions prélevées à chaque transaction réalisée. D'autant plus que ces contrats techniquement très élaborés de transferts de risques, adossés de façon formelle à des titres de créances sous forme électronique ou papier, reposaient sur une opacité informationnelle qui devait occasionner plus tard une perte de confiance de l'opinion publique envers la communauté financière internationale. Opacité qui n'a pas été sans poser de sérieux problèmes de sincérité de l'information postcrise lorsqu'il s'est agi d'évaluer l'ampleur approximative des pertes financières accumulées et le montant des fonds propres (encore) disponibles, entraînant par là même le dénouement précipité des contrats de risques les plus importants par les autorités économiques et financières.

Plus le risque est mutualisé au moyen d'innovations financières, plus les exigences d'informations fiables se font pressantes dans deux domaines d'intervention des pouvoirs publics : d'une part, pour prévenir tout contournement organisé des normes de gestion des institutions et des principes de fonctionnement des marchés financiers, la régulation doit au départ disposer d'une information actualisée et crédible favorisant l'analyse en continu des risques potentiels produits par le système global. D'autre part, l'appétence pour le risque se déplaçant très vite, la titrisation effrénée a également suscité la propagation simultanée de nouveaux aléas (risques de

contrepartie, opérationnel, technologique...) avec pour conséquence gênante une profonde altération du contenu de la demande informationnelle. Un réel danger d'obsolescence « destructrice » de l'information utile aux autorités de supervision perdure, que l'influence déterminante de l'innovation technologique et financière amplifie en vidant la norme de toute efficacité en termes de prévention et de solutions susceptibles de différer le déploiement des crises.

Dans les deux cas, le rôle des transferts métamorphose alors le risque en objet invisible, imperceptible pour la plupart des acteurs financiers, et plus encore pour l'opinion publique non initiée, avec à la clé le renforcement de la diffusion consensuelle de comportements imprudents et le succès de l'utopie du « risque sans risque ». Que celle-ci puisse être le chaînon manquant reflétant les fragilités financières de la globalisation actuelle, qui susciterait un effondrement du système et sa contagion à la sphère économique sous la forme de « risque systémique », trouve sans conteste un certain fondement dans l'histoire présente (Brender, Pisani, 2009).

La dimension cachée du risque

Si du risque, sous ses formes variées, l'on connaît assez bien les mérites et les excès, il est en revanche une composante complémentaire, un élément sous-jacent intimement lié à son expansion dont on semble ignorer l'importance parmi les multiples facteurs de déclenchement des crises financières. Ne jouissant pas de la même attractivité intellectuelle auprès des économistes que le concept de risque, la question globale de l'endettement, du fait peut-être de son aridité intrinsèque, bénéficie la plupart du temps d'un traitement réduit au seul intérêt persistant des historiens économistes ou aux discours de réprobation de la classe politique. Et pourtant rien n'est plus injustifié que le moindre rôle assigné au processus d'endettement dans la mesure où il se situe au cœur – du départ jusqu'à la fin, si terme il y a –, de n'importe quelle prise financière de risque privé : sauf disponibilité exceptionnelle de fonds propres en quantité suffisante, la majorité des investissements financiers, immobiliers ou patrimoniaux en voie de réalisation recourt de manière systématique à la formule canonique du crédit, que l'on ventile en différentes options selon les besoins spécifiques de financement.

Depuis l'époque des banques vénitiennes, l'acte de contracter des dettes vis-à-vis de particuliers ou dans le cadre d'opérations commerciales et industrielles est devenue un levier puissant d'expansion du capitalisme au niveau mondial. Et aussi une source de déboires individuels et collectifs dès lors que les remboursements d'emprunt n'ont pas été honorés aux conditions et délais accordés au moment de l'engagement contractuel. Même les opérations spéculatives les plus audacieuses ont eu maintes fois recours à

l'endettement cumulatif grâce à des procédés d'une intégrité parfois douteuse mais où l'empilement exponentiel des risques visait en fait à dissimuler l'absence de collatéraux physiques ou financiers.

Bien entendu, la puissance publique n'est point épargnée par le charme discret de l'endettement collectif aux effets macroéconomiques si souvent analysés : en premier lieu, la croissance de la dette interne de l'État poursuit sa trajectoire ascendante via une politique budgétaire dynamique aux incidences potentiellement inflationnistes et monétaires, surtout en période d'expansion économique. La dette souveraine, dans l'hypothèse où les besoins de financement des pouvoirs publics dépasseraient le montant de l'épargne domestique disponible, enfle constamment au gré des émissions massives d'obligations rémunérées à un taux d'intérêt, de niveau plus ou moins élevé, selon la solvabilité du débiteur public estimée par le marché international.

Deux nouveautés majeures relatives à l'approfondissement du système financier globalisé (libéralisé, ouvert, mondialisé, informatisé) viennent en deuxième lieu transformer le contenu de la problématique de l'endettement public : signalons au préalable que, depuis la première phase de globalisation (1873-1914) jusqu'aux années 1960, la dette publique externe trouvait massivement à se financer auprès des grandes banques internationales avec cependant la caution politique et/ou la conditionnalité financière des États bailleurs. Cela ne signifiait pas pour autant une absence de moratoires de liquidation – à l'instar des célèbres crises de la dette des nations latino-américaines de la dernière décennie du XIX^e siècle (Marichal, 2010) – Argentine, Chili, Pérou... – comme résultats d'une impossibilité conjoncturelle ou structurelle à s'acquitter du principal et des intérêts de la dette. Les fonds octroyés aux emprunteurs nationaux étaient en fait intermédiés par des institutions financières dont le fonctionnement classique pouvait être assimilé aux habituelles relations asymétriques entre un banquier et son client.

À partir des *roaring sixties*, et avec une inflexion plus rapide au cours des années 1980, les États, aux besoins grandissants de financement, font de plus en plus appel à des apporteurs de capitaux privés (banques d'affaires, fonds d'investissement...) qui captent l'essentiel des fonds attribués auprès des différents marchés financiers ou monétaires. Cette première innovation fondamentale signe pratiquement la disparition de l'intermédiation historique de la dette publique en l'alignant, à peu de choses près, sur les dispositifs et les règles en vigueur au sein de la finance globalisée : titrisation, notation financière, transfert des risques, mesure du risque pays, suivi des indicateurs macroéconomiques de performance, etc.

Avec en prime, la même incertitude radicale sur la situation financière réelle du pays débiteur lorsque les autorités politiques et économiques

mettent en œuvre une « comptabilité créative » nationale dans le but d'embellir les fondamentaux (dette/PIB, agrégats du commerce extérieur, taux de croissance, indice des prix...) pris comme supports « objectifs » du renouvellement des crédits extérieurs. Le récent exemple emblématique de la Grèce demeure présent dans toutes les mémoires comme nation bénéficiaire, plusieurs années de suite, de nombreuses facilités d'accès aux emprunts internationaux malgré la situation calamiteuse de ses finances et l'atonie durable de son économie. Jusqu'à la menace finale d'un scénario virtuel de banqueroute de l'État.

Dans une situation d'attrition durable des marchés financiers par absence de liquidités, la deuxième innovation consiste à dépasser le problème de la liquidation et du recouvrement ultérieur des dettes publiques. Si l'alternative marchande (cf. supra) n'a pas les ressources suffisantes pour y parvenir, l'action isolée de l'État ne pouvant être logiquement envisagée dans la mesure où ce dernier se trouve aussi en délicatesse avec les bailleurs de fonds privés, les banques centrales nationales ou surnationales (la Réserve fédérale, la Banque centrale européenne p. ex.) ont toujours la faculté discrétionnaire de prendre le relais via la création de la liquidité nécessaire ou d'en appeler au capital international public/privé (fonds de solidarité interétatique ou bancaire). Cette solution extrême signifie la fin définitive du compartimentage entre les sphères de la finance marchande ou publique ; la séparation technique entre dettes publiques et privées n'a en effet plus lieu d'être, bien que laissant en suspens une interrogation fondamentale : qui sauvera qui si les marchés et les appareils d'État démantelés font en même temps faillite, sachant que le dernier rempart formé des ménages contribuables est lui aussi surendetté ?

La question complexe, lancinante de l'endettement généralisé demeure finalement au centre des cataclysmes financiers présents et passés. Elle surgit comme un invariant presque historique circonscrit, pour un temps encore indéterminé, dans des espaces géographiques à la souveraineté politique de plus en plus contestée par la logique marchande. Aucune période ni pays ne semble d'ailleurs épargné par l'accumulation inexorable de dettes publiques et privées à l'origine de manifestations aussi essentielles que l'apparition ou la formation de crises financières. À la différence notable de la prise de risque sans protection sûre, le processus d'endettement renvoie toutefois indirectement à une contrepartie économique, à une production matérielle moins fictive que le risque financier illusoire d'enrichissement inoffensif. De plus, celui-là s'inquiète peu ou prou de l'avenir puisque les conséquences morales, politiques et sociales des emprunts imprudents seront en réalité assumées par les générations futures. Les excès du risque et la généralité de la dette conjugués conduisent ainsi à une perte du sens de la

mesure les rendant littéralement insaisissables ou pour le moins incommensurables.

Une gouvernance financière à repenser ?

Devant l'ampleur croissante des mouvements de capitaux sur les différents marchés de la planète, avec les conséquences afférentes en termes de difficultés économiques pour les entreprises ou les pays affectés, une critique convenue du processus de globalisation s'est paradoxalement développée, pendant près de vingt ans, sous la forme d'un débat politique autour de la construction et de la nature d'un nouveau système financier mondial. Mais la crise récente – comme échec patent du modèle de croissance ayant succédé au compromis fordiste du capitalisme d'après guerre –, semble avoir relégué dans un oubli pérenne le souhait des États d'instaurer une régulation internationale des marchés et des institutions financières. Une interprétation plus originale, partant de la critique du concept de gouvernance, ferait en revanche de l'apparition de crises financières le produit d'une redistribution des pouvoirs économiques entre salariés, actionnaires et dirigeants au sein même de l'entreprise globalisée. Cette analyse offre l'avantage indéniable d'étoffer les critiques surgies autour de l'inefficacité des normes et des règles ayant vocation formelle à contrôler tant les afflux que les reflux de capital, sources supposées d'instabilités financières récurrentes.

Ainsi l'approche de l'école de la régulation privilégie l'idée que la sortie du modèle fordiste ne se réduirait pas aux seules modifications substantielles dans l'organisation du travail mais qu'elle signifierait également une transformation radicale des rapports de force entre les investisseurs, les entreprises et les salariés (Aglietta, Berrebi, 2007). Comme nous l'avons signalé, dès lors que l'objectif final, prioritaire, de la production des entreprises planétaires consiste avant tout à atteindre des taux de rentabilité de 15 %, il n'est pas étonnant que ce but ait sérieusement contribué à une détérioration continue des compromis sociaux établis auparavant. Avec la primauté absolue du pouvoir des actionnaires, les déséquilibres internes de l'échelle des salaires au sein de l'entreprise s'exacerbèrent d'autant plus que l'action sociale compensatrice de l'État se fit parallèlement discrète en moyens et en efficacité. C'est en partie pour pallier cette rupture sociale majeure que le modèle de croissance des principaux pays capitalistes avancés a eu souvent recours au fort endettement des ménages⁷. De manière

7. Les piliers complémentaires sur lesquels la croissance capitaliste reposait étaient en outre l'appropriation de l'épargne mondiale disponible (pays émergents) et l'approfondissement de la globalisation financière. cf. Brender, Pisani, 2009, p. 47-98.

assez paradoxale, l'accumulation de fragilités flagrantes ne suffit pas toutefois à déclencher l'imminence d'une crise financière (Aglietta, Rigot, 2009) : les années ayant précédé la crise des subprimes, la création continue de liquidités, la multiplication des stratégies d'acquisition et de fusion, et, enfin, l'approfondissement d'un espace financier global se poursuivirent à un rythme soutenu jusqu'à ce que les contradictions internes du système devinssent insurmontables. Grâce aux différentes contributions de l'approche régulationniste, on comprend que les règles prudentielles devant accompagner la mise en œuvre de la gouvernance financière d'entreprise étaient vouées à un échec programmé.

Par ailleurs, l'élaboration d'un *ratio* international de solvabilité (*Bâle II*) justifiait de façon routinière le recours à des modèles internes susceptibles de déterminer les règles d'adéquation des fonds propres aux risques du marché. La complexité du marché des innovations financières (produits dérivés) ainsi que la difficulté rédhibitoire à estimer les risques occultes ont malheureusement rendu inopérante la tentative de créer une norme universelle sous la forme d'un calcul simple voire simpliste. Car si l'on présuppose que les marchés sont parfaits et ne recèlent par définition aucune asymétrie d'information, l'inexistence de conflits d'agence entre les différentes parties prenantes autorise une allocation optimale des ressources au sein de l'entreprise, et donc des signaux ou une norme idoines. La dernière décennie du XX^e et la première du XXI^e siècle ont en fin de compte révélé, avec moult exemples de management opportuniste, que le conformisme des tableaux de bord ou des indicateurs officiels de performance n'était pas une garantie suffisante de restitution de l'état réel des comptes mais qu'il avait été au contraire un des instruments privilégiés de formation et de dissimulation de profits d'initiés au travers de l'inflation fictive des actifs financiers marchands (Attali, 2009).

UNE LECTURE ÉPISTÉMOLOGIQUE DES CRISES FINANCIÈRES

De ce qui précède, ressort la nécessité de proposer une analyse des crises financières prenant un certain recul par rapport aux réalités, aux manifestations les plus caractéristiques des ruptures majeures survenues dernièrement au sein de la finance globalisée. Appréhender les principaux emballements spéculatifs induits par le développement intense de la sphère financière trouve en effet une explication partielle, nous l'avons vu, dans la présence constante d'anticipations risquées des acteurs dont il faut cependant tenir compte pour interpréter les « prophéties autoréalisatrices » ou bien encore les « comportements mimétiques » en émanant. C'est pourquoi une grille de lecture pertinente devrait donner une place prépondérante à une interprétation originale où un changement radical de paradigme, centré sur le

concept général de liquidité, permettrait d'analyser les ruptures fondamentales inhérentes au fonctionnement dérégulé des marchés financiers contemporains.

Pour ce faire, nous examinerons dans cette dernière partie plusieurs questions transversales susceptibles de nous aider à atteindre l'objectif fixé antérieurement : nous commencerons par clarifier trois sujets de controverse qui tendent à dénaturer l'observation et l'analyse économique des crises financières : l'opposition caricaturale entre économie réelle et économie financière, le rôle de l'État libéral en période de crises, et enfin la dichotomie entre une finance de marché sophistiquée, performante et une intermédiation bancaire jugée comme archaïque et inefficace. La fragile récupération actuelle des systèmes financiers sur le plan international laisse à penser que l'on assisterait peut-être à la fin de l'époque de la globalisation « heureuse », d'un paradigme où la finance de marché libérée, la croissance des pays capitalistes avancés financée par les pays émergents, les fondements de la théorie financière orthodoxe et la marchandisation de l'État... commandaient en totalité l'économie politique du monde avec une insouciance naïve ou cynique devant la montée inexorable des périls futurs, des catastrophes financières à venir. Après ces questions, il sera temps de proposer une lecture des crises financières contemporaines éloignée des conceptions objectives de la valeur.

Un triple faux débat économique

D'un point de vue non analytique, il est aisé de recourir parfois à des simplifications abusives qui tendent à biaiser l'orientation des recherches vers des a priori idéologiques, des visions manichéennes. La thématique complexe des crises financières n'échappe nullement à ce travers qui culmine sous la forme de faux débats économiques ; pour notre part, nous en avons repéré trois dont la récurrence conduit à une interprétation restrictive, réductrice des ruptures majeures de la finance globalisée :

À cet égard, une première image ou représentation simplificatrice, ayant néanmoins force de causalité secondaire dans le vaste champ explicatif des crises financières, renvoie à l'opposition binaire entre la « mauvaise » finance spéculative et la « vertueuse » économie réelle ou productive. Trois présupposés sous-jacents donnent une apparence de pseudo-scientificité à cette perception moralisante :

- Qu'il existerait une possibilité de reconnecter la finance de marché à la sphère de la production mondiale (Tchang, 2008) ;
- Que l'éventuelle déconnexion de la finance de l'économie réelle serait validée par les faits ;
- Que cette supposée dichotomie correspondrait aujourd'hui à un puissant mécanisme explicatif des situations paroxystiques de la finance de

marché. En définitive, ce que l'on peut substituer à cette interprétation partielle, bien diffusée auprès de l'opinion publique, prend la forme d'une réponse de bon sens économique basée sur l'observation attentive des réalités de la globalisation. Car il est erroné de louer le déroulement en apparence harmonieux de l'économie réelle tout en critiquant de manière systématique les dérives incontestables de la finance globalisée, étant donné que les deux catégories d'économie sont dialectiquement liées. La finance de marché n'est en fait jamais totalement coupée, déconnectée du capitalisme réel dans la mesure où elle aborde – quand bien même de façon incomplète sur le plan théorique et avec les dérives consubstantielles que nous avons soulignées –, la question cruciale de la maîtrise des risques.

Au quotidien, convenablement appliquée et sans dévoiement spéculatif, la couverture des prêts concédés aux chefs d'entreprise et aux ménages, afin qu'ils réalisent leurs différentes activités économiques et opérations financières, représente une fonction indispensable, un avantage appréciable en mettant en relation les apporteurs et les demandeurs de capitaux (Tchang, 2008). Sans le crédit, l'économie de production et de consommation demeurerait à un stade embryonnaire incompatible avec les besoins supérieurs d'accumulation du système global en vigueur. Par cette interdépendance avérée des sphères financière et productive, se fait jour toutefois une des plus sérieuses inquiétudes des pouvoirs publics actuels sous la forme concrète d'un scénario possible de contagion de la crise des marchés au reste des structures capitalistes. Que ce risque systémique ou généralisé soit exacerbé par la carence d'autonomie des agents de l'économie réelle par rapport au « pouvoir de la finance » participe désormais d'une des hypothèses les plus fécondes de la recherche fondamentale (cf. *supra*).

La référence aux pouvoirs publics nous invite ensuite à réfléchir au contenu intrinsèque de l'action de l'État laquelle consiste en priorité à réduire, autant que faire se peut, les effets les plus néfastes des crises. Sous le prétexte d'une critique conformiste du néolibéralisme, existe le réel danger d'en présenter une image caricaturale. Pour cela, il est nécessaire de préciser au préalable que cette doctrine ne doit être en aucun cas assimilée à un système sans règles (Padis, 2008): elle conçoit en effet l'État comme une organisation économique qui garantirait le fonctionnement permanent du marché grâce à la plus pure concurrence imaginable. Depuis moins d'un demi-siècle, au plan international, les vertus supposées du modèle néolibéral exercent en fait une influence croissante sur les différents outils de management et sur les stratégies de gouvernement de la fonction publique.

Contrairement à une idée fautive mais consensuellement répandue, le néolibéralisme signifie encore moins une doctrine du retrait de l'État, de l'absence d'intervention des pouvoirs publics dans la mesure où il admet

l'existence d'une gouvernance étatique, de décisions politiques corsetées par la logique marchande (Padis, 2008). Plus encore, lorsque la violence des catastrophes financières et monétaires risque de mettre en danger la pérennité du système capitaliste, l'interventionnisme libéral démontre historiquement une résilience efficace face aux graves problèmes de crédit crunch, de volatilité des monnaies, de récession ou de stagnation des économies affectées en recourant à des mesures volontaristes. Comme nous l'avons constaté il y a peu de temps encore, l'éventail des décisions économiques anticrise prises par la majorité des gouvernements acquis au néolibéralisme balaie dès lors un large spectre d'actions depuis les procédures de recapitalisation des banques en passant par les formes possibles d'une nouvelle régulation⁸ jusqu'à la nationalisation des institutions en déconfiture.

Depuis la Grande Dépression de 1929, référence repoussoir de l'échec du laisser-faire en matière de sortie de crises, celles-ci n'ont pu être évitées mais circonscrites aux seules manifestations les plus extrêmes, aux chocs les plus importants (Lenglet, 2008). Avec moins d'un siècle d'actions anticrise, cet enseignement historique offre paradoxalement une nouvelle jeunesse à la thèse de l'aléa moral : car si, à chaque rupture majeure, les agents financiers sont assurés de pouvoir bénéficier du soutien inconditionnel et massif des gouvernements néolibéraux, espérer une diminution de la fréquence des comportements imprudents serait alors comme prononcer un vœu pieux : une crainte amplement justifiée par la mutation postcrise en cours dans les pays industrialisés où l'on assiste aujourd'hui au retour d'un fort processus de concentration bancaire : business as usual.

Le troisième faux débat économique altérant la discussion scientifique autour des crises financières concerne enfin la critique de l'intermédiation bancaire classique et l'éloge appuyé de la finance de marché (Tchang, 2008). Pour la clarté de l'exposé, il est utile de rappeler brièvement les deux avantages principaux que l'on a longtemps imputés à l'essor rapide de marchés parfaits et dépourvus d'asymétries d'information dans un contexte porteur de globalisation généralisée :

1. Une concurrence plus vive entre les multiples apporteurs de capitaux impliquerait un financement à moindre coût ;

2. De même, une concurrence renforcée éliminerait l'existence d'ententes tacites au sein de la finance intermédiée (banques) en raison de son opacité avérée.

8. Grâce à des mesures ponctuelles telles que le contrôle des agences de notation, le renforcement des obligations de transparence des banques, la modification des critères comptables institués en fonction des critères de marché (Bâle III), etc.

Les discours dithyrambiques louant les performances spectaculaires de la finance de marché ont été malheureusement contredits par une succession de dérives et de scandales financiers révélés pendant le long déroulement de la crise de 2007-2008. Cette fin tragique s'avérait prévisible dans la mesure où les termes de la problématique étaient dès le départ biaisés par le simple fait de considérer séparément les deux formes de financement. Un tel cloisonnement formel a été infirmé par la pratique même des banques qui ont investi, aidé à placer des actions et des obligations risquées sur les marchés (Tchang, 2008). Bien évidemment en étant juges et parties afin d'intervenir pécuniairement (commissions) dans les modes d'évaluation des actifs financiers engagés. En d'autres termes, ce que la crise récente a dévoilé avec netteté, c'est au contraire une imbrication constante des marchés et des banques dont les comportements imprudents reposaient en définitive sur des profits d'initiés (Attali, 2009) : les agents financiers étaient en effet les dépositaires de données nombreuses et, en théorie confidentielles⁹, avec lesquelles ils étaient censés réaliser des investissements boursiers et financiers transparents. Dans ces circonstances, la question de savoir quel type ou mode de financement s'avère optimal pour la pratique courante de la communauté financière devient irréductiblement académique et peu opérationnelle puisque dépendant de représentations fictives de la réalité des affaires.

Un paradigme se meurt, un autre va-t-il naître ?

Nous l'avons montré, le contenu du paradigme dominant de la globalisation ne nous éclaire nullement sur la formation de bulles de nature diverse, sur l'inflation incontrôlée des produits financiers... lesquels sont autant de signaux d'alerte de la gestation future de crises de la finance. Des quatre piliers¹⁰ composant l'idéologie néolibérale, aucun ne semble bien résister à la preuve cruelle du dernier cataclysme financier. Les caractéristiques actuelles du système sous perfusion étatique dessinent en filigrane un panorama assez éloigné des chromos de la globalisation « heureuse », pour établir à l'inverse un diagnostic contrasté de ses performances :

Le décroissement ainsi que la levée des barrières à l'entrée des marchés, au lieu d'une diversification attendue des opportunités d'investissement industriel, ont conduit tout d'abord à un recentrage

9. C'est un cas d'asymétrie d'informations bénéficiant à des initiés.

10. Rappelons pour mémoire que ce sont la primauté de la logique financière à court terme, la croissance capitaliste alimentée par l'épargne disponible internationale, l'autorégulation et l'efficacité des marchés financiers, le recentrement marchand de l'intervention de l'État.

généralisé de l'activité financière sur les segments les plus lucratifs : le domaine des fusions acquisitions et celui de la restructuration des fonds spéculatifs. Deux champs d'investissement aujourd'hui en plein essor dans la mesure où ils ont été épargnés par la vague des timides réformes financières postcrise qui s'est réduite à de nouvelles normes de contrôle du fonctionnement des établissements bancaires et des marchés organisés.

Dans le même sens, le développement rapide des échanges mondiaux n'a ensuite pas aboli les rapports de force entre économies nationales de croissance inégale contribuant à l'instabilité financière récurrente du capitalisme globalisé. Ainsi, les constantes rivalités commerciales, financières et monétaires entre superpuissances ou blocs régionaux (Chine/USA, Europe/ASEAN par exemple) traduisent non seulement le déplacement géographique des centres mondiaux de pouvoir économique vers d'autres zones plus attractives mais renforcent l'incertitude présente autour de la nature du futur leadership de la planète : domination exclusive d'une ou plusieurs superpuissances, division entre plusieurs blocs régionaux, associations souples entre superpuissances et régions émergentes, etc.

De plus, la question de l'information financière, que la théorie néoclassique évacuait rapidement en la présupposant reflétée à tout moment par les prix des actifs échangés sur le marché, continue à être l'inconnue irréfragable sur laquelle butent en permanence tant les autorités politiques les plus hautes que les organismes de supervision. Le dogme de l'information accessible à tout moment et fiable règne encore puisque, selon la rhétorique de la transparence, les cabinets d'audit ou d'expertise comptable, les agences de notation, grâce à la certification et qualification des comptes, accomplissent leur travail scrupuleusement pour le plus grand profit des actionnaires, des investisseurs et des marchés. Est-il besoin de souligner que les fraudes les plus importantes de la dernière crise ont été couvertes par des cabinets d'audit ou d'expertise à la réputation internationale impeccable ? À moins de nier l'évidence, il est clair que la théorie pêche énormément en ce qui concerne le contenu et le contrôle de l'information produite par le marché.

Comme les plans et les mesures anticrise récents l'ont concrètement confirmé, la dérégulation n'a été en fait qu'une formule politique et économique renouvelée de régulation privée de l'État (Padis, 2008) : la thèse de son soi-disant retrait traduisait en réalité l'introduction progressive des règles de fonctionnement de l'économie marchande dans l'ensemble des appareils étatiques... On ne peut comprendre en effet l'efficacité de la résilience du dernier sauvetage financier d'orientation néolibérale que si l'on admet que les outils et les techniques de mobilisation des ressources étaient déjà présents, prêts à servir – tant les pouvoirs publics que les décideurs privés. Il n'y eut donc aucune dissonance cognitive entre les élites politiques

et le milieu des affaires parce que leur langage était commun, leur compréhension mutuelle face à la nécessité impérieuse d'éviter la contagion de l'instabilité financière à l'ensemble du système.

Une des principales leçons de la dernière crise résiderait finalement dans sa force d'annonce d'épuisement d'un paradigme par dévoilement des nombreuses fragilités des interdépendances entre la finance de marché et l'économie capitaliste mondialisée. S'il s'agit de la fin d'un mode spécifique d'accumulation du capital lié à la phase financière de la globalisation, une telle mutation fondamentale ouvrirait précisément des perspectives de discussion au sein même de la discipline économique autour de la redistribution des rapports de force dans l'entreprise.

L'hyperliquidité contemporaine comme paradigme alternatif

Jusqu'en août 2007, nous pensions que le monde économique et financier se caractérisait par une liquidité abondante ne connaissant aucune interruption en termes d'approvisionnement (fluidité, volume). Plusieurs événements ponctuels tels que des gels internes (suspension des crédits interbancaires) ou des pénuries externes (illiquidités des titres financiers) aux conséquences dévastatrices, sont venus toutefois infirmer empiriquement la vision idyllique antérieure que véhiculait la théorie orthodoxe. En « impensant » la liquidité comme moteur fondamental du fonctionnement harmonieux des marchés, ce courant de pensée a sous-estimé l'importance de l'interaction des différentes formes d'illiquidité de marché et de financement dans la genèse des crises financières (Gréau, 2008).

Cet oubli de la liquidité s'avère d'autant plus surprenant qu'une lecture a posteriori des crises du passé, du krach de 1987 en passant par la crise des pays asiatiques jusqu'à celle des nouvelles technologies de communication aux États-Unis (2001), incite plutôt à les réinterpréter, à les analyser aujourd'hui comme de véritables crises de liquidité (Roubini N., Mihm S., 2010). Malgré le renforcement récent du rôle des banques centrales sous la forme d'injections massives de liquidités, il n'en demeure pas moins vrai que la titrisation financière, en se différenciant du mode classique de financement intermédié (banques), a pratiquement tari la source supérieure de création monétaire qu'était la banque centrale.

Nous l'avons vu, la notion sous-jacente de « prêteur en dernier ressort » auquel il est souvent recouru en ces circonstances soulève le problème de l'aléa moral et de ses effets délétères sur les comportements des agents financiers (Roubini, Mihm, 2010). Mais l'efficacité temporaire des réponses de politique économique prises dans l'urgence ne signifie nullement que le problème de la liquidité soit résolu dans la mesure où la théorie dominante – infirmée par les faits et mise en cause par plusieurs économistes –, de

l'efficacité informationnelle des marchés continue de prévaloir au sein de la communauté financière globalisée. Comme alternative épistémologique, l'exposé d'une grille de lecture originale s'efforçant de renouveler la production de connaissances économiques sur les crises financières revêt ici une importance primordiale.

Que la finance globalisée et la liquidité afférente participent d'un monde fluide, instable et aux valeurs changeantes (actions, obligations, produits dérivés) a été analysé par plusieurs travaux théoriques¹¹. Il en ressort que la faculté de convertir à tout instant les titres financiers en liquidités, selon les besoins ou les paris des opérateurs spécialisés, incombe avant tout à la Bourse (ou aux marchés de financement organisés¹²). Elle est la mieux placée pour réaliser cette conversion parce que la valeur financière demeure intrinsèquement volatile. La question fondamentale de la liquidité rejoint ainsi le problème de la valeur avec un contenu plus fluctuant aujourd'hui qu'hier (Bougnoux, 2008). Sans norme fixe, de référence physique, elle n'exprime en fait aucune transcendance stable : la valeur financière transcende le travail réel, l'utilité économique des biens durables ou de capital, etc. en dépassant une valeur matérialisable sous la forme d'une monnaie stable par exemple ; elle ne fait plus que refléter l'activité hasardeuse de la Bourse.

S'il fallait appréhender un changement de paradigme induit par la globalisation contemporaine, ce serait peut-être dans la disparition, programmée à plus ou moins brève échéance, de la valeur normative qu'accompagne le développement concomitant des marchés de la finance. Bien qu'institutions financières déjà anciennes, par leur domination croissante à l'intérieur du capitalisme globalisé, les bourses et les marchés actuels consacrent le triomphe d'une conception subjective de la valeur par rapport à une représentation objective de la valeur¹³. Ainsi, en ce qui concerne la sphère de la consommation des biens durables, le phénomène historique de la rareté économique ne correspondrait plus maintenant à un

11. Cf. Entre autres, les articles de Daniel Bougnoux (2008), Jean-Joseph Goux (2008) et Olivier Mongin (2008) ont largement inspiré les réflexions ci-dessous.

12. Sans évoquer le problème épineux et encore insoluble des marchés de financement non organisés, dits de gré à gré dont l'ampleur estimée dépasserait en importance l'ensemble des places boursières et financières officielles sous contrôle apparent des autorités nationales de régulation.

13. Une conception qui irriguait l'ensemble des œuvres de Smith, Ricardo et Marx autour de la norme commune du travail nécessaire à la production d'une marchandise comme mesure de la valeur. Paradigme historique dépassé aujourd'hui en raison des transformations structurelles du capitalisme financier dont un des nombreux effets a été d'individualiser le prix de la rémunération de la force de travail, comme un quelconque bien, en fonction de sa plus ou moins grande désirabilité.

manque mais renverrait plutôt à une jouissance perdue voire à un déplacement temporel, différé à court terme, vers un autre objet du désir. La valeur partirait alors du sujet désirant¹⁴.

Dans le monde de la finance, la présence souhaitée de liquidités, en volume conséquent et en circulation permanente, traduit de manière quasi homothétique la réalité d'un désir illimité puisque nourri par une demande d'argent extensible à l'infini, à la différence remarquable de la consommation des marchandises dont les limites matérielles relèvent de la rareté économique générale comme formes de jouissance non satisfaite ou de satiété circonstancielle. Par le biais de l'offre de liquidités, de la production de valeurs volatiles, le nouveau modèle de la valeur financière en relation avec la globalisation serait assez proche de l'archétype walrassien de la Bourse avec ses avantages caractéristiques de fluidité, de mobilité et d'extension à l'infini. En quoi cependant cette grille de lecture s'avère-t-elle pertinente pour interpréter les récentes crises financières ?

En premier lieu, il existe beaucoup d'éléments factuels dans le cadre de la finance (innovations technologiques, dérégulation financière, dilution du risque financier...) qui conduisent à se dépendre des conceptions normatives de la valeur travail en raison d'une impossibilité concrète à la mesurer : l'instabilité permanente de la sphère financière ne facilite nullement la capacité à fournir un étalon de valeur, de donner une commensurabilité durable à des fluctuations de titres boursiers. Les comportements risqués voire même irresponsables de prêteurs vis-à-vis de débiteurs insolvables s'inscrivent en deuxième lieu dans cette perspective de jeux boursiers où, l'illusion de l'enrichissement facile prenant le pas sur le sens des réalités économiques, la moindre valeur des actions pouvait être immédiatement compensée par une bonne couverture en produits dérivés, eux-mêmes protégés par des swaps de crédit sur des collatéraux fictifs... Jusqu'à ce que plus personne ne sache quel était le montant initial des crédits concédés et moins encore la quantité finale de dettes papier ayant servi à les garantir. Frivolité de la valeur et valeurs frivoles : tout était réuni pour le déclenchement d'un séisme financier.

Finalement, l'accent mis par le pouvoir médiatique sur la responsabilité réduite des pratiques irrégulières dans l'origine de la dernière crise tend à accréditer l'idée que les marchés ont été gagnés par une irrationalité éphémère. Alors que le comportement des professionnels était le fruit d'une opinion rationnelle où les paris boursiers les plus audacieux étaient secondés, relayés par une mathématisation outrancière, refuge de la plus

14. À l'instar des biens informatiques qui incorporent de plus en plus dans leur prix l'effet d'appel anticipateur des consommateurs sur les innovations attendues des constructeurs ou des producteurs.

stricte rationalité opératoire dédiée à la valeur flottante (Bougnoux, 2008 ; Goux, 2008).

Conclusion

La perspective épistémologique exposée ci-dessus mériterait cependant d'être complétée par les quatre réflexions suivantes :

D'un point de vue général, la plus ou moins grande intensité dans la perception d'une crise constitue sans doute un indicateur indirect mais révélateur de l'importance de la globalisation contemporaine. Ainsi la forte perception généralisée de la dernière rupture financière survenue en Europe et aux États-Unis s'explique par une raison assez simple de nature matérielle : tant que la crise n'a affecté que les intérêts composites d'épargnants et d'emprunteurs audacieux, celle-ci n'a été envisagée que comme un moindre mal. À partir du moment où les pertes consécutives à des prises permanentes de risques excessifs ont dépassé un seuil, un volume impossible à éponger par les banques centrales ou multilatérales (FMI, Banque mondiale, BCE, etc.), le recours à la générosité obligée des contribuables a représenté en dernière instance une solution réaliste d'évitement d'un risque systémique de portée planétaire.

L'urgence politique de freiner l'effondrement de la finance de marché conduit ensuite à faire appel à l'État dont la remarquable résilience financière renoue, nous l'avons souligné, avec la création de liquidités essentielles à la globalisation. C'est donc une fonction économique renouée de l'intervention étatique qui est légitimée socialement par le fait qu'aucun citoyen ne souhaite ressentir in vivo l'aggravation de la crise, avec ses conséquences imprévisibles en termes d'accentuation des inégalités de revenus ou de pertes d'emploi. Grâce au sauvetage public des banques et des marchés, les élites politiques solidarisent l'opinion publique des actes risqués commis précédemment par la communauté financière internationale.

Nous nous situons en réalité dans un cas de figure inédit, sans référence explicite à un schéma connu de politique économique – keynésien de relance de sortie de crise ou monétariste de retour aux grands équilibres fondamentaux -, où les pouvoirs publics nationaux doivent, quel qu'en soit le prix, préserver la survie du système économique global. Ces derniers sont toutefois bien conscients que l'injection permanente de liquidités ne représente en aucune façon la panacée définitive puisque peinant à contrecarrer l'apparition récurrente de comportements irrationnels à l'intérieur des marchés et des institutions financières (Artus, Virard, 2010 ; Orléan, 2008). De manière paradoxale, si tôt passée la phase paroxystique de crise, l'influence apparente des gouvernements s'avère plutôt symbolique dès qu'elle s'éloigne de l'extinction des incendies monétaires et financiers pour se métamorphoser en des mesures ponctuelles de politique économique

(Rainelli-Le Montagner, 2003) : souhaiter la reprise, fixer le niveau des taux, discourir sur la fin proche de la crise...

Il n'empêche qu'après la participation solidaire des contribuables, les autorités politiques et monétaires doivent aussi penser à restaurer la confiance vacillante de l'opinion publique face à la capacité des agents financiers à mieux ancrer la finance contemporaine dans l'économie réelle, à satisfaire les besoins concrets (non spéculatifs) de financement du capitalisme globalisé (Tchang, 2008). Un objectif difficile à atteindre par les élites économiques sans un certain coût politique (risque électoral) et social car subsiste la suspicion tenace d'une perte irrémédiable de souveraineté politique, conférée au citoyen en démocratie par le droit de vote, mais laquelle résulte pratiquement d'un faible poids face à la domination de la logique financière internationale.

De l'action controversée de l'État en temps de crise, nous passons maintenant à la troisième idée qui a trait à une dimension essentielle du couple globalisation et crises financières. S'il est couramment admis que les grands désajustements globaux de l'économie financière internationale (importante épargne disponible, surendettement des ménages américains et européens, déficits commerciaux et publics de la plupart des pays capitalistes industrialisés, etc.) furent en partie responsables de la dernière crise (Aglietta, Rigot, 2009), deux phénomènes montrent comment la globalisation change non seulement les rapports de force économiques mais aussi les possibilités de répondre à une crise financière : la stratégie de croissance soutenue des marchés émergents mise en place après la période critique de 1997-1998 a consisté à accumuler des excédents commerciaux substantiels à l'exportation sous la forme de devises clés (dollars, euros, yens) (Brender, Pisani, 2009). Bien que sévère, l'impact de la crise déclenchée par les subprimes mortgage sur ces économies dynamiques, par ailleurs bien insérées sur le plan international, ne s'est pas pour autant traduit en un effondrement brutal des capacités de production nationale, qui ont cependant fait la courte expérience de suspensions temporaires de crédits (cf. supra). L'accumulation prévisionnelle de liquidités fortes a ainsi permis d'affronter les réductions de flux de capital international sans que le financement régulier de l'économie en soit complètement affecté. Ils furent d'ailleurs les premiers pays à présenter avant le reste du monde – surtout les nations industrialisées –, les signes encourageants d'une reprise économique intégrée au processus de mondialisation.

Alors que l'on avait un peu vite oublié que le renflouement des banques en liquidités internes occasionnerait plus tard une accentuation supplémentaire des déficits publics, cet effet pervers a dévoilé plusieurs éléments intéressants. L'ampleur ainsi que le nombre croissant de pays concernés par l'appréciation négative de la qualité des dettes nationales

établie par les marchés justifie largement la crainte fondée d'une propagation des non-paiements à l'ensemble de l'Europe. D'autant plus que les sources de financement par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ne sont pas inépuisables puisque dépendant des apports respectifs des pays membres. Comme pour la quasi-faillite du système financier privé, les experts de même que les gouvernements n'ont pas su prévoir l'origine des difficultés de financement des États concernés et la détérioration accélérée de la notation des dettes souveraines. Une future absence de bailleurs de fonds favoriserait alors l'engagement de nouveaux créanciers publics disposant des ressources suffisantes pour couvrir les émissions d'obligations des pays européens en quasi-faillite.

C'est dans ce contexte d'insolvabilité étatique que survient en outre l'intervention de la Chine non plus seulement comme atelier du monde mais comme « prêteur en dernier ressort » de l'Europe après avoir été auparavant celui des États-Unis (Roubini, Mihm, 2010). Un tel scénario eût été considéré comme impensable il y a encore à peine deux ans tant la confiance en la solidité financière de la zone européenne et en la force de sa monnaie commune paraissaient inébranlables pour l'ensemble de la communauté financière de la planète. D'autres nations émergentes (Brésil, Corée, Inde...) seraient éventuellement tentées de servir de garanties à de futures émissions de dettes publiques des pays capitalistes industrialisés. Si à chaque sortie de crise, le processus de globalisation suscite une redistribution inégale des pouvoirs économiques à l'échelle planétaire, on peut en déduire, sans trop s'avancer, que l'instabilité financière a encore un bel avenir sachant que de nouvelles sources de déséquilibres pointent déjà à l'horizon. Parmi celles-ci, la viabilité économique à long terme du financement international des dettes souveraines par plusieurs pays émergents en surchauffe est principalement invoquée comme un mécanisme potentiel déclencheur de crises à venir : oubliant les leçons de la crise asiatique de 1997-1998¹⁵, les nations émergentes ne seraient nullement immunisées contre la formation de bulles immobilières ou de spéculations financières dont l'éclatement futur, en plus de la sévère récession économique consécutive, entraînerait en outre l'arrêt brutal des flux financiers liés aux rachats massifs d'obligations d'État.

Au-delà du scénario d'un krach de la zone émergente ou d'un effondrement obligataire et monétaire (crédibilité de l'euro) par indigestion des dettes publiques, cette incertitude foncière sur l'évolution future du capitalisme globalisé révèle en creux un constat implacable : sous l'apparente efficacité d'abord des plans de sauvetage financier puis des

15. Dont une des causes de déclenchement fut le reflux immédiat des capitaux internationaux à court terme vers les pays capitalistes industrialisés.

programmes de relance économique mis en place par les gouvernements de la planète, rien n'a vraiment été fait pour corriger en profondeur les déséquilibres fondamentaux mentionnés précédemment et, rappelons-le, à l'origine de la récente crise. Ces interventions successives des États ont eu en effet pour conséquence inexorable de remodeler la « boule-de-neige » financière en lui conférant une fois de plus un clair contenu spéculatif par rapport au fonctionnement de l'économie réelle : les liquidités actuellement en circulation (700 000 milliards d'euros) correspondent toujours à près de douze fois le PIB mondial.

Et cette donnée nous conduit à évoquer le dernier facteur global embrassant tout à la fois l'imprévisibilité des crises ainsi que la reproduction des erreurs passées à leur origine. Une tâche doublement complexe qui consiste à tirer les enseignements utiles des expériences historiques d'instabilité financière tout en prenant acte de l'impossibilité d'en restituer une traduction pratique au niveau de la politique économique (Cohen, 2010). Cet élément majeur reconnu souvent a posteriori peut se synthétiser sous la forme d'une réflexion empreinte de bon sens : l'on savait ce qui allait se passer. De nombreuses évidences empiriques, la connaissance fine des mécanismes de formation de bulles de toute nature, les manifestations précoces des dérives financières, les failles des modèles en vigueur, les conséquences économiques et sociales de l'effondrement des marchés, les actions erronées de politique économique... autant de leçons qui, pour ne pas être seulement répétitives, balisent en permanence les étapes modernes de l'histoire financière du système capitaliste (Orléan, 2010).

Que ces enseignements historiques soient rarement pris en compte explique pour beaucoup le manque généralisé de prévision vis-à-vis des crises (Attali, 2009). Plus précisément, et bien entendu ceci n'a aucune valeur d'excuse, la mémoire collective se refuse la plupart du temps à anticiper les cataclysmes futurs parce qu'encore non advenus. Pour qu'ils soient pris en considération, il est nécessaire qu'ils se produisent, qu'ils adviennent réellement. La nature potentielle de la crise favorise pour longtemps encore son imprévisibilité (Taleb Nassim, 2008) : tant que l'on n'aura pas, bien entendu, découvert le moyen d'atténuer la persistance de ce biais cognitif.

Dans le même sens, on a coutume de dire qu'une crise s'alimenterait des remèdes employés pour guérir la précédente. Ainsi la crise 2007-2008 se serait produite en raison du traitement administré (baisse des taux d'intérêt, titrisation financière accélérée, émissions de bons du Trésor américain...) pour résorber la bulle Internet de 2000-2001 qui elle-même avait hérité des mesures drastiques appliquées pour sortir les pays asiatiques des turbulences monétaires et financières de la période 1997-1998 ! À chaque rupture majeure, des centaines de milliards de dollars ou d'euros sont injectées dans

les structures industrielles ou financières en difficulté avec pour seule finalité prioritaire l'évitement d'un risque systémique. Ces créations massives et successives de monnaie stimulent dans une large mesure la formation continue de bulles spéculatives d'actifs immobiliers ou financiers. Lorsqu'elles atteignent un point de non-retour, elles explosent soudainement en déclenchant une récession plus sévère, plus longue et plus coûteuse socialement que la précédente.

Produire en permanence de la liquidité pour rendre les marchés toujours plus fluides est enfin une aberration économique puisque dissociée d'une commensurabilité matérielle qui donne sens à l'accomplissement des activités de l'économie réelle. D'un point de vue cognitif, l'obsession compulsive pour l'hyperliquidité des marchés financiers renvoie implicitement aux postulats fondateurs de la théorie néolibérale lesquels ont pour vocation principale de formaliser les attentes et les gains associés au choix rationnel de l'investisseur. Comportement idéalisé que les pratiques de la finance de marché contredisent en s'excitant de tout (auto)contrôle effectif sur la fourniture en liquidités due à une prolifération de produits financiers non adossés à des contreparties physiques ou économiques concrètes (Orléan, 2008). Si on admet la nécessité d'un changement de paradigme en matière d'interprétation des crises financières, cela implique non seulement de revoir les procédures de fonctionnement et de régulation de la finance globalisée mais aussi de reconsidérer les principaux outils de la politique économique actuelle (Artus, Virard, 2010).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGLIETTA Michel, BERREBI Laurent, 2007 : *Désordres dans le capitalisme mondial*, Odile Jacob, 445 p.
- AGLIETTA Michel, RIGOT Sandra, 2009 : *Crise et rénovation financière*, Odile Jacob, 368 p.
- ARTUS Patrick, VIRARD Marie-Paule, 2010 : *La liquidité incontrôlable. Qui va maîtriser la monnaie mondiale ?* Pearson, 144 p.
- ATTALI Jacques, 2009 : *La crise et après ?* Fayard, 210 p.
- BEN HAMMOUDA H., OULMANE N., SADNI Jallab 2010 : *Crise... Le naufrage des économistes ?* Deboeck, 233 p.
- BOUGNOUX Daniel, 2008 : « On liquide », *Médium*, n° 16-17, dossier spécial sur « L'argent maître », juillet-décembre, p. 358-375.
- BRENDER Anton, PISANI Florence, 2009 : *La crise de la finance globalisée*, La Découverte, coll. « Repères » n° 533, 128 p.
- COHEN Élie, 2010 : *Penser la crise..* Fayard, 432 p.

- DE LA DEHESA Guillermo, 2009 : *La primera gran crisis financiera del siglo XXI. Origenes, detonantes, efectos, respuestas y remedios..* Alianza Editorial, 3^e édition, 583 p.
- GOUX Jean-Joseph, 2008 : « Spéculations fatales. La crise économique de 2008 », *Esprit*, n° 12, décembre, p. 39-50.
- GRAVEREAU Jacques, TRAUMAN Jacques, 2001 : « Introduction », in : GRAVEREAU Jacques, TRAUMAN Jacques (éd.), *Crises financières*, Economica, p. 1-32.
- GRÉAU Jean-Luc, 2008 : « La crise : imprudence et avidité », *Médium*, n° 16-17, dossier spécial sur « L'argent maître », juillet-décembre, p. 346-357.
- JORION Paul, 2008 : « La compréhension des crises financières et de leur répétition », *Savoir-Agir*, n° 4, dossier spécial « La crise financière, crise de croyance ? », juin, p. 11-18, Éditions Du Croquant.
- LENGLET François, 2008 : « 1929 -2009 », *Médium*, n° 16-17, dossier spécial sur « L'argent maître », juillet-décembre, p. 131-141.
- MARICHAL Carlos, 2010 : *Nueva historia de las grandes crisis financieras. Una perspectiva global, 1873-2008*, Debate, coll. « Historia/Economía », 420 p.
- MONGIN Olivier, 2008 : « Prénance du modèle boursier et volatilité de la valeur », *Esprit*, n° 11, novembre, p. 138-150.
- ORLÉAN André, 2008 : « Au-delà de la transparence de l'information, contrôler la liquidité », *Esprit*, n° 11, novembre, p. 38-42.
- ORLÉAN André, 2010 : *De l'euphorie à la panique : penser la crise financière*, ENS rue d'Ulm, CEPREMAP n° 16, 111 p.
- PADIS Marc-Olivier, 2008 : « Entre néolibéralisme et régulation : L'État à la croisée des chemins ». *Esprit*, n° 11, novembre, p. 6-22.
- RAINELLI-LE MONTAGNER Hélène, 2003 : *Nature et fonctions de la théorie financière. Quelques réflexions*, PUF, coll. « Finance », 239 p.
- ROUBINI Nouriel, MIHM Stephen, 2010 : *Économie de crise. Une introduction à la finance du futur*, Jean-Claude Lattès éditeur, 462 p.
- TALEB Nassim Nicolas, 2008 : *Le Cygne noir*, Les Belles Lettres, 496 p.
- TCHANG Jean-Paul, 2008 : « Retour au réel ? », *Médium*, n° 16-17, dossier spécial sur « L'argent maître », juillet-décembre, p. 180-189.

PENSER AU-DELÀ DE LA CRISE GLOBALE

Jean-Michel SERVET

« Et apres s'estre embrassez mutuellement en charité, ils se separerent. Et depuis ils vescurent ensemble dans une union admirable, dans une pieté et dans une façon de vivre exemplaire, prenans leurs repas et estudians tousjours en commun. Mais on ne parla mais plus de religion encores que chacun soit demeuré ferme et constant dans la sienne, où ils ont perseveré jusques à la fin et dans une sainteté toute manifeste. »

Jean BODIN, *Colloquium Heptaplomeres* [1593] cité par Jacques BIROUSTE, in : *L'œuvre de Jean Bodin*, Paris, Honoré Champion, 2004, p. 491-492

Avant-postes, avant-gardes et dissidences

Certains courants avant-gardistes de la peinture, de la littérature, de la musique et des arts en général anticipent des ruptures essentielles dans les façons de penser et d'être. Sans nul doute tant les intuitions que les abstractions des artistes et créateurs et les décalages qu'ils opèrent leur permettent-ils de constituer des avant-gardes, parfois de dissimuler leurs critiques de l'ordre dominant ou de les rendre acceptables, mieux que des savoirs qui théorisent et qui justifient les ruptures. En général, ce n'est que lorsque la création devient explicitement un élément de contestation sociale de régimes autoritaires ou de mœurs surannées que les dominants et les bien-pensants combattent les artistes. L'indication du nom de l'auteur et de l'imprimeur a été rendue obligatoire au XVI^e siècle pour qu'une éventuelle censure puisse s'exercer à l'encontre des dissidents.

Avant que les sciences morales et politiques ne deviennent les sciences humaines et sociales, la littérature a rempli une partie de leurs fonctions

actuelles. *Les voyages de Gulliver* (1721) entrent partiellement dans cette catégorie d'œuvres plus novatrices en leur temps que les travaux supposés savants ; partiellement, car pour ne pas subir la censure, son auteur, Jonathan Swift, n'a pas publié immédiatement une version intégrale de ses voyages imaginaires. Cette œuvre, réduite aujourd'hui le plus souvent à un livre pour enfants, ne retenant généralement que les deux premiers voyages, est édulcorée. Sous cette forme, elle a perdu une grande partie de sa force satirique. Pas complètement, car les changements d'échelle d'observation et de situation, qu'impose la vie de Gulliver dans une île de nains puis dans une île de géants, posent la question de la position d'un observateur et de la relativité des regards. Mais en rester à ces deux premiers voyages serait oublier les deux autres. Le troisième voyage est sans doute celui qui doit ici retenir le plus notre attention parce que sa leçon vaut pour notre temps. Il y découvre un monde dominé par le savoir des astronomes astrologues. Jonathan Swift ridiculise leur prétention à régir la société dans ses moindres détails. Les habits, les maisons et les plantations sont faits à Laputa selon des principes scientifiques, notamment en étant mesurés au sextant au point de rendre ce monde peu productif et très inconfortable. Quant au quatrième voyage, il conduit Gulliver dans une île où les êtres les plus intelligents sont les chevaux alors que l'espèce humaine, connue là-bas sous l'appellation de *yahoo*, est dans un état bestial et est livrée à ses instincts.

Le déclenchement d'une des plus profondes crises que le capitalisme ait connue est un échec du savoir. Elle nous renvoie ainsi à la prétention des *projeteurs* de la troisième île visitée par Gulliver. Belle leçon pour notre époque où ce ne sont pas des astronomes astrologues mais des économistes, dont un grand nombre sont ingénieurs de formation, tout aussi imbus de leur capacité de formaliser. Ils ont prétendu soumettre *scientifiquement* les sociétés non aux mouvements des astres mais aux normes du marché, et eux aussi à des calculs mathématiques. Ce qui s'est statistiquement traduit par un rétrécissement des indicateurs de la production et des échanges a révélé une triple incapacité : celle de prévoir, puis celle d'apprécier rapidement l'ampleur du désastre et enfin celle de produire des alternatives nécessaires pour nous prémunir contre de futures déflagrations.

Ces défaillances intellectuelles constituent un défi actuel pour les chercheurs en sciences humaines et sociales. Si des avant-postes disciplinaires défendent âprement des territoires, des avant-gardes interdisciplinaires peuvent critiquer les hypothèses théoriques construisant les disciplines et leurs courants, et donc permettre de mieux reconnaître leurs limites. Penser ainsi en interdisciplinarité au sein de catégories instituées du savoir et dialoguer aux frontières de celles-ci suppose de reconnaître les raisons des myopies et des enfermements actuels. Ceci peut permettre de s'en prémunir. Comment comprendre la myopie de spécialistes pourtant

auréolés de la considération publique ? Les divisions disciplinaires actuelles génèrent des intelligences bornées par le conformisme nécessaire pour gravir les échelons universitaires, se voir reconnaître une autorité morale par le savoir et recevoir des gratifications. Elles sont aussi à l'origine d'hyperspécialisations transformant ceux qui s'y soumettent en créateurs d'anamorphoses et, ce faisant, du fait de ces visions partielles, peu réceptifs à la nécessité d'une compréhension du Tout social en tant que complexité.

Non-dits

Au début des *Mots et les choses* (1966), Michel Foucault s'appuie sur le poète et écrivain argentin Jorge Luis Borges imaginant dans ses *Fictions* (1944) une classification des animaux par une encyclopédie chinoise. Selon celle-ci :

« Les animaux se divisent en : a) appartenant à l'Empereur, b) embaumés, c) apprivoisés ; d) cochons de lait, e) sirènes, f) fabuleux, g) chiens en liberté, h) inclus dans la présente classification, i) qui s'agitent comme des fous, j) innombrables, k) dessinés avec un pinceau très fin en poils de chameau ; l) *et cætera*, m) qui viennent de casser la cruche, n) qui de loin semblent des mouches. »

Cette énumération mélange ce que nous pensons constituer le réel et ce que nous croyons être imaginaire. Elle étonne donc tout lecteur habitué à des classements tenus pour rationnels et ordonnant selon cette logique ce qui est appréhendé comme étant le réel. En lisant un tel inventaire on comprend d'ailleurs qu'il est prudent de prévoir un groupe qui réunisse ceux n'entrant pas dans les catégories précédentes. Nous le faisons généralement en écrivant : *etc.* Jorge Luis Borges l'intercale avant la fin de sa liste rompant non seulement avec une habitude mais surtout avec la raison d'être de se prémunir contre un oubli dans un inventaire achevé ou volontairement incomplet. Un ordre alphabétique paraît aujourd'hui aller de soi. Or, il produit des rapprochements tout aussi surprenants pour qui chercherait un sens dans l'ordre des mots et une logique hiérarchique¹. Pourquoi « cochon » précède-t-il « colonisateur » par exemple ? Certains, ignorant l'alphabet, pourraient penser que cet ordre est conforme à l'invention divine. L'énumération des animaux a ainsi longtemps respecté en Europe la chronologie de leur apparition voulue par Iahvé, dieu créateur selon la Genèse.

Le non-dit des répertoires modernes est l'aplatissement de toutes les hiérarchies au bénéfice d'un ordre essentiellement fonctionnel et utilitariste :

1. C'est le sentiment que l'on éprouve en consultant sur la toile par exemple l'article « Liste des listes » de l'Encyclopédie Wikipedia.

qu'il soit celui de l'alphabet, celui de l'argent ou celui de systèmes techniques. Selon Le *Tableau de Paris* de Sébastien Mercier publié entre 1782 et 1788, le numérotage des rues de Paris provoqua alors un effet inattendu : les hiérarchies d'Ancien Régime n'étaient plus respectées : la maison d'un duc pouvait déroger face à l'échoppe d'un savetier. Au début du XVIII^e siècle, un classement des Français selon leurs fortunes avait, lui aussi, déjà provoqué des protestations : des princes du sang y apparaissaient dans un rang inférieur à quelques intendants de familles fraîchement anoblies et enrichies (à moins que ce ne soit l'inverse...). Comme en 1709 le *Turcaret* d'Alain René Lesage, cela préfigurait des temps nouveaux, ceux en France postérieurs à la nuit du 4 août 1789 où les députés de l'Assemblée nationale, après avoir siégé en mélangeant les trois ordres de l'Ancien Régime, abolirent les privilèges du clergé et de la noblesse. Bien évidemment cela ne disparut pas dans un grand soir. L'aristocratie est décrite par Hippolyte Taine dans son *Histoire de la Révolution* montant aux échafauds de la Première République française en conservant les préséances de leurs rangs². Mais cette nuit du 4 août avait annoncé une hiérarchie fonctionnelle d'ordre économique et de plus en plus financière, que nos habitudes mettent maintenant (encore) difficilement en cause et qu'un quart de siècle d'hégémonie de la raison économiste du néolibéralisme a confortée.

L'enquête primale comme savoir et connaissance

Les étonnements anciens illustrent que la différence de nos savoirs sur la société avec les anciennes façons de classer et de représenter n'est pas d'abord cumulative, à la manière des performances d'une machine mesurée par son seul *output* qui s'accroît à la suite de perfectionnements successifs ou qui pour une même quantité produite exige des quantités d'*input* réduites. Les anciens savants n'avaient pas moins de connaissances. Ils savaient autrement. Les préjugés de leur temps n'étaient pas les nôtres et les finalités de leur savoir étaient tout aussi différentes que leurs cultures. Les mythes ont été une première façon de comprendre l'humain, le social et la nature, en ne séparant pas les trois. Ils ont permis de régler les rapports entre ces différentes dimensions comme le pratiquent les diverses formes du shamanisme. Ces imaginaires posaient des questions que l'on peut

2. Doit-on s'étonner que, deux siècles plus tard, lors de la messe célébrée dans la cathédrale Saint-Jean à Lyon en mémoire des victimes de la répression jacobine de 1793, celles-ci furent énoncées par les organisateurs selon les ordres d'Ancien Régime. Dans une sorte de compromis historique, l'archevêque de Lyon, Monseigneur Albert Decourtray, rappela que l'année 1793 avait été une année terrible : celle de l'exécution de Louis XVI, celle de la chute de Lyon et celle... de l'assassinat de Marat.

reconnaître comme ayant des points communs avec les interrogations de notre connaissance. Nos savoirs se sont détachés, il y a bien longtemps, des anciens mythes. La première rupture a été celle de l'histoire comme enquête selon le titre même de l'œuvre d'Hérodote. La première *Historia* connue, celle d'Hérodote, rédigée au V^e siècle avant notre ère, s'opposait aux discours mythiques, comme ceux de l'aède Homère. Cette *Historia* est une enquête. Elle débute ainsi :

« Hérodote d'Halicarnasse présente ici les résultats de son Enquête [*Historia*] afin que le temps n'abolisse pas le souvenir des actions des hommes et que les grands exploits accomplis soit par les Grecs, soit par les Barbares, ne tombent pas dans l'oubli. »

Si aujourd'hui le terme *histoire* évoque en français la mémoire et des chroniques, ses racines grecques sont beaucoup plus générales. Elles sont celles d'*histor*, « celui qui sait », « celui qui est compétent ». Son origine est l'indo-européen *woida* signifiant : « j'ai trouvé ». Y sont apparentés notamment le sanscrit *veda* (le savoir), le celte *druid*, l'anglais *witness* (témoin) et *wise* (sage) ou l'allemand *wissen* et *weise* (avisé, sage). Deux millénaires plus tard, David Hume en 1748 avec *An Enquiry Concerning Human Understanding* comme son ami et exécuteur testamentaire Adam Smith³ en 1776, avec *An Inquiry into the Nature and causes of the Wealth of Nations*, font par le titre de leur ouvrage respectif référence à la présentation primordiale de l'une des œuvres les plus longues de l'Antiquité. Ils publient aussi une *enquête*. Cette forme de connaissance est la condition nécessaire, mais non suffisante, de ce qui se constitue et s'institue en tant que savoir et rompt avec des formes précédentes de connaissance⁴.

3. Le titre en français de *An Inquiry into the Nature and causes of the Wealth of Nations* d'Adam Smith est souvent abrégé dans les traductions françaises sous la forme de *La Richesse des Nations* oubliant la référence à une *Recherche* ou *Enquête*, terme qui figure dans le titre de la traduction de Paulette Taieb aux Presses universitaires de France en 1995. La traduction du mot *Inquiry* par *Recherches* dès les premières éditions en français de *La Richesse des nations* peut se comprendre par le fait que plusieurs travaux contemporains ont un titre introduit par cette expression, notamment Forbonnais en 1758, Dupré de Saint-Maur en 1762, Messance en 1766 et Moheau en 1778, de même que de nombreux auteurs britanniques ont fait dans le même temps référence à une *inquiry*. Voir Volume de Notes, Tables et Index de la *Richesse des Nations* (volume IV, à paraître : éditions Economica).

4. Notons ici que les œuvres de pensée abordées ici ne sont ni les œuvres d'art, ni la production scientifique hors des sciences de l'homme et de la société. Sur cette distinction des œuvres de pensée d'avec d'une part les œuvres d'art et d'autre part les productions des sciences hors sciences sociales on lira avec intérêt : Claude LEFORT [1970], « L'œuvre de pensée et l'histoire » [*Nouvelle Revue de Psychanalyse*, t. I], in : *Les formes de l'Histoire*, Paris, Gallimard, 1978, p. 141.

Toutefois, les savoirs ont conservé dans les sociétés dites « développées » des fonctions en partie analogues à celles des mythes, plus tard réduits dans une partie du monde à des contes⁵, comme capacité de raisonner et d'ordonner afin d'agir. Ils servent aussi à instaurer des rapports de domination liés à une prépondérance intellectuelle. Toutefois une différence entre mythe et savoir dit « scientifique » tient à la dimension dogmatique des mythes comparée à la capacité supposée critique du savoir scientifique. D'où la revendication d'une liberté de penser pour le savant et les liens étroits que l'on peut historiquement établir entre la diffusion d'une pensée scientifique et le fonctionnement démocratique des sociétés. Pour autant que cette liberté d'exercer une pensée autre soit encore effective. Même s'il évolue, un mythe se présente comme un dogme destiné à justifier un état du monde et se faisant il sert à sa reproduction. La science, quand bien même est-elle pensée sans cesse en progrès, fonctionne bien (ou trop) souvent comme un dogme en matière de contrôle de la production et de la diffusion des connaissances. Dans ce cas, elle ne libère pas ; elle est un étai. La quasi-censure et le conformisme du *main stream* néolibéral s'apparentent à l'usage ancien et commun des mythes et entraînent les mêmes effets reproducteurs, alors que les savants qui s'en réclament prétendent agir pour un progrès des connaissances et des sociétés ; ce qui supposerait de laisser un large espace à l'innovation. Il n'est pas étonnant que les dogmes néolibéraux se soient propagés dans un contexte où les sociétés occidentales ont connu dans de nombreux domaines une régression de la démocratie en soumettant le politique à un ordre économique et financier. Or, le fonctionnement démocratique d'une société suppose que cette hiérarchie soit inversée. Le *grand renversement*⁶ en cours doit comporter ce travail d'inversion. Peuvent être montrés et démontés les mécanismes institutionnels d'élimination des idées déviantes. Il est bien sûr possible pour de jeunes chercheurs de penser différemment. Il leur est difficile de le faire du fait de l'incapacité d'être retenus pour un poste académique, de publier, de voir leurs recherches financées, etc. On retrouve là toute l'hypocrisie du marché. Les exclus ont la liberté de tout acquérir et de se déplacer au gré de leurs désirs. Ils en ont peu les capacités réelles⁷. Il y a donc bien aussi régression des principes démocratiques au sein du monde universitaire du fait des limites imposées à la diversité d'opinions.

5. Vladimir PROPP [1928, traduction en anglais 1950], *Morphologie du conte*, Paris, Seuil, 1970 ; Bruno BETTELHEIM, *Psychanalyse des contes de fées*, Paris, Laffont, 1976.

6. Sur la justification de l'expression, voir Jean-Michel SERVET, *Le Grand Renversement*, Paris, Desclée de Brouwer, 2010.

7. Jacques GÉNÈREUX, *La dissociété*, Paris, Le Seuil, 2006.

L'interdisciplinarité comme mode de connaissance

Parce qu'elle poursuit un travail de déconstruction critique des disciplines instituées en savoirs afin d'engager un dialogue entre elles et tisser des relations pour l'étude de questions particulières, l'interdisciplinarité s'oppose aux sectarismes et à leurs dogmatismes. Elle contribue, ce faisant, à une démarche scientifique en permettant d'appréhender les limites des savoirs qui sont nécessairement construits sur l'hypothèse d'une parcellisation efficace de la connaissance. Les bornes de chacun d'eux instituent de façon externe leurs frontières d'avec les autres disciplines et constituent de façon interne une capacité restreinte de comprendre l'objet que chaque discipline s'attribue par son champ supposé et/ou par ses méthodes. L'interdisciplinarité s'apparente ici au jeu d'un kaléidoscope dans lequel un nombre limité d'éléments ajustés de façons différentes peut produire une multitude de figures.

Pour comprendre les collaborations possibles, il est indispensable au préalable de reconnaître les processus d'autonomisation des disciplines : Comment chaque courant de pensée s'est-il constitué en rupture avec une autre discipline ou avec plusieurs d'entre elles ? Comment s'opèrent d'une part des fractionnements au sein de chacune d'elles et d'autre part des regroupements transdisciplinaires par de-là les frontières disciplinaires ? Et comment chaque discipline en est-elle venue à traiter de champs particuliers dont les contenus et les contours même évoluent ? De ce point de vue l'ignorance de l'histoire de la pensée ayant élaboré les concepts et les techniques est un handicap majeur pour une collaboration interdisciplinaire.

L'évolution interne des disciplines n'est pas seulement mue par leur dynamique propre induite par la découverte de faits qualifiés de « polémiques » et par la formulation d'hypothèses nouvelles y répondant. Il serait dangereux de penser une science sociale comme un processus cumulatif additionnant les savoirs et permettant un progrès linéaire par ajustements successifs permettant de mieux saisir/percevoir l'objet que la discipline s'est donné. Ce n'est pas en cherchant à améliorer des chandelles⁸ que furent trouvées les ampoules permettant l'éclairage électrique.

Les savoirs sont immergés dans la société qui les engendre et dans des institutions qu'ils produisent en retour. Le rapport à l'espace mondial par exemple a été différent selon les périodes. Ces différences se retrouvent dans les dénominations successives liées à la colonisation, aux luttes d'indépendance, à la libération même, à la phase de coopération et enfin à la globalisation. Des appellations comme pays arriérés, sous-développés, en

8. Cet exemple est développé par Gaston BACHELARD et repris dans *Épistémologie*, Textes choisis par Dominique Lecourt, Paris, PUF, 1971.

voie de développement, moins avancés, du Tiers Monde, du Sud, en transition, émergents, etc. sont là pour nous le rappeler⁹. Ces dénominations et la disparition de certaines d'entre elles ne sont pas anodines. On peut y lire les courants de pensée économique, ce qu'ont été les approches¹⁰ en termes de cercles vicieux du sous-développement, de dualisme, de dépendance, d'opposition centre/périphérie, d'étapes de la croissance, d'ajustement macroéconomique, etc. Le même diagnostic pourrait être fait pour ce qui est des approches négatives ou positives du protectionnisme.

Mettre en relation les disciplines doit permettre de comprendre que chaque spécialiste porte les lunettes déformantes de sa discipline et de courants de celle-ci et que son objet de recherche est ainsi construit dans un contexte spécifique par des hypothèses particulières contraignantes. Cette prise de conscience de la position déformante ou anamorphique des disciplines est au cœur d'une démarche interdisciplinaire. Il convient de repérer les troubles possibles de la vision que chaque positionnement, que chaque perspective disciplinaire (ou chaque courant d'une discipline) produit. Rappelons ici quelques troubles de la réfraction oculaire. Le presbyte ne voit plus les objets rapprochés par suite d'une baisse de la plasticité du cristallin et de son pouvoir d'accommodation. Le myope ne perçoit pas distinctement les objets lointains alors que l'œil de l'hypermétrope fait converger les rayons parallèles au-delà de la rétine. L'astigmatisme souffre d'une anomalie due à une courbure inégale ou anormale de la cornée ou à une réfringence inégale des milieux transparents, etc. Il est possible de comparer ces défauts de la vue à ceux que les échelles d'observation des disciplines imposent. On peut aussi penser à l'affirmation de Spinoza dans son *Ethica Ordine Geometrico Demonstrata* (1677) selon laquelle :

« Si quelqu'un a la volonté de regarder un objet éloigné, cette volonté fera que la pupille se dilatera ; mais si on pense seulement à dilater la pupille, il ne servira à rien d'avoir cette volonté, car la Nature n'a pas joint le mouvement de la glande qui contribue à repousser les esprits animaux vers le nerf optique, de la manière convenable pour dilater ou contracter la pupille à la volonté de dilater ou de contracter

9. Voir le colloque « Les mots du développement. Genèse, usages et trajectoires », Université Paris Dauphine, 13-14 novembre 2008.

10. On lira avec grand intérêt sur cette question les contributions de Philippe HUGON, voir en particulier « Peut-on parler d'une crise ou d'un renouveau de l'analyse économique du développement ? » (*Revue Tiers Monde*, 2006, p. 591-620) ; « Le renouveau de l'économie du développement dans un contexte de mondialisation » (in : Géraldine FROGER (éd.), *La mondialisation contre le développement durable*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p. 29-52 ; « Sens et contre sens du développement. Les mots du et de développement » (Contribution au colloque « Les mots du développement. Genèse, usages et trajectoires », Université Paris Dauphine, 13-14 novembre 2008).

celle-ci, mais précisément à la volonté de regarder des objets éloignés ou rapprochés ¹¹. »

L'interdisciplinarité ne nie pas les disciplines

Si l'interdisciplinarité n'est pas la négation de toute approche disciplinaire, des cadres de formation particuliers et des techniques spécifiques demeurent. Ils peuvent se révéler positifs pour celui qui s'y plie en tant que travail d'explicitation des contraintes théoriques et spécifiques de sa recherche. Ils peuvent constituer par leur relativisme une ouverture aux autres et une adaptation pour comprendre les articulations possibles et leurs limites. Mais, ce faisant, l'interdisciplinarité doit aussi permettre la libération des moyens favorables à l'émergence de nouvelles disciplines. Ceci s'oppose à l'enfermement sectaire sur des avants postes disciplinaires. Celui-ci consiste à rechercher de façon quasi ethnocentrique et obsessionnelle au sein des autres disciplines uniquement ce qui valide les hypothèses et les méthodes de son propre savoir. C'est le cas de certains économistes face à la psychologie, à la sociologie formalisée ou à l'individualisme méthodologique. Ils identifient des projections que ce jeu de miroirs et de glaces déformantes permet de confondre avec une validation de la supposée supériorité explicative de l'économie.

Les économistes du *main stream* veulent bien collaborer avec quelques courants d'autres disciplines pour autant qu'ils complètent leur savoir et qu'ils respectent leur mode de connaissance. Ce faisant, ils ne saisissent pas les approches des autres. L'interdisciplinarité engage à comprendre comment un même chercheur ou un enseignant d'un cours spécialisé peut paraître relever de plusieurs disciplines sans nécessairement hiérarchiser les unes ou les autres. Il n'est plus sociologue, économiste, psychologue ou anthropologue. Ce sont ses travaux et plus encore les travaux cités qui, par les hypothèses qu'ils mobilisent et les références qu'ils donnent, l'inscrivent momentanément dans ce champ constituant une discipline ou plus exactement certains courants de celle-ci, et partant de là, à un moment donné et sous des formes convenues, comme membre d'une catégorie plus générale qui, quoiqu'il advienne à très long terme, est soumise à une disparition inéluctable.

Si les hypothèses de construction de son objet sont très marginales dans sa discipline, les courants dominants de celle-ci, hermétiques à toute innovation qui mettrait en cause leurs certitudes et leur hégémonie, tendront à le rejeter en dehors de la discipline. En situant cet hétérodoxe hors de

11. SPINOZA, *Éthique* [1677], trad. Raoul Lantzenberg, Paris, Flammarion [s. d. 1905/1920], p. 302.

celle-ci, ils révèlent leur faible connaissance et maîtrise de ces champs externes et se privent d'offrir à une discipline des évolutions lui permettant grâce à des bifurcations successives de survivre à long terme en tant que discipline. Car les disciplines qui se referment sur elle-même en étant incapables de produire des renouveaux qui les adaptent aux besoins à venir, et pas seulement aux convenances et aux intérêts d'un moment, s'exposent à disparaître graduellement.

L'interdisciplinarité doit permettre d'acquérir une flexibilité personnelle pour aborder les problèmes et ainsi trouver ou plus souvent se procurer les techniques et les collaborations adéquates. Elle doit donner une perspective élargie évitant de confondre la queue de l'éléphant avec l'animal tout entier.

On constate que certaines disciplines apparaissent plus ou moins ouvertes que d'autres à et dans ces rapprochements. Les courants dominants de l'économie qui constituent la base idéologique du néolibéralisme, y sont parmi les plus hostiles. Il est facile de le constater quand on observe la façon dont sont traités par les économistes du *main stream* les tenants des diverses écoles institutionnalistes les plus critiques par exemple. Ceux-ci espèrent être capables de renouveler la discipline en changeant ses paradigmes et en gagnant (ou plutôt regagnant) du pouvoir. Ces courants critiques sont convaincus que l'économie a un objet spécifique (et non que cet objet n'existe que par construction d'hypothèses) et que leurs méthodes sont mieux adaptées pour le saisir. On remarquera, face à ces espoirs, à quel point sont rares les économistes qui ont été capables d'anticiper la crise. Ils n'ont pas été entendus, compris et reconnus ensuite¹². Ils ont si j'ose dire prêché dans le désert, tout comme ceux qui n'appartenaient pas à la corporation des économistes, appartenance encore essentielle pour tenir un discours légitime sur la production, les échanges et leur financement. Cette réticence à admettre ce qui est considéré comme des formes de déviance de la pensée provient du fait que les hypothèses essentielles et les paradigmes de l'économie pour définir l'individu, les besoins et la rareté et son approche à macro-échelle (qui prévaut y compris en microéconomie) rendent quasi impossible une coopération efficace avec d'autres disciplines des sciences sociales, qui ne soit autre chose que la juxtaposition de points de vue ou des illusions renforçant les paradigmes dominants. Les croyances économistes dans le marché sont similaires aux intégrismes religieux qui au XVI^e siècle justifiaient de brûler les sorcières. On croyait alors aux esprits et au diable¹³ comme aujourd'hui on peut s'illusionner sur le Marché comme forme la plus

12. J.-M. SERVET, *Le Grand Renversement*, Paris, DDB, 2010, p. 39.

13. Le livre le plus étonnant de Jean BODIN est de ce point de vue *De la démonomanie des sorciers* publié en 1587.

efficace et la plus juste d'interdépendance des activités de production, d'échange et de financement.

La raison en est que ces courants et disciplines sont construits sur la base d'hypothèses radicalement différentes. Cette coopération dans de nombreux domaines détruirait l'identité disciplinaire de ces économistes, ce qui constituerait de fait une rupture épistémologique et un éclatement identitaire. Ceci mettrait en cause les intérêts matériels que ceux-ci trouvent en affirmant qu'ils peuvent mieux que d'autres éclairer les pouvoirs politiques, économiques et financiers. Ils oublient la sagesse de Socrate ou celle de Spinoza dans son *Éthique* selon laquelle : « L'homme libre qui vit parmi les ignorants s'applique autant qu'il peut à éviter leurs bienfaits » (trad. op. cit. p. 285).

Il convient toutefois de repérer les points communs si l'on fait l'hypothèse qu'il existe des champs possibles de coopération. Les courants hétérodoxes en économie ont des hypothèses de définition de leur objet de recherche¹⁴ qui permettent très souvent des rapprochements avec bon nombre de sociologues, psychologues, historiens et anthropologues¹⁵ notamment. C'est sans doute par un travail de rencontres dans des lieux qui apparaissent comme des frontières, parfois improbables, et par certains chercheurs qui se veulent des *passseurs* ou des *agents de liaison* que naîtront des innovations internes à chaque discipline mais aussi des redécoupages du savoir propices à la nécessaire émergence de nouvelles disciplines, de nouveaux courants et à de nouvelles techniques, ou à l'expansion de leur usage, nécessaires à des innovations dans le champ de la connaissance. Mais cette position en frontière est illusoire. Ce ne sont pas des frontières. Si nous admettons que les relations de coopération et d'échange entre disciplines et courants de celles-ci s'établissent selon le degré de compatibilité des

14. Voir en ce sens en France par exemple le manifeste *Vers une économie politique institutionnaliste* lancé en 2008 par Alain CAILLÉ dans le but de rapprocher les différents courants hétérodoxes (http://www.leconomiepolitique.fr/petition/petition_mauss.html) et l'appel constitutif de l'Association française d'économie politique en décembre 2009 sous la présidence d'André Orléan (<http://www.assoconomiepolitique.org/spip.php?article35>). La difficulté pour ce type de mouvements est d'aller au-delà d'une critique de la domination du *main stream* et d'une revendication à la tolérance vis-à-vis des hétérodoxes. Cela tient en large partie au fait que ces mouvements intellectuels sont largement détachés d'engagements dans des mouvements sociaux, au-delà des podiums de conférences ; d'où leurs oppositions avec les pratiques des chercheurs de l'économie solidaire.

15. Voir la relation construite entre anthropologues, historiens et économistes dans Michel AGLIETTA, André ORLÉAN (éd.), 1998 : *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, et Bruno THÉRET (éd.), *La monnaie révélée par ses crises*, Paris, Éditions EHESS, 2007 et lors du colloque « Anthropologues et économistes face à la globalisation », organisé par le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques à l'université de Lille 1 les 16 et 17 mars 2006 (trois volumes parus).

hypothèses fondatrices constituant leur objet d'étude respectif, c'est bien au cœur de chaque approche que peuvent ou non se tisser et s'épanouir des relations que le sectarisme des dogmes rejette comme adultérines.

Les évolutions des sociétés sont la matrice de champs particuliers du savoir. On peut penser que les études de genre se développent et s'autonomisent parce que les rapports hommes/femmes évoluent¹⁶ et que les sociétés doivent pratiquement répondre à ces mutations et aux changements de valeur et statut.

Cela a particulièrement été le cas pour le champ du développement, qu'il s'agisse dans un premier temps des études sur les paysanneries, dans un deuxième temps, sur les effets de la mondialisation sur la division du travail et, de façon plus récente, sur les questions d'identité¹⁷. Les problèmes dits « d'écologie » ou « d'environnement¹⁸ » posent aussi le besoin de nouvelles approches qui se concrétisent dans des alliances nouvelles entre champs du savoir¹⁹. Les conflits internationaux et leurs modes de règlement ont le même effet. On peut penser que des modifications des rapports intergénérationnels pourraient avoir des conséquences similaires. Autrement dit les besoins de connaissances évoluent. Cela ne peut pas être sans impact sur les découpages nécessaires aux activités de production du savoir. Les « problèmes » se muent en « questions » scientifiques. Toutefois, le poids des intérêts constitués autour des découpages institutionnels des disciplines freine considérablement ces développements, recompositions et fractionnements nouveaux nécessaires.

16. Parmi les multiples contributions dans ce champ voir par exemple les nombreux travaux dans la collection « Genre et Développement » publiée chez L'Harmattan depuis 2000.

17. Sur ces différentes phases, voir notamment Christine VERSCHUUR : « Quel genre ? Résistances et mésententes autour du mot genre dans le développement », *Revue Tiers Monde*, n° 200, oct.-déc. 2009.

18. Certains courants mettent en avant les risques environnementaux du productivisme compte tenu d'un épuisement des ressources non renouvelables et des changements négatifs de l'environnement. D'autres considèrent l'économie comme un sous-système de la biosphère où les humains ne sont qu'une espèce vivante parmi l'ensemble des espèces qui font partie du patrimoine global indépendamment des humains. On peut rapprocher cette approche antidéveloppement de celle de Gilbert Rist ou de Serge Latouche qui critiquent l'occidentalisation du monde comme destruction de la diversité socioculturelle. Les deux positions ne s'opposent pas. Elles sont complémentaires en partant d'une constitution disciplinaire différente : association de sciences sociales aux sciences dites « de la nature », de la physique – en particulier la thermodynamique – pour le premier courant ; critique de l'économisme par l'anthropologie pour le second courant.

19. À la suite de Nicholas GEORGESCU-ROEGEN : *Demain la décroissance. Entropie-écologie-économie*, Paris/Lausanne, Favre, 1979, voir Jacques GRINEVALD : *La Biosphère de l'anthropocène*, Genève, Georg, 2007.

Crise et émergence de nouveaux paradigmes

Le grand renversement idéologique et culturel engendré par la crise et la récession du début du XXI^e siècle rend nécessaire l'émergence de nouveaux paradigmes, notamment repensant les territoires, les identités et la mondialisation. Ils doivent permettre de déconstruire, de construire et de reconstruire les outils intellectuels pouvant répondre aux besoins urgents de transformation des sociétés que l'éclatement de la crise a rendus plus urgents encore à résoudre. Toutefois les blocages institutionnels nés notamment d'intérêts particuliers laissent penser que la tendance sera dans un premier temps plus à des changements internes aux cadres disciplinaires existants qu'à une recombinaison de grandes disciplines par rapprochement et redécoupage de l'ensemble des savoirs des sciences sociales. D'où par exemple la difficulté à faire reconnaître la socioéconomie comme une nouvelle discipline pouvant fonder sa légitimité sur de grands ancêtres comme Karl Marx, Max Weber, Joseph Schumpeter, Marcel Mauss, Louis Dumont ou Karl Polanyi, dont certains de leurs travaux sont aujourd'hui inclassables en termes de disciplines actuellement reconnues, pour peu que l'on tienne compte de l'ensemble de leurs trajectoires intellectuelles. Manque sans doute une capacité à produire une synthèse générale sur la base de nouvelles hypothèses communes à plusieurs disciplines, comme ont pu le prétendre au début du XIX^e siècle en France le mouvement des idéologues²⁰ ou dans les années 1960 par exemple le marxisme et dans une moindre mesure le structuralisme et les approches systémiques²¹. Pour aboutir à ce *constructivisme* fait défaut notamment un nouvel humanisme dont le personnalisme d'Emmanuel Mounier a pu avoir le projet dans le contexte de la crise des années 1930 et de la montée des fascismes et du nazisme pour (re) moraliser le champ économique et politique. Sans doute peut-on aussi reprendre ce qu'écrivait dans les années 1920 José Ortega y Gasset :

« La science a besoin de temps en temps, pour régler son propre accroissement organique, d'un travail de re-constitution ; or [...] ce travail requiert un effort d'unification chaque fois plus difficile, qui chaque fois embrasse des régions plus vastes du savoir total. [...] La spécialisation qui a rendu possible le progrès de la science expérimentale durant un siècle, approche d'une étape après laquelle elle ne

20. Parmi ces auteurs on peut citer Jean-Baptiste SAY, etc. ; voir les travaux menés autour de cet auteur par André TIRAN (université Lumière Lyon 2, notamment *Jean-Baptiste Say : Influences, critiques et postérité*, Paris, Garnier, 2010 ; et parmi les quatorze volumes de Georges GUSDORF, *Les Sciences humaines et la pensée occidentale*, Genève, Payot, 1966-1988, celui consacré aux idéologues (tome VIII, 1978).

21. Voir par exemple la réflexion menée autour de Jean PIAGET dans le projet UNESCO édité par Mouton (les contributions de Jean Piaget ont été reprises dans la collection « Idées » Gallimard).

pourra plus avancer par elle-même, à moins qu'une génération meilleure ne se charge de lui construire un nouvel axe plus puissant ²². »

On doit relever ici que José Ortega y Gasset tout comme Karl Polanyi ou ceux regroupés autour de l'idée de personnalisme (Emmanuel Mounier, Denis de Rougemont, etc.) se sont réclamés du christianisme comme mouvement critique face à l'évolution des sociétés européennes dans le contexte post-crise de 1929.

Cette volonté ou cette capacité à reconstruire une unité paraissant aujourd'hui faible ou difficilement réalisable, il est malaisé d'imaginer plus que des investissements ou des bricolages dans des champs particuliers. Ceux-ci réunissent des chercheurs maîtrisant des techniques différentes et dont les hypothèses de construction de leur objet de recherche se révèlent suffisamment compatibles au cours du travail de mise en commun. Les champs ne manquent pas : le genre, l'environnement, l'urbain, le rural, les techniques, le travail, les migrations, la pauvreté, les pratiques monétaires et financières, les conflits par exemple peuvent être ces points (nombreux) de rencontre possibles, probables voire souhaitables, propices à l'émergence de nouvelles techniques ou à l'évolution des techniques existantes. On comprend ici que cette interdisciplinarité ne peut pas se réaliser comme pratique solitaire d'un chercheur qui, à lui seul, prétendrait dépasser les cloisonnements disciplinaires actuels. L'intellectuel est devenu un collectif dans lequel les individualités, quel que soit le génie personnel auquel elles pensent pouvoir prétendre, doivent s'effacer. Les études du développement notamment font se rencontrer par l'investigation de terrains soumis à la globalisation des disciplines aux cultures institutionnelles locales encore différentes et pour lesquelles le comparatisme s'avère non seulement possible mais aussi nécessaire. Parce qu'hérités d'une histoire plus ou moins longue, on voit aussi que ces champs sont autant de « problèmes » ou de « questions de société ». Une de leurs particularités est qu'ils ne peuvent pas être appropriés de manière exclusive par aucune discipline instituée qui en quelque sorte exproprierait les autres. Ici se mêlent des nécessités et des opportunités pour des recherches communes. La crise a accéléré le besoin de problématiques nouvelles pour tenter de résoudre les questions pendantes : par exemple celle de la définition d'articulations nouvelles personnes/communautés, d'une appréhension originale des espaces publics, de la prise en compte des coûts par des monnaies multidimensionnelles, de

22. José ORTEGA y GASSET : *La Révolte des masses* [1930], Gallimard, collection « Idées », 1967, p. 162.

l'ordonnement de différents types de hiérarchie de valeurs²³ etc. Une rupture importante se trouve dans le renoncement au préjugé évolutionniste²⁴ ordonnant les sociétés selon un progrès technique confondu avec une maximisation d'un nombre limité d'out puts en oubliant toutes les autres hiérarchies possibles des sociétés selon d'autres types de besoins, d'efficacité et de relations dans la biosphère.

Soumises aux contraintes et aux opportunités des processus de globalisation et entrées dans un grand renversement pouvant ruiner les principes démocratiques, nos sociétés éprouvent l'urgente nécessité de connaissances nouvelles, fût-ce à partir de ce qui peut aujourd'hui apparaître comme des marges. Les savoirs ne peuvent résoudre que des questions qui leur sont posées. Pourrait-on même s'interroger, s'il n'y avait pas de solutions... Les innovations dans le champ de la connaissance supposent que les sociétés (à travers elles... les humains) aient la volonté politique et les moyens de soutenir ou d'imposer ce type de recherches (face aux conservatismes disciplinaires). Il faut donc reconnaître de nouveaux objets et méthodes, des éclatements et des recompositions, tout en favorisant un degré élevé de liberté et d'autonomie pour les chercheurs. Toutefois, il serait tant naïf que périlleux d'imaginer que les contraintes de survie des sociétés puissent suffire à déterminer l'apparition spontanée et la reconnaissance immédiate de regards neufs pouvant prendre la place d'idéologies responsables de la crise et, ce (ou se) faisant, répondre efficacement dans l'urgence aux besoins du présent.

Il ne suffit pas que les spécialistes innovent au sein de chaque discipline par la mobilisation d'hypothèses inédites et compatibles à plusieurs champs et qu'ils produisent des savoirs nouveaux. Comprendre mieux est une chose. Il faut aussi qu'ils se donnent le temps et les moyens de l'explication permettant une large diffusion de ces connaissances. Sinon les savants restent enfermés dans leur tour d'ivoire et attendent le jour presque improbable où ces idées seront acceptées et deviendront utiles et efficaces. À cette fin, pour vaincre les obscurantismes disciplinaires, la mobilisation d'acteurs et d'institutions jouant le rôle de médiateurs est indispensable.

23. La fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme soutient depuis 1982 de nombreux éclairés en ce domaine. Voir Pierre CALAME : *Essai sur l'Économie*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer, 2009, 608 p.

24. Le terme « évolutionnisme » ne renvoie pas ici au courant de pensée actuel particulier de certains économistes, mais au sens habituel qu'on lui donne.

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE COMME ALTERNATIVE À LA CRISE ?

Pepita OULD AHMED

Depuis une vingtaine d'années, la globalisation économique qui se caractérise par l'interdépendance croissante et la libéralisation de l'ensemble des marchés a pour effet d'une part de faire peser sur l'ensemble des pays du Nord comme du Sud de très fortes contraintes concurrentielles et financières. D'autre part, elle conduit à l'uniformisation des normes, des comportements et des pratiques économiques. Ce contexte économique mondial a fait naître de nombreuses contestations sociales appelant à un ordre économique alternatif lequel fonctionnerait sur la base de critères qui ne seraient plus exclusivement économiques et libéraux mais comme réponses à des considérations extra-économiques de plus grande justice sociale.

Cette volonté de changement se donne à voir dans la pratique par la multiplication d'initiatives sociales alternatives. Celles-ci dénoncent, d'une part, l'approche des échanges selon laquelle le prix des biens serait le résultat d'une mise en concurrence très forte (et souvent déloyale) des pays, conduisant à la marginalisation des plus pauvres, et à la révision à la baisse des conditions de vie et de travail pour tous... À l'inverse de cette conception économiciste et dominante de la valeur, elles revendiquent la prise en compte, dans la fixation des prix, d'un certain nombre d'éléments extra-économiques. Ces revendications sont soutenues par des ONG, mais aussi par des collectivités locales ou encore des collectifs ou associations nationales et internationales, qui s'appuient à la fois sur la consommation (comme acte et espace de contestation citoyenne) et sur la création de nouvelles formes d'organisation de la production et du rapport salarial, pour développer, soutenir un commerce reconnaissant le travail des producteurs (à travers le paiement d'un prix juste) et respectant des critères éthiques, sociaux, environnementaux et sanitaires dans la production et la distribution

des biens. De telles initiatives sont à l'œuvre notamment chez les partisans du commerce *équitable*, ceux d'une consommation *critique*, d'une consommation *solidaire et durable*, et portées par de nouvelles structures productives (coopératives, entreprises récupérées, entreprises autogérées...).

Outre la revendication d'un nouvel ordre de valorisation économique, ces expériences sociales militantes en appellent à la création de formes d'échanges moins pénalisantes quant à l'accès à la monnaie. Depuis le milieu des années 1980, les politiques de libéralisation et de déréglementation des marchés (biens, travail, capitaux), opérées dans l'ensemble des économies capitalistes, ont eu pour conséquence de détériorer le rapport salarial, de précariser l'emploi et de rendre difficile l'accès aux ressources monétaires pour une partie croissante de la population. Pour lutter contre cette exclusion monétaire et sociale, des expériences concrètes voient le jour proposant la formation de systèmes monétaires et marchands alternatifs au système officiel (Pacione, 1997 ; Schuldt, 1997 ; Lietaer, 2001). Plus précisément, il s'agit de nouveaux espaces marchands parallèles qui utilisent leur propre monnaie privée, le plus souvent non convertible avec la monnaie officielle, pour le règlement interne des transactions économiques. Ces monnaies privées, qualifiées de communautaires, de sociales ou encore de complémentaires, selon les expériences recensées, connaissent un essor croissant depuis les années 1980 dans les pays du Nord puis du Sud. On peut citer par exemple les LETS (Local Exchange Trading Scheme) développés dans de nombreux pays, mais aussi le *time dollar* et l'*Ithaca hour* aux États-Unis, le *Toronto dollar* et le *Calgary dollar* au Canada, les Totnes Pounds et les Berkshares en Grande-Bretagne, les SEL et les SOL en France. S'il importe de préciser que tous ces systèmes marchands complémentaires ne sont pas homogènes (Lee, 1996 ; Mayo et Boyle, 2000 ; Seyfang, 2001 ; Leyshon et al., 2003) – projet politique, conception et organisation monétaire, relations avec les autorités publiques, à chaque fois spécifiques – ils partagent néanmoins un même objectif, à savoir le soutien d'une dynamique économique de développement local et d'intégration sociale et solidaire.

La revendication d'un nouvel ordre économique alternatif trouve un écho également dans le milieu académique. On peut citer en France notamment les partisans du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales¹) et plus particulièrement ceux de « l'économie sociale et solidaire » (ESS) avec Bernard Eme et Jean-Louis Laville comme chefs de file². Appelant à

1. Ayant pour chef de file Alain Caillé.

2. Un certain nombre de chercheurs et d'universitaires proches de l'ESS peuvent être mentionnés, même s'ils se placent sur un registre sémantique différent (Darbus, 2009). On pense par exemple à des chercheurs de *La Revue du MAUSS* et d'*Esprit* tels que Philippe

davantage de solidarité et de justice sociale, le courant théorique de l'« économie sociale et solidaire » (ESS), que l'on étudiera spécifiquement dans ce travail, revendique en lieu et place des rapports marchands guidés par un individualisme compétitif et un calcul utilitariste et égoïste, la création de nouvelles formes d'échanges plus respectueuses des rapports des hommes entre eux et des hommes avec la nature. Les partisans de l'ESS se donnent pour objectif de faire valoir l'existence de conceptions économiques autres que celle du modèle de l'équilibre général d'Arrow-Debreu mis en pratique à travers les politiques économiques dans les pays capitalistes depuis les années 1980. Pour ce faire, les partisans de l'ESS entretiennent des relations croisées avec les acteurs de terrain à l'initiative des alternatives sociales concrètes et avec les mouvements militants (comme le mouvement altermondialiste). Ce courant dispose également d'une certaine visibilité théorique, institutionnelle et politique, grâce à l'activisme de ses partisans dans la construction de réseaux scientifiques (en particulier en milieux francophones et en Amérique du Sud) et d'espaces de dialogue internationaux. On peut citer notamment comme réseaux scientifiques internationaux le réseau européen Émergence des entreprises sociales en Europe (EMES), le réseau sud-américain Red de investigadores latinoamericanos de economia social y solidaria (RILESS³), le réseau canadien Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), le pôle de socioéconomie solidaire (PSES⁴), ou encore le Réseau marocain d'économie sociale et solidaire (REMESS). En plus de ces collaborations scientifiques, il faut mentionner les rencontres et forums internationaux réguliers visant à promouvoir l'économie sociale et solidaire comme les Rencontres internationales sur la globalisation de la solidarité à Lima, 1997, à Québec, 2001, prenant par la suite le nom de Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS⁵) à Dakar, 2005, au Luxembourg, 2009 ; le Forum social mondial (au Brésil, 2001-2003 ; en Inde, 2004 ; au Kenya, 2007, etc.) ; ou encore le Forum brésilien de l'économie solidaire (FBES) présent dans la majorité des villes brésiliennes (Laville et *al.*, 2005).

Ce travail se propose de revenir sur ce que les partisans de l'« économie sociale et solidaire » entendent par « solidaire » ou « économie solidaire », et

Chaniel (2008), et à Sylvain Dzimira (Chaniel et Dzimira, 2008 ; Carvahó et Dzimira, 2000), Alain Caillé, Guy Roustang, Danièle Demoustier, Jean François Draperi, ou encore Jean-Michel Servet.

3. www.riless.ungs.edu.ar

4. <http://www.socioeco.org>

5. <http://www.ripess.net>.

de cerner les contours et la faisabilité d'un tel projet théorique et politique d'alternative économique au capitalisme néolibéral.

L'approche de la solidarité dans l'« économie sociale et solidaire »

Si le courant de pensée de l'économie sociale et solidaire (ESS) a pour nom l'objectif qu'il se donne, à savoir la promotion d'une « économie sociale et solidaire », il reste à savoir ce que les partisans de ce courant entendent précisément par solidaire. Pour cela, il existe un outil très précieux : il s'agit du *Dictionnaire de l'autre économie*⁶, dirigé par Jean-Louis Laville et Antonio-David Cattani, traduit en plusieurs langues. Cet ouvrage illustre la forte connexion entre les chercheurs et les acteurs issus du milieu associatif militant (intervenant mutuellement dans la rédaction de rubriques du dictionnaire) mais aussi la portée internationale et le dynamisme des réseaux scientifiques de l'ESS. Il importe de préciser en effet que le *Dictionnaire de l'autre économie* correspond à une version modifiée de l'ouvrage *A outra economia*, édité au Brésil en 2003 (par l'éditeur Veraz) sous la coordination de Cattani. Cette première version brésilienne a ensuite été traduite en espagnol et publiée par Altamira, grâce au réseau RILESS (argentin). Dans la version française de l'ouvrage, un certain nombre de rubriques ont été rédigées par des auteurs francophones avec l'appui des réseaux européen (EMES) et canadien (CRISES). Le *Dictionnaire de l'autre économie* est d'abord édité en 2005 chez Desclée de Brouwer (éditeur belge proche des milieux catholiques progressistes), puis réédité en France 2006 dans la collection « Folio » de Gallimard.

Sans surprise, le mot solidaire est celui qui comporte le plus d'entrées et de déclinaisons : « consommation solidaire », « entreprise solidaire », « finance solidaire », « marché solidaire », « femmes et économie solidaire » (deux rubriques), « solidarité », « économie solidaire » (deux rubriques)

Si l'on cherche à comprendre ou à définir le mot solidaire, on constate que rares sont les contributeurs du *Dictionnaire* qui le définissent véritablement. Le plus souvent, on trouve des définitions tautologiques ou circulaires : est solidaire tout ce qui est rattaché à l'économie solidaire. Pour illustrer cette circularité, on peut mentionner par exemple la définition de l'économie solidaire proposée par Paul Singer (2006, p. 290, souligné par moi) :

6. Même si l'ouvrage est dirigé par les partisans de l'économie sociale et solidaire, il ne se limite pas à présenter l'approche théorique de l'économie sociale et solidaire. Il intègre également l'ensemble des conceptions théoriques et pratiques alternatives au modèle économique néolibéral (d'où le nom « l'autre économie ») telles que l'économie des conventions, ou encore l'école de la régulation. Dans ce qui suit, seules les rubriques faisant référence au registre de l'économie solidaire sont prises en compte.

« Dans l'économie solidaire les organisations de producteurs, de consommateurs, d'épargnants, etc., se distinguent par deux spécificités : *la promotion d'une solidarité* entre les différents acteurs par la pratique de l'autogestion ; *la pratique d'une solidarité* avec les travailleurs en général, et en particulier avec les plus défavorisés ».

Dans ce même ordre d'idées, on peut citer également la définition de l'économie solidaire de Bernard Eme et Jean-Louis Laville (2006, p. 303) :

« L'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de la solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ».

Un deuxième constat peut être dressé. Le mot solidaire désigne moins un concept qu'un paradigme de pratiques. En effet, le registre du solidaire renvoie non seulement à une diversité de pratiques et de structures très disparates explicitement étiquetées de solidaire (cf. « tourisme solidaire », « consommation solidaire », « finance solidaire », « entreprise solidaire », etc.) mais aussi à bien d'autres pratiques non étiquetées de solidaire, reconnues pourtant comme appartenant au registre du solidaire telles que :

« le commerce équitable, les services de proximité, la gestion des services urbains par les habitants, les systèmes d'échanges, les réseaux d'échanges de savoirs, l'autoproduction, l'agriculture durable, les magasins biologiques, les cuisines collectives, les restaurants interculturels de femmes, la création d'activités par les chômeurs et autres formes d'entrepreneuriat collectif⁷ ».

En outre, les définitions de certaines pratiques explicitement étiquetées de solidaire révèlent d'ailleurs des conceptions hétérogènes, voire divergentes de ces pratiques, selon les auteurs et les contextes nationaux considérés. Néanmoins, ces divergences sont appréhendées par les partisans de l'ESS comme complémentaires⁸. En effet, nous disent Laville et Cattani (2006, p. 24) :

« les approches européennes et sud-américaines sont apparues à la fois si distinctes et complémentaires qu'elles ont amené à faire se succéder deux présentations émanant de chacun des continents. »

Ceci explique d'ailleurs l'existence dans le dictionnaire de l'autre économie de plusieurs définitions pour définir une même rubrique (cf. « économie solidaire », « femmes et économie solidaire »).

7. *Ibidem*, p. 303.

8. Pour une mise en perspective de ces divergences, lire en particulier Favreau *et al.*, 2003.

Pour tenter de saisir ce qu'il y a de commun à toutes ces pratiques hétérogènes, dites solidaires ou assimilées comme telles, nous étudierons l'ensemble des définitions et déclinaisons du solidaire qui figure dans le dictionnaire de l'autre économie. Le point intéressant est que chaque définition livre des éléments partiels de ce qu'il faut entendre au travers de ce mot. Par regroupement et recoupement de toutes ces définitions, six critères principaux fondant le paradigme de l'économie solidaire peuvent être dégagés.

Un premier critère renvoie à la prise en compte, dans les pratiques économiques, des préoccupations extra-économiques (environnementales, sanitaires, justice sociale, bien-être collectif, etc.). Voici par exemple comment Mance (2006, p. 126-128) définit la consommation solidaire :

« La consommation solidaire peut être abordée comme la consommation de biens ou services qui satisfont les besoins et désirs du consommateur, en recherchant : son bien-être personnel librement choisi ; le bien-être des travailleurs qui produisent et distribuent ces produits ou services ; l'équilibre des écosystèmes ; une société juste et solidaire ».

Un deuxième élément important du registre du solidaire correspond au rejet de « l'individualisme compétitif qui caractérise le comportement économique dominant dans les sociétés capitalistes » (Singer, 2006, p. 290). À la logique de l'individualisme concurrentiel effrénée est ainsi préférée celle de l'association et de la coopération.

L'économie solidaire se distingue du modèle économique libéral également par deux autres spécificités qui concernent la modalité d'organisation productive : d'une part, la promotion de la pratique de l'autogestion au sein des différentes structures productives (entreprise, coopérative ou association de producteurs) ; d'autre part, l'intégration dans les entités productives des plus défavorisés, en particulier « les chômeurs, les personnes touchées ou menacées par la pauvreté ou l'exclusion⁹ ».

Un cinquième critère du paradigme de l'économie solidaire que l'on retrouve dans un grand nombre des définitions du solidaire est celui de l'égalité – égalité économique, mais aussi politique entre les individus. Le principe d'égalité économique est recherché notamment à travers la promotion de l'autogestion dans les structures productives :

« L'autogestion signifie qu'une parfaite égalité des droits entre membres doit régner au sein des organisations de l'économie solidaire. S'il s'agit d'une organisation

9. *Ibidem*, p. 291.

productive, les droits de propriété doivent être répartis de manière égalitaire entre tous les associés¹⁰. »

Cette égalité économique doit avoir pour corrélat une égalité politique entre les individus. En effet, les organisations productives de l'économie solidaire sont pensées comme des espaces non seulement économiques mais aussi politiques au sein desquels, ou à partir desquels, les individus, égaux en droits, discutent et proposent de nouvelles alternatives économiques. Ainsi, l'économie sociale et solidaire a pour objectif de promouvoir une « valorisation de la démocratie¹¹ », et une implication des individus dans les décisions économiques et sociales (société participative) :

« l'économie solidaire peut-être définie comme l'ensemble des activités de production, d'échange, d'épargne et de consommation contribuant à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens¹². »

Enfin, un sixième et dernier critère important du registre de l'économie solidaire est celui de la liberté individuelle qui s'exprime à travers la revendication d'une solidarité « volontaire¹³ » et de la « libre association ». La solidarité est en effet pensée comme un choix délibéré de la part des individus de s'engager dans des pratiques solidaires et non comme une obligation¹⁴ qui serait liée à la dépendance de l'individu à une communauté d'appartenance préexistante. C'est pourquoi, à la solidarité que Chaniel et Laville qualifient d'« héritée », qui correspond à des obligations que l'individu doit honorer du fait de son appartenance à une communauté donnée (familiale, religieuse, de quartier ou de village, de travail...), est préférée la solidarité dite « construite¹⁵ » laquelle serait l'expression de la volonté libre de l'individu de s'engager dans des initiatives solidaires. Les partisans de l'économie solidaire affichent en effet leur réserve quant aux risques de dérives « clientélistes » qui pèsent sur les pratiques solidaires « héritées » :

10. *Ibidem*, p. 290.

11. *Ibidem*, p. 300.

12. Chaniel et Laville, 2002, p. 20.

13. Le caractère volontaire de la solidarité est revendiqué dans bon nombre de définitions. On peut citer par exemple celle de la finance solidaire : « Finance de proximité, microcrédit ou microfinance, notions utilisées fréquemment, ont des définitions voisines de la finance solidaire. [...] Cependant, le terme de finance solidaire est ici préféré parce qu'il met bien en valeur la solidarité volontaire » (Ferraton, 2006, p. 420).

14. L'économie solidaire se démarque ainsi de la conception de la solidarité telle qu'elle est pensée par le solidarisme.

15. Chaniel et Laville, 2002; Laville, 2006, p. 609.

« il faut souligner toute l'ambiguïté de ces solutions [solidaires] préexistantes, en particulier lorsqu'elles sont de nature familiale ou « communautaire ». Les obligations communautaires et les solutions hiérarchiques mènent facilement à des pratiques clientélistes et s'avèrent parfois incompatibles avec la création d'un sentiment d'intérêt collectif ¹⁶ ».

Aussi l'accent est-il porté sur un certain type d'action individuelle en tant qu'elle est délibérée et réfléchie. Autrement dit, c'est l'*autonomie de la volonté* ou la volonté libre comme principe de l'action individuelle qui se trouve affirmée par les partisans de l'économie solidaire. Cependant, il s'agit d'une solidarité volontaire bien particulière de type « démocratique » qu'il ne faut pas confondre avec celle de type « philanthropique », pour reprendre les terminologies de Laville. Alors que cette dernière (correspondant en fait à ce que l'entend habituellement par charité ¹⁷) maintient les bénéficiaires dans un rapport de dépendance personnelle et d'infériorité hiérarchique à l'égard des donateurs, à l'inverse, la solidarité « démocratique » repose sur des rapports d'égalité :

« Axée sur l'entraide mutuelle autant que sur l'expression revendicative, elle [la solidarité démocratique] relève à la fois de l'auto-organisation et du mouvement social. Cette seconde version suppose une égalité de droit entre les personnes qui s'y engagent ¹⁸. »

D'un point de vue analytique, cet ensemble de caractères peut être ramené à deux principes de l'action individuelle, normatifs et fondamentaux, véritablement structurants de l'économie solidaire. Le premier correspond à l'affirmation de la réciprocité ¹⁹ comme principe de l'action économique individuelle, en lieu et place de l'intérêt individuel et du calcul égoïste des sujets marchands. Bernard Eme et Jean-Louis Laville (2006, p. 304) n'hésitent pas à parler d'« impulsion réciprocitaire ». Il s'agit là d'un défi majeur de l'économie solidaire : « L'une des originalités majeures de la perspective de l'économie solidaire réside dans l'affirmation de la

16. Fraisse *et al.*, 2007, p. 250.

17. Selon Laville en effet, la solidarité, qu'il qualifie de « philanthropique », « renvoie à la vision d'une société éthique dans laquelle des citoyens motivés par l'altruisme remplissent leurs devoirs les uns envers les autres sur une base volontaire. Focalisée sur la « question de l'urgence » et la préservation de la paix sociale, cette conception se donne pour objet le soulagement des pauvres et leur moralisation par la mise en œuvre d'actions palliatives » (2006, p. 610-611).

18. Laville (2006, p. 610).

19. Lire en particulier Servet (2007) qui nous éclaire sur la définition de la réciprocité de Polanyi et sur l'influence de ce dernier sur les partisans de l'économie solidaire. Pour une définition exhaustive de la réciprocité selon Polanyi, voir également Gardin (2006), et Polanyi et Arensberg (1975).

prédominance du principe de réciprocité sur les principes du marché et de la redistribution²⁰ ». Les partisans de l'économie solidaire s'inscrivent à cet égard dans la continuité de la démarche de Polanyi²¹ à qui ils empruntent d'ailleurs sa définition théorique (mais aussi morale²²) de la réciprocité, comme « souci d'autrui » (Servet, 2007, p. 264), Autrement dit, le moteur de l'action humaine qu'ils appellent de leur vœu serait ce que l'on propose d'appeler le *concernement pour l'autre*.

Le deuxième principe normatif fondamental qui régit les rapports des individus entre eux dans l'économie solidaire, indissociable du premier, est celui de l'« agir démocratique ». Celui-ci s'oppose nous disent-ils : « l'accord contractuel fondé sur l'intérêt individualiste ou le profit matériel²³ ». Si la réciprocité renvoie au volet économique de l'économie solidaire, l'agir démocratique correspond quant à lui à son volet politique :

« La dimension politique [des activités de l'économie solidaire] s'ancre sur cette réciprocité et la construction d'espaces publics qui autorisent un débat entre les parties prenantes sur les demandes sociales et les finalités poursuivies²⁴. »

Ainsi, l'« impulsion réciprocitaire » et l'« agir démocratique » correspondent aux deux principes normatifs fondateurs et singuliers du projet des partisans de l'économie sociale et solidaire – ce que résume d'ailleurs assez justement Jean-Michel Servet (2007, p. 257) : « L'économie solidaire doit être politiquement construite en associant réciprocité et démocratie ».

Contours et faisabilité du projet d'économie solidaire

L'approche de l'économie solidaire est largement normative. Que le monde souhaité par l'économie solidaire soit intrinsèquement désirable, cela est incontestable. La question stratégique à laquelle elle est dès lors confrontée est la suivante : est-ce que les principes normatifs de l'économie solidaire (réciprocité, agir démocratique) ont la force intrinsèque de passer au positif, c'est-à-dire de ne plus être des principes portés par un faible nombre d'agents économiques mais des principes reconnus et mis en

20. Fraisse *et al.*, 2007, p. 245.

21. Il importe de signaler que Jean-Louis Laville, qui est le chef de file de l'économie sociale et solidaire en France, est président de l'Institut Karl Polanyi France et coordinateur européen du Karl Polanyi Institute of Political Economy.

22. Comme le souligne Servet (2007, p. 270) : « la définition de la réciprocité par K. Polanyi rejoint par conséquent très largement ses convictions chrétiennes (son « amour du prochain ») et les conclusions de morale de l'*Essai sur le don* de Marcel Mauss. »

23. Eme et Laville (2006, p. 304).

24. Eme et Laville (2006, p. 305).

pratique (à travers leur institutionnalisation) par la société tout entière ? Et si oui, sous quelles conditions ?

La réponse à cette question n'a rien d'évident. On en veut pour preuve une expérience concrète, certes particulière, celle de ce que les Argentins ont appelé les « clubs de troc », mais qui semble dire quelque chose de très général sur certaines difficultés du paradigme solidaire. Il faut préciser rapidement que, contrairement à ce que leur nom laisse penser, les « clubs de troc » correspondent à des espaces marchands, à l'intérieur desquels les échanges sont réglés en *credito*, monnaie papier interne, non convertible avec la monnaie officielle. Ces clubs voient le jour à partir de 1995. Au départ, ils sont fréquentés par la classe moyenne salariée, précarisée ou ayant perdu son emploi, laquelle y voit un moyen d'échanger sa force de travail contre des biens et des services. Mais avec l'intensification de la crise, à partir de 2001, les couches sociales plus pauvres vont à leur tour y avoir recours. Outre son ampleur inédite, cette expérience alternative se singularise par son projet ambitieux. Il s'agit, selon les fondateurs des « clubs de troc » – Horacio Covas, Rubén Ravera et Carlos de Sanzo –, de créer de nouveaux espaces marchands dits « *solidaires* » et dépourvus de tout rapport de force ou de domination²⁵. Le projet des trois fondateurs part d'une critique du capitalisme néolibéral qui ne laisserait libre cours qu'au développement de rapports marchands portés par la concurrence, l'intérêt et l'égoïsme²⁶. Ce système économique, nous disent-ils, ne cesse de dévaloriser la force de travail, conduit à l'exclusion sociale et à l'extension de la pauvreté du plus grand nombre. Ils présentent la monnaie telle qu'elle s'exprime dans les économies capitalistes comme l'un des principaux maux de la société, l'objet qui corrompt les « valeurs humaines ». Leur projet consiste alors à construire d'autres types d'échanges qui respecteraient pleinement la valeur travail et d'autres valeurs comme la « solidarité », la « self-esteem », le « partage », la « réciprocité²⁷ ». Pour ce faire, la nouvelle monnaie qu'ils créent, le *credito*, est présentée par les fondateurs comme l'opérateur du changement des rapports économiques. À l'opposé de la monnaie officielle qu'ils jugent « excluante », le *credito* se veut une monnaie « accessible à tous²⁸ ». Ces nouveaux espaces marchands, grâce aux nouvelles valeurs qui y sont véhiculées, conduiraient aussi à l'abondance économique et au bien-être social. La question que posent ces clubs est de savoir si la promesse solidaire, c'est-à-dire la promesse de rapports économiques véritablement alternatifs pouvait être tenue. On se contentera

25. Covas *et al.*, 1998.

26. Ould Ahmed, 2009.

27. Plasencia and Onri, 2007.

28. Ould Ahmed, 2010.

ici d'évoquer ce qui semble être le problème majeur rencontré par cette expérience monétaire communautaire. Certes les membres des clubs recevaient au moment de leur adhésion une courte formation aux valeurs revendiquées par ces espaces marchands (Pautas, 1999). Les participants étaient ainsi invités à s'engager dans les échanges dans un esprit de solidarité et d'équité, *i.e.* de modération de leurs propres prix et d'acceptation de prix valorisant justement le travail d'autrui. Cependant, les « clubs de troc » n'ont pas réussi à créer les marchés qu'ils voulaient solidaires. Ils ont en réalité fonctionné dans la grande majorité des cas comme des marchés classiques, reposant sur la fixation des prix selon la loi de l'offre et de la demande pour certains clubs, ou en copiant les prix des biens et de services sur les marchés extérieurs pour d'autres ; ceux-ci rencontrant en outre les mêmes problèmes de conflits, d'inégalité, de concurrence, d'inflation et même de corruption que partout ailleurs ²⁹.

Les limites de la morale pour façonner de nouveaux comportements solidaires

Pourquoi les « clubs de troc » n'ont-ils pas réussi à créer des marchés qu'ils voulaient solidaires ? Le grand enseignement de cette expérience, si tant est qu'il y ait eu besoin d'un cas empirique pour s'en persuader, est la faiblesse de la moralisation des agents économiques ou des entités productives comme moyen pour faire émerger de nouveaux comportements économiques. Les crises financières récurrentes, et les appels tout aussi récurrents à plus de morale économique et à plus de responsabilité, lancés par ailleurs par les défenseurs de l'économie capitaliste financière, n'offrent-ils pas en effet une illustration éloquent de son faible pouvoir ? On peut imaginer effectivement que les valeurs morales portées par les individus au sein d'une petite communauté puissent avoir une véritable portée sur les pratiques économiques. Mais à condition de ne pas passer sous silence les nombreuses conditions externes qui poussent l'individu à adopter des pratiques réciprocaires : comme la prédisposition sociologique, religieuse ou idéologique des acteurs à entrer dans ce type de rapport, ou encore le contexte économique et politique... Mais le problème est tout autre quand il s'agit de conformer la société tout entière à de nouvelles valeurs, à de nouveaux comportements... comme le prouvent *a fortiori* des expériences à petite échelle.

Ce qu'illustre l'expérience des « clubs de troc » est la faiblesse des projets politiques ne disposant que d'instruments moraux comme moteur principal de l'action individuelle. En appeler au concernement pour autrui

29. Hintze, 2003 ; Powell, 2002.

c'est souvent beaucoup demander aux acteurs. Qu'on s'en accommode ou qu'on le déplore, il faut faire le constat lucide de la puissance des forces et des contraintes de l'individualisme dans nos sociétés marchandes contemporaines qui poussent les individus à jouer le jeu de l'intérêt utilitariste et du calculateur rationnel égoïste.

Non pas qu'il soit impossible d'aller contre et d'obtenir parfois des individus des comportements intégrant le souci d'autrui, mais parce qu'on peut difficilement tabler sur l'hypothèse d'une spontanéité de la réciprocité comme principe de l'action individuelle. Dans cette optique, on rejoint la proposition de Frédéric Lordon (2006) qui, dans une perspective spinoziste, insiste sur le fait que le changement des comportements ne saurait venir que de la modification des structures qui configurent les intérêts des individus et les déterminent à se mouvoir dans telle ou telle direction et à poursuivre tel ou tel objectif. Plus que d'espérer un éventuel sursaut moral des individus, il est sans doute préférable de penser à de nouvelles structures capables de déterminer les individus à des comportements moins immédiatement égoïstes, de la même manière que Bourdieu (1994) envisageait la production d'intérêts au désintéressement. C'est dans ce sens que semble également abonder Luis Inácio Gaiger qui reconnaît le besoin de contreparties ou de rétributions, matérielles ou symboliques, que peuvent espérer les individus pour s'engager dans des pratiques solidaires :

« Les intérêts individuels deviennent solidaires dans la mesure où ils sont pris en compte au moyen de concessions mutuelles et deviennent tributaires d'une sorte d'*altruisme réciproque* dont la contrepartie ne réside pas seulement dans le fait d'être reconnu dans son travail mais aussi dans des *récompenses symboliques et matérielles* ³⁰. »

L'idée même « d'altruisme réciproque » dans sa symétrie espérée laisse entrevoir toute la dimension intéressée du désintéressement.

C'est cette médiation par les structures qui émanciperait l'économie solidaire du simple moralisme pour en faire une authentique politique. C'est probablement là d'ailleurs que réside la différence entre les deux principes normatifs fondamentaux de l'action dans le paradigme solidaire. Là où en appeler simplement à l'« impulsion réciprocaire » demeure un pari hasardeux, l'« agir démocratique » désigne une voie proprement politique et plus prometteuse.

30. Gaiger, 2007, p. 319, souligné par moi.

La nécessité de construire une politique de l'action

Le principe de l'« agir démocratique » est très important car il correspond à la manière dont les partisans de l'économie solidaire pensent l'action politique et les politiques d'intervention. Or, tel qu'il est formulé, ce principe pose de nombreux problèmes. Quatre points problématiques peuvent être mentionnés.

Le premier concerne la nature même de cet « agir démocratique ». L'agir démocratique que les partisans de l'économie solidaire revendiquent n'est en réalité pas suffisamment élaboré sur le plan théorique et soulève du coup de nombreuses questions. De quoi s'agit-il au juste ? Comment crée-t-on un agir démocratique ? Sur quoi repose-t-il ? Quelle forme prend-il concrètement ? Hormis la revendication d'une volonté générale, de la part de tous les individus, égaux en droits, de s'impliquer et de décider des grandes orientations économiques et sociales, les partisans de l'ESS n'en disent pas davantage. Aussi, dans sa forme actuelle, l'agir démocratique reste-t-il posé comme un principe général mais en attente de ses institutionnalisations concrètes.

Le deuxième point problématique renvoie au rôle accordé aux instances de représentation de l'action collective. On peut interroger cette exigence d'impliquer directement tous les individus dans le processus de décisions économiques et sociales. Dans la pratique, on remarque souvent que les porteurs des initiatives et des organisations productives solidaires ont souvent une expérience des pratiques communautaires et militantes, dans le monde associatif ou syndical... Par ailleurs, on observe également, si l'on prend le cas des entreprises fonctionnant selon les pratiques de l'autogestion, comme l'entreprise espagnole Fagor ou l'exemple historique et emblématique qu'est l'entreprise française Lip, que même si les individus disposent d'une égalité de droit et d'un droit de regard sur les décisions prises au sein de l'entreprise, ces décisions sont fonction des spécialisations et des compétences de chacun. Autrement dit, en plus d'évacuer le problème du temps, du désir et des compétences que l'ESS réclame des individus, celle-ci a parfois tendance à négliger les mécanismes de recréation de pouvoirs qui peuvent resurgir au sein même des entités dites coopératives³¹.

Un troisième aspect problématique de l'agir démocratique tient au fait que l'économie solidaire, ayant une conception très horizontale de la solidarité, a tendance à sous-estimer tout ce qui donne de la force et du poids politique aux actions individuelles. L'économie solidaire donne à croire que les initiatives solidaires naissent de manière spontanée de la part des

31. Voir les remarques faites par Lordon (2009, p. 284-286) à propos de ce qu'il nomme les « récommunes ».

individus. Or tel n'est pas le cas. Dans la pratique, la majorité des expériences solidaires s'appuient sur des initiatives populaires préexistantes ou passées, qu'elles soient issues d'une tradition historique de luttes sociales ou de mobilisations plus récentes. Luis Inacio Gaiger souligne à juste titre l'importance de la « mémoire commune ou d'expériences de mobilisation grâce auxquelles les promoteurs de l'économie solidaire peuvent forger une identité collective, établir des liens de confiance et développer des compétences pour s'organiser et défendre leurs intérêts ³² ». L'exemple du Brésil est éclairant de ce point de vue. Là-bas, il existe des Forums de l'économie solidaire qui sont l'expression du débat sur les attentes sociales de la population. Mais, comme le montre Girard Ferreira Nunes (2007), cela n'implique pas pour autant que les autorités publiques locales en tiennent compte. Les seules municipalités qui appuient les mouvements sociaux d'économie solidaire sont celles qui ont une tradition de luttes sociales (Recife, longue tradition de lutte pour l'insertion des plus pauvres, existence de forts mouvements sociaux) ou une forte identité culturelle (Salvador).

Un dernier point, plus préoccupant encore, doit être abordé. Il faut préciser qu'un grand nombre de pratiques dites solidaires sont également soutenues et financées par les organisations internationales alors qu'*a priori* tout les sépare en termes idéologiques. Il faut citer en particulier le microcrédit ³³. Claude de Miras (2007) montre que les Objectifs du Millénaire, et plus généralement les déclarations officielles des organisations internationales, révèlent un emprunt sémantique au « développement humain », à « l'économie solidaire » et à « l'implication de la société civile » de la part de ces acteurs clés du développement (Baron, 2007 ; Favreau, Lachapelle et Larose, 2003 ; Amintas *et al.*, 2005). Comment expliquer cela ? Une première explication consiste à avancer la thèse d'une stratégie de récupération ou d'opportunisme politique de la part des institutions internationales (en particulier la Banque mondiale et le FMI), en quête de légitimité auprès des populations des pays du Sud depuis la crise post-ajustement structurel, qui, en finançant des politiques de développement local par le biais de la société civile, peuvent en outre contourner les États (Lafaye de Micheaux, Ould Ahmed, 2005).

Néanmoins, à y regarder de plus près, on peut déceler certaines convergences entre l'ESS et les organisations financières internationales en termes de philosophie et de politiques de l'action individuelle, et ce, encore une fois, malgré des finalités économiques opposées. S'agissant en effet des

32. *Ibidem*, 2007, p. 312.

33. Si les promoteurs du microcrédit présentent cette pratique comme solidaire, un certain nombre de travaux critiques montrent à juste titre qu'il s'agit avant tout d'une pratique financière dont la finalité économique revêt une réalité beaucoup complexe.

critères reconnus comme appartenant au registre de l'économie solidaire, comme ceux de « liberté », de « liberté d'association et d'entreprendre », d'autonomie de la volonté ou encore ceux de « solidarité volontaire », on a vu que ces derniers font référence à une philosophie libérale de l'action individuelle... Quant à la référence à la « société participative » ou à la « démocratie participative », au « refus de l'assistanat » au profit d'une politique d'aide fonctionnant selon le principe normatif d'un « agir démocratique » (impliquant une participation de tous), ceux-ci renvoient à une politique de l'action collective pensée « par et à partir du bas ».

S'agissant des organisations internationales, on assiste à un renouveau du paradigme économique et de leur lexique depuis la fin des années 1990³⁴ revendiquant un certain égalitarisme libéral et des politiques d'action « par le bas ». Les termes comme « *démocratie* », « *société civile* » (à savoir les citoyens, les communautés, les associations, les coopératives, mais aussi les ONG), « participation » (correspondant à une injonction à faire quelque chose), « *empowerment* » (qui se définit par la capacité d'une personne d'effectuer ses propres choix), « développement local », « microcrédit », « *capabilities* », « les politiques par le bas » (« *to create economic and social development from below* »)... sont devenus les nouveaux termes emblématiques de leurs discours officiels. Mais il ne faut pas s'y tromper. Si le lexique évolue, les politiques d'intervention opèrent davantage un changement de forme que de contenu : il s'agit toujours de mettre en place des politiques de stabilité macroéconomique soutenant un modèle économique incontestablement libéral. Et, étant donné que les organisations internationales se retrouvent en position de bailleurs de fonds de projets solidaires, le risque n'est-il pas grand que l'« agir démocratique » se transforme en une injonction à l'empowerment, à une injonction à entreprendre !

Conclusion

La crise financière actuelle qui projette les pays dits du Nord vers un sentier de croissance économique faible durable, marqué par des contraintes inflationnistes, des risques de surendettement croissant des ménages et des États, par une précarisation croissante du rapport salarial dans un contexte de dégradation des régimes de protection sociale, conduit à se poser sérieusement la question de la solidarité et d'une alternative économique plus juste.

L'économie sociale et solidaire a l'immense mérite de ce point de vue d'avoir démarré cette réflexion depuis plusieurs décennies. Dans ce travail, il

34. Prévost, 2009 ; Calvès, 2009.

s'est agi de présenter la nature du registre du solidaire tel qu'il est défini par ce courant théorique et de souligner les obstacles des principes normatifs retenus par celui-ci comme moteurs de l'action politique (réciprocité, agir démocratique) et du changement.

La présentation de ces obstacles vise non pas à condamner cette approche, mais à s'interroger sur les conditions nécessaires d'émergence d'un ordre économique plus solidaire. De ce point de vue, il ne serait pas inutile de s'interroger sur la genèse du paradigme économique libéral et sur sa performativité mondiale depuis les années 1980. Une économie politique de la politique économique libérale permettrait de montrer comment l'interaction entre les promoteurs académiques et les champs politique, médiatique et économique a été cruciale pour légitimer et porter ce nouveau discours. C'est à travers une véritable entreprise politique que les promoteurs de l'économie libérale sont parvenus à imposer leur nouveau paradigme. Si l'« économie sociale et solidaire » est un projet de nature politique, il reste qu'elle doit penser son rapport au politique. De l'aveu même de Coraggio (2007, p. 403), coordinateur de la RILESS, cette dimension reste embryonnaire : « L'absence du politique comme thématique centrale constitue, à notre sens, une faiblesse du mouvement naissant en faveur d'une autre économie ». Or cet aspect est crucial si l'ESS souhaite se constituer en véritable politique alternative au capitalisme néolibéral³⁵. C'est pourquoi, comme le dit Alain Caillé (2008, p. 235) :

« Plutôt que d'insister sur l'idée que l'économie solidaire pourrait constituer une autre économie, une alteréconomie, les tenants de l'espérance économique solidaire seraient bien inspirés de s'interroger plus radicalement sur le choix politique qu'ils défendent, sur la forme de démocratie à laquelle ils aspirent. »

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AMINTAS Alain, GOUZIEN Annie, PERROT Pascal (éd.), 2005 : *Les chantiers de l'économie sociale et solidaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BARON Catherine, 2007 : « Transfert du concept d'économie solidaire en Afrique francophone », *Revue Tiers Monde*, n° 190, p. 325-342.
- BOURDIEU Pierre, 1994 : *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Seuil.

35. Sur la nature du projet de l'ESS, se reporter notamment à Gaudillière et Lechevallier, 2002.

- CAILLÉ Alain, 2008 : « Sur les concepts d'économie en général et d'économie solidaire en particulier », *Revue du MAUSS*, n° 31, p. 215-236.
- CALVÈS Anne-Emmanuelle, 2009 : « *Empowerment* » : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », *Revue Tiers Monde*, n° 200, p. 735-750.
- CARVALHO Genauto, Dzimir Sylvain, 2000 : *Don et économie solidaire. Esquisse d'une théorie socioéconomique de l'économie solidaire*, coll. « La petite bibliothèque du MAUSS ».
- CHANIAL Philippe, Dzimir Sylvain, 2008 : « La solidarité, histoire d'une idée », *Revue du MAUSS permanente*, 28 avril (<http://www.journaldumauss.net/spip.php?article335>).
- CHANIAL Philippe, LAVILLE Jean-Louis, 2002 : « L'économie solidaire : une question politique », *Mouvements*, n° 19, p. 11-20.
- CHANIAL Philippe (éd.), 2008 : *La société vue du don. Manuel de sociologie anti-utilitariste appliquée*, coll. « Texte à l'appui-bibliothèque du MAUSS ».
- CORAGGIO José Luis, 2007 : « Une autre économie est-elle possible sans une (autre) politique ? », in FRAISSE Laurent, GUÉRIN Isabelle, LAVILLE Jean-Louis, *op. cit.*, p. 401-416.
- COVAS Horacio, DE SANZO Carlos, PRIMAVERA Heloïse (eds.), 1998 : *Reinventado el mercado. La experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina* (Ediciones del Programa de Autosuficiencia Regional, Buenos Aires).
- DARBUS Fanny, 2009 : *Pratiques et praticiens de l'économie sociale et solidaire (2000-2007). Contribution à la sociologie des croyances économiques*, Thèse de doctorat de sociologie, EHESS.
- DE MIRAS Claude, 2007 : « Initiative nationale pour le développement humain et économie solidaire au Maroc », in FRAISSE Laurent, GUÉRIN Isabelle, LAVILLE Jean-Louis (éd.), *op. cit.*, p. 357-378.
- EME Bernard, LAVILLE Jean-Louis, 2006 : « Économie solidaire », in LAVILLE Jean-Louis et CATTANI ANTONIO-DAVID, *op. cit.*, p. 303-312.
- FAVREAU Louis, LACHAPPE René, LAROSE Gérard, 2003 : *L'économie sociale et solidaire : une perspective Nord-Sud*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- FRAISSE Laurent, GUÉRIN Isabelle, LAVILLE Jean-Louis (éd.), 2007 : « Économie solidaire : des initiatives locales à l'action publique », *Revue Tiers Monde*, n° 190.

- GAIGER Luis Inácio, 2007 : « Nouvelles formes de production non capitalistes au Brésil », in FRAISSE Laurent, GUÉRIN Isabelle, LAVILLE Jean-Louis, *op. cit.*, p. 309-324.
- GARDIN Laurent, 2006 : « Réciprocité », in LAVILLE Jean-Louis, CATTANI Antonio-David, *op. cit.*, p. 514-522.
- GAUDILLIÈRE Jean-Paul, LECHEVALLIER Arnaud (éd.), 2002 : numéro spécial « L'économie sociale et solidaire, un projet politique », *Mouvements*, n° 19.
- GIRARD FERREIRA NUNES Christiane, 2007 : « Politiques publiques en faveur de l'économie solidaire au Brésil », *Revue Tiers Monde*, n° 190, p. 379-400.
- HINTZE Susana (ed.), 2003: *Trueque y economia solidaria* (Prometeo Libros, Buenos Aires).
- LAFAYE DE MICHEAUX Elsa, OULD AHMED Pepita, 2007 : « Les contours d'un projet institutionnaliste en économie du développement », in LAFAYE DE MICHEAUX Elsa, OULD-AHMED Pepita (éd.) : *Institutions et Développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Rennes, PUR, p. 9-37.
- LAVILLE Jean-Louis, 2006 : « Solidarité », in LAVILLE Jean-Louis et CATTANI Antonio-David, *op. cit.*, p. 609-618.
- LAVILLE Jean-Louis, CATTANI Antonio-David (éd.), 2006 : *Dictionnaire de l'autre économie*, Gallimard, « Folio ».
- LAVILLE Jean-Louis, MAGNEN Jean-Philippe, CARVLAHO Genauto, MEDEIROS Alzira, 2005, (éd.) : *Action publique et économie solidaire. Une perspective internationale*, Ramonville, Erès.
- LEE Roger, 1996: "Moral Money ? LETS and the Social Construction of Local Economic Geographies in Southeast England", *Environment and Planning D : Society and Space* 28, pp. 1377-1394.
- LEYSHON Andrew, LEE Roger, WILLIAMS Colin C. (eds.), 2003: *Alternative Economic Spaces* (SAGE publications, London).
- LIETAER Bernard, 2001: *The Future of Money* (Century, London)
- LORDON Frédéric, 2006 : *L'intérêt souverain. Essai d'anthropologie économique spinoziste*, La Découverte.
- LORDON Frédéric, 2009 : *La crise de trop. Reconstruction d'un monde failli*, Fayard.
- MANCE Euclides André, 2006 : « Consommation solidaire », in LAVILLE Jean-Louis et CATTANI Antonio-David, *op. cit.*, p. 126-133.

- MAYO Ed, BOYLE David, 2000: "Let a thousand monies bloom", *Local Economy*, 14 (4), p. 290-294.
- OULD AHMED Pepita, 2010: "Can a community currency be independent of the state currency? A case study of the credito in Argentina (1995-2008)", *Environment and Planning A*, 42, p. 1346-1364.
- OULD AHMED Pepita, 2009 : « Les formes du politique dans les clubs de troc en Argentine », in BORGEAUD-GARCIANDIA Natacha, LAUTIER Bruno, PEÑAFIEL Ricardo, TIZZIANI Ania (éd.) : *Penser le politique en Amérique latine. La recréation des espaces et des formes du politique*, Karthala, p. 231-246.
- PACIONE Michael, 1997: "Local Exchange Trading Systems as a Response to the Globalisation of Capitalism", *Urban Studies* 34, p. 1179-1199.
- PAUTAS, 1999 : *Principios, Tradiciones, Franquicia Manual de consulta con las preguntas y respuestas fundamentales para conocer la Red Global de Trueque*, Ediciones del Programa de Autosuficiencia, Buenos Aires.
- PRÉVOST Benoît, 2010 : « Lève toi et marche » : les injonctions de l'empowerment », revue *Économie et Institutions*, 1^{er} semestre, p. 15-40.
- POLANYI Karl, ARENSBERG Carl (éd.), 1975 : *Les systèmes économiques dans la théorie et dans l'histoire*, Gallimard, Paris.
- PLASENCIA Maria Adela, ORZI Ricardo (eds.), 2007: *Moneda social y mercados solidarios. Potencial emancipador y pedagógico de los sistemas monetarios alternativos* (Ediciones Ciccus, Buenos Aires).
- POWELL Jeff, 2002: "Petty Capitalim, Perfecting Capitalism or Post-Capitalism? Lessons from the Argentinian Barter Network", *Review of International Political Economy* 9 (4), p. 619-649.
- SCHULDT Jürgen, 1997: *Dineros alternativos : para el desarrollo local* (Universidad del Pacífico, Lima).
- SERVET Jean-Michel, 2007 : « Le principe de réciprocité chez Karl Polanyi », in FRAISSE Laurent, GUÉRIN Isabelle, LAVILLE Jean-Louis (éd.), *op. cit.*, p. 255-273.
- SEYFANG Gill, 2001: "Money that makes a change : community currencies, North and South", *Gender and development*, 9 (1), p. 60-69.
- SEYFANG Gill, PEARSON Ruth, 2000: "Time for Change : International Experience in Community Currencies", *Development* 43 (4), p. 56-60.
- SINGER Paul, 2006 : « Économie solidaire », in Jean-Louis LAVILLE et David-Antonio CATTANI, *op. cit.*, p. 290-302.

LA GOUVERNANCE : LEVIER NORMATIF DE LA GLOBALISATION

Bernard HOURS

Les sciences qualifiées de sociales et humaines ont, dans le passé, et en particulier depuis le XIX^e siècle, pris pour objet la société et ses composantes (groupes, familles, classes...) et les normes et valeurs (qui constituent la culture) qui permettent de produire du sens en société, le sens de la société, du lien social au-delà des rapports sociaux concrets et des échanges de toute nature. Sous le regard des sciences sociales, la globalisation se présente d'abord, et essentiellement, comme une extrême production normative de règles économiques, morales, afin de rendre d'abord pensable, puis gérable, un monde unifié par l'interdépendance globale qui y règne. La bonne gouvernance se présente comme une nécessité ou une référence obligée. Cette interdépendance qui accable les uns et excite les appétits des autres est à la fois causée par la globalisation en même temps qu'elle la produit. On a dit et redit, à juste titre, que la globalisation est compression du champ et de l'espace. Elle modifie presque toutes les échelles de mesure antérieures. Et pourtant les États-nations continuent d'occuper le champ politique, s'affrontant ou négociant pour optimiser leurs ressources, leur rang, leur statut. Malgré toutes les normes démocratiques édictées, un nombre non négligeable de dictateurs et de tyrans s'observe, qui récusent l'ingérence, fût-elle passive, au nom d'une souveraineté souvent acquise par la violence politique.

On abordera la gouvernance comme levier de la globalisation en identifiant d'abord les multiples champs où elle produit des normes globales et globalisantes, telles que l'économie, la santé publique, la politique. Dans tous ces domaines la gestion des risques est au centre des normes de gouvernance.

On analysera ensuite le phénomène majeur constitué par la naturalisation des sociétés et des sciences sociales qui tend à déplacer la totalité des objets des sciences sociales, celles-ci devenant des sciences « naturelles » de la société naturalisée.

On abordera enfin la dépolitisation du social qui est le second caractère principal, que permet d'observer la globalisation, dans ses intentions, comme dans ses effets, c'est-à-dire en termes de logiques idéologiques. L'hypothèse initiale posée affirme que la notion de bonne gouvernance est l'outil principal pour rendre pensable le « global » car il s'agit d'une norme unique et unifiante, au-delà de ses déclinaisons sectorielles (économie et finance, santé, sécurité, politique, environnement...).

La gouvernance, norme des normes

La gouvernance a fait l'objet d'analyses fouillées dont la limite provient souvent de leur caractère sectoriel. Politique, administrative, managériale, la notion renvoie d'abord à une gestion « bonne » ou optimisée. La performance dans la gestion est l'un des principaux objectifs et elle se décline dans chaque secteur susceptible ou requérant d'être géré, c'est-à-dire organisé dans la durée, en vue d'atteindre des objectifs identifiés et sans surprises. Ainsi l'antithèse de la bonne gouvernance c'est l'accident imprévu, qui signale un défaut de prévision, voire de précaution, dans l'entreprise comme dans la société.

Les références allusives et imprécises à la notion de gouvernance se sont rapidement développées, comme s'il s'agissait d'un concept élastique ou bouche-trou. On l'applique à une foule de champs, tels les biens communs, les ressources naturelles, les sociétés, collectivités, associations, organisations de tous profils. Tous ces usages renvoient à une « bonne gestion », qualité qui se juge à l'aune de plusieurs critères tels que la transparence, l'efficacité, la durabilité... On remarque que les critères de gouvernance sont particulièrement ambigus dans la mesure où ils semblent à la fois mesurer des performances objectives et des valeurs plus éthiques telles que la transparence, la démocratie, le respect de l'environnement. On mesure là le caractère profondément idéologique de la gouvernance. C'est celui qui est analysé ici en termes de logiques idéologiques à l'œuvre, qui mettent en scène des performances moralisées, des objectifs techniques et éthiques à la fois.

La gouvernance économique ou la moralisation du capitalisme

Elle est abordée dans la mesure où le milieu de l'entreprise a été l'un des principaux berceaux du concept de gouvernance. C'est la dimension de bonne gestion ou de gestion optimisée qui est ici centrale, avec d'une part la mesure de

résultats et d'autre part, celle de la manière dont ils ont été obtenus, c'est-à-dire la méthode. À cet égard l'impact médiatique des suicides à France Télécom ou chez Renault montre que la non prise en compte de la souffrance au travail est désormais considérée comme un indicateur négatif de gouvernance.

La gestion des ressources humaines suppose de mesurer des facteurs situés en amont de la production de biens ou de services. Il ne s'agit plus seulement de piloter une machine, mais de gérer les ressources humaines sans dérives contre-productives. La bonne gouvernance, dans le contexte du travail, considéré comme un facteur de production, consiste à optimiser l'exploitation de la ressource tout en limitant les risques de saturation, d'explosion, de perte de contrôle. Le suicide des salariés fait plus de mal à l'image d'une entreprise qu'une grève classique si elle est sectorielle.

L'accident de travail choque moins l'opinion que le suicide car ce dernier constitue une protestation contre un défaut de gestion, d'attention, qui souligne la toxicité d'un système ainsi que l'absence d'anticipation d'un risque de dissidence, c'est-à-dire de sortie du système, fût-ce par le bas : la destruction ou la mort du salarié par lui-même. L'attentat à la vie (d'un tiers ou la sienne) est en effet l'acte le plus subversif, comme le montre l'émoi provoqué par les assassinats de « victimes innocentes », de personnels humanitaires ou les suicides en entreprises.

Si l'on regarde au-delà du monde du travail, la bonne gouvernance en économie renvoie à la notion de maîtrise. Celle-ci s'applique à la production de biens et services, mais aussi et plus encore depuis la crise de 2008, au monde de la finance qui, à travers le phénomène dit de financiarisation de l'économie réelle, a envahi, et en partie phagocyté les marchés de plus en plus déréalisés. Les échanges économiques s'effacent devant les flux financiers qui n'en sont pourtant qu'un des aspects, voire une simple conséquence. Même la microfinance, d'abord destinée à produire des revenus pour des pauvres est parfois gangrenée par la perte de contrôle de l'endettement effréné de micro-entrepreneurs sans filet à qui l'on vend des prêts comme placement de capitaux. Ces dérives financières créatrices de bulles sont largement imputables à l'intégrisme néolibéral qui, à la fin de la guerre froide, a divinisé le marché autorégulé au mépris de toute précaution. Le marché a ainsi avalé l'économie, la pièce a effacé le théâtre, avec les résultats que l'on sait, en termes de volatilité chronique, de crise durable.

Dans ce paysage de crise, où les économies asiatiques et sud-américaines semblent plus solides que l'Europe en termes de perspectives, la bonne gouvernance prend des allures de régulation, de maîtrise nécessaire de l'économie de marché. Celle-ci est apparue comme le principal champ global, comme marché mondial où la Chine a pris la place que l'on connaît.

C'est pourquoi désormais, à l'agenda de la bonne gouvernance globale figure en première ligne la moralisation du capitalisme. Après le culte des

performances financières en forme de bulles qui éclatent, la bonne gouvernance consiste à affirmer que celle-ci doit être bonne, c'est-à-dire bénéfique, pour une majorité de « créatures globales », hommes, femmes et enfants, citoyens virtuels d'une humanité virtuelle elle aussi. On se trouve au cœur des questions classiques des sciences sociales sur les inégalités, l'équité, l'usage légitime de la richesse mais en des termes nouveaux. Réfléchir à la justice, sans dire son nom, amène aujourd'hui à parler de valeur, financière plus sociale, et c'est une rupture importante qui explique des déplacements de concepts. À force de ne parler que des riches et de la richesse, la lutte contre la pauvreté qui a remplacé le développement économique et social du siècle passé, devient profondément morale. Au moins dans ses intentions et malgré les spectacles philanthropiques ou les spéculations sur la microfinance.

Toutes ces initiatives sont bénies en termes de bonne gouvernance car elles donnent à voir des tentatives de pilotage éthique d'une planète en crise économique et environnementale. La vogue du *care* s'inscrit elle aussi dans une gouvernance éclairée, sensible, émotionnelle, au-delà, et peut-être pour masquer la sauvagerie du marché, de la concurrence débridée, la violence qui monte avec l'incivilité. Cette violence est en effet le risque principal susceptible de perturber toutes les « bonnes gestions » et les « bonnes gouvernances » de la planète. Le gouvernement chinois en sait quelque chose, avec ses milliers de révoltes locales, soigneusement isolées, et les politiques sociales engagées dans les prochaines années, avec en particulier la protection sociale en projet rapproché.

Ces remarques sur la gouvernance économique amènent à souligner la contradiction qui demeure entre accumulation des profits et moralisation du capitalisme. La gouvernance économique, c'est avant tout prévoir et prévenir les crises car celles-ci sont créatrices de risques de violences sociales incompatibles avec de bonnes performances de croissance du PIB.

La gouvernance politique ou comment exporter la démocratie occidentale

Cette démocratie est abordée ici comme norme globale. Notion administrative ou territoriale, la gouvernance signifiait sous Louis XIV la région administrative principale de l'Artois avant de désigner la résidence du gouverneur colonial au Sénégal. Dans le champ politique, la bonne gouvernance consiste désormais principalement à diffuser les bons usages, à savoir la transparence, la démocratie, la liberté des médias, le pluralisme politique, on ne saurait mieux condenser le credo historique de la démocratie américaine en y ajoutant les voix de la société civile pour une mesure complète.

La bonne gouvernance recycle en effet la croyance démocratique américaine selon laquelle une saine dynamique sociale résulte du libre jeu des trois forces que représentent l'État, le marché, la société civile. Dans ce triangle se développe la démocratie. C'est pourquoi le développement (parfois l'installation ou la greffe) de la société civile, constitue un leitmotiv de la bonne gouvernance, telle qu'elle est invoquée par les grandes instances multilatérales, Banque mondiale et Commission européenne en particulier. Dans la plupart des contextes l'État et le marché sont présents et sont parfois otages réciproques. La société civile, malgré son caractère abstrait en tant que concept, est plus rarement présente, libre, mûre. Parce qu'elle est constituée de voix multiples sa liberté est toujours aussi fragile. On lui substitue fréquemment la voix unique, présentée comme polyphonique, d'États autoritaires, ou de chefs d'États entrepreneurs de leur pays.

Les dérives autoritaires observées en Russie, en Chine, en Hongrie, en France parfois, sans parler des pays mis au ban de la bonne gouvernance (Birmanie, Biélorussie, Turkménistan...) manifestent une tendance forte, avec leur manipulation des médias, les dérives ethnicisantes ou racistes, rémanentes lorsqu'apparaît une crise historique.

Si ces pays sont solvables, ils ont droit au pire, à des « préoccupations », mais la Banque mondiale, le FMI et tout le système financier international leur accordent les prêts demandés car l'argent n'est pas une marchandise éthique mais une valeur financière.

La gouvernance politique suppose d'observer une gestion démocratique en termes de participation de la société civile. Lorsque celle-ci n'existe pas car elle n'a pas d'histoire, ou qu'elle est bâillonnée par un tyran, la voix de la société civile est importée ou greffée à travers des ONG d'exportation de la démocratie, une spécialité américaine, observée en Roumanie, en Asie centrale, dans tout l'ex-empire soviétique, aux frontières de la Chine, symbole de société civile muselée (Heemeryck, 2010, Hours, Selim, 2010).

Dans la société civile, les femmes sont une figure emblématique à travers les politiques de genre, visant à leur garantir une juste place dans la société. Celle-ci constitue un signe de bonne gouvernance et, à défaut de résultat, de bonnes intentions appuyées sur des initiatives législatives signalant une prise en compte de cette aspiration légitime car morale. Plus généralement la bonne gouvernance condamne toutes les formes de discrimination à l'égard de « minorités visibles » expression symptomatique de l'embarras de parler à la place de gens qui n'ont pas la parole dans une société civile de libre expression.

Ces analyses amènent à voir dans la société civile le maillon faible, dans la réalité, du triangle démocratique. Il s'agit pourtant d'un maillon dont la gouvernance ne saurait faire l'économie, si elle veut être bonne pour la

majorité, c'est-à-dire démocratique. D'où l'abondante rhétorique présente dans les discours sur les normes de gouvernance.

La presse, comme les partis politiques, sont soumis à des contraintes financières fortes. Ils sont donc exposés à la corruption éventuelle et à des manœuvres pour influencer l'opinion publique, sorte de société civile au rabais que les sondages se font un devoir d'analyser à grands frais. Les élections ne se déroulent pas seulement le jour du vote. Elles commencent longtemps auparavant, dès que paraissent des sondages sur les intentions de vote. Cet instrument de relative transparence devient assez fréquemment, en partie, un instrument de fabrication de l'opinion. Les intérêts politiques et économiques en jeu exposent la transparence à devenir ici une marchandise éthique dont le caractère démocratique est sujet à discussion.

La gouvernance politique, parce qu'elle s'identifie à la construction de la démocratie occidentale comme norme globale s'expose à une fragilité chronique dans la mesure où elle fait abstraction des histoires et des structures sociales d'exploitation et de domination qui se reproduisent. S'il ne s'agit pas ici de critiquer, en soi, la démocratie et la transparence, on est amené à souligner la nécessité de séparer les aspirations de la réalité, au risque de sombrer dans un idéalisme impuissant à modifier les choses qui se transforme en alibi et entretient le *statu quo*. Les normes politiques de la bonne gouvernance font l'apologie de la transparence démocratique mais elles sont produites dans les organisations technocratiques multilatérales, c'est-à-dire des bureaucraties pesantes et opaques, sans aucun débat dans des enceintes démocratiques publiques. Les ONG sont la caution démocratique requise pour blanchir l'opacité bureaucratique multilatérale et c'est aussi pour cela qu'elles sont financées par les mêmes organisations multilatérales.

S'il est un domaine où la dimension multilatérale s'impose, c'est bien celui de l'environnement qui a mis en exergue l'interdépendance planétaire comme incontournable.

La gouvernance environnementale

Présentée comme une nécessité devant la montée des risques environnementaux, la gouvernance semble moins reposer sur des pré-supposés idéologiques (marché, démocratie) que sur des évidences « scientifiques ». L'entité à piloter serait réelle, concrète : sous le nom de planète on désigne alors le territoire des espèces, un lieu délocalisé, partagé, peuplé de créatures diverses, dans la biodiversité qui mérite d'être protégée contre les risques qui la guettent. L'interdépendance est complète dans l'environnement car les frontières n'arrêtent pas les cataclysmes naturels, climatiques, les maladies, les pollutions diverses. La planète apparaît ainsi comme le prototype du bien commun ou bien public. La prise de conscience environnementale rend ainsi beaucoup plus pensable et plausible une société

civile mondiale dont la gouvernance politique ne cesse d'évoquer le contour, bien flou et abstrait tandis que l'environnement semble diaphane d'évidences, plus transparent que les sociétés politiques. L'environnement est l'objet et le champ rêvé de la gouvernance, bonne pour la nature et bonne pour les créatures qui la peuplent. L'édiction de normes environnementales globales se heurte à des enjeux économiques et politiques nationaux qui apparaissent dans les débats sur le protocole de Kyoto ou l'échec de la conférence de Copenhague. Néanmoins ces obstacles sont à la mesure des enjeux en termes de gouvernance globale. Normaliser et réguler l'économie mondiale, les régimes politiques des nations, l'environnement global, constitue bel et bien le projet sous jacent à toute ambition de gouvernance de la globalisation.

C'est pourquoi les paradigmes des sciences sociales sont déplacés en partie. Parmi ces déplacements la naturalisation des sociétés constitue un phénomène majeur.

La gouvernance comme naturalisation du social

Le remplacement du développement économique et social, projet du XX^e siècle, par le développement durable, concept du XXI^e siècle, constitue l'un des signes principaux de la naturalisation des sociétés au troisième millénaire. La prise en compte de l'environnement a pesé très lourd dans cette mutation qui substitue à la croissance économique brute la dimension de durabilité, c'est-à-dire qui inscrit la nécessité d'épargner les ressources au lieu de les exploiter sans limites, en parfaite contradiction avec la frénésie de profits rapides observée dans la finance. Ce n'est évidemment que dans un contexte de globalisation que peut faire sens un tel changement qui constitue une rupture avec l'humanisme de la Renaissance et les philosophies des Lumières qui plaçaient l'homme au centre d'un univers à dominer, à vaincre, à exploiter. La prise de conscience de la rareté des ressources naturelles et des risques environnementaux constitue une rupture sans retour avec l'humanisme précédent. Aujourd'hui l'homme est une créature fragile exposée aux risques écologiques et sanitaires. Il n'est qu'une espèce dans la biodiversité et doit ménager les autres, sociales, culturelles, mais aussi naturelles, dont les animaux. Une forte leçon de modestie se dégage des discours environnementaux : l'homme n'est plus le maître mais bien plutôt un sujet dans la nature, parmi d'autres espèces. L'introduction de la « sociodiversité » pour faire pendant au règne de la biodiversité pourrait sonner le glas de sciences sociales traditionnelles arrimées depuis le XIX^e siècle à la notion de société et à des interrogations sur la nature des liens sociaux et leur genèse.

S'interroger sur la nature de la société, la nôtre ou d'autres, désormais voisines, ne fait plus guère recette. La diversité alimente les dérives, les

préjugés ethnico-culturels ne se sont jamais si bien portés depuis la colonisation. L'intolérance aux normes et valeur d'autrui subit une étrange évolution. D'un côté la tolérance est affirmée comme vertu républicaine ou démocratique. De l'autre, des mesures d'exclusion sont prises à l'encontre de la « pollution de l'espace public » par des pratiques jugées non conformes à un label de normalité lisse. Il s'agit plus précisément de l'appartenance non plus à un groupe porteur d'identité, de normes, de valeurs, mais à une humanité abstraite, bardée de droits de l'homme, sans inscription territoriale.

Cette humanité est exactement celle que mettent en scène les normes de bonne gouvernance, avec leur incantation d'une société civile enchantée, où la diversité serait lisse et les trottoirs bien balayés, avec une participation communautaire spontanée, comme dans les mythes du développement social aussi bien que durable. Apparaît ainsi la vision irénique d'un monde sous bonne gouvernance, où les ouvriers sont gentils et suivent leurs entreprises au gré des délocalisations, où les conflits sont gérés à la source, par des RDH aussi performants qu'éclairés, où toutes les diversités communient dans l'expérience heureuse de leurs différences. La société (ou les sociétés) n'est plus l'objet principal des sciences sociales. Elle est progressivement remplacée par des entités d'ordre naturel, à savoir la planète, l'environnement, la nature, l'air, l'eau, le milieu... dans lesquelles l'homme n'est qu'une créature qui a besoin des régulations apportées par d'autres créatures, animaux, insectes, engagées dans une sorte de lutte biologique ou de nettoyage des pollutions pour que les ressources se renouvellent.

Le souci des générations futures est mis en avant dans le développement durable qui vise à préserver ou à restaurer des équilibres naturels, invoqués à la fois comme des âges d'or passés et des modèles à atteindre. Il y a de « la fin de l'histoire » dans cette conception contemporaine d'un monde naturalisé. Les dynamiques sociales, notions importantes au siècle dernier, sont remplacées par la notion d'équilibre qui induit d'autres types d'études, où les sujets humains ne sont plus des acteurs de l'histoire mais des exemplaires d'une espèce disciplinée, consciente de l'interdépendance absolue que génère la gestion des risques comme principal projet global et condition de la globalisation.

Être responsable aujourd'hui, c'est encore s'inquiéter des inégalités injustes, mais c'est de plus en plus porter en soi des normes de prise en compte des liens de l'interdépendance généralisée dans la gestion de notre santé, de nos ordures ménagères, de notre consommation d'énergie, de notre vitesse au volant... La liberté s'applique moins à la vie quotidienne qu'au domaine ludique des loisirs et spectacles consommés. Les liens tissés par internet et la téléphonie permanente renforcent ces attaches et découvertes dites connections. Dans cet univers, le consommateur durable, bardé de liens contractuels se partage la vedette avec le développement durable, le retour à

la frugalité volontaire (ou contrainte par la pauvreté), l'économie de ressources, la conscience de l'environnement. Celui-ci apparaît comme le prototype de l'équilibre et de l'harmonie mais aussi comme un marché en voie de moralisation grâce aux investissements éthiques. Quant à la pollution, elle fait, elle aussi, l'objet d'un marché puisqu'on peut l'exporter dans un pays pauvre par corruption, ou la vendre sur le marché du carbone.

Pour compléter le tableau de cette naturalisation des sociétés, extrêmement rapide, les catastrophes climatiques remplacent en partie les révolutions et violences politiques dans les médias. Les événements climatiques mobilisent de plus en plus l'attention tandis que les partis politiques et les élections intéressent de moins en moins, sauf les dérives populistes et radicales qui entretiennent la flamme d'un espace de débats de plus en plus naturalisés mais aussi culturalisés par des références religieuses souvent réductrices ou caricaturales, les normes et valeurs des sciences sociales passées étant replacées dans un univers naturalisé de comportements, lourds d'hérédité, de génétique, c'est-à-dire de déterminismes à dominante naturelle (biologique).

En effet, la vogue croissante du comportementalisme participe à la naturalisation des sciences sociales. En analysant les conduites des acteurs sociaux par référence à des schèmes de comportement déterminés, cette naturalisation tend à mettre en place des pathologies du comportement qui réduisent la liberté d'interprétation des pratiques sans parler de dépolitisation, puisque entre chiens de Pavlov il n'y a guère de place pour des choix de société.

La naturalisation évoquée constitue l'un des principaux ressorts de la globalisation.

Sa mise en œuvre repose sur la diffusion de normes édictées au nom d'une gouvernance tout à la fois morale, environnementale, solidaire, la solidarité s'interprétant en termes d'interdépendance, de prévention et de protection de notre espèce et non plus en termes politiques de liens sociaux.

Dépolitiser le social pour consommer durablement

Affirmer que naturalisation et dépolitisation participent de la même dynamique de gouvernance globale (bonne par nature) suppose d'évoquer l'effacement ou l'occultation de la société par la nature devenue l'instrument essentiel pour penser et nommer la totalité des hommes en sociétés.

Hegel définit la société comme un « cercle de cercles », c'est-à-dire comme un système d'intégrations multiniveaux. Michel Freitag affirme que c'est l'État-nation qui permet historiquement de concevoir la société comme totalité. Il s'interroge : « la réalité de la société peut-elle disparaître (notamment à travers l'extension généralisée d'une réalité systémique opérant selon des mécanismes autorégulateurs et autoréférentiels) en laissant

subsister la socialité et l'historicité¹ ? » Cette interrogation amène à se pencher sur la régression politique que provoque la naturalisation évoquée aussi bien que la réalité systémique que représente la globalisation avec la gouvernance comme principal outil et levier de reproduction.

Dans le « cercle de cercles » de Hegel il y a place pour une représentation de la société civile mais surtout une référence à l'État comme symbole d'identité. Les bouffées de nationalisme observées aujourd'hui dans le champ politique pourraient être dues à la montée en puissance des normes globales diffusées par la bonne gouvernance. L'État-nation inscrit un cadre politico-territorial doté de frontières ou limites où peut se représenter une centralité idéale et symbolique. Ce centre nécessaire permet l'existence d'un cercle englobant d'autres cercles et la représentation d'une totalité, celle de l'État plutôt que celle de la planète d'aujourd'hui. Michel Freitag oppose à ces logiques politico-sociales une logique systémique globale. Il écrit :

« En un mot, le procès de la globalisation telle qu'elle est activement pratiquée vise à assurer l'hégémonie de la logique économique sur l'ensemble de la vie collective au niveau mondial, et le mode de fonctionnement d'une économie automatisée de manière globale n'est précisément plus une « logique sociale mais une logique systémique. » (Freitag, 2004, article cité p. 22)

Il appuie son analyse sur la théorie de Niklas Luhmann (Luhmann, 1999) et souligne :

« Le monde opératoire systémique n'implique aucune référence à aucune identité et altérité » possédant une consistance et une cohérence ontologiques propres, les systèmes produisent et reproduisent d'eux-mêmes et en eux-mêmes la césure autour de laquelle ils construisent leur opposition à tout ce qui se présente dans leur « environnement », et cet environnement se réduit aux informations que le système doit traiter pour assurer sa propre reproduction. Un système est donc de manière radicale un procès sans sujet ni fin. » (article cité p. 23)

Dans cet univers systémique toute réflexivité est exclue remplacée par une réactivité informationnelle de type pavlovien. Michel Freitag conclut :

« sur le plan proprement conceptuel, le sujet disparaît de l'univers systémique et avec lui le sujet collectif qu'est la société avec ses « objectivations réflexives » et ses médiations. » La réalité selon Luhmann est radicalement a-symbolique et non synthétique. Dans la réalisation (le devenir réel) de l'aliénation systémique disparaît donc aussi toute dialectique de l'aliénation et de l'émancipation avec sa référence centrale au sujet *a priori* de la sensibilité et du jugement et son ouverture critique. » (article cité p. 24)

1. Freitag (2004), p. 22.

La désocialisation des relations interindividuelles est un constat largement partagé car c'est bien la disparition progressive du sujet sociopolitique qui est en question. Cet effacement s'opère suivant deux lignes. La première est évoquée par M. Freitag. Il s'agit d'un transfert radical de pertinence d'un champ social et politique à un système globalisant et global. Le champ social et politique est historiquement traversé par une dialectique entre aliénation et émancipation, base des grands récits de la modernité. L'univers subjectif et symbolique du sujet y est très présent. Dans le système, la soumission conditionne la participation, non plus à une société mais au système qui se donne comme unique, exclusif, hors de tout espace-temps, comme un logiciel universel ou l'individu n'est pris en compte que dans sa préférence immédiate, cliquée en temps réel, immédiatement captée ou capturée comme l'avis immédiat d'un consommateur, le seul sujet intéressant le marché des biens, des services ou même des émotions. Être connecté c'est participer et exister. La logique systémique fait bon ménage avec celle de la naturalisation du social. Ces deux logiques se conjuguent et se renforcent dans la gouvernance globale qui est, entre autres, un mode d'emploi de la participation, de l'appartenance au système et non plus à une société.

Le sujet politique, le citoyen ainsi qu'on l'appelait dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, fait place à un homme abstrait équipé de droits abstraits comme exemplaire de l'espèce ou du genre homme. C'est un sujet biologique dont la médecine et l'action humanitaire s'occupent à prolonger la vie et un sujet consommateur et informatique qui intéresse le marché. Il a des droits comme consommateur et internaute ou plutôt des protections contre des atteintes excessives à sa vie privée ou à ses ressources. Il s'agit de moins en moins d'un citoyen comme en témoigne le recours verbal répétitif et incantatoire à la citoyenneté en déroute et de plus en plus d'un consommateur d'émotions médiatisées dont la subjectivité se réfugie dans la souffrance au travail ou la déprime. La société le protège de moins en moins et l'inquiète de plus en plus car la solidarité sociale fait place à des protections où la philanthropie humanitaire se développe tandis que la protection sociale s'érode, cible ses clients et en exclut certains. Ces derniers deviennent à leur tour les clients de services spécialisés destinés à des exclus, non citoyens. Toute centralité de l'État-nation a disparu dans ce paysage. L'État n'est plus qu'un des acteurs de la philanthropie universelle déclenchée par la mondialisation du capitalisme dont on connaît la vocation philanthropique historique tout comme ses capacités d'exploitation des ressources, fussent-elles émotionnelles ou morales.

L'affaiblissement de la centralité ou de la totalité représentée par la société ouvre la voie aux dérives communautaires, plus précisément racistes et religieuses. Le citoyen devenu un animal docile s'investit dans la

consommation de marchandises et de spectacles identitaires en état d'inflation rapide provoquant une ethnicisation du débat politique et des gouvernements qui gèrent des émotions plutôt qu'ils opèrent des choix de société.

Ce « corps social » ressemble de plus en plus à un corps biologique, bardé d'électrodes pour enregistrer ses émotions pré-électorales.

L'installation prochaine de votes par ordinateurs affichera cette mutation. Hors débat, dans la pseudo intimité de leur isolement numérique, les citoyens consommateurs utiliseront la même touche pour choisir leur lessive et le président de la république. Dans cette dépolitisation ou ce monde post-politique, il existe encore des institutions, des assemblées, des parlements. Ces lieux, ces représentants, ces mandats, sont exposés aux mêmes contraintes systémiques et « naturelles » que quiconque. Entre l'État affaibli par l'intégrisme néolibéral, le marché, prototype de la globalisation, on invoque la société civile, riche et diverse, plurielle, pour restaurer un champ politique affaibli. C'est en effet là que gisent des ressources, plus ou moins alternatives. Celles-ci sont néanmoins exposées à être captées par le système pour fonctionner en organisations technocratiques gérant des problèmes particuliers, de minorités multiples, sans la capacité essentielle d'agir directement sur les causes des problèmes et sur les conditions structurelles qui produisent ces problèmes, hier politiques et publics, aujourd'hui techniques ou émotionnels.

C'est au fond la justice qui a disparu le plus radicalement du paysage, car la lutte contre la pauvreté n'a aucun rapport avec la justice qui est une exigence politique et morale. C'est cette aspiration à la justice qui alimentait la dialectique entre aliénation et émancipation. En devenant des corps biologiques dépolitisés, les ex-citoyens deviennent progressivement des consommateurs actifs de leur propre aliénation. Ils sont en permanence sollicités pour donner leur avis électronique ou verbal et ils participent ainsi au spectacle d'une fiction post-politique qui se substitue au débat. De quoi débattre en effet si les objectifs sont universels et la bonne gouvernance le droit chemin pour les atteindre, de façon efficace et transparente, comme les normes affichées ? Participer volontairement au spectacle comme acteur non rémunéré et consommateur fasciné par les réussites en paillettes semble en voie de devenir le comble de la normalité. C'est-à-dire d'une humanité privée de société, post-politique, citoyenne d'une planète où le marché d'une part, les États les plus riches d'autre part, font la loi, l'accès aux ressources étant devenu l'un des principaux enjeux, plus que la liberté, l'égalité ou la fraternité qui ne trouvent même plus leur dernier refuge sur la monnaie devenue supranationale.

On aurait tort de voir seulement dans les analyses qui précèdent une posture nostalgique et encore moins souverainiste. Il s'agit seulement de voir

si les sciences sociales à venir seront des sciences de la société et vers quoi elles évoluent, en même temps que la société.

La gouvernance levier de la globalisation ?

La gouvernance se présente comme une somme de prescriptions relativement peu nombreuses et redondantes sur des performances techniques parées de normes de transparence démocratiques ou morales. Il s'agit en quelque sorte du mode d'emploi pour un capitalisme qui se veut aussi durable que la planète. Cette durée suppose une grande stabilité sociale, une forte dépolitisation. La nature, légitime et totalisante par nature, apporte une fonction importante de réalité et de légitimité. Elle pare l'interdépendance économique et financière du voile de l'évidence naturelle. Le capitalisme y apparaît, par nature, comme le système économique et social le plus naturel, suivant la logique du soliloque autoréférentiel qui caractérise tous les discours idéologiques qui ont tendance à ressasser en boucle des propos tautologiques en forme de chapelets ou de moulins à affirmations pieuses répétées. La notion de capital social, dans l'acception que lui donne Becker, permet de modéliser ce que des générations de sociologues ont essayé d'analyser.

Au cercle des cercles hégélien la globalisation tente de substituer un cercle plat et rond (le marché) fait de cercles concentriques. Il est plat parce que naturalisation et dépolitisation signalent la fin de l'histoire. Qu'une telle illusion sur cette fin puisse être si facilement partagée, même si elle est rarement discutée, semble assez stupéfiant pour un chercheur en sciences sociales penché sur les sociétés. L'étonnement disparaît si l'on observe que le marché (loi naturelle) a remplacé la société comme référent global et comme totalité réelle et symbolique. À force d'autorégulations la société, lieu de médiations multiples, devient proprement superflue.

Mais que reste-t-il donc aux sciences sociales ? L'invocation permanente de la société civile, ce personnage clé de la bonne gouvernance, bien virtuel néanmoins, pourrait être un refuge pour des dynamiques sociales comprimées sinon opprimées. Les ONG, par leur simple développement, sont pour la plupart devenues des entreprises de moralité qui blanchissent les abus de l'économie de marché autant qu'elles proposent des alternatives. Elles sont donc invitées dans la bonne gouvernance et financées par les bailleurs dans la mesure où leur chant s'intègre au cœur monophonique technocratique multilatéral. Leur voix est donc ambiguë et ambivalente entre aliénation et émancipation, exposée en permanence à servir d'alibi et de caution.

Ce que propose la globalisation aux sciences sociales, à travers les normes de gouvernance, c'est d'apporter des thérapies appropriées dans le cadre d'une gestion des risques généralisée qui s'appelle gouvernance et fin

de l'histoire. Pauvreté, délinquance, analphabétisme, incapacité d'entreprendre, conduites à risques en santé ou au volant, tous ces comportements sont les objets dévolus naturellement aux sciences sociales sous le carcan des normes de gouvernance. Individus pavloviens, grégaires, émotionnels et irrationnels, ces « clients » sont ciblés, de fait et déjà, dans de nombreux appels d'offres, européens en particulier, adressés aux chercheurs. La société, écartée en théorie, reviendrait seulement comme violence et dérives. La permanence des mouvements sociaux laisse aussi un champ d'investigation aux chercheurs, même sous l'angle de thérapies pour calmer ces excités, perturbateurs du marché.

Pas plus que n'existe pour l'heure une société civile mondiale, une communication permanente et sans conflits n'est pensable, tant que subsistent des sujets rebelles à la gouvernance comme objectif et méthode. Ces trublions ne sont pas ici applaudis ou fustigés mais on en constate la présence tenace, probablement durable, pas naturellement du tout, des G8 au G20. Partie émergée, limitée, de l'iceberg, ils sont le brin de paille permanent qui trouble les consensus technocratiques, l'anesthésie par la gouvernance. Ces mouvements, dits alternatifs, installent sur la scène des lucarnes où survit la société. Ils ne parviennent pas à s'insérer ou à créer des structures politiques pérennes, condition d'un impact durable, au-delà de la révolte. Contester le sujet de la gouvernance, ectoplasme post-politique naturalisé appelle des propositions politiques susceptibles de provoquer des majorités d'opinion. Contester le programme de la gouvernance c'est refuser la reproduction paisible de l'économie de marché capitaliste, à l'identique, sans horizon, ni changement, une gestion des risques permanente.

Contester les moyens de la gouvernance c'est refuser des institutions sans murs, où le contrôle est généralisé et intériorisé. Norme sans territoire, ni société, la bonne gouvernance laisse principalement aux sciences sociales l'étude de la conformité et celle de la déviance. Dans cet univers où la sécurité s'échange contre la liberté apparaît l'image irénique d'un futur en forme d'utopie postmoderne tardive que Pierre Calame, technocrate éclairé et progressiste au sens du XX^e siècle, évoque ainsi : « Le premier objectif de la gouvernance est d'apprendre à vivre ensemble et à gérer pacifiquement la maison commune, d'y assurer les conditions de la survie, de la paix, de l'épanouissement entre l'humanité et la biosphère. » (Calame, 2003)

Envisagée ainsi, la gouvernance serait l'utopie de la fin des utopies et de l'histoire, un récit post-politique naturalisé qui serait proposé comme horizon à des sociétés politiques qui n'en sont plus tout à fait tant elles se rapprochent du troupeau discipliné dont la bonne gouvernance serait le berger et l'étoile. Il résulte de cette analyse qu'une posture subversive, non idéaliste, s'impose pour des sciences sociales qui voudraient le rester, le

reste n'étant que gestion des risques du troupeau mais aussi domaines de recherches des prioritaires financées.

Et si tout cela n'était qu'une posture du XX^e siècle, une simple nostalgie du progrès et des lumières, le refus, absurde, de constater qu'elles sont définitivement éteintes et que la société a changé de nature. Certes, de nombreuses sociétés, montrent des violences chroniques, loin de toute maîtrise. Que pèsent ces fractures et ces déchirements sociaux (et parfois culturels) face aux menaces et aux risques environnementaux, sanitaires, climatiques, nucléaires ? Cette nature menaçante entre dans le XXI^e siècle avec fracas. Tsunami de 2004, Haïti, Fukushima, sans parler du VIH, du SRAS auparavant. Après l'extinction des lumières vient le temps de la gestion des risques, de la bonne gouvernance qui consisterait à garder un peu d'humanité démocratique dans le programme d'aujourd'hui, celui de la gestion d'une espèce humaine attachée à préserver sa survie, toute exigence de dignité sociale, par nature conflictuelle, étant devenue tout simplement, presque superflue. Il semble pourtant que nous soyons au milieu du gué. Tout retour en arrière est absurde. Les contours de l'autre rive se dessinent progressivement, faits de gouvernance et de capitalisme financier, d'entreprises « sociales », d'économie « solidaires ». Les seules armes disponibles s'appellent sociétés civiles, anesthésiées ou émergentes numériques et/ou sur les places de Tunisie, d'Égypte, du Yémen, où l'on prend les risques de renverser des tyrannies héritées du XX^e siècle.

À mesure que l'autre rive se rapproche une partie des instruments des sciences sociales semble frappée d'obsolescence, celle d'un héritage de trois siècles européen-américains. Apparaît peut-être alors la seule question susceptible de franchir le gué ; où se situe le degré ultime de perte du sujet politique, de dignité humaine, de liberté, au-delà duquel naissent les révoltes et les révolutions, toutes exposées qu'elles sont à toutes les récupérations liées à la peur des risques, à l'angoisse entretenue du vide. Les sciences sociales, même dans ce contexte où la nature reprend ses droits, restent en charge d'une question qui n'est pas anachronique : celle du consentement à la domination doublée de celle du refus de l'indignité individuelle et collective, indissociablement et dialectiquement liées.

La globalisation amène à formuler autrement le même problème : celui de l'indépendance (minimale ou maximale) compatible avec l'interdépendance globale. Si les sciences sociales sont parfois frappées d'obsolescence à travers certains de leurs outils elles restent en charge d'en trouver de nouveaux, plus à même d'apporter des éléments de réponse à cette question fondamentale, aussi unique que la pensée du même nom : où et quand commence l'inacceptable, c'est-à-dire l'indignité ? Cette question a de fortes chances de franchir le gué car elle est aussi pérenne que les sciences humaines et sociales. Depuis qu'il existe des sociétés, aucun régime n'est

parvenu à l'éradiquer de l'agenda des hommes. L'aliénation produite par l'interdépendance technologique globale se révèle inséparable des capacités d'émancipation qu'elle produit au même moment. L'enjeu contemporain des sciences sociales, ce n'est plus le recyclage des concepts idéalistes d'un XX^e siècle échu mais bien l'analyse d'un sujet postmoderne et postpolitique, c'est-à-dire l'identification d'une nouvelle modernité et d'une nouvelle politique, sorte d'équivalent plus discret des découvertes des grands navigateurs qui identifiaient un monde de localités diverses désormais globalement comprimées et exposées mais néanmoins toujours présentes comme lieu du sujet, lieux des sujets qui vivent dans des sociétés humaines exposées aux angoisses des risques de la nature comme au vertige de la liberté.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAZIN Laurent, HOURS Bernard, SELIM Monique, 2010 : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, L'Harmattan.
- CALAME Pierre, 2003 : *La démocratie en miettes. Pour une révolution de la gouvernance*, F.P.H.
- FREITAG Michel, 2004 : « L'avenir de la société, globalisation ou mondialisation », *Société*, 24-25, octobre 2004 et <http://sociologie.revues.org>
- HEEMERYCK Antoine, 2010 : *L'importation démocratique en Roumanie*, L'Harmattan.
- LUHMANN Niklas, 1999 : *Politique et complexité, les contributions de la théorie générale des systèmes*, Cerf.

LA RÉGULATION MULTINIVEAUX DES CONFLITS SOCIOENVIRONNEMENTAUX

RÉFLEXION SUR LES OUTILS DES SCIENCES SOCIALES
FACE À DES OBJETS « GLOBALISÉS »

Franck POUPEAU

Les conflits socioenvironnementaux générés par les inégalités d'accès aux ressources naturelles et aux services urbains qui les distribuent sont un exemple des objets « globalisés » qui représentent un réel défi pour les sciences sociales, en terme de méthode et de construction d'objet. Certes, la monographie ou l'ethnographie d'un terrain limité sont désormais devenues la norme implicite des recherches en sociologie – tout ce qui n'est pas « empirique » au sens restrictivement spatial du terme n'y est pas reconnu comme scientifique. Pourtant, d'autres disciplines, comme l'anthropologie s'attachant aux « branchements » des cultures, la géographie se plaçant d'emblée à une « échelle globale » pour étudier villes, industries ou tourisms, la science politique se posant la question de la « régulation multiniveaux » (Hooghe & Marks, 2001 ; Dabène, 2006) offrent des pistes pour échapper à la classique « unité de lieu » régissant habituellement les protocoles de recherche sociologique.

Par ailleurs, de nombreux travaux insistent désormais sur les transformations de la « gouvernance mondiale » des ressources naturelles, au sens où l'action publique est marquée par différents niveaux de régulation (du local au global, du communal au supranational, etc.) qui débordent le cadre étatique (Ostrom, 1990 ; Jaglin 2001 ; Dumoulin, 2005 ; Hugon, 2007 ; Schneier-Madanes, 2010). Ils se présentent néanmoins, la plupart du temps, sous la forme d'approches disciplinaires qui, prises isolément, se révèlent souvent insuffisantes pour saisir la complexité et l'entrelacement des déterminations à l'œuvre. Pour illustrer ce point, il suffit de prendre

l'exemple de la fonte des glaciers surplombant les villes de La Paz et El Alto en Bolivie, qui met en péril l'approvisionnement en eau et en énergie hydroélectrique de la métropole, et qui donne lieu à des mobilisations pour le moins inédites : intervention des autorités municipales et gouvernementales, expertise des institutions internationales, conflit entre l'entreprise de distribution des eaux et les communautés « originaires » (paysannes et indigènes) revendiquant la propriété des ressources naturelles qui traversent leurs terres en amont, protestations et blocages de route des résidents des quartiers les plus affectés par la pénurie, etc. Ce qui aurait été auparavant considéré comme un simple « incident » bien circonscrit, touchant un pays mineur, revêt désormais les apparences d'un problème plus global, mettant en jeu une variété d'institutions et d'agents sociaux, confrontés à des inégalités territoriales marquées. Exemple de la crise écologique liée au changement climatique, la fonte des glaciers boliviens suscite des problèmes sociaux d'un genre nouveau, dont le traitement – et *a fortiori* l'analyse – appelle une régulation à plusieurs niveaux, du local à l'international.

Il s'agit alors d'élaborer une grille d'analyse qui intègre ces différents facteurs habituellement étudiés de façon séparée : aussi bien la prise en compte des inégalités territoriales, l'action des institutions municipales et du ministère de l'Eau, la transition d'une entreprise privée à une entreprise publique et sociale, la mobilisation des comités de résidents, la revendication de la propriété des ressources naturelles par les mouvements indigénistes, l'intervention des organismes internationaux, qu'il s'agisse de la Banque mondiale ou des Forums sociaux altermondialistes, etc. Dans cette perspective, on reprendra la notion de « régulation multiniveaux », qui désigne « l'interaction, le renforcement et la superposition de processus d'élaboration de normes et de gouvernance entre les niveaux international, national, régional et local. Elle émerge selon des processus variés de négociation *top-down* ou *bottom-up* au sein de l'État, entre les États, entre les régions et les villes et entre les intérêts sociaux et économiques » (Doern *et al.*, 2006). Cette notion, empruntée à la science politique, offre à la sociologie des conflits socioenvironnementaux un outil non seulement conceptuel mais aussi méthodologique pour affronter le défi que représentent ses objets « globalisés ».

Problèmes méthodologiques de l'étude des conflits socioenvironnementaux

Issus en grande partie d'un refus de l'internationalisation du « modèle français » (et de ses effets sociaux) par les « multinationales de l'eau » à partir de la fin des années 1980, les mouvements de protestation récents contre la privatisation de l'eau, en Amérique du Sud et en Europe, ont

bouleversé les contextes politiques locaux dans lesquels ils ont surgi, à l'intersection des logiques internationales, des pouvoirs nationaux et de la gestion territoriale des populations urbaines défavorisées. Loin d'ouvrir les « espaces de négociation » nécessaires à la consolidation d'une nouvelle « gouvernance mondiale », ces conflits révèlent au contraire l'entrelacement d'institutions, d'organisations et d'agents sociaux (États, experts internationaux, entreprises privées, autorités nationales et représentants de la « société civile », etc.) en lutte pour la définition et le contrôle des politiques de régulation des ressources naturelles. Dans le prolongement des enquêtes déjà menées sur les inégalités sociospatiales d'accès à l'eau dans les zones périphériques de La Paz et El Alto en Bolivie, il s'agit d'élaborer, à partir de l'étude de conflits socioenvironnementaux exemplaires, une grille d'analyse articulant les multiples niveaux de la régulation des ressources naturelles et des services urbains.

Cette approche sociologique, intégrant les différents niveaux de régulation des ressources naturelles, présente un autre avantage. En sciences sociales, le problème des relations des sociétés à leur environnement a principalement été abordé sous l'angle de situations extraordinaires, par la mise en évidence des conséquences négatives (et souvent dramatiques) du changement climatique (dégradation des sols, inondations, ouragans, pénurie d'eau potable, coulées de boue, etc.) : analyse des violences dues aux « guerres du climat » (Welzer, 2009), étude historique des « effondrements » de sociétés (Diamond, 2006), perspective d'une « anthropologie des catastrophes » (Revet, 2007), critique des stratégies de sécurisation des frontières dues aux migrations de « réfugiés climatiques » (El-Hinnawi, 1985) ou étude de la reconnaissance de leur statut juridique (Magniny, 1999). Peu de travaux tentent en revanche de comprendre les ressorts des « préoccupations environnementales » et leurs traductions en termes de pouvoir (Lascoumes, 1999), alors qu'elles ont pris depuis lors une importance toute nouvelle liée à l'omniprésence médiatique du « changement climatique » et aux évaluations alarmistes des experts internationaux.

Comme on a pu le voir à l'occasion du sommet de Copenhague en décembre 2009, les discours sur l'environnement oscillent entre un catastrophisme destiné à susciter une prise de conscience, et une posture gestionnaire intégrée aux stratégies industrielles et commerciales. Depuis quelques années déjà, les débats sur la gestion publique ou privée des services urbains s'inscrivent en effet dans des systèmes d'action et d'argumentation où la préservation de l'environnement joue un rôle essentiel : mise en accusation des entreprises privées peu soucieuses des effets écologiques de leurs modes de distribution des services, contre-feux des mêmes entreprises qui se réapproprient la rhétorique et les thématiques

du développement durable, développement d'une économie du traitement de la pollution, etc.

On voudrait ici, au contraire, considérer la gestion des ressources naturelles comme un fait social ordinaire, à l'intersection des politiques publiques, des mobilisations politiques, des pratiques quotidiennes et des normes écologiques internationales. Les conflits pour l'usage et l'appropriation des ressources naturelles, et leur transformation en services urbains, ont en outre généralement des effets sur le fonctionnement des pouvoirs politiques, du local à l'international, sans oublier les États concernés : la notion de « conflits socioenvironnementaux » (Fontaine, 2009) correspond alors à la nécessité de prendre en compte à la fois la dimension politique des problèmes environnementaux et les conditions « écologiques » (territoriales, spatiales, physiques, etc.) de leur émergence, sans céder pour autant au catastrophisme et à la banalisation gestionnaire. De ce point de vue, le cas de l'eau en milieu urbain est intéressant à la fois pour ses dimensions politiques et spatiales (Poupeau, 2010) : il y a des inégalités face aux ressources naturelles liées au fait de vivre sur tel ou tel territoire, et ces inégalités territoriales sont aussi des inégalités sociales (Castel, 2009) ; inversement ce sont souvent les plus défavorisés socialement qui souffrent le plus des problèmes environnementaux.

Le problème de l'eau en milieu urbain : le cas de La Paz/El Alto en Bolivie

Un rapport de la Banque mondiale a récemment situé le point d'articulation du changement climatique dans la régulation écologique des métropoles (Banque mondiale, 2009). Dans cette perspective, la Bolivie est apparue comme un véritable laboratoire pour comprendre les transformations en cours, du fait des bouleversements politiques issus des conflits socioenvironnementaux en milieu urbain (les désormais fameuses « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000 et « guerre du gaz » à El Alto en 2003, mais aussi les problèmes de sécheresse qui affectent régulièrement depuis une trentaine d'années l'altiplano et ses villes), qui renvoient à la fois à l'ampleur des inégalités sociales, à la brutalité des politiques économiques menées et à la radicalité des protestations qu'elles ont suscitées. Mais par ses caractéristiques propres, la Bolivie constitue aussi une ouverture vers des terrains plus internationaux, qu'il s'agisse de comparaisons avec la zone andine, l'Amérique latine et l'Europe, du fait de l'internationalisation des modes de régulation des ressources naturelles et des relations entre pouvoirs nationaux ou locaux.

L'intérêt des conflits touchant la concession de La Paz/El Alto est qu'ils se situent directement à l'articulation de différents niveaux : un espace urbain en expansion et peu contrôlé, des administrations municipales

relativement faibles, un pouvoir national peu résistant aux politiques internationales de privatisation (des années 1985 à 2005 environ), une entreprise publique de distribution devenue concession d'un consortium international en 1997, destinée à être la figure de proue du « modèle français de l'eau » dans le monde (Bonin, 2005 ; Poupeau, 2008), et finalement un contexte international qui a favorisé l'application locale de ces politiques (influence des recommandations et des crédits de la Banque mondiale, constitution d'une « communauté de l'eau » après la conférence de Rio en 1992) (Kamieniecki, 1993 ; Meublât, 2001). Il faut prendre en compte toutes ces dimensions pour comprendre aussi bien les conflits liés à la remunicipalisation à La Paz/El Alto (2004-2007) que les problèmes générés dans la dernière décennie par les effets de la fonte des glaciers boliviens (en particulier entre l'organisation des services urbains et les communautés indigènes situées en amont, comme lors de la coupure d'une canalisation desservant La Paz en 2008 (Hardy, 2009). Si l'on veut aller au-delà d'une énumération analytique des agents concernés, la compréhension de leurs luttes locales ou nationales doit ainsi se situer d'emblée à l'articulation des différents niveaux dans lesquels ils agissent – pour cette raison même, l'étude des conflits fonctionne comme une sorte de révélateur des relations entre agents.

Une telle grille d'analyse, élaborée à partir du cas de la concession La Paz/El Alto, permet de porter un regard quelque peu différent sur d'autres conflits environnementaux. Pour reprendre l'exemple de la « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000, il n'est possible de sortir des récits héroïques de ce qui a rapidement été qualifié de « révolte plébéienne », qu'en prenant en compte les rapports de force au sein du champ du pouvoir local, et en particulier la mobilisation, depuis plusieurs années déjà, des comités d'irrigation, sur le thème de l'eau. Si la privatisation du service a autant été contestée, c'est parce qu'elle concernait une région historiquement très politisée par les syndicats d'agriculteurs : la pénurie affectant depuis plusieurs années les quartiers périphériques en expansion au sud de la ville avait suscité une expertise technique et juridique destinée à appuyer les demandes des organisations syndicales et des communautés contre les pouvoirs municipaux ; des liens avaient été établis avec les fédérations syndicales de travailleurs des fabriques de la ville qui, au moment de la mobilisation, ont offert leurs infrastructures (locaux, logistique, etc.) aux militants ruraux. L'intervention de l'armée pour débloquer la ville a ensuite favorisé le branchement de cette mobilisation sur des thématiques nationales et internationales : la défense d'un service urbain par ailleurs déficient est devenue une résistance face aux intrusions du néolibéralisme et de son bras armé dans le pays : le gouvernement national. De même, la seconde « guerre de l'eau » à La Paz/El Alto en 2004-2005, s'explique certes par

l'insuffisante qualité du service sur une zone de concession trop restreinte, mais surtout par la structure des opportunités politiques locales et nationales : la Fédération des comités de quartier (FEJUVE) a vu dans le retour au service public un thème mobilisateur pour asseoir son influence dans la vie politique nationale, après les événements de 2003 (la « guerre du gaz ») qui l'avaient mise au premier plan dans la lutte contre l'exportation privée des hydrocarbures à l'étranger. Comme à Cochabamba, le branchement sur les luttes internationales contre les privatisations néolibérales s'est fait à travers une configuration locale et nationale spécifique.

Changement d'échelle : l'importation du « modèle français de l'eau » en Bolivie

Au synchronisme des approches multiniveaux des problèmes environnementaux et territoriaux, il semble aussi important de rajouter une dimension historique (Barton, 2002 ; Miller, 2007 ; Massard-Guilbaud *et al.*, 2002). La gestion de la ressource en eau et des services urbains à La Paz et El Alto renvoie en fait à l'organisation d'un service qui, depuis le début du XX^e siècle, a développé un modèle de distribution inspiré des grandes villes européennes, au niveau de sa conception pratique comme de ses présupposés idéologiques (hygiénisme, modernisme, etc.) (Barraqué, 1995). Le « modèle français de l'eau », qui a été appliqué depuis les années 1990 à La Paz, s'est inscrit dans le prolongement de politiques d'équipement urbain qui, depuis l'origine (début du XX^e siècle), n'étaient pas forcément les plus adaptées aux conditions sociodémographiques de la ville. Cette prise en compte de l'histoire de la production des espaces urbains, du contrôle des populations qui y résident, et des services qui leur sont concédés (ou non), permet de voir comment une homogénéisation des modes de gestion (contrat sur l'aire desservie, prix d'installation et de connexion, etc.) s'est peu à peu imposée contre les organisations coopératives locales qui ne constituent plus, aujourd'hui, que des enclaves isolées – au prix d'un désajustement économique par rapport aux populations les plus défavorisées, dès lors insolubles et non desservies.

Ce niveau des territoires urbains est aussi inséparable des politiques sectorielles menées au niveau national (Bakker, 2003 ; Sassen, 2006) : les politiques de gestion des ressources naturelles ont toujours subi l'influence de modèles extérieurs qui se sont imposés à elles, en lien avec les grandes tendances de l'économie et de la politique internationales (Weyland, 2004) : c'était vrai au début du XX^e siècle avec l'ère libérale qui a présidé à une « modernisation » de la ville, et qui a instauré une ère « postcoloniale » (qui se poursuivra jusqu'à nos jours) d'invisibilisation des populations indigènes au sein des espaces urbains en construction ; cela l'était aussi dans les

années 1980-1990 avec les tentatives d'exportation du « modèle français de l'eau » qui n'aurait pas eu autant d'emprise sans le soutien des gouvernements nationaux ; cela le reste aujourd'hui avec la construction, depuis une vingtaine d'années au niveau mondial, d'une « communauté de l'eau » au sein de laquelle gouvernements, entreprises transnationales, institutions internationales, mais aussi ONG et mouvements sociaux (à l'image du porte-parole de la Coordination pour l'eau en 2000 à Cochabamba, Oscar Olivera), luttent pour imposer les principes d'une gestion de la ressource et des services qui s'écartent difficilement des modèles antérieurs, avec notamment des politiques de « participation communautaire » inaugurés dans les années 1990, et qui contribuent en réalité à instituer des services à deux vitesses (Jaglin, 2001 ; Swingedow, 2001), ou plus généralement des modes d'organisation inadaptés aux styles de vie des populations locales (Poupeau & Gonzales, 2010), etc.

*

À l'inverse des approches en termes de gouvernance, une analyse multiniveaux des problèmes environnementaux permet de prendre en compte l'articulation des différentes échelles d'action intervenant dans la régulation des ressources naturelles et des services urbains, et les conflits qui sont générés par cette articulation ; replacée dans une perspective historique, elle ouvre la possibilité de discuter la pertinence des modèles de gestion mis en œuvre, au croisement des normes internationales, des politiques publiques nationales, des administrations locales, de l'organisation des espaces urbains et des mouvements sociaux. Dans des cas où la notion de champ ne peut pas forcément s'appliquer, en raison de la diversité des échelles (du local au global, ce que d'aucuns appellent le « glocal »), ou du caractère encore trop récent et trop éclaté d'une « communauté épistémique » comme celle de l'eau, la notion de régulation multiniveaux permet néanmoins de conserver des principes d'analyse relationnels, susceptibles de prendre en compte la définition différentielle et conflictuelle des positions et des prises de position des agents concernés. Elle permet surtout de développer une approche compréhensive des conflits environnementaux, sans perdre de vue leur articulation avec des enjeux plus globaux, et des luttes plus internationales.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAKKER Karen, 2003: "Archipelagos and Networks : Urbanization and Water Privatization in the South", *The Geographical Journal*, 169 (4), p. 328-341.
- BANQUE MONDIALE, 2009 : « Stratégie de la Banque mondiale pour les villes et les collectivités territoriales », Note conceptuelle et de synthèse,

Département Finances, Economie & Développement urbain, Réseau Développement Durable.

BARRAQUÉ Bernard (éd.), 1995 : *Les Politiques de l'eau en Europe*, Paris, La Découverte.

BARTON Gregory A., 2002: *Empire forestry and the origins of environmentalism*, Cambridge & New York, Cambridge University Press.

BONIN Hubert, 2005 : « Le modèle français du capitalisme de l'eau dans la compétition européenne et mondiale depuis les années 1990 », *Sciences de la société*, n° 64, p. 55-74.

CASTEL Robert, 2009 : *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut des individus*, Paris, Seuil.

DABÈNE Olivier, 2006 : « Existe-t-il une gouvernance multiniveaux dans les Amériques ? », *Visages d'Amérique latine*, n° 3, p. 8-16.

DIAMOND Jared, 2006 : *Effondrement*, Paris, Gallimard.

DOERN Bruce & JOHNSON Robert (eds.), 2006: *Rules, Rules, Rules, Rules. Multi-Level Regulatory Governance*, University of Toronto Press.

DUMOULIN David, 2005 : « Les politiques de conservation de la nature en Amérique latine : au cœur de l'internationalisation et de la convergence des ordres politiques », *Revista de la CEPAL*, numéro spécial (juin), p. 71-85.

EL-HINNAWI Essam, 1985: *Environmental refugees*, New York, Banque mondiale.

FONTAINE Guillaume, 2009: *El precio del petróleo. Conflictos socio-ambientales y gobernabilidad en la región amazónica*, Quito, Flacso Ecuador.

HARDY Sébastien, 2009: « Ruptura del aprovisionamiento de agua potable. Sistema Hampaturi-Pampahasi, La Paz, enero-febrero 2008 », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, 38 (3), p. 545-560.

HOOGE Liesbet & MARKS Gary, 2001: *Multi-Level Governance and European Integration*, Bruxelles et New-York, Inc. Rowman and Littlefield Publishers.

HUGON Philippe, 2007 : « Vers une nouvelle forme de gouvernance de l'eau en Afrique et en Amérique latine », *Revue internationale et stratégique*, n° 66, dossier : « L'or bleu, nouvel enjeu géopolitique ? », p. 64-77.

JAGLIN Sylvie, 2001 : « L'eau potable dans les villes en développement. Les modèles marchands face à la pauvreté », *Revue Tiers Monde*, t. XLII, n° 166, p. 275-303.

- KAMIENECKI Sheldon, 1993: *Environmental Politics in the International Area. Movements, Parties, Organizations and Policy*, Albany State, University of New York Press.
- LASCOUMES Pierre (dir.) : 1999, *Instituer l'environnement. Vingt-cinq ans d'administration de l'environnement*, Paris, L'Harmattan.
- MAGNIN Y Véronique, 1999 : *Les réfugiés de l'environnement — Hypothèse juridique à propos d'une menace écologique*, Thèse de Doctorat, Université Paris 1, 646 pages.
- MASSARD-GUILBAUD Geneviève, PLATT Harold L. & SCHOTT Dieter (eds), 2002: *Cities and Catastrophes. Coping with Emergency in European History*, Frankfurt, Peter Lang.
- MEUBLAT Guy, 2001 : « La rénovation des politiques de l'eau dans les pays du Sud », *Revue Tiers Monde*, t. XLII, n° 166, p. 249-258.
- MILLER Shawn William, 2007: *An Environmental History of Latin America*, New York, Cambridge University Press.
- OSTROM Elinor *et al.*, 2001: *Protecting the Commons. A Framework for Resource Management in the Americas*, Washington DC, Insland Press.
- POUPEAU Franck, 2008 : *Carnets boliviens (1999-2007). Un goût de poussière*, Paris, Aux lieux d'être.
- POUPEAU Franck, 2010 : « Défis et conflits de la remunicipalisation de l'eau. L'exemple de la concession de La Paz/El Alto, Bolivie », *Revue Tiers Monde*, n° 203, p. 7-26.
- POUPEAU Franck & GONZÁLES Claudia (eds.), 2010: *Modelos de gestión del agua en ciudades de los Andes*, Lima, IFEA/PIEB.
- REVEY Sandrine, 2007 : *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle.
- SASSEN Saskia, 2006: *Territory, Authority, Rights : From Medieval to Global Assemblages*, Princeton, Princeton University Press.
- SCHNEIER-MADANES Gabriela, 2010 : *L'eau mondialisée. La gouvernance en question*, Paris, La Découverte.
- WELZER Harald : *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009.
- WEYLAND Kurt, 2004: *Learning from Foreign Models in Latin American Policy Reform*, John Hopkins University Press.

USAGES ET SUBVERSIONS DE LA MICROFINANCE

Isabelle GUÉRIN

Tantôt portée aux nues, tantôt vouée aux gémonies, la microfinance fait l'objet de débats passionnés. Certains l'encensent pour son potentiel de transformation des pauvres en entrepreneurs et consommateurs créatifs et responsables (Attali, 2006 ; Collins *et al.* 2009 ; Yunus, 2007), en particulier les femmes. D'autres, en revanche, considèrent la microfinance d'abord et avant tout comme une nouvelle niche pour le capitalisme et une justification du néolibéralisme, comme un catalyseur et un produit de la globalisation et de ses méfaits (Falquet, 2008 ; Fernando, 2006).

Reprenant huit ans de recherche en Inde du Sud (Tamil Nadu), je me propose ici d'étudier non pas les discours de la microfinance mais ses usages au quotidien et ce qu'ils révèlent concernant les dynamiques socioéconomiques et politiques en cours. La microfinance est un outil « globalisé », au sens où ses modalités sont dictées par des normes uniformisées et standardisées édictées par un nombre très restreint d'organisations, de fondations et de réseaux institués, très proches de la Banque mondiale et de la coopération américaine (Servet, 2006 ; Bédécarrats, 2010). Or on observe des processus complexes d'appropriation et de détournement de la microfinance, tant par les « bénéficiaires » que par celles et ceux qui sont chargés de la mettre en œuvre. Je m'intéresse à la diversité et à la complexité des motifs de consentement, aux pratiques de mises en scène, de manipulation, de contournement et de subversion tout en examinant la manière dont ces pratiques reflètent des rapports sociaux préexistants et contribuent à leur renforcement, parfois à leur renouvellement.

Comme dans bien d'autres contextes, la microfinance au Tamil Nadu tire sa légitimité auprès des décideurs, des bailleurs et de ses promoteurs de trois

hypothèses majeures, qui se révèlent être de véritables mythes : le mythe entrepreneurial, le mythe de la substitution à la finance informelle, et le mythe de l'*empowerment* des femmes. Comment dès lors expliquer l'adhésion massive des populations, et en particulier des femmes, à un outil qui ne tient aucune de ses promesses ? Fin 2010, on estimait que plus de 86 millions d'Indiens, à plus de 90 % des femmes, avaient été ou étaient clients de la microfinance. Elles sont enrôlées de force par leurs époux ou les agents de crédit, pourrait-on arguer. Les premiers sont en quête de liquidités mais peu enclins à assumer la responsabilité des remboursements ou tout simplement inéligibles puisque nombre de programmes, en partie en Asie du Sud-Est, ne ciblent que les femmes, tandis que les seconds, de plus en plus sommés d'atteindre des objectifs démesurés en matière de portefeuille de prêts, n'hésitent pas à faire preuve d'agressivité commerciale. L'hypothèse de la « fausse conscience » est également tentante : écrasées sous le poids de leur subordination, les femmes ne seraient pas en mesure de réaliser que les bénéfices de leur participation à la microfinance leur échappent et profitent surtout à d'autres. L'analyse du vécu des femmes montre que ces deux arguments ne sont pas tenables. Ils le sont peut-être pour quelques-unes mais pour la plupart la microfinance n'a été imposée ni par la force ni par la persuasion machiavélique. Dans un contexte hiérarchique et oppressif où la dette reste un puissant marqueur de dépendance et de subordination, l'adhésion à la microfinance répond d'abord à la nécessité et au désir de multiplier les liens de dette. On observe aussi que la microfinance favorise l'émergence ou le renforcement de courtières et de femmes leaders, y compris dans les groupes marginalisés : elles utilisent la microfinance pour se positionner dans les circuits de patronage et de clientélisme et accéder puis redistribuer diverses ressources, publiques et privées. Les modes d'appropriation de la microfinance reflètent la « démocratie de patronage » typique de l'Inde contemporaine (Chatterjee, 2011) et contribuent à sa reproduction. Les citoyens ordinaires font valoir leurs revendications non pas en se référant à la loi ou à la constitution mais par des négociations *ad hoc*, instables et souvent illégales avec des patrons politiques ou des agents de l'État, directement ou le plus souvent par l'intermédiaire de leurs courtiers, et ceux-ci représentent des intermédiaires incontournables dans l'accès aux services et aux ressources publics de base (Pattenden, 2011 ; Picherit, à paraître). Les formes de subversion de la microfinance illustrent aussi les difficultés de déploiement de dettes contractuelles, volontaires et libérables dans un contexte, certes de capitalisme et de « modernisation » grandissants, mais où la dette sociale reste le fait de relations d'interdépendance entre personnes, sexes, groupes sociaux et générations. Non seulement la libération est un leurre, mais les formes d'appropriation et de subversion de la microfinance ne font finalement que renforcer le principe

de l'interdépendance sociale, tout en la reconfigurant puisqu'émergent quand même de nouvelles formes d'intermédiaires.

La plupart des travaux actuels sur la microfinance sont imprégnés de l'économicisme ambiant, où la recherche de prouesses techniques, l'obsession du chiffre et la modélisation mathématique l'emportent sur toute autre considération. Lorsqu'il y a collecte de données empiriques, c'est le plus souvent sous la forme de vastes enquêtes ménages, crispées sur la puissance de leurs modèles et la taille de leur échantillon mais très peu soucieuses de la fiabilité de leurs données ni de la plausibilité de leurs hypothèses. Celles-ci sont souvent insolites voire surréalistes car élaborées à plusieurs milliers de kilomètres des terrains étudiés. La question de l'hétérogénéité des personnes, des situations et des effets est évacuée car incompatible avec la démonstration statistique puisque celle-ci suppose de raisonner sur de très larges échantillons. Les liens de causalité sont univoques – A cause B – et donc bien souvent hypersimplistes, incongrus ou évidents. La question de la contextualisation ne se pose pas : c'est la vérité universelle qui est recherchée. Celle du pouvoir et de la structure sociale ne se pose pas non plus : on cherche à étudier des comportements dans un cadre donné, mais le cadre en question n'est pas un « objet » de recherche. Enfin les personnes étudiées se réduisent à des individus atomisés et isolés, dépouillés d'émotions, d'affects et de sentiments, qui se contentent de consommer passivement les services proposés.

Ce qui est proposé ici est tout autre et vise à réhabiliter une économie politique du développement, située et contextualisée, dont le défi permanent consiste à rendre compte à la fois du poids et de l'inertie des rapports de domination et de la capacité de résistance, de subversion, de contournement et de manipulation dont les « dominés » sont capables, de la tension permanente entre ces deux aspects de la réalité et des dynamiques de changement ou tout au moins de recomposition des rapports sociaux qui en découlent (Harriss-White et Heyer, 2010). Il s'agit de décortiquer la complexité des chaînes de causalité en vue d'élaborer des hypothèses « raisonnables ». Il s'agit également d'appréhender les pratiques économiques comme indissociables des contextes sociaux, culturels, symboliques et politiques dans lesquels elles émergent. Elles ne sont ni autonomes, ni surdéterminées ou encadrées, mais plutôt « imbriquées » (Dufy et Weber, 2007) et « entremêlées » (Zelizer, 2005). La méthode de collecte des données laisse une large part à l'induction et au pragmatisme, en adaptant les outils de collecte et d'analyse en fonction des objets de

recherche et des terrains ¹. Les données dont je m'inspire ici sont issues de diverses recherches menées depuis 2003 dans plusieurs zones rurales du Nord et de l'Est du Tamil Nadu ², d'abord lors d'un séjour de 18 mois à Pondicherry (2003-2004) puis de visites régulières (6 mois de terrain cumulés entre 2005 et 2010) et grâce à une collaboration étroite avec des assistants de recherche locaux (Venkatasubramanian et Santhosh Kumar).

Ce chapitre regroupe et synthétise tout en les articulant divers travaux déjà publiés par ailleurs. Pour chaque résultat ne sera donnée qu'une vision synthétique et partielle : ce qui est privilégié ici est une vision globale de la diversité et de l'ambivalence des liens de dette, et de la manière dont la microfinance s'insère dans ce tissu préexistant de dettes.

Les débats sur la microfinance : de l'euphorie au déni

Inconnue du public il y a vingt ans, la microfinance s'est considérablement développée pour devenir un outil de développement à part entière, très largement soutenu par la plupart des organisations bilatérales et multilatérales. Fin 2009 on estimait qu'environ 640 millions de personnes « pauvres » bénéficiaient de services de microfinance, soit directement, soit par le biais de leurs familles, dont près de 90 % en Asie (Reed, 2011). L'Inde, en particulier, comptait en 2010 plus de 86 millions de clients (Sa-Dhan, 2009). En 1997 à Washington, le premier sommet du microcrédit se donnait pour ambition de médiatiser l'efficacité de cet outil dans la lutte contre la pauvreté et dont l'apparition était apparentée pour certains à une « révolution de la finance », voire à un tournant historique pour l'Humanité (Fernando, 2006). L'année 2005 était déclarée « année du microcrédit » par les Nations unies. L'année suivante le prix Nobel de la paix était attribué à la *Grameen Bank* et à son fondateur Muhammad Yunus, au nom de la lutte contre la pauvreté, de l'émancipation des femmes et de la démocratisation des sociétés locales. Alors même que les démonstrations empiriques rigoureuses faisaient largement défaut ³, les vertus de la microfinance en matière de lutte contre la pauvreté étaient et sont encore très largement relayées par diverses personnalités politico-médiatiques. Le professeur

1. Au total 5 enquêtes ont été menées en combinant observation et quantification aux différentes étapes : enquêtes par échantillonnage, suivi longitudinal et analyse statistique (principalement statistique descriptive mais aussi quelques analyses multivariées de type régression et des analyses factorielles), monographies sectorielles, territoriales, récits de vie et de pratiques en situation, groupes de discussion, observation.

2. Ces données ont été collectées dans le cadre d'un programme de recherche de l'Institut français de Pondichéry, créée par Jean-Michel Servet et dont j'ai pris la relève en 2003.

3. La rigueur et la fiabilité des études publiées dans les années quatre-vingt-dix et avançant des résultats positifs en matière de lutte contre la pauvreté sont aujourd'hui très contestées (Roodman & Morduch 2009).

Yunus en fait son leitmotiv, affirmant lors de sa nobélisation puis dans un ouvrage paru ensuite que la microfinance permettrait de créer « un monde sans pauvreté » (Yunus, 2007). Jacques Attali, fondateur de Planetfinance, soutient que « la pauvreté pourrait être vaincue mondialement par un développement généralisé et professionnel de la microfinance qui constituera aussi, dans l'avenir, un formidable marché pour les banques commerciales » (Attali, 2006 : 115).

De toute évidence la microfinance doit son succès médiatique à un ancrage néolibéral dans lequel elle puise ses fondements et qu'elle contribue en retour à légitimer (Bateman, 2010 ; Fernando, 2006 ; Servet, 2006). Le microcrédit, écrit Yunus, « n'est qu'un outil qui permet aux rêves de se réaliser et aide les plus pauvres et infortunés de la planète à maintenir leur dignité, le respect et à donner un sens à leur vie » (Yunus, 2007 : 15). En portant aux nues l'énergie et la créativité entrepreneuriales des pauvres, Yunus rejoint la mouvance du capitalisme populaire, très en vogue depuis les best-sellers d'économistes comme de Soto (*The mystery of capital*, 2002) ou Prahalad (*The fortune at the bottom of the pyramid*, 2004), dont le point commun consiste à vanter la richesse cachée des pauvres. Ces derniers, est-il avancé, ont des talents insoupçonnés d'entrepreneurs ou de consommateurs qu'il suffirait de libérer en offrant du crédit, en simplifiant les droits de propriété et en incitant les multinationales à s'intéresser à cette niche de marché. Ce n'est pas le capitalisme qui provoquerait la pauvreté mais son insuffisance. Vibrant plaidoyer pour le microcrédit consommation, le récent ouvrage de Collins *et al.* (*The portfolios of the poor*, 2009), dont l'un des auteurs est un économiste très réputé, peut également se lire comme un éloge du capitalisme populaire.

Alors que d'autres catégories marginalisées ne suscitent guère d'attention, les femmes sont au cœur de cette « révolution financière ». Diverses sources indiquent qu'elles représentent environ les deux tiers de la clientèle (D'Espallier *et al.*, 2011). Dans son rapport de 2007 intitulé *La finance pour tous*, la Banque mondiale réaffirme un argument déjà ancien (Mayoux, 1999) : le ciblage féminin de la microfinance aurait à la fois un intérêt commercial – les femmes remboursent mieux – et un intérêt social – l'amélioration sensible du bien-être des femmes et de leurs familles (World Bank, 2007 : 123).

De multiples critiques se sont élevées contre les mythes et les illusions de cet ancrage néolibéral et patriarcal. En misant sur l'émancipation des pauvres par le marché, en particulier celle des femmes, la microfinance contribuerait surtout à véhiculer une vision économique, individuelle et apolitique de la pauvreté, et ce faisant à légitimer le désengagement et le

démantèlement de l'intervention publique⁴. En réduisant la création d'entreprise à une question de débrouillardise et d'accès à quelques dizaines ou centaines d'euros, la microfinance aurait surtout pour effet de créer une masse de miséreux, plus proches du modèle d'auto-exploitation décrit par Chayanov que de l'entrepreneur schumpéterien (Bateman, 2010). En déléguant aux femmes des responsabilités multiples (« participation » à des réunions d'emprunteurs et à des séances de sensibilisation et de formation, animation des groupes, collecte de l'épargne et des remboursements, etc.), la microfinance consisterait surtout à alourdir le quotidien des femmes et leur charge de travail gratuit, renforçant d'autant leur subordination⁵. Est également dénoncé, à juste titre, la manière dont la microfinance s'ancre dans une naturalisation et une essentialisation de la féminité qui frôlent la caricature (« les femmes sont plus solidaires », « les femmes remboursent mieux », « les femmes sont plus disciplinées », etc.), tout en reproduisant cette naturalisation : bien souvent les montants des microcrédits sont tout juste suffisants pour gérer la trésorerie familiale. Dans le contexte indien, divers travaux empiriques montrent que la microfinance, largement soutenue par l'interventionnisme étatique et fédéral, se substitue à d'autres dépenses publiques (Rao, 2008), tout en reproduisant des inégalités de caste, de classe et de genre (Garikipati, 2008 ; Rao, 2008 ; Pattenden, 2010). Si le mouvement féministe indien est loin d'être homogène, la critique à l'égard du microcrédit fait l'objet d'un quasi-consensus : le microcrédit ne serait ni plus ni moins qu'une dé-politisation du développement, utilisé pour convertir les femmes indiennes pauvres en instruments de l'agenda néolibéral, niant tout questionnement concernant les facteurs structurels d'oppression des femmes, qu'ils soient économiques, idéologiques, culturels, sociaux ou politiques (Batliwala et Dhanraj, 2007).

À l'heure où j'écris ces lignes – mai 2011 – l'heure de gloire de la microfinance semble avoir sonné. Les études randomisées, considérées aujourd'hui par nombre d'acteurs comme la seule preuve possible d'impact en dépit de leurs faiblesses théoriques, éthiques et techniques (Labrousse, 2008 ; Bernard, 2011), contestent sérieusement les effets de la microfinance en matière d'action contre la pauvreté (Barnerjee et Duflo, 2011). Plusieurs régions du monde sont confrontées à des crises d'impayés sans précédent, se traduisant par des suicides ou des révoltes. Avec le Nicaragua et le Pakistan, l'Inde – plus précisément l'État de l'Andhra Pradesh – est en première ligne. Ces crises révèlent le surendettement des clients et/ou selon les lieux une perte de légitimité et de confiance dans les institutions de microfinance,

4. Voir par exemple Bateman (2010), Kamani (2009), Fernando (2006), Fouillet *et al.* (2007), Servet (2006).

5. Voir par exemple Falquet (2008), Molyneux, (2002), Rankin (2002), Rao (2008).

confirmant les dérives dénoncées depuis déjà plusieurs années (Fouillet, 2006 ; Roesch, 2006) mais que les praticiens et décideurs du secteur n'ont jamais su ni voulu entendre. L'éviction de Muhammad Yunus à la tête de la Grameen Bank par le gouvernement du Bangladesh et les multiples polémiques qui ont suivi montrent que l'image du secteur est sérieusement ébranlée.

Au vu des dérives mentionnées ci-dessus, et dans la mouvance des approches poststructuralistes ou déconstructionnistes du développement, il est tentant de réduire la microfinance à une création perverse, orientée par les intérêts de l'Occident, du grand capital ou encore du patriarcat sous couvert de mission sociale. Il est bien entendu très utile et souhaitable de décrypter de manière critique les discours du développement, leur production idéologique et de voir comment celle-ci s'inscrit, reproduit ou accélère une vision néo-libérale, occidentale et patriarcale des sociétés (Bagayoko-Penone et Hours, 2005 ; Hours et Selim, 2010). Il est également nécessaire, et c'est l'objectif des recherches décrites ici, d'étudier la manière dont les politiques de développement – et ici en l'occurrence la microfinance – sont parties prenantes de dynamiques économiques, sociales et politiques en cours dans les sociétés locales. Les rhétoriques, les manipulations, les subversions et les mises en scènes ne viennent pas uniquement « d'en haut ». Elles opèrent tout au long de la chaîne de mise en œuvre du développement tout en étant consubstantielles de processus structurels beaucoup plus larges (Olivier de Sardan, 2001 ; Mosse, 2005). Il semble donc utile et nécessaire de se pencher sur les usages sociaux et quotidiens de la microfinance, en s'intéressant à la fois aux « bénéficiaires » de ces services et à celles et ceux qui les mettent en œuvre. Examiner les capacités d'agir et de penser de ceux « d'en bas » ne signifie pas qu'il faille les réifier ni surestimer leur potentiel de résistance, de subversion ou de transformation. L'analyse suppose une interrogation permanente sur la manière dont ces capacités sont constitutives de rapports sociaux et de rapports de pouvoir.

Explorer la vie sociale de la microfinance, cela suppose aussi de prendre au sérieux la manière dont les personnes vivent, pensent, et s'approprient la monnaie et la dette, et la manière dont la microfinance s'articule avec l'ensemble des liens de dette qui tissent la vie sociale et la structure sociale. La microfinance ne représente qu'une très maigre part de l'endettement des femmes et des hommes, lesquels ont des pratiques ancestrales d'emprunt et d'épargne, même s'il s'agit principalement de pratiques dites informelles, au sens où elles ne sont pas, ou mal, statistiquement enregistrées par les États, et parce qu'elles ne se conforment pas aux moules juridiques organisant les relations d'échange et de financement (80 à 90 % selon les diverses analyses menées dans cette recherche). Bien au-delà de la microfinance, l'Inde rurale du Sud foisonne de prêteurs de statut très divers avec lesquels les

populations, hommes et femmes, riches et pauvres, jonglent au quotidien : employeurs et recruteurs de main-d'œuvre, sociétés de crédit consommation, prêteurs sur gages, agences bancaires, prêteurs ambulants, notables locaux, voisins et entourage familial en sont les figures les plus fréquentes. Étudier en détail les vécus de la dette suppose par ailleurs de considérer sa dimension foncièrement sociale.

L'hypothèse de la dette fondatrice

La monnaie est généralement pensée comme l'objet économique par excellence, en tant que tel vecteur de l'individualisation et de l'abolition des hiérarchies et des privilèges statutaires. Le principe de base de l'outil monétaire — unité de compte et support standardisé de paiements ou de règlements — est supposé permettre la création de relations contractuelles entre individus considérés comme égaux. Or l'analyse des pratiques monétaires, à partir de travaux d'ethnologues et d'historiens, révèle à quel point ce caractère impersonnel et anonyme conféré à la monnaie est illusoire⁶. La monnaie, et en réalité les usages auxquels elle donne lieu, est avant tout un construit social. La monnaie est imbriquée dans des relations préexistantes de droits et d'obligations qu'elle peut infléchir mais qu'elle ne peut en aucun cas démanteler. Esquissée par des auteurs institutionnalistes tels que Commons (Maucourant, 1993 ; Théret, 2001) et Polanyi (Servet, 1993), l'hypothèse de la dette sociale fondatrice et constitutive de l'échange monétaire est reprise par l'équipe française pluridisciplinaire auteur de *La monnaie souveraine* (Aglietta et Orléan, 1998).

Il ne s'agit pas de nier le potentiel émancipateur de la monétarisation et des relations marchandes, mais de nuancer les hypothèses d'universalité, de liquidité et de fongibilité monétaire et de s'intéresser aux usages de la monnaie plutôt qu'à ses fonctions, (Blanc, 2000 ; Théret, 2008). Les pratiques personnelles montrent que l'universalité monétaire n'est que très relative, le marquage moral et social des différents moyens de paiement et des différents flux monétaires les rend non interchangeables, cloisonne leur usage et par conséquent limite fortement leur fongibilité.

Il s'agit également de rompre avec l'opposition entre don et marché (Akin et Robbins, 1999 ; Weber, 2000, 2007 ; Zelizer, 1994, 2005). La sphère du don serait celle de la perpétuation des dettes à l'infini et de l'interdépendance, celle-ci étant pensée comme un symbole soit de l'économie morale villageoise et communautaire ou domestique, soit de

6. Voir par exemple Bauman et al. (2008) ; Blanc (2000) ; Bloch & Parry (1989) ; Guyer (1995) ; Guérin (2002, 2006), Morvant-Roux (2006), Servet (1984, 2006) ; Zelizer (1994, 2005) ; Weber (2000, 2007).

formes d'exploitation de type féodal ou patriarcal. Inversement la sphère marchande serait synonyme à la fois d'égalité, d'individualisme et d'indépendance, le paiement permettant de clore chaque transaction. Comme le suggèrent Akin & Robins (1999) et Zelizer (2005), l'analyse des pratiques révèle plutôt un *continuum* de relations de dette dont la nature dépend de la combinaison de trois dimensions : les relations préexistantes entre créancier et débiteur, les modalités de l'échange (marchand ou non) et le médium de l'échange (monétaire ou non).

À la suite de Commons, il s'agit enfin de distinguer deux types de dettes : celles dont on peut se libérer, et celles dont on reste prisonnier, quel que soit le paiement. Commons suggère que dans toute société, le lien social procède de ces deux types de dette : les dettes dites d'autorité (*authoritative debt*), qui représentent les relations de l'individu au tout de la société, qui sont imposées et dont on ne peut se libérer tandis que les dettes autorisées (*authorized debts*) sont volontaires, négociables et le lien qu'elles instituent peut être coupé par un paiement monétaire (Commons, 1934 [1990] ; voir sur ce point Théret, 2001 : 91). Comprendre la diversité des formes de transaction et leur entremêlement avec d'autres sphères de la vie sociale suppose précisément de tenir compte de cette distinction entre dettes d'autorité et dettes autorisées, entre dettes libérables et dettes non libérables. Or les dettes libérables ne peuvent exister et se déployer que dans des contextes institutionnels, économiques et politiques tout à fait spécifiques (Aglietta *et al.*, 1998 ; Théret, 1995, 1998). L'émergence de formes contractuelles et horizontales de dettes, permettant l'émergence d'une sphère économique relativement autonome du politique et du religieux, est indissociable de l'émergence d'une autre forme de dette : une dette fiscale et sociale, dont les membres de la nation sont désormais les créanciers et l'État le débiteur. Ce dernier assure la protection de ses membres *via* l'exercice et le monopole de la violence légitime, la garantie des droits de propriété et de la sécurité des transactions, par la mise en place d'une protection sociale universalisée et enfin la reconnaissance de la souveraineté des individus. Alors que dans les sociétés indifférenciées, les personnes naissent endettées – à l'égard des ancêtres, des Dieux ou de l'au-delà – les sociétés dites modernes se caractérisent par un dédoublement de la dette – avec désormais la coexistence de dettes privées et de dettes publiques – et le renversement de la dette. Les dettes privées sont dans un rapport inversé par rapport au temps : « [la dette] ne renvoie plus à un endettement passé contracté sur un mode religieux et dans l'en deçà de la vie humaine, elle est désormais sécularisée et fondée sur des anticipations du futur » (Théret, 1998 : 255). Les dettes publiques inversent la relation créancier/débiteur : c'est l'État qui est endetté à l'égard de ses membres, en leur garantissant une certaine protection dès leur naissance. L'histoire a très largement mis en évidence la

co-création et l'interdépendance étroite entre l'émergence des dettes privées et publiques, entre économie capitaliste, salariat et institutionnalisation d'un État fiscal et social : c'est l'existence de cette dette suprême, dont les personnes sont créancières, qui peut libérer de toutes les autres ou tout au moins d'une partie (Théret, 2010). Lorsque Simmel étudie les effets de la monétarisation sur l'autonomisation de l'économie et l'objectivation des relations sociales — processus dont on a dit plus haut qu'il avait été largement surestimé, mais qui existe bel et bien — il montre que l'outil monétaire n'est qu'un vecteur parmi d'autres : l'abstraction intellectuelle et le droit, dit-il, sont également parties prenantes de ce processus. Il semble que toutes les sociétés soient ainsi un « tissu de dettes », « qui ne se limite pas à des dettes marchandes contractuelles mais qui comprend aussi des dettes (de vie) de caractère vertical (constitutives de l'ordre politique) et diagonal (constitutives de l'ordre domestique) » (Théret, 2009), et dont la forme et l'agencement sont ensuite très variables selon les sociétés et les périodes de leur histoire (Servet *et al.*, 2008).

La dette, écrit Charles Malamoud, « organise la vie sociale, et donc la vie de l'homme, en tant qu'être social : elle fait de sa présence au monde un réseau de liens, un filet qui l'emprisonne en même temps qu'il le soutient » (Malamoud, 1988 : 14). Inspiré du vocabulaire sanscrit dans la pensée brahmanique, ce texte fondateur de Charles Malamoud décrivant la dette comme l'élément structurant de l'existence humaine dans le contexte indien rend très bien compte des usages et des pratiques contemporaines de la dette que j'ai observés. L'importance de la dette y est la fois matérielle et morale : matérielle, dans le sens où l'encours d'endettement monétaire des populations est en moyenne élevé en comparaison d'autres contextes⁷ ; morale, dans le sens où les personnes se définissent et se pensent en fonction de leur endettement, quelle que soit sa forme, tout en restant débitrices de leur dette de vie. Les dettes libérables, contractuelles et horizontales, pourtant très largement souhaitées et revendiquées, ont ainsi bien du mal à se déployer et les subversions de la microfinance en sont une illustration.

Dette et interdépendance sociale

Cinquième puissance économique de l'Union fédérale indienne de par sa contribution au PIB, dixième en termes de « développement humain », le pays tamoul est souvent présenté comme un modèle pour avoir su combiner croissance économique et progrès sociaux. Si l'interventionnisme public a connu un certain infléchissement avec les mesures de libéralisation et de

7. C'est ce que révèle une enquête ménage réalisée en Inde du Sud, au Mexique et à Madagascar dans le cadre du projet ANR RUME.

déréglementation qui se succèdent depuis les années quatre-vingt-dix, il reste très marqué. Longtemps ancré dans le soutien à l'agriculture et à la « révolution verte », depuis les années quatre-vingt et encore aujourd'hui, cet interventionnisme public se concentre sur le soutien à l'industrialisation locale et au développement du secteur privé, tout en conservant et renforçant des politiques sociales déjà anciennes (Kennedy, 2004 ; Harriss-White & Janakarajan, 2004). Qu'il s'agisse de sécurité alimentaire (produits d'alimentation subventionnés, repas scolaires), d'habitat, d'emploi (programme des 100 jours, microfinance) ou même de protection sociale (fonds de prévoyance, micro-assurance), l'éventail des politiques sociales est aujourd'hui très large (Heyer, à paraître).

Si le Tamil Nadu fait partie des États les plus « providentiels » de l'union indienne, il est aussi réputé pour son populisme, construit sur la rhétorique du « peuple » tout en laissant intacts les privilèges des classes dominantes (Harriss, 2001). Il s'agit non pas d'éradiquer la pauvreté mais de la rendre acceptable tout en soutenant un modèle économique largement en vigueur sur le reste du sous-continent et obéissant au principe de « l'accumulation par la dépossession » (Sanyal, 2007). Les employeurs tirent une large part de leur compétitivité d'une part de soutiens publics, directs ou indirects (accès gratuit à l'eau et à l'électricité, marchés publics, subventions à la production, crédits subventionnés, absence de fiscalité, etc.) et d'autre part d'une main-d'œuvre docile, très bon marché et dont l'essentiel échappe à toute législation du travail (Harriss-White, 2003). Les autorités indiennes, au Tamil Nadu comme ailleurs, en refusant toute politique d'emploi digne de ce nom, sont parfaitement complices de cette « cheap labour strategy » (Lerche, 2010 ; Srivastava, 2009). L'intérêt porté récemment à l'emploi informel — qui a augmenté ces dernières années pour atteindre 92 % de la population active (Srivastava, à paraître) — ne semble guère en mesure de contrecarrer cette tendance de fond (Lerche, à paraître ; Harriss-White, 2010a). Une certaine forme de néolibéralisme, dont la flexibilisation et l'informalisation continue de l'emploi sont une illustration, coexiste ainsi avec la mise en place de filets de sécurité étatiques permettant de contrecarrer les effets de l'accumulation primitive (Ruparelia *et al.*, 2011), tout en tolérant le maintien de salaires de subsistance à un niveau très bas (Heyer, à paraître).

Si les indicateurs de développement ont sensiblement progressé, ils restent marqués par de profondes inégalités sociales et spatiales (Vijaybaskar *et al.*, 2004) : certains territoires et groupes sociaux sont très largement laissés pour compte, en particulier les *scheduled castes* (ex-intouchables), les *scheduled tribes*, et les femmes (Harriss-White & Janakarajan, 2004 ; Kapadia, 2002, 2010). En suscitant l'exacerbation des désirs de consommation, la « modernisation » de la société tamoule renforce les inégalités plus qu'elle ne les abolit (Cavalcante, 2009). La forte diminution

de l'emploi agricole, y compris en zones rurales, s'accompagne d'une monétarisation croissante des rapports sociaux, tant dans les relations d'emploi que dans les relations d'alliance. Dans les villages étudiés, qu'il s'agisse du salariat agricole ou du métayage, les paiements en nature sont devenus très rares. Du fait de besoins croissants de consommation et de l'adoption de standards de vie urbains (équipement hi-fi et électroménager, vêtements manufacturés, téléphones portables, véhicules motorisés), l'autoconsommation ne représente plus qu'une faible part des budgets familiaux, y compris chez les plus pauvres. Les dons, lors de rituels sociaux et religieux, en particulier lors des mariages, supposent la mobilisation de sommes qui représentent une à plusieurs années de salaires familiaux.

La persistance d'inégalités se révèle également parfaitement compatible avec des processus de différenciation sociale au sein de catégories marginalisées et des aspirations croissantes d'égalité et d'intégration (Chatterjee, 2011 ; Picherit, 2009a), dont les désirs de consommation statutaire sont l'expression la plus manifeste. Suscitée et stimulée par des campagnes publicitaires massives (et en grande partie par la télévision), facilitée par une urbanisation croissante – non pas du fait de l'exode rural mais de la migration circulaire, en pleine expansion – cette culture du consumérisme fait l'objet d'une véritable compétition sociale entre familles et entre groupes sociaux (Kapadia, 2002).

Si toutes les conditions semblent réunies pour autoriser l'émergence d'une sphère économique autonome et différenciée du politique et du religieux, et ce faisant le déploiement de dettes horizontales, volontaires et libérables, c'est en fait loin d'être le cas. L'économie comme le politique ne sont régulés ni par le droit, ni par le marché au sens défini par les économistes, mais par diverses institutions sociales qui se combinent et s'enchevêtrent telles que la caste, la classe, le genre, la religion ou l'espace⁸.

Les formes contemporaines d'endettement sont à la fois une illustration et un catalyseur de ces différentes dynamiques socioéconomiques et politiques, et des tensions entre la prégnance de l'interdépendance sociale et des aspirations individualistes. Les formes de la dette se sont multipliées et diversifiées, certaines sont parfois très proches de la transaction contractuelle, mais les personnes restent emprisonnées dans un tissu de dettes imposées et non libérables : celles-ci continuent de rythmer les rapports entre groupes sociaux. Fragmentés et hiérarchisés dans leurs accès et segmentés dans leurs usages, les liens de dette sont à la fois constitutifs et réflecteurs de rapports sociaux inégaux⁹. Les résultats les plus marquants

8. Voir par exemple Bêteille (2000) ; Harriss (2006) ; Harriss-White (2003 ; 2010).

9. Ceci est développé dans Guérin *et al.* (2011b, 2011c, 2011d).

concernent la persistance, toutes choses égales par ailleurs, des discriminations de caste et de genre. Les *Dalits* (ex-intouchables) et les femmes restent en grande part exclus de l'offre financière formelle et cantonnés aux sources informelles les plus déshonorantes et les plus chères, à la fois financièrement et socialement (prêteurs ambulants, employeurs, intermédiaires de main-d'œuvre). Les discriminations sexuées de la dette sont étroitement liées au contrôle du corps des femmes et de leur sexualité : l'endettement auprès « d'étrangers » suscite nécessairement suspicion et réprobation. La signification sociale de la dette, définie ici comme le processus qui positionne débiteurs et créditeurs dans les systèmes locaux de hiérarchie, est tout aussi importante que les critères purement financiers. Le fait de prêter répond à un gain matériel – rares sont les prêts gratuits – mais permet aussi d'affirmer une position de supériorité : la dette est un puissant marquage des rapports de pouvoir, en particulier au sein des relations de caste, de classe sociale, de parenté et de genre. On observe également de fortes différences territoriales liées aux conditions agri-écologiques (zones sèches/irriguées) : celles-ci apparaissant comme des éléments essentiels non seulement dans les types et les techniques de production mais aussi dans la nature des rapports sociaux, le degré d'interdépendance entre castes et de superposition entre caste et classe. Dans les villages secs étudiés ici, largement déficitaires en emplois locaux, la circulation migratoire va de pair avec un relâchement de la dépendance entre castes et un élargissement des horizons et des réseaux sociaux, et donc une multiplication des liens de dette. Puissant mode de régulation des rapports employeurs/employés, la servitude pour dette, loin de disparaître avec la croissance économique, nourrit le capitalisme industriel qui tire sa compétitivité de l'exploitation de la main-d'œuvre¹⁰. Garantie d'emploi pour les travailleurs et de main-d'œuvre pour les employeurs, ce type de dette peut certes être considéré comme un mécanisme d'assurance comme le suggèrent nombre d'analyses économiques standards. Mais il a aussi pour effet de se substituer à toute forme de régulation juridique – la dette fait office de contrat –, d'encourager l'informalité et donc l'absence de droits sociaux institutionnalisés tout en maintenant des niveaux de salaires et des conditions de travail indécentes. Le dynamisme de l'offre informelle de crédit compense la faiblesse des salaires et permet aux pauvres non seulement de survivre mais aussi d'accéder à la consommation statutaire. Or cette fuite en avant dans l'endettement maintient les travailleurs dans des trappes à pauvreté et dans certains cas provoque leur paupérisation¹¹. Les liens de dette reproduisent des

10. Ceci est développé dans Breman, Guérin et Prakash (2009) et dans Guérin (2011a).

11. Ceci est développé dans Guérin *et al.* (2010a, 2010b).

institutions inégalitaires préétablies mais parfois les recomposent : la création de nouvelles formes d'intermédiation financière, par exemple, participe de la différenciation sociale de certains groupes sociaux. L'ambiguïté de la dette, et notamment le contraste entre ses conséquences matérielles et ses significations sociales, est également emblématique des paradoxes engendrés par la coexistence d'institutions sociales anciennes et le souhait de « modernité » des ruraux du pays tamoul : que certaines formes contemporaines d'endettement soient source de paupérisation matérielle et d'exploitation ne les empêche pas de nourrir des aspirations sociales d'égalité et d'intégration.

C'est dans ce contexte que les usages de la microfinance méritent d'être resitués. La croissance exponentielle de la microfinance indienne ces dernières années s'est faite grâce au soutien des autorités publiques, qu'il s'agisse de la voie réglementaire et législative ou de programmes publics directs, souvent en partenariat avec les ONG (Fouillet, 2009). Dans un contexte où l'offre de services financiers a toujours été fortement contrôlée par les pouvoirs publics, et cela en dépit des réformes successives de libéralisation, ce constat n'est guère surprenant. Rien de nouveau non plus dans le fait de mobiliser de petits prêts pour promouvoir l'auto-emploi et encourager la diversification des économies rurales. Ce qui est plus novateur en revanche, c'est d'une part l'accent mis sur les femmes et d'autre part la volonté de pérennisation de cette offre de crédit et un mot d'ordre : celui de « discipline financière » (Fouillet et Pairault, 2010). L'accent mis sur la rigueur entend rompre avec la culture d'impayé des programmes antérieurs. Aux mesures fédérales se superposent des programmes de microfinance étatiques, qui suivent peu ou prou les principes énoncés ci-dessus. Comme indiqué plus haut, les trois postulats de base de la microfinance – création d'emploi, suppression de la finance informelle, émancipation des femmes – ne sont bien souvent que des vœux pieux et les motifs d'adhésion sont ailleurs.

Le mythe entrepreneurial

Contrairement à la rhétorique officielle, la microfinance ne contribue que de manière très marginale à créer de l'emploi. Ce constat ne fait que confirmer des critiques déjà anciennes. Au début des années quatre-vingt-dix, alors que la microfinance contemporaine faisait ses premiers pas, l'équipe de l'Ohio State University émettait de fortes réserves sur son potentiel entrepreneurial, arguant des contraintes multiples auxquelles les petits entrepreneurs sont confrontés (Adams et Pischke, 1992). Dans le contexte indien, le crédit aux pauvres a une longue histoire. Or il n'a jamais fait ses preuves en matière de diversification des économies rurales et des portefeuilles d'activité des pauvres (Dreze, 1990). Les rapports annuels

Exclusion et liens financiers du Centre Walras ont toujours dénoncé les fourvoiements de ce mythe entrepreneurial et Jean-Michel Servet (2006), dans son ouvrage *Banquiers aux pieds nus*, en décrit en détail les raisons. Le terrain indien met en évidence les points suivants ¹² :

— Le premier porte sur le flou conceptuel relatif à la notion d'auto-emploi et la confusion, quasi systématique, entre auto-emploi et emploi informel. C'est précisément cette confusion qui participe du mythe entrepreneurial des pauvres. Si l'on restreint l'usage du terme à des activités reposant sur le contrôle des moyens de production et de l'accès au marché, alors la proportion de personnes en situation d'auto-emploi est beaucoup plus restreinte que ce qui est habituellement avancé : dans toutes les enquêtes que j'ai menées, elle ne dépasse pas 15 % de la population active (alors que l'emploi informel en concerne plus de 90 %). Si l'emploi rural indien se caractérise, comme dans bien d'autres contextes, par une importance croissante d'emplois non agricoles, c'est essentiellement par le biais de l'emploi salarié précaire (payé à la journée ou à la pièce).

— Le second point, aujourd'hui couramment admis mais encore très contesté il y a quelques années, porte sur l'usage des prêts : une très large part des microcrédits (entre 60 et 96 % selon les organisations étudiées, sur un total d'environ 3 500 prêts) est consacrée à des activités ne générant pas de revenu direct, telles que la santé, l'éducation, les cérémonies ou le remboursement d'anciennes dettes.

— Le troisième point porte sur l'ampleur des contraintes auxquelles se heurtent les entrepreneurs potentiels. Très rares sont les hommes ou les femmes qui créent des micro-entreprises grâce au microcrédit : ils n'en ont pas le goût et sont parfaitement conscients des risques. Les blocages sont d'ordre tant individuel (attachement au salariat, aussi précaire et exploiteur soit-il, ou à l'agriculture, aussi peu rentable soit-elle) qu'institutionnel, avec d'une part, une demande locale très limitée (faute de pouvoir d'achat de la population locale) et d'autre part, des marchés locaux fortement fragmentés, quasi monopolistiques, et régulés en fonction de l'appartenance de caste, classe, genre ou de religion (Harriss-White, 2003 ; Harriss-White, 2010b ; Prakash, 2010). Concernant l'agriculture, ici comme ailleurs (Morvant-Roux, 2009 ; Morvant-Roux et al., 2010), le potentiel de la microfinance s'avère limité du fait de caractéristiques techniques inadaptées (montants trop faibles, modalités d'octroi et de remboursement peu adaptées aux calendriers agricoles).

— Le quatrième point concerne les effets indirects de la microfinance sur l'emploi. Si l'impact direct de la microfinance sur la création d'emploi se

12. Ce point est développé dans Guérin *et al.* (2010a ; 2010c).

révèle marginal, il est en revanche fort probable que l'obligation de rembourser les microcrédits incite les familles à travailler davantage – en ayant recours à la migration circulaire – tout au moins pendant la durée du prêt.

Le mythe de l'éradication de la finance informelle

La microfinance tire aussi sa légitimité de sa capacité supposée de substitution à la finance informelle. Répétant un argument très ancien, partagé aussi bien par la puissance coloniale, les missions chrétiennes que les autorités indiennes, les organisations de microfinance se donnent pour mission de libérer les pauvres « des griffes des usuriers », et la presse s'en fait régulièrement l'écho. L'ouvrage de Collins *et al.* (2009) est un vibrant plaidoyer en faveur de la substitution, considérée comme nécessaire mais aussi réaliste : la microfinance, arguent ses auteurs, doit permettre d'offrir des services financiers moins chers, contractuels et donc plus fiables et plus transparents. De multiples travaux ont mis en évidence les pratiques de jonglage et l'absence de substitution¹³. Ici on observe d'une part, qu'il n'y a pas substitution mais plutôt effet de levier, en tout cas pour certaines familles, et d'autre part, que la relation entre clients et organisations de microfinance est beaucoup plus proche d'une relation de clientèle que d'une relation contractuelle.

Effets de levier *versus* substitution

L'analyse des portefeuilles financiers des familles montre que la substitution microfinance/informel existe, mais elle ne concerne qu'une partie des clients et elle atteint rapidement des effets de seuil, pour des raisons « techniques » (délais d'obtention, montants limités, rigidité des remboursements) mais aussi sociales : les personnes s'endettent pour répondre à un besoin, certes, mais aussi pour maintenir, renforcer voire créer une relation sociale. Pour d'autres clients, la microfinance joue plutôt un effet de levier : par différents canaux, elle contribue à améliorer la solvabilité des emprunteurs et élargit l'éventail de leurs options financières, bien au-delà du seul microcrédit. Cet élargissement des choix permet probablement une meilleure gestion de la trésorerie quotidienne mais elle comporte aussi des risques de surendettement¹⁴.

Avec plusieurs collègues nous avons suivi 400 familles entre 2004 et 2009. La période est certes courte pour saisir des mutations structurelles mais néanmoins suffisante pour observer un accroissement significatif de la vulnérabilité financière des ménages : un recours grandissant à l'endettement afin de financer l'obtention de biens de consommation, principalement de

13. Voir Guérin *et al.* (2011a).

14. Ce point a été développé dans Guérin *et al.* (2009, 2010a).

type statutaire, alors que le patrimoine s'effrite, et une exacerbation des inégalités entre ménages. Considérer la microfinance comme seule responsable serait toutefois excessif. D'une part, certaines catégories de ménages profitent de la microfinance comme d'une opportunité permettant de sécuriser leur budget. D'autre part, les effets de la microfinance sont indissociables de dynamiques plus générales relatives à l'emploi (emploi local déclinant, migration urbaine croissante), la consommation (importance grandissante d'une consommation de statut) et l'accès aux financements (avec des opportunités de crédit de plus en plus nombreuses, dont le microcrédit n'est qu'une facette). Ce qui est certain en revanche, c'est que dans le contexte étudié ici, la microfinance n'a aucun effet direct et immédiat sur les revenus : elle joue plutôt un rôle d'incitation à consommer et éventuellement à travailler davantage pour rembourser les dettes.

Courtage et clientélisme *versus* relation contractuelle

Les partisans de la microfinance font valoir sa dimension contractuelle et ses vertus émancipatrices par rapport aux liens de subordination personnels (Collins *et al.*, 2009). Ses détracteurs dénoncent les pratiques de coercition et la reproduction de relations de subordination et d'aliénation (Rahman, 1989 ; Karim, 2011). Dans les organisations de microfinance étudiées ici – l'analyse n'a aucune prétention à généralisation car il est évident que chaque organisation de microfinance a sa vie sociale propre – la relation ne relève ni du contrat ni de la coercition mais plutôt du lien de clientèle et de courtage¹⁵. Cette relation de clientèle met en scène un « patron » (l'organisation de microfinance ou son bailleur, ici en l'occurrence il s'agit le plus souvent de l'État), des « courtiers de terrain¹⁶ » (agents de crédit, qui délèguent une partie de cette fonction de courtage à des leaders locaux et à des leaders de groupes) et enfin des « clients » (usagers des services de microfinance).

Les agents de crédit et les leaders de groupes ont la lourde responsabilité de sélectionner les clients fiables puis de s'assurer des remboursements. En théorie c'est la caution solidaire et le principe des prêts progressifs qui jouent un rôle d'incitation à rembourser. Si le second joue en partie son rôle, ce n'est guère le cas de la première, et ce en dépit des prédictions des modèles sophistiqués élaborés par l'économie standard¹⁷. Ce sont principalement des relations hiérarchiques de protection qui garantissent les remboursements. L'analyse des ressorts de cette relation montre que les

15. Ce point a été développé dans Guérin et Kumar (2007).

16. Je reprends ici le terme proposé par Bierschenk *et al.* (2000) et Mosse et Lewis (2006).

17. Voir Guérin (2000).

agents de crédit comme les clients n'ont finalement guère le choix. Plusieurs éléments contextuels méritent d'être précisés ici. La microfinance au Tamil Nadu reste caractérisée par une prédominance de financements publics, dont la mise en œuvre est ensuite déléguée à des ONG¹⁸. Le prêt collectif, fortement remis en question dans d'autres régions du monde et de l'Inde, est également prépondérant et prend la forme des *Self-Help-Groups*. Enfin l'offre est distribuée très inégalement sur le territoire (Fouillet, 2009) : certaines zones sont désertées tandis que d'autres sont saturées et font l'objet de vives concurrences entre ONG. Or la concurrence se joue beaucoup sur la capacité à collaborer avec les autorités publiques. Pour les populations, une « bonne » ONG est souvent jugée sur sa proximité avec l'État et sa capacité à faciliter l'accès à tel ou tel service ou tel ou tel programme. Cette proximité est officielle lorsque les ONG combinent l'offre de microfinance avec la mise en œuvre de programmes gouvernementaux. Elle est officieuse lorsque c'est l'entregent du personnel des ONG qui permet l'accès aux programmes gouvernementaux. Enfin dans un contexte où le clientélisme politique reste la principale stratégie de fidélisation de l'électorat, la légitimité des ONG à l'égard de la puissance publique repose étroitement sur leur aptitude à organiser des événements publics de masse, sources potentielles de captations de vote. Les agents de crédit et leaders de groupes ont donc aussi pour fonction de s'assurer de la loyauté et de la fidélité des emprunteurs, susceptibles d'être mobilisés à tout moment pour ces événements de masse. Ils et elles gèrent cette double contrainte d'une part, en activant leurs réseaux personnels et d'autre part, en proposant une large palette de services, dont l'offre de microcrédit n'est finalement qu'une composante. Les formes les plus courantes sont l'accès à d'autres sources de financement – agents de crédits et leaders, hommes et femmes, sont très souvent prêteurs ou intermédiaires financiers –, l'accompagnement dans le dédale des démarches administratives, la protection contre les aléas du système législatif, les conflits intercommunautaires et parfois la violence domestique. Du côté des clientes, le microcrédit est perçu comme source d'endettement supplémentaire permettant de faciliter la gestion quotidienne, mais aussi comme un lien permettant d'accéder à de nouvelles formes de protection, sachant qu'en retour elles doivent faire preuve de loyauté et de gratitude. Cette relation est très asymétrique et souvent très conflictuelle, car nombre d'emprunteurs sont précisément à la recherche de relations contractuelles.

18. Contrairement à l'Andhra Pradesh par exemple, qui a connu une forte croissance d'institutions autonomes de microfinance à statut et à financement privé.

Le mythe de l'*empowerment* : qui donne du pouvoir à qui ?

La microfinance puise aussi sa légitimité de ses prétendus effets en matière d'*empowerment* des femmes. L'accès aux services financiers est supposé améliorer leur capacité de négociation intrafamiliale et d'auto-organisation collective. Comme indiqué plus haut, nombre de travaux ont dénoncé la naïveté et l'hypocrisie de ce discours émancipateur, très en vogue parmi les autorités indiennes. Le suivi dans la durée permet d'appréhender la « vie sociale » de la microfinance dans toute sa complexité et de saisir la diversité des jeux d'acteurs et d'actrices autour de la microfinance, tant entre hommes et femmes qu'entre femmes.

Intermédiation et subversion

Ont été mis à jour les processus d'appropriation, de traduction, de légitimation, de mise en scène, d'intermédiation, de manipulation et de subversion de ces programmes, et ceci aux différentes étapes de leur chaîne de mise en œuvre, depuis les promoteurs jusqu'aux « bénéficiaires ¹⁹ ». Au niveau des territoires, on observe que réseaux, groupements et associations diverses et variées (de nature politique, religieuse, communautaire) s'emparent de la microfinance pour renforcer leur contrôle sur les populations locales. À un niveau microlocal, la microfinance participe à l'émergence ou au renforcement de trajectoires politiques locales, y compris chez les femmes et y compris dans les catégories les plus marginalisées comme les basses castes. Le plus souvent agents de crédit ou responsables de *Self-Help-Groups*, ces femmes deviennent des intermédiaires incontournables dans l'accès à diverses formes de ressources. Si la microfinance perdure en dépit de résultats très médiocres par rapport aux objectifs annoncés, c'est parce que ses promoteurs, à différents niveaux de la chaîne de mise en œuvre, communiquent très habilement sur ses soi-disant bienfaits, et parce que cette prétendue réussite participe aussi de leur propre pérennité voire de leur propre existence. Il y a en quelque sorte une autovalidation du système, mise en scène par les différentes entités de la chaîne. Les décideurs, ici en l'occurrence les autorités publiques, cherchent à légitimer leurs propres politiques. Les ONG ont éminemment besoin du succès de la microfinance pour conforter l'accès aux financements et assurer leur propre existence. Leurs alliés locaux – ici il s'agit de partis politiques, de l'Église ou de réseaux marchands – jouent également le jeu du succès puisqu'ils profitent directement de la force de mobilisation de cette population féminine, pour des intérêts qui peuvent être politiques, religieux,

19. Ce point est développé dans Guérin (2011b).

économiques. Enfin les femmes « bénéficiaires » sont également complices de cette autovalidation : en premier chef les femmes leaders, dont le statut local est désormais conditionné par leur rôle d'animation et d'intermédiaire, mais aussi leur cercle de protégées, qui voient dans la microfinance un moyen supplémentaire d'accéder aux réseaux de patronage et de clientélisme locaux. La reproduction des mécanismes de domination de genre est évidente, avec une attribution des rôles de pouvoir qui reproduit les hiérarchies préexistantes et une concentration des postes décisionnaires aux mains des hommes. Si les discours sur la microfinance font preuve d'une fascinante naïveté (ou hypocrisie) concernant la capacité des femmes à s'auto-organiser, en revanche, on observe une extraordinaire appropriation du système par une minorité de femmes. Leur rôle est ambigu puisque c'est grâce à leur engagement et leur complicité que l'ensemble du système fonctionne : elles jouent un rôle central dans la mise en scène permanente des succès de la microfinance. En retour elles bénéficient de compensations matérielles et statutaires évidentes, mais dont elles ont très largement payé le prix. La microfinance n'est donc pas seulement un outil aux mains des hommes, des classes et des castes dominantes : elle participe aussi de la fragmentation des groupes dominés. Or cette émergence de femmes leaders ne conduit à aucune forme de mobilisation collective : elles se servent de leur position pour conforter un système de patronage et de clientélisme, dont elles profitent et dont elles font profiter leurs cercles de protégées. Dans la mesure où patronage et clientélisme restent les principaux canaux de redistribution des richesses, la recherche de mobilité sociale passe en large partie par la captation de positions d'intermédiaires (Pattenden, 2011 ; Picherit, 2009a, 2009b). Les appropriations et les usages de la microfinance en sont une illustration : ils révèlent les logiques de circulation des richesses tout en contribuant activement à leur reproduction et à leur complexification. En d'autres termes, la microfinance peine à lutter contre les discriminations sociales, qu'il s'agisse de caste, de classe ou de genre, mais elle participe à un processus de différenciation sociale au sein de ces différents groupes. Au final, la microfinance contribue à la complexification des modes de redistribution des ressources et d'exercice du pouvoir mais sans en modifier les principes de fonctionnement.

« Femme » et *empowerment* : des catégories à déconstruire

Le pouvoir peut être perçu soit comme une relation de domination, soit comme une capacité à penser et à agir (l'*agency* des Anglo-Saxons). C'est en adhérant à la seconde vision et en véhiculant une illusion naïve du changement dépouillé de tous rapports de domination que le terme *empowerment* doit son succès et sa banalisation dans l'industrie du développement. Or le changement est nécessairement un jeu à somme nulle,

où ce que gagnent les uns est perdu par d'autres (Béteille, 1999 ; Lautier, 2002). Ici en l'occurrence, l'*empowerment* de certaines femmes, celles décrites plus haut et qui représentent une minorité, se traduit nécessairement par le *disempowerment* d'autres femmes²⁰. Les gains obtenus, quelle qu'en soit la nature, impliquent une certaine forme de contrôle sur d'autres femmes au sein de la maisonnée, du voisinage et parfois au-delà. Les idéaux d'émancipation des femmes à l'égard de la communauté masculine, mis en avant dans les discours sur la microfinance, s'accommodent très mal d'un contexte de très forte dépendance des femmes à l'égard des hommes, à la fois d'un point de vue matériel et identitaire. Là encore, souligner l'existence et l'importance des hiérarchies entre femmes ne vise pas à sous-estimer leur subordination, bien au contraire. Les processus observés révèlent plutôt les tensions entre les trajectoires individuelles et les contraintes structurelles : toutes choses égales par ailleurs, les femmes ont tout intérêt à rivaliser avec les autres femmes. Les jeux de conflit et de concurrence qui rythment les relations entre femmes procèdent en large partie de leur statut de subordonnées.

L'ambivalence de la dette et les paradoxes de la « modernité »

La dette, qu'elle que soit sa forme, s'insère dans des hiérarchies sociales préexistantes, assurant ainsi leur reproduction, tout en étant constitutive des identités individuelles, familiales et collectives. Il existe une tension permanente – et très variable selon les groupes sociaux, les territoires et les histoires personnelles et familiales – entre la volonté de s'extirper de ces relations hiérarchiques dont la dette est l'expression la plus visible – et l'attachement à ce que la dette exprime à propos de ces liens, à commencer par la confiance que le créancier accorde ainsi à son débiteur. La dette, et les personnes en ont d'ailleurs parfaitement conscience, est potentiellement source de relations sociales, d'emploi et de respect. Quelles que soient les conséquences matérielles de l'endettement, la dette exprime la largesse du réseau social et la capacité des personnes à activer ce réseau et à susciter la confiance de leurs créanciers potentiels. Dans un contexte où la solvabilité est affaire de réputation beaucoup plus que de patrimoine et de garantie matérielle, il existe une superposition étroite entre réputation et solvabilité.

L'endettement est également source de reconnaissance et de respect lorsqu'il permet l'organisation de rituels sociaux et religieux, la rénovation et l'agrandissement de l'habitat, et parfois l'éducation des enfants. Bien au-delà des objets ainsi financés – rituels, habitat, éducation font partie des

20. Ce point est développé dans Guérin *et al.* (2010b).

principaux symboles de reconnaissance sociale et de promotion sociale – l'acte d'endettement est en lui-même porteur de reconnaissance et de respect. L'endettement témoigne des sacrifices et des risques que le débiteur supporte afin d'assumer ses responsabilités et ses obligations : sauf si la dette excède une certaine limite, le fait de s'être endetté n'est pas un symptôme de défaut de gestion ou « d'inculture financière » : c'est au contraire un signe de responsabilité.

À l'exception des formes les plus dures de servitude, rares sont les travailleurs asservis qui se considèrent comme tels : la comparaison avec les formes anciennes de servitude, le fait de pouvoir changer de recruteur – la dette se transmet aisément de l'un à l'autre – et le fait que la dette prenne place en dehors de la hiérarchie locale villageoise sont autant d'arguments cités par les travailleurs pour faire valoir leur situation de travailleur libre ²¹. Quand bien même ces liens de dette diffèrent à bien des égards d'une transaction purement marchande et monétaire, par comparaison avec le patronage de type féodal elles sont vécues comme des dettes contractuelles. Ces formes de servitude sont nourries par le déclin de l'emploi agricole local, l'absence de protection sociale mais aussi les besoins de consommation grandissants des travailleurs. C'est à leur demande que les avances sur salaire ne cessent de croître. Or cet endettement limite fortement leur pouvoir de négociation sur les salaires. On a ainsi ce résultat paradoxal, où les désirs de consommation des travailleurs, révélateurs d'aspirations d'égalité et d'intégration, participent finalement à la reproduction des conditions de l'exploitation capitaliste.

L'analyse des vécus du surendettement met en évidence un décalage similaire. Même parmi les personnes très endettées (en comparant le *ratio* encours d'endettement/revenu par exemple) et pour lesquelles la dette est un facteur de paupérisation matérielle, rares sont celles qui se considèrent surendettées. Les dettes « dangereuses » sont rarement celles qui sont les plus chères financièrement, mais celles qui ternissent la réputation de la famille et menacent son avenir, en particulier le mariage des enfants. On assiste à des arbitrages permanents et souvent très subtils entre les coûts financiers et les coûts sociaux. Par ailleurs la manière dont la dette est interprétée dépend non seulement de l'identité de l'emprunteur mais aussi de ce qu'il/elle aspire à devenir. La dette n'est pas seulement un marqueur de l'identité : elle est également constitutive des aspirations sociales, tant dans l'objet des activités financées (avec par exemple des investissements sociaux et symboliques dont le coût peut être considérable) que dans la volonté de diversifier les liens de dette et de s'affranchir de liens de subordination : les

21. Voir Guérin (2009).

personnes sont ainsi très demandeuses de relations de crédits anonymes et contractuelles proposées par des sociétés financières ou des prêteurs privés localisés en ville. Or celles-ci ont parfois un coût financier bien plus élevé que les dettes contractées au sein du cercle habituel, qu'il s'agisse de la parenté ou de l'employeur, et c'est précisément ce coût qui est source d'appauvrissement matériel. C'est aussi ce qui fait l'attrait de la microfinance. Nombre de clients y voient une opportunité de se libérer de relations d'endettement oppressantes. L'accès au microcrédit donne l'espoir d'une libération, même partielle. Or ce n'est qu'une illusion car les pauvres ne disposent pas des modes de protection et donc des « coupures » nécessaires.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADAMS Dale W. and VON PISCHKE J. D. 1992: "Microenterprise credit programs: "Déjà Vu", *World Development* 20 (10) : 1470-1485.
- AGLIETTA Michel, ORLÉAN André (éd.), 1998 : *La monnaie souveraine*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- AGLIETTA Michel, ANDREAU Jean, ANSPACH Mark, BIROUSTE Jacques, CARTELIER Jean, DE COPPET Daniel, MALAMOUD Charles, ORLÉAN André, SERVET Jean-Michel, THÉRET Bruno, THIVEAU J.-M., 1998 : Introduction, in AGLIETTA Michel, ORLÉAN André (éd.), *op. cit.*, p. 9-31.
- AKIN D. & ROBBINS J., 1999: *Money and modernity. State and local currencies in Melanesia*, Pittsburgh : University of Pittsburgh Press.
- AKIN D. & ROBBINS J., 1999: "An introduction to Melanesian currencies : agency, identity and social reproduction", in AKIN D. & ROBBINS J., *op. cit.*, p. 1-40.
- ARMENDÁRIZ Beatriz, LABIE Marc (eds), 2011: *Handbook of Microfinance*. World Scientific Publishing: London & Singapore.
- ATTALI Jacques, 2006 : « La microfinance aujourd'hui », in *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2006*, Paris, Association d'économie financière.
- BAGAYOKO-PENONE Niagalé, HOURS Bernard (eds.), 2005 : *États, ONG et production de normes sécuritaires dans les pays du Sud*, Paris, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 313 p.
- BANERJEE A., DUFLO E., 2011: *Poor economics: a radical rethinking of the way to fight against poverty*, New-York: Publicaffairs.
- BATEMAN M., 2010: *Why doesn't microfinance work ? The Destructive Rise of Local Neoliberalism*. Zed Books London.

- BATLIWALA S., DHANRAJ D., 2007: "Gender Myths that instrumentalise Women : a View from the Indian Front Line", in A. CORNWALL *et al.*, (eds.), *Feminisms in Development. Contradictions, Contestations and Challenges*, Londres et New-York : Zed Books, p. 21-34.
- BAUMANN Eveline, BAZIN Laurent, OULD AHMED Pepita, PHÉLINAS Pascale, SELIM Monique, SOBEL Richard (éd.), 2008 : *L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, Paris, l'Harmattan.
- BÉDÉCARRATS Florent, 2010 : « Évaluer la microfinance, entre utilité sociale et performances financières », *Revue française de socio-économie*, n° 6, second semestre, p. 87-107.
- BERNARD Tanguy, DELARUE Jocelyne, NAUDET Jean-David, 2010: "On measuring and bridging through impact evaluations. Lessons from AFD experience", *NONIE Meeting*, Bonn.
- BÉTEILLE André, 2000: *Antinomies of Society. Essays on ideologies and institutions*, New-Delhi: Oxford University Press.
- BÉTEILLE André, 1999: *Empowerment, Economic and Political Weekly* vol. XXXIV, n° 10-11.
- BIERSCHENK Thomas, CHAUVEAU Jean-Pierre, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre (éd.), 2000 : *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projet*, Paris, APAD/Karthala.
- BLANC Jérôme, 2000 : « Les monnaies parallèles : unité et diversité du fait monétaire », Paris, l'Harmattan.
- BLOCH Maurice, PARRY Jonathan (eds.), 1989: *Money and the Morality of Exchange*, Cambridge University Press: Cambridge.
- BREMAN Jan, GUÉRIN Isabelle & PRAKASH Aseem (eds.), 2009: *India's unfree workforce of bondage old and new*, New-Delhi, Oxford University Press.
- BREMAN Jan, 2007: *Labour bondage in West India. From past to present*, Oxford, Oxford University Press.
- CAVALCANTE M., 2009: "Income-based estimates vs consumption-based estimates of poverty: evidence from rural Tamil Nadu after liberalization", in Basile E. MUKHOPADHYAY I. (eds.): *The changing identity of rural India: a socio-historical analysis*, London/New-York/Delhi: Anthem Press, p. 113-150.
- CHATTERJEE P., 2011: "Democracy and economic transformation in India", in RUPARELIA S., REDDY S., HARRISS J., CORBRIDGE S. (eds.): *Understanding India's New Political Economy*, London & New-York: Routledge, p. 17-34.

- COLLINS D., MORDUCH J., RUTHERFORD S., RUTHVEN O., 2009: *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton University Press: Princeton.
- COMMONS J. R., 1990 [1934]: *Institutional economics*, New Brunswick: Transaction Books.
- D'ESPALLIER Bert, GUÉRIN Isabelle, MERSLAND Roy, 2011: "Women and repayment in microfinance. A global analysis", *World Development*, 39 (5): 758 – 772.
- DE SOTO Fernando, 2000: *The mystery of capital. Why capitalism triumphs in the West and fails everywhere else*, New-York: Basic Books.
- DREZE Jean, 1990: "Poverty in India and the IRDP disillusion", *Economic and Political Weekly*, Sept 29.
- DUFY Caroline et WEBER Florence, 2007 : *L'ethnographie économique*, Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- FALQUET Jules, 2008 : *De gré ou de force. Les femmes dans la mondialisation*, Paris, La Dispute.
- FERNANDO Judes, 2006: *Microfinance. Perils and Prospects*, Londres: Routledge.
- FOUILLET Cyril, GUÉRIN Isabelle, MORVANT Solène, ROESCH Marc, SERVET Jean-Michel, 2007 : « Le microcrédit au péril du néolibéralisme et de marchands d'illusions. Manifeste pour une inclusion financière socialement responsable », *Revue du Mauss*, n° 29 : p. 248-268.
- FOUILLET Cyril, 2009 : *La construction spatiale de la microfinance en Inde*, Thèse de doctorat en sciences économiques et de gestion. Université libre de Bruxelles : Bruxelles.
- FOUILLET Cyril, 2006 : « La microfinance serait elle devenue folle ? Crise en Andhra Pradesh », *Espace Finance*, Gret-Cirad, 25 avril.
- FOUILLET Cyril, PAIRAULT Thierry, 2010 : *Économie et Institutions*, n° 8 (1), p. 123-146.
- GARIKIPATI Supryia, 2008: "The Impact of Lending to Women on Household Vulnerability and Women's Empowerment: Evidence from India", *World Development* 36 (12): 2620-2642.
- GUÉRIN Isabelle, 2011a : « Travail illégal et servitude pour dette en Inde du Sud », in FONTAINE L. & WEBER F. (éd.) : *Les paradoxes de l'économie informelle. À qui profitent les règles ?* Paris : Karthala, p. 93-112.
- GUÉRIN Isabelle, 2011b : « Les effets insoupçonnés de la microfinance », *Travail, genre et sociétés*, 25 (avril), p. 61-79.

- GUÉRIN Isabelle, 2011c: "Do women need specific microfinance services?" in ARMENDARIZ B. & LABIE M. (eds.): *Handbook of Microfinance*, Washington: World Scientific Publishing, p. 420-432.
- GUÉRIN Isabelle, 2008: « L'argent des femmes pauvres : entre survie quotidienne, obligations familiales et normes sociales, » *Revue française de Socioéconomie*, n° 2, p. 59-78.
- GUÉRIN Isabelle, 2006: "Women and Money : Multiple, Complex and Evolving Practices", *Development and Change* 37 (3): 549-570.
- GUÉRIN Isabelle, 2002: « Le sexe de la monnaie », *Journal des anthropologues*, n° 90-91, p. 213-230.
- GUÉRIN Isabelle, 2000: « Le prêt collectif peut-il être considéré comme une innovation financière ? », *Savings and Development*, 24 (2) : 219-247.
- GUÉRIN Isabelle, MORVANT Solène, SERVET Jean-Michel, 2011a: "Understanding the diversity and complexity of demand for microfinance services: lessons from informal finance", in ARMENDARIZ B. & LABIE M. (eds.): *Handbook of Microfinance*, Washington : World Scientific Publishing, p. 101-122.
- GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, VENKATASUBRAMANIAN G., D'ESPALLIER Bert, 2011b: "Credit from whom and for what ? Diversity of borrowing sources and uses in rural South-India", *Journal of International Development*, sous presse.
- GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, VENKATASUBRAMANIAN G., KUMAR Santosh, 2011c: "The social meaning of over-indebtedness and creditworthiness in the context of poor rural South Indian households (Tamil Nadu)", *Working Paper RUME 2011-1*.
- GUÉRIN I., D'ESPALLIER B., ROESCH M., VENKATASUBRAMANIAN G., 2011d: "The social regulation of debt". *Working Paper RUME 2011-2*.
- GUÉRIN Isabelle, KUMAR Santosh, ROESCH Marc, SANGARE Mariam, VENKATASUBRAMANIAN G., 2010: « Crise, microfinance et surendettement: une étude de cas en Inde du Sud », in PHÉLINAS Pascale et SELIM Monique (éd.): *La crise vue d'ailleurs*, Paris, l'Harmattan, p. 241-269.
- GUÉRIN I., KUMAR S., AGIER I., 2010: "Microfinance and Women's Empowerment : Do Relationships Between Women Matter ? Lessons from rural Southern India", *CEB Working Paper N° 10/053*.
- GUÉRIN I., ROESCH M., VENKATASUBRAMANIAN G., KUMAR S., 2010c: "The political economy of micro entrepreneurship : why microfinance fails in promoting self-employment in rural south-India?" *12 th*

- Conference of the Association for Heterodox Economics*, 7-10 July, 2010, Université de Bordeaux, France.
- GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, VENKATASUBRAMANIAN, HÉLIÈS Ophélie, 2009 : « Microfinance, endettement et surendettement », *Revue Tiers Monde*, n° 197, janvier-mars, p. 131-146.
- GUÉRIN Isabelle, KUMAR Santosh M., 2007 : « Clientélisme, courtage et gestion des risques en microfinance. Étude de cas en Inde du Sud », *Revue Autrepart*, n° 44, p. 13-26.
- GUYER Jane (ed.), 1995 : *Money Matters. Instability, values and social payments in the modern history of west African communities*, London/Portsmouth (NH): Currey/Heinemann.
- HARRISS John, 2006: *Power matters. Essays on institutions, politics and society in India*, New-Delhi : Oxford University Press.
- HARRISS John, 2001: "Populism, Tamil style : is it really a success ?", *Working Paper n° 1-15*. Development Studies Institute. London School of Economic and Political Science.
- HARRISS-WHITE Barbara, 2010a : "Globalisation the financial crisis and petty commodity production in India's socially regulated informal", in BOWLES P. & HARRISS J., 2010: *Globalization in India and China. Impacts and responses*, London: Palgrave MacMillan, p. 131-150.
- HARRISS-WHITE Barbara, 2010b: "Stigma and regions of accumulation : mapping Dalit and Adivasi capital in the 1990s", in HARRISS-WHITE & HEYER, p. 291-316.
- HARRISS-WHITE Barbara, 2003: *India Working. Essays on Society and Economy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- HARRISS-WHITE Barbara, HEYER Judith (eds.): 2010: *The Political Economy of Development: Africa and South Asia Compared*, London: Routledge.
- HARRISS-WHITE B. & JANAKARAJAN S. (eds.): 2004: *Rural India facing the 21st century, Essays on Long Term Change and Recent Development Policy*, London: Anthem Press.
- HEYER Judith [à paraître]: "Social Policy and Labour Standards : A South Indian Case Study", *Global Labour Journal*.
- HEYER Judith, 1992: "The Role of Dowries and Daughters' Marriages in the Accumulation and Distribution of Capital in a South Indian Community", *Journal of International Development Studies* 4 (4): 419-436.
- HOURS Bernard & SELIM Monique, 2010 : *Anthropologie politique de la globalisation*, Paris, l'Harmattan.

- KAPADIA Karin, 2010: "Liberalisation and transformations in India's informal economy, female breadwinners in working classes households", in HARRISS-WHITE B., HEYER J., p. 267-260.
- KAPADIA Karin, 2002: "Translocal modernities and transformations of gender and caste" in KAPADIA (ed.): *The violence of development. The politics of identity, gender and social inequalities in India*, New-Delhi: Kali for Women, p. 142-182.
- KAPADIA Karin, 1996: *Siva and Her Sisters. Gender, Caste and Class in Rural South India*. Oxford University Press: Delhi.
- KARIM L., 2011: *Microfinance and Its Discontents. Women in Debt in Bangladesh*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- KARNANI A., 2009: "Romanticising the Poor Harms the Poor", *Journal of International Development* 21 (1): 76-86.
- KENNEDY Lorraine, 2004: "The political determinants of reforming packaging : contrasting responses to economic liberalisation in Andhra Pradesh and Tamil Nadu", in JENKINS, R. (ed.): *Regional Reflections: Comparing Politics across India's States*, New Delhi: Oxford University Press.
- LABROUSSE Agnès, 2010 : « Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », *Revue de la régulation*, n° 7.
- LAUTIER Bruno, 2002 : « Pourquoi faut-il aider les pauvres ? Une étude critique du discours de la Banque mondiale sur la pauvreté », *Revue Tiers Monde*, vol. 43, n° 169, p. 137-165.
- LERCHE Jens [à paraître]: "Decent work, vulnerable employment and the working poor in India : ILO, concepts, policies and struggles". *Global Labour Journal*.
- LERCHE Jens, 2010: "From 'rural labour' to 'classes of labour': class fragmentation, caste and caste struggle at the bottom of the Indian labour hierarchy", in HARRISS-WHITE B., HEYER J. (eds.): *The Political Economy of Development: Africa and South Asia Compared*, London: Routledge, p. 64-85.
- LEWIS D. & MOSSE D. (eds.), 2006: *Development brokers and translators. The ethnography of aid and agencies*, Bloomfield CT: Kumarian Press.
- MALAMOUD Charles (éd.), 1988 : *La Dette*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, coll. « Purushartha », vol. 4.
- MAUCOURANT Jérôme, 1993 : « Au cœur de l'économie politique, la dette — l'approche de J. R. Commons », *Revue du Mauss*, p. 290-218.

- MAYOUX Linda, 1999: "Questioning virtuous spirals : microfinance and women's empowerment in Africa". *Journal of International Development*, 11 (7), p. 957-984.
- MOLYNEUX Maxine, 2002: "Gender and the silences of social capital", *Development and Change*, 33 (2): 167-188.
- MORVANT-ROUX Solène, GUÉRIN Isabelle, ROESCH Marc, SERVET Jean-Michel, 2010 : « Politiques d'inclusion financière, microfinance et financement de l'agriculture. Le cas de l'Inde et du Mexique », *Mondes en développement*, n° 151 (3), p. 9-25.
- MORVANT-ROUX Solène, 2009a : « Accès au microcrédit et continuité des dynamiques d'endettement au Mexique : combiner anthropologie, économique et économétrie », *Revue Tiers Monde*, n° 197, p. 109-130.
- MORVANT-ROUX Solène 2009b : *Microfinance et Agriculture, Rapport Exclusion et liens financiers 2009*, Paris, Economica.
- MORVANT-ROUX Solène, 2006 : *Processus d'appropriation des dispositifs de microfinance : un exemple en milieu rural mexicain*. Thèse de doctorat en sciences économiques. Université Lumière Lyon 2.
- MOSSE David, 2005: *Cultivating development. An ethnography of aid policy and practice*, London: Pluto Book.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995 : *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris/Marseille, Karthala/APAD.
- PATTENDEN Jonathan, 2011: "Gatekeeping as Accumulation and Domination: Decentralisation and Class Relations in Rural South India", *Journal of Agrarian Change*, 11 (2): 164-194
- PATTENDEN Jonathan, 2010: "A neo-liberalisation of civil society ? Self-help groups and the labouring class poor in rural south-India", *Journal of Peasant Studies*, 37 (3): 485-512.
- PICHERIT David [à paraître]: "The Shaping of Labour Struggles from Village to Migration Sites Development and Politics in South India", *Global Labour Journal*.
- PICHERIT David, 2010 : « Territoire et Dépendances : espoirs d'ascension sociale des travailleurs migrants en Andhra Pradesh », in DUPONT Véronique, LANDY Frédéric (éd.): *Circulations et territoires dans le monde indien contemporain*, Paris, EHESS, coll. « Purushartha ».
- PICHERIT David, 2009a: "Workers, trust us !': Labour middlemen and the rise of the lower castes in Andhra Pradesh" in BREMAN *et al.* (eds.): *op. cit.*, p. 259-283.

- PICHERIT David, 2009b : *Entre villages et chantiers : circulation des travailleurs, clientélisme et politicisation des basses castes en Andhra Pradesh*, Inde, Thèse de doctorat en ethnologie, Université Paris X Nanterre.
- POLANYI Karl, 1968: *Primitive, Archaic and Modern Economies* [ed. by G. Dalton] Boston: Beacon Press.
- PRAHALAD C. K., 2004: *The fortune at the bottom of the pyramid. Eradicating poverty through profits*, Wharton School Publishing
- PRAKASH A., 2010: "Dalits entrepreneurs in middle India", in HARRISS-WHITE B., HEYER J., *op. cit.*, p. 291-317.
- RAHMAN Amitur, 1999: "Micro-credit initiatives for equitable and sustainable development: who pays ?", *World Development*, 27 (1): 67-82.
- RANKIN K. N., 2002: "Social capital, microfinance and the politics of development", *Feminist Economics*, 8 (1): 1-24.
- RAO Smirti, 2008: "Reforms with a female face: gender, liberalization, and economic policy in Andhra Pradesh, India", *World Development*, 36 (7): 1213-1232.
- REED L. R., 2011 : *État de la campagne du sommet du microcrédit. Rapport 2011*, Washington : Microcredit Summit Campaign.
- ROESCH Marc, 2006 : « Des dettes jusqu'à ne plus en vivre », *Espace Finance*, Gret-Cirad, 11 avril.
- ROESCH Marc, HÉLIÈS Ophélie, 2007 : « La microfinance : outil de gestion du risque ou de mise en danger par sur-endettement ? Le cas de l'Inde du Sud », *Revue Autrepart*, n° 44, 2007/4, p. 119-140.
- ROODMAN D, MORDUCH J., 2009: "The Impact of Microfinance on the Poor in Bangladesh : Revisiting the Evidence". Center for Global Development (CGD): *Working Paper No 174*, Washington, D.C.
- RUPARELIA S., REDDY S., HARRISS J., CORBRIDGE S. (eds.), 2011: *Understanding India's New Political Economy*, London & New-York: Routledge.
- SA-DHAN, 2009: *The Bharat Microfinance Report – Quick Data 2009*. Sa-Dhan: New-Delhi.
- SANYAL K.K., 2007: *Rethinking capitalist development : primitive accumulation, governmentality and post-colonial capitalism*, New-Delhi: Routledge.
- SERVET Jean-Michel, 2010 : *Le grand renversement. De la crise au renouveau solidaire*, Paris, Desclée de Brouwer.
- SERVET Jean-Michel, 2006 : *Banquiers aux pieds nus*, Paris, Odile Jacob.

- SERVET Jean-Michel, 1993 : « L'institution monétaire de la société selon Karl Polanyi », *Revue Économique*, vol. 44, n° 6, p. 1127-1150.
- SERVET Jean-Michel, 1984 : *Nomismata. État et origines de la monnaie*, Lyon : Presses Universitaires de Lyon.
- SERVET Jean-Michel, THÉRET Bruno, YILDIRIM Zeynep, 2008 : « Universalité du fait monétaire et pluralité des monnaies : de la confrontation coloniale à la rencontre des sciences sociales », in BAUMANN Eveline *et al.* (éd.) : *op. cit.*, p. 167-208.
- SHAKYA Y. B., RANKIN K. N., 2010: "The Politics of Subversion in Development Practice : An Exploration of Microfinance in Nepal and Vietnam", *Journal of Development Studies*, 44 (8): 1214-1235.
- SHIPTON P., 2007: *The Nature of Entrustment. Intimacy, Exchange and the Sacred in Africa*. Yale University Press : New-Haven, CT.
- SIMMEL Georg, 1987 : *Philosophie de l'argent [Philosophie des Geldes, 1900]*, trad. S. Cornille et Ph. Ivernel, Paris, PUF, coll. « Sociologies ».
- SRINIVASAN N., 2009: *Microfinance India. State of the Sector Report 2008*. Sage : New-Delhi.
- SRIVASTAVA R. [à paraître]: "Changing Employment Conditions of the Indian Workforce and Implications for Decent Work". *Global Labour Journal*.
- SRIVASTAVA R., 2009: "Conceptualising Continuity and Change in Emerging Forms of Labour Bondage" in J. BREMAN, I. GUÉRIN and A. PRAKASH (ed.): *India's unfree workforce. Old and new practices of labour bondage*, New-Delhi, Oxford University Press, p. 129-146.
- THÉRET Bruno, 2009 : « Monnaie et dettes de vie », *L'Homme*, n° 190, p. 153-179.
- THÉRET Bruno, 2008 : « Les trois états de la monnaie. Approche interdisciplinaire du fait monétaire », *Revue économique*, n° 4, vol. 59, p. 813-841.
- THÉRET Bruno, 2001 : « Saisir les faits économiques : la méthode Commons », *Cahiers d'économie politique*, n° 40-41, p. 79-137.
- THÉRET Bruno, 1998 : « De la dualité des dettes et de la monnaie dans les sociétés salariales », in AGLIETTA et ORLÉAN (éd.) : *op. cit.*, p. 253-288.
- THÉRET Bruno, 1995 : « Finance, souveraineté et dette sociale. Capital symbolique, différenciation de la société et construction européenne », in THÉRET (éd.) : *L'État, la finance et le social : souveraineté nationale et construction européenne*, Paris, La Découverte, p. 560-600.
- VIJAYBASKAR M., SWAMINATHAN P., ANANDHI S. and BALAGOPAL G., 2004: "Human Development in Tamil Nadu : Examining Linkages",

- Economic and Political Weekly*, vol. 39, No 8, February 28, 2004, p. 797-806.
- VILLARREAL Magdalena, 2009: *Mujeres, finanzas sociales y violencia economica en zonas marginadas de Guadalajara*, Guadalajara: IMMGI/IJM.
- VILLARREAL Magdalena, 2004: "Striving to make Capital do "Economic Things" for the Impoverished: On the Issue of Capitalization in Rural Microenterprises". In *Development Intervention: Actor and Activity Perspectives*, KONTINEN T. (ed.). Center for Activity Theory and Developmental Work Research (CATDWR), Institute for Development Studies (IDS) and University of Helsinki: Helsinki, 67-81.
- WEBER Florence, 2007 : « Vers une ethnographie des prestations sans marché » (Préface), in MAUSS Marcel : *Essai sur le don*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 7-62.
- WEBER Florence, 2000 : « Transactions marchandes, échanges rituels, relations personnelles. Une ethnographie économique après le Grand Partage », *Genèses*, n° 41, déc., p. 85-107.
- WORLD BANK, 2007: *Finance for All ? Policies and Pitfalls in Expanding Access. A World Bank Policy Research Report*. World Bank: Washington, D.C.
- YUNUS Muhammad, 2007: *Creating a World Without Poverty: Social Business and the Future of Capitalism*, Pretoria : New Africa Press.
- ZELIZER Viviana, 2005: *The purchase of intimacy*, Princeton: Princeton University Press
- ZELIZER Viviana, 1994: *The social meaning of money*, New-York: Basic Books.

GLOBALISATION ET IDÉOLOGIE PARTICIPATIVE : QUEL AVENIR POUR LE PROJET DÉMOCRATIQUE AU CAP-VERT ?

Rosinha MACHADO CARRION *

Dans des pays périphériquement intégrés au modèle développementiste de caractère néolibéral et formellement constitués en tant que démocraties, la population exclue socialement, économiquement et politiquement trouve-t-elle dans les ONG locales un espace de lutte et de contestation contre les effets pervers du régime d'accumulation capitaliste dans sa version globalisée ?

De telles organisations sont-elles les représentantes légitimes d'une société civile locale entendue comme un espace social de lutte, de contestation, de débat et de revendications, configuré par les forces historiques (Bayart, 1986), ou des piliers du projet politique du parti au pouvoir qui acceptent des règles définies et déterminées par les agents de coopération internationale et étatique ?

Fréquemment employée par les pays du Nord qui financent le « développement » du Sud, l'expression *société civile* aurait-elle été globalisée et « transformée en un moyen pour une fin, plutôt qu'en une fin

* Je tiens à remercier ici le Conseil brésilien de perfectionnement du personnel de niveau supérieur (CAPES) pour son soutien à mon stage sabbatique en France, dont cet article est l'un des produits. Ainsi que l'Institut de recherche pour le développement (IRD) pour les échanges intellectuels partagés avec des collègues, eux aussi concernés par les effets de la mondialisation dans les pays du Sud, aussi que tous ceux, et en particulier les collègues de l'Université publique du Cap-Vert (Uni-CV), et du milieu associatif local, qui ont accepté de partager leur expérience sur la réalité concernée dans cette étude.

en soi » (Wickramasinghe, 2005, p. 458) au service des objectifs des agents de coopération internationale et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ?

Ces interrogations sont à l'origine du présent article qui analyse cette problématique au Cap-Vert. Plus globalement, il s'inscrit dans une recherche empirique menée au Brésil et dans des pays africains ayant pour langue officielle le portugais (PALOP) – des pays entrant dans la classification de « modernité périphérique » selon la typologie proposée par Souza (2006).

Le Cap-Vert : un pays de la modernité périphérique au temps de la globalisation

D'abord utilisée par Souza (2006) pour caractériser le Brésil puis reprise par Sousa Santos (2008), l'expression « pays de la modernité périphérique » renvoie à la fois aux transformations étatiques gouvernées par les principes du néolibéralisme, au clientélisme comme trait marquant de la culture politique et à la naturalisation des inégalités.

Les principaux indicateurs mis en avant par Souza (2006) pour définir ce qu'il entend par « modernité » dans ce contexte sont :

- l'incorporation, dans la gestion des affaires publiques et privées, de l'ensemble des principes néolibéraux¹ qui ont orienté le mouvement de réingénierie et de réforme de l'État dans les années 1970, 1980 et 1990 ;
- l'incorporation, dans la gestion des activités des secteurs public et privé, du discours sur la qualité et l'excellence ;
- les relations entre l'État et le marché basées sur l'idéologie de la compétitivité (Hermet, 2005) ;
- le passage pour l'État de la position de fournisseur à celle d'agent régulateur, qui établit les conditions de fonctionnement des marchés internes privés et publics tout en se réservant le rôle d'auditeur chargé d'évaluer les résultats (Ball, 2004, *apud* Scott, 1995, p. 80). Cette situation renvoie à l'idéologie du *new avaliative state* (Neave, 1988) qui, d'un côté, optimise et exalte les vertus de la gestion privée et des organisations sociales, et de l'autre masque ses failles et ses déficiences, avec pour culture politique dominante le clientélisme (Carrion, 2009a).

En ce qui concerne le qualificatif « périphérique », l'auteur l'utilise pour signaler l'assujettissement tant économique que politique à la logique du régime d'accumulation capitaliste dans son versant mondialisé.

1. Ces principes sont : focalisation, flexibilité, intégration et externalisation. Rosinha MACHADO CARRION: *Reestruturação Produtiva, Processo de Trabalho e Qualificação na Indústria Petroquímica Brasileira*. Thèse de doctorat, PPGA/EA/UFRGS, Porto Alegre, 1998, p. 297.

Il y a subordination économique dans la mesure où les décisions financières concernant le pays sont prises par les puissances hégémoniques, lesquelles, en outre, comptent souvent sur la complicité des gouvernements nationaux. Dans ce sens, le pouvoir et la légitimité des gouvernements sont renforcés parce qu'ils adhèrent au discours du « développement inclusif » (Ruckert, 2008), défendu par les banques et les agences de coopération engagées dans l'« aide au développement » ; c'est notamment le cas de la Banque mondiale (BM), du Fonds monétaire international (FMI), des agences de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Organisation pour la coopération économique européenne (OCDE). La soumission politique indique que, même s'ils se présentent formellement comme des régimes démocratiques, ces pays « naturalisent » les inégalités. Par naturalisation, il faut entendre le processus qui attribue au sujet dont les conditions de vie ne sont pas dignes la responsabilité de la situation dans laquelle il se trouve (Spink & Spink, 2006). Autrement dit, des pays dans lesquels l'esprit d'entreprise est vu comme une stratégie efficace pour combattre la vulnérabilité sociale. Ainsi, « les institutions et les organismes qui sont en charge de la politique sociale [...] entremêlent une idéologie [...] et une conception néolibérales de la citoyenneté exaltant l'individualisme et l'esprit d'entreprise » (Abélès, 2008, p. 207-208). Dans cette perspective, la pauvreté est finalement perçue comme le résultat de l'incapacité du sujet à s'adapter aux normes vertueuses de production et de travail exigées par la postmodernité.

Ce sont aussi des pays où l'idéologie néolibérale se consolide sur l'obligation d'une réforme de l'État pour adapter les règles nationales du marché à la logique du capitalisme transnational, souvent aux dépens des droits du travail conquis et avec d'importants coûts sociaux. La richesse est surtout concentrée entre les mains de l'élite dirigeante, d'où l'appauvrissement d'une grande partie de la population qui vit dans une situation de « citoyenneté dilacérée » (Tavares dos Santos, 2009). L'imaginaire collectif y est encore prisonnier des formes de hiérarchisation, voire de discrimination, héritées de la période où ces pays étaient encore sous le joug de puissances étrangères (Carrion, 2009b).

Par conséquent, ce sont des pays où la société civile est avant tout comprise comme une partie du marché, et non comme étant insérée dans une perspective d'opposition entre le privé et le public, entre l'État et la société. À cela s'ajoute la tendance à « considérer les violences extra-étatiques comme une faille de l'institutionnalisation ou du développement politique ; le radicalisme religieux comme un phénomène de transition en attendant la sécularisation promise (plus proche de la réalisation occidentale...) : *grosso modo*, le social n'est qu'une perturbation du champ politique » (Badie, 2009, p. 51), un champ réservé à l'action de la classe politique au pouvoir et dans

lequel « la pulsion (et la « fonction ») étatique est déplacée vers le contrôle » (Abélès, 2008).

Situé à 455 km de la partie la plus septentrionale de l'Afrique de l'Ouest, à la hauteur du désert du Sahara, l'archipel du Cap-Vert compte 567 000² (INE, 2010) habitants. Le pays fut une colonie portugaise pendant plus de cinq siècles, de 1460 à 1975. Il s'agit d'un pays de tradition catholique, même si au cours des quinze dernières années un nombre important de la population s'est converti à l'évangélisme. Plusieurs églises évangéliques se sont installées sur le territoire, l'une d'elles étant propriétaire du plus important réseau de transmission de télévision nationale. Son histoire est marquée par des sécheresses dévastatrices, qui ont causé dans le passé des milliers de morts. Sans tradition industrielle et avec un sol pauvre pour l'activité agricole, sa base économique est néanmoins l'agriculture et surtout la pêche, qui reste abondante (Cap-Vert, 2009). Depuis quinze ans, le pays assiste à une croissance très élevée du secteur touristique, cependant les contrats avec les investisseurs étrangers ont été établis de telle manière que ce développement ne s'accompagne pas de gains économiques pour le pays ni de bénéfices pour la population.

En raison des difficultés de survivance, le Cap-Vert s'est constitué comme un pays de diaspora. Plus de la moitié des Cap-verdiens vivent à l'étranger, la plupart aux États-Unis, au Portugal et en Hollande, et dans une moindre proportion en France, en Belgique et en Amérique latine, surtout au Brésil. Ils maintiennent toutefois des liens avec leur terre d'origine, et l'argent qu'ils font parvenir à leur famille correspond à la deuxième plus grande source financière du pays.

Après avoir obtenu son indépendance en 1975, le pays a intégré la zone d'influence de l'ancienne Union soviétique pour y rester jusqu'en 1991, date à laquelle l'influence du socialisme a chuté et le système de parti unique a été remplacé par le pluripartisme. Pour la première fois dans son histoire, l'archipel a alors organisé des élections directes pour élire un président de la République.

Le système politique en vigueur est le parlementarisme, représenté par deux partis politiques qui se succèdent de manière cyclique au pouvoir. Si l'État est en train de vivre une réforme profonde basée sur les principes de qualité, d'excellence et de rationalité des services – conformément aux critères du consensus de Washington –, les règles qui régissent la fonction publique datent encore de la réforme administrative de 1956 (cf. Avant-projet de loi sur les bases du régime de la fonction publique, 2006/2). Depuis 1975, des réformes partielles ont bien été réalisées (en matière notamment de

2. D'après l'Institut national de statistiques (INE). Cap-Vert, 2010.

carrière, code, disciplines, retraite, rémunération des fonctionnaires, régime des vacances, absences, congés maladie, durée du travail, statut du personnel dirigeant et statut juridique de la fonction publique), cependant les relations de travail des fonctionnaires sont encore fortement hiérarchisées et centralisées.

En fonction des intérêts économiques étrangers, le Cap-Vert est régulièrement mis en évidence sur la scène internationale. Ce fut le cas juste après le début de la colonisation portugaise, quand le pays devint un entrepôt d'épices provenant de l'Orient et du continent africain ; et cette condition d'espace intermédiaire s'est reproduite pendant les XVIII^e et XIX^e siècles, avec l'« éducation » chrétienne des esclaves africains qui portaient ensuite pour l'Europe et les Amériques.

Membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union africaine, il est l'objet depuis une dizaine d'années d'importants investissements financiers de la part de la Chine, en particulier dans les secteurs du bâtiment, de l'infrastructure, de la pêche et du commerce. En outre, la Chine est la plus puissante de toutes les représentations diplomatiques en place dans le pays.

En 2007, le Conseil de l'Union européenne a approuvé un partenariat entre les pays de l'Union et la monnaie du Cap-Vert, permettant à l'*escudo* capverdien de devenir une monnaie convertible en euros. La même année, le pays a accepté de servir de pays pilote³ pour le programme de l'ONU *Delivering as One*. Grâce à l'amélioration des indices nationaux de développement humain (IDH), il est passé de la catégorie de pays à faible développement à celle de pays à développement moyen.

Doté d'une position géographique stratégique, d'un système politique stable et d'indicateurs de développement humain élevés comparativement aux pays du continent africain, le Cap-Vert est récemment devenu un pays convoité par les immigrants africains⁴. En plus, il se situe sur la route internationale du trafic de drogue vers l'Europe. Pour tenter de faire face à

3. Quand le programme a été présenté en 2007 par l'ONU, 8 pays ont posé leur candidature pour participer à l'expérience pilote : Albanie, Mozambique, Cap-Vert, Pakistan, Rwanda, Tanzanie, Uruguay et Vietnam.

4. À partir des années 1980, le Cap-Vert a occupé une nouvelle place dans le cadre des migrations internationales ; face au grand flux d'immigration, il est devenu un pays émetteur et récepteur de migrants. Plusieurs sources possèdent des informations sur les immigrants installés dans le pays. D'après les données de l'Institut national de statistiques, le recensement général de la population et de l'habitat de 1990 a dénombré 20 134 sujets qui résidaient à l'étranger avant de se fixer au Cap-Vert, la majorité de sexe masculin (56 %, contre 44 % pour le sexe féminin). Ce qui représenterait autour de 5 % de la population totale du pays (INE, 2008).

ces difficultés, les autorités locales ont signé des accords sur l'immigration et la sécurité avec l'Union européenne et les États-Unis.

Actuellement, le Cap-Vert est qualifié par la représentation locale de l'ONU de pays modèle en termes de « gouvernance démocratique » – des termes d'ailleurs repris par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton lors de sa visite en août 2009 :

« Peu de pays illustrent le potentiel de l'Afrique mieux que le Cap-Vert. Aucun autre pays africain n'a réussi à évoluer dans tous les aspects du développement comme le Cap-Vert, d'une bonne gouvernance à la transparence, la responsabilité et la responsabilisation des pouvoirs publics, aux lois et à une démocratie qui est parvenue à arracher le peuple de la misère et d'élever ces îles à la catégorie de pays au revenu moyen. » *Discours de Hillary Clinton lors de sa visite au Cap-Vert en août 2009.*

C'est sur ce territoire, ou *champ* au sens bourdieusien (Bourdieu, 2001), que nous avons entrepris de voir dans quelle mesure les organisations sociales locales peuvent être considérées comme des représentantes légitimes de la société civile, elle-même perçue comme un espace social de lutte, de contestation, de débat et de revendications configuré par les forces historiques (Bayart, 1986).

Une étude de terrain

Pour mener à bien cette recherche, nous avons rencontré dans un premier temps : le Secrétariat national à la Famille, au Travail et à la Solidarité, responsable de la prise en charge d'enfants et de jeunes en situation de risque social ; le professeur Claudio Furtado, un des principaux membres de l'intelligentsia capverdienne ; le secrétaire exécutif de la plate-forme locale des ONG ; les coordinateurs des ONG Action pour le développement intégral de Rui Vaz (ADIRV), Citi-Habitat et Fondation Luiz Alah (FLA).

L'analyse des données issues de ces six entretiens a mis en avant une situation en apparence contradictoire : d'un côté, la forte adhésion des organisations associatives capverdiennes à la plate-forme nationale d'ONG, une situation très différente du Brésil ; de l'autre, la faible participation de la « société civile » dans la vie associative du pays dénoncée par la plupart des personnes interrogées. Comment, dès lors, interpréter cette « passivité » de la société civile dans un pays où presque toutes les communes comptent une association communautaire de base, et où le secteur social semble si organisé ?

Nous avons également été surpris par l'apparente harmonie entre le secteur associatif et la politique de l'État capverdien, alignée sur les préceptes du consensus de Washington. De fait, au Brésil les relations entre les représentants du gouvernement et les mouvements sociaux – parmi lesquels les mouvements d'économie solidaire : MES ; mouvement des sans-

terre MST⁵ ; mouvement national des ramasseurs de déchets recyclables, MNCMR – sont souvent assez tendues, voire conflictuelles.

La coopération entre le secteur associatif capverdien et l'État apparaît clairement dans le discours du secrétaire général de la plate-forme capverdienne d'ONG :

« C'est une relation de partenariat. Le gouvernement, les « gouvernements » (se réfère aux partis politiques) reconnaissent l'importance de la plate-forme [...] il existe une très grande entente. Tous ont déjà retenu la leçon selon laquelle la société civile joue un rôle important dans le processus de développement du pays. Dans la pratique, nous en sommes encore loin, mais il y a eu une avancée en termes d'entente entre le gouvernement et les acteurs non gouvernementaux⁶. »

Dans le même temps, on s'aperçoit que ses propos sont empreints des idéaux onusiens. En réponse à la question : « À votre avis, qu'est-ce que le développement ? », il répond :

« Le développement est un processus [...] qui *présuppose* une démocratie toujours plus grande, une *participation toujours plus grande de tous les acteurs* ; une *liberté toujours plus grande* ; que nous soyons tous conscients de nos devoirs pour être prêts à exiger nos droits. *On n'y arrive pas sans éducation et, plus concrètement, sans formation. Il est intéressant d'observer que malgré les nombreuses difficultés financières et autres les personnes investissent sérieusement dans la formation [...] la société a déjà pris conscience de l'importance des investissements pour la formation des personnes. On n'accède pas à la liberté, à la démocratie et à la citoyenneté sans éducation, et plus concrètement sans qualification technique.* » [Souligné par nous]

On le voit, ce discours renvoie à la vision néolibérale du développement de l'économiste indien Amartya Sen (Dubois & Mahieu, 2009), qui établit une relation directe entre liberté, développement de compétences, citoyenneté et régimes démocratiques de gouvernement.

Il est un autre facteur qui attire notre attention : l'accent implicite sur le lien entre *empowerment* et le droit d'avoir des droits. Plus exactement, sur la « conscience d'avoir des devoirs » comme condition de base pour pouvoir jouir de droits. Là encore, la vision néolibérale apparaît en toile de fond.

Globalement, les déclarations de l'ensemble des personnes interrogées ont souligné la bonne qualité de la relation entre le secteur associatif et l'État, le désir du secteur social de collaborer à l'implantation d'une politique économique et sociale développementiste, dictée par les agences de coopération internationale. Au terme de cette première investigation, les

5. Le Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST) ou Mouvement des sans terre est une organisation populaire brésilienne qui milite pour l'attribution de terrains à cultiver pour les paysans brésiliens ne possédant pas de terre.

6. Entretien réalisé le 2 mars 2009 au siège de la plate-forme d'ONG à Praia, Cap-Vert.

questions restaient plus nombreuses que les réponses, en particulier sur un point : Quel sens attribuer à la plainte d'une « faible participation de la société civile » dans un pays où presque chaque commune possède une association communautaire de base et où le secteur est si bien organisé ?

Peu à peu, nous nous sommes rendu compte que le modèle d'analyse basé sur les relations État/ONG (utilisé au Brésil) n'était pas suffisamment adapté pour comprendre la place des ONG au Cap-Vert, d'autant plus que le pays est fortement dépendant des ressources de la coopération internationale.

Bien que le Brésil et le Cap-Vert présentent tous deux assez d'attributs pour être qualifiés de « pays de la modernité périphérique », qu'ils vivent ou ont vécu le processus de réforme de l'État conformément aux critères du consensus de Washington, qu'ils aient été colonisés par les Portugais, que la langue portugaise soit leur langue officielle et le clientélisme l'essence de leurs cultures politiques, ils diffèrent significativement en termes de situation socio-politico-économique et culturelle et, par conséquent, de leurs positions sur la scène internationale et, plus particulièrement dans leurs rapports à la coopération internationale au développement.

Le Brésil est un pays continental de près de 200 millions d'habitants. Il est autosuffisant en matière de pétrole et possède d'innombrables ressources naturelles (dont une quantité importante d'eau qui peut être utilisée comme source d'énergie) ; il dispose également d'une base technique et industrielle, d'un système éducatif, de ressources humaines et économiques, ainsi que d'une structure administrative publique et privée capable d'assurer la croissance économique et un développement national autonome.

Le Cap-Vert, par contre, est un pays dont l'imaginaire social est façonné par des siècles de joug colonial (Anjos, 2003) ; il n'est pas autosuffisant en ressources naturelles et/ou énergétiques, ne possède pas d'infrastructure industrielle et technico-administrative, ni de ressources humaines qualifiées suffisantes pour autoproduire son propre développement. Malgré l'effort de ses dirigeants, il n'est pas autonome économiquement et dépend très fortement des ressources étrangères et de la coopération internationale.

La prise de conscience de ces faits nous a permis de comprendre le besoin incontournable d'intégrer à l'analyse la participation des acteurs internationaux – peut-être les véritables acteurs de la politique économique et sociale du pays.

Après avoir revu notre problématique, nous nous sommes retrouvée en face d'un pays confronté à un ensemble de facteurs : l'exploitation par le capital étranger ; une augmentation inquiétante de la dette externe ; une exploitation irresponsable du tourisme, secteur perçu par les autorités gouvernementales comme « la vocation économique du pays » mais qui a cependant des effets désastreux sur l'environnement ; et une croissance constante de la violence urbaine et des disparités sociales.

Comme on l'a vu, le Cap-Vert est aussi un pays pilote du programme *Delivering As One* (DAS) de l'ONU. Créé en 2007, le DAS est un outil de gestion qui centralise, organise, contrôle et évalue l'utilisation des ressources provenant de différents fonds des Nations unies par les dirigeants locaux.

D'un point de vue opérationnel, il consiste surtout à réunir l'ensemble des ressources qui contribuent directement ou indirectement à la mise en place des objectifs du millénaire pour le développement. Après l'avoir élaboré, le pays présente son plan national de développement, ou plutôt le « soumet » à l'ONU qui, s'il « l'approuve », libère l'octroi de ressources qui seront canalisées par le Trésor. Avec les autres fonds obtenus, elles composent le budget national.

Le bureau local de l'ONU exerce à travers ce programme⁷ la fonction de coordinateur et de « médiateur » de la gouvernance du développement du pays.

À partir de 2007-2008, la stratégie de coopération internationale a également subi de profondes modifications. Les ressources auparavant canalisées directement par les ONG locales – y compris celles de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – sont désormais converties en argent et centralisées au sein de l'État, qui se doit de les utiliser en accord avec les objectifs du millénaire pour le développement. Visiblement satisfaits des résultats, les agents de coopération internationale qualifient le Cap-Vert de pays modèle en termes de « bonne gouvernance », ou de gouvernance démocratique (cf. le discours d'Hillary Clinton cité *supra*).

Néanmoins, être cité comme modèle de gouvernance, ou encore modèle de « convergence en ce qui concerne les objectifs du millénaire pour le développement », ne doit pas être entendu comme synonyme de développement durable, de trajectoire de développement vertueux. Pour la société locale, la possibilité de s'exprimer, de s'autogouverner et de se consolider en tant que telle n'est pas forcément garantie. Il serait plutôt question d'une convergence éviscérée de la possibilité d'autodétermination et de souveraineté du pays. D'une convergence avec l'« esprit du capitalisme » (Boltanski & Chiapello, 1999).

La complexité de la situation capverdienne, en lien avec les transformations en cours au niveau de l'appareil étatique, ne nous permettait plus d'analyser le lieu des ONG d'après le modèle utilisé auparavant pour l'étude des organisations sociales brésiliennes. Sans compter que nous nous trouvions en face d'un pays profondément assujéti au discours idéologique

7. *Delivering As One*, connu au Cap-Vert sous l'expression *Juntando as Mãos* et généralement traduit dans les textes en français par *Unis dans l'action*.

du « développement inclusif » (Ruckert, 2008). Par voir de conséquence, il nous a paru épistémologiquement plus raisonnable d'abandonner une analyse comparative avec le Brésil et de privilégier une étude exploratoire-descriptive de la réalité locale, sur la base d'un échantillonnage de convenance des ONG capverdiennes (ONU comprise) participant activement au secteur social local.

Vingt nouveaux entretiens ont alors été réalisés. Pour le choix des ONG les plus significatives du Cap-Vert, nous avons dans un premier temps consulté le CD-ROM regroupant les informations des organisations sociales qui intègrent la plate-forme d'ONG (*Guia das ONG's de Cabo Verde*, 2007), pour ensuite rencontrer plusieurs personnes susceptibles de nous orienter⁸.

La plupart des personnes interrogées appartiennent à des ONG qui interviennent sur le territoire national et dont le siège est situé à Praia. Ce nonobstant, pour avoir une vision plus large du contexte nous nous sommes rendue à Mindelo, la ville de l'île de São Vicente⁹.

La composition des organisations capverdiennes analysées pendant cette étape est la suivante : ONG œuvrant pour l'éducation infantile : 2 ; l'environnement : 4 ; la promotion de l'emploi et des activités de production de revenu : 4 ; le microcrédit : 2 dont 1 exclusivement réservée aux femmes ; la santé familiale : 1 ; la production culturelle (arts plastiques) : 1 ; la coordination des activités d'autres organisations sociales : 1, à savoir le secrétariat général de la plate-forme d'ONG, interviewé en 2009 puis en 2010.

La présence plus significative d'ONG consacrées aux questions environnementales et à la création d'emplois et de revenus (4 pendant cette étape et 2 pendant l'étude exploratoire) est le reflet du discours officiel du pays, qui met l'accent sur la protection de l'environnement et l'éducation.

En plus des représentants des ONG, d'autres personnes ont été interviewées : un conseiller municipal, cofondateur de l'ONG de crédit associatif la plus importante du pays ; le responsable du programme onusien *Delivery As One* ; le représentant de la WWF locale, avec un passage par le secteur public capverdien ; un professeur d'université qui a étudié le milieu associatif du Cap-Vert ; l'assistante du ministre des Relations internationales du Cap-Vert, dont le ministère est responsable du plan national de

8. Si l'on compare les données obtenues à travers le contact direct avec les ONG local au Cap-Vert et celles présentes dans le *Guide des ONG du Cap-Vert* – le document officiel de présentation du secteur associatif du pays – on s'aperçoit que les informations du guide concernant la description des activités réalisées par ces organisations sont très génériques et ne traduisent pas la réalité.

9. Parmi les dix îles qui forment l'archipel du Cap-Vert, São Vicente est la plus proche du continent européen et celle où la tradition culturelle est la plus forte.

développement du pays déjà évoqué auparavant ; et le coordinateur de l'Agence française de développement (AFD), de la coopération française au Cap-Vert.

L'associationnisme comme pratique institutionnelle au Cap-Vert

Après la déclaration d'indépendance en 1975 et l'adhésion au système de parti unique sous le contrôle politique de l'URSS, la nouvelle puissance « colonisatrice » avait élaboré une nouvelle stratégie pour faire face au monopole du commerce de marchandises jusque-là aux mains de commerçants portugais : la mise en place du système de coopératives au Cap-Vert (Ramos Barbosa et *al.*, 2010). Parallèlement, le gouvernement central s'appuyait sur la structure administrative de ce système pour distribuer les ressources de l'aide internationale à la population en difficulté (Évora, 2001) et pour implanter en milieu rural les chantiers à forte intensité de main-d'œuvre (FAIMO¹⁰) quand le pays était la proie de sécheresses dévastatrices.

Sorte de « service public » massifié, les FAIMO sont une politique sociale élaborée par le gouvernement pour fournir à la population le minimum vital en ces temps de sécheresse. Les ressources étaient directement acheminées par les ministères aux coopératives, qui se chargeaient de les distribuer à la population locale. Cependant, la manière dont ces aides étaient réparties et l'absence de prise en compte des traditions d'aide mutuelle préexistantes (dont en particulier le *djunta-mon*, un type de solidarité¹¹ pour la construction mutuelle d'habitations, la cueillette ou l'organisation de fêtes comme les mariages, encore pratiquées aujourd'hui dans le milieu rural capverdien) ont finalement conduit à une insatisfaction généralisée vis-à-vis du programme : insatisfaction du gouvernement, car les infrastructures créées dans le cadre de cette politique n'étaient pas entretenues et ne laissaient donc aucune empreinte de son action ; et insatisfaction du peuple qui, mécontent de la gestion des ressources, relie dans l'imaginaire sociétal le coopératisme à l'injustice sociale, à la centralisation et à l'autoritarisme.

10. En langue portugaise, *Frentes de Alta Intensidade de Mão de Obra* (littéralement : « Fronts à haute intensité de main-d'œuvre »).

11. Entraide entre les membres de la communauté qui travaillent ensemble, sans rémunération et dans des conditions d'égalité pour construire une maison, préparer la fête du mariage d'une famille, etc. Cette pratique existe encore aujourd'hui dans le milieu rural. Dans certaines communautés comme dans la province d'Assomada (île de Santiago) par exemple, la plantation et la cueillette des cultures situées au bord des chemins – ce qui correspondrait communément aux territoires et donc de la propriété de l'État – sont réalisées collectivement par les femmes. Le résultat final est ensuite partagé entre toutes les personnes qui ont participé.

Avec la publication en 1990 du décret-loi 101-H/90 qui introduit une discipline du coopératisme, le gouvernement vise à repasser aux coopératives la responsabilité de la gestion des ressources mais aussi la promotion du développement communautaire (Évora, 2001) – une information réaffirmée par le secrétaire général de la plate-forme d'ONG du Cap-Vert :

« D'où le mot d'ordre adressé aux personnes pour qu'elles se mobilisent, s'organisent en associations. Autrement dit, pour que le travail public s'achève il fallait que la communauté s'organise, crée une association, pour que l'association soit le porte-parole de la communauté dans le dialogue avec la municipalité, avec les ministères, etc. Ça a été un peu désordonné, mais cela a aussi contribué à ce que tous les hameaux s'organisent en associations à partir de 1991 ¹². »

Ainsi, la prolifération d'ONG au Cap-Vert aurait pour origine la stratégie du gouvernement central de transférer à une population historiquement dépourvue de droit d'autodétermination une partie de ses propres responsabilités.

Toutefois, cette politique d'incitation à la création d'associations communautaires de base dans les localités impliqua également une rupture avec la dépendance extrême et historique de la population rurale. Dans cette nouvelle phase, les Cap-verdiens furent par conséquent obligés de devenir des « entrepreneurs » de leur autodéveloppement. Une situation similaire à celle vécue par les ouvriers du secteur industriel lors de la restructuration productive des années 1970 à 1990, dont la plus grande vertu sous le taylorisme et le fordisme était l'obéissance.

À partir du début des années 2000, l'État commença aussi à encourager la formation d'accords directs entre les associations communautaires de base et les villes étrangères ¹³.

D'après l'une des personnes interrogées, de nationalité capverdienne et représentante d'une ONG d'expression internationale agissant localement, le Cap-Vert regorge de plans :

« Nous avons le plan national de lutte contre la pauvreté, le plan national sur l'environnement ; pourtant, le pays ne dispose pas d'un programme national de développement [...] à titre d'exemple, il n'y a pas d'études permettant d'analyser la co-détermination entre processus, tels que l'extrême pauvreté et les déséquilibres environnementaux qui ravagent le pays ».

12. Entretien réalisé en mars 2009.

13. La France est une habituée de cette pratique de jumelage qui lui permet de se faire représenter à un coût relativement faible dans différents endroits du pays. Cependant, il s'agit encore d'actions ponctuelles, sans coordination entre elles ; au même titre que les autres actions développementalistes du gouvernement, parrainées par l'ONU et surtout *via* les décisions d'association outremer (DAO).

Autrement dit, ces études ne fournissent pas de résultats visibles.

On se trouve donc devant un scénario doublement complexe : d'un côté, la population devrait prendre des initiatives en rompant avec des siècles de silence et d'accommodation en face d'autorités qui n'hésitaient pas à recourir à la force ; de l'autre, l'engagement des communautés dans la gestion des ressources publiques équivaldrait à réduire le pouvoir discrétionnaire des dirigeants et d'une bureaucratie étatique au pouvoir clientéliste (Fedozzi, 2005, *apud* Carrion, 2009). Or, et comme le rappellent très justement Crozier et Friedberg (1977) : « On ne change pas la société par décret. »

L'influence des stratégies de coopération internationale sur le développement de la vie associative au Cap-Vert

Entre la volonté politique de l'État, financé par l'entrée massive de ressources de la coopération internationale décentralisée (provenant surtout de l'Union européenne et des États-Unis) après la fin du régime de parti unique et l'urgence des communautés locales en matière de ressources publiques, le Cap-Vert est entré dans une période de grande prolifération des ONG nationales – une période qui a débuté en 1994 et s'est achevée en 2001.

« La dynamique a changé complètement. Il y a eu un très grand soutien pour la formation d'ONG grâce à l'ouverture de la coopération décentralisée dans les années 1990, les ONG mettaient en place un cycle de développement de niveau local avec les villes et le gouvernement [...] Tout cela accompagne le changement du cadre politique ¹⁴. »

L'attentat de septembre 2001 contre les tours new-yorkaises a entraîné un changement brusque dans la politique de coopération internationale pour le développement. Et le Cap-Vert n'a pas été épargné : le volume des ressources traditionnellement reçu à titre d'aide internationale fut revu à la baisse. En outre, les ressources n'étaient plus gérées directement par les ONG et les agences internationales pour les projets sociaux locaux, elles étaient désormais centralisées au niveau de l'État. S'achevait ainsi une période de près de dix ans de financement direct de projets et d'initiatives de la société civile locale naissante.

En raison du caractère institutionnaliste de cette nouvelle stratégie de coopération internationale (Devin, 2002), seul un petit nombre d'organisations sociales capverdiennes, reconnues par les gouvernements étrangers parce qu'alignées sur le plan du gouvernement central et respectant

14. Entretien réalisé avec Mario Muniz, secrétaire général de la plate-forme d'ONG du Cap-Vert le 17 juin 2010.

les objectifs du millénaire pour le développement, parvenaient désormais à accéder directement à quelques ressources internationales.

Cependant, pour maintenir un contact direct avec le secteur associatif et la société locale, les gouvernements de plusieurs pays étrangers participant à l'aide au développement du Cap-Vert se sont servis de leurs représentations diplomatiques (ambassades) pour financer des petits projets qui ne remettaient pas en cause l'ordre socio-politico-économique souhaité par eux. Grâce à cela, les puissances hégémoniques s'assuraient de l'empathie et de l'engagement de fidélité des gouvernements comme du peuple. Des gouvernements, parce qu'une gestion centralisée des ressources leur conférait légitimité et pouvoir pour gouverner. Du peuple, pour qui recevoir une source extra de ressources représentait un « souffle » d'autonomie.

Comme le souligne l'une des personnes interrogées, les autorités capverdiennes sont reconnaissantes à la communauté internationale de prendre en compte ses efforts de gestion du pays à travers la politique actuelle de coopération internationale. Une politique de type institutionnaliste, calquée sur le renforcement de la capacité de l'État. Mais un réalisme politique, caractéristique du multilatéralisme, de l'assujettissement des pays où le pouvoir politique est moins important que celui de ceux qui partagent l'hégémonie mondiale et tentent de garder le contrôle de la gouvernance transnationale (Badie, 2009).

Sur la base de ces différents éléments (changement brusque, grande dépendance du secteur associatif vis-à-vis des ressources étrangères et de l'État, inexistence d'une structure administrative et d'un corps fonctionnel capable de rendre compte des investissements publics dans le domaine du social, ambiguïté de la politique de l'Aide), on peut supposer que cette forte croissance du secteur répond avant tout à une politique de transfert des responsabilités pour les organisations sociales du pays, plutôt qu'à une consolidation de la société civile locale. Et les orientations de cette politique ne seraient pas souverainement définies par l'État capverdien, mais orchestrées par les puissances et agences internationales responsables de la gouvernance transnationale du monde.

Par conséquent, l'utilisation récurrente par les gestionnaires des ONG capverdiennes de l'expression « société civile » ne serait pas synonyme du mûrissement d'un espace social de lutte, de contestation, de débat et de revendications façonné par les forces historiques mais, conformément à l'hypothèse soulevée par Bayart (2006), de la « mondialisation » du terme société civile.

Il convient également de souligner que depuis son accession au rang de pays à développement moyen en 2008, le Cap-Vert a cessé d'être considéré comme un pays prioritaire pour un ensemble de concours et de programmes de l'Aide internationale au développement. Un des exemples est le fonds

permanent que le gouvernement belge attribuait aux associations communautaires de base pour des activités de consolidation, formation et promotion d'emploi et de revenu. Pourtant jugé vital pour la survie de ces organisations, il a été supprimé quand le pays est devenu un pays à « développement moyen » ou, comme le suggèrent ironiquement certains des interlocuteurs, un pays au « revenu moyen ». Si la nouvelle politique de coopération internationale renforce l'État en tant qu'institution, il ne fait aucun doute qu'elle contribue aussi bien directement qu'indirectement à une politique clientéliste, dont les pratiques affaiblissent la société civile au lieu de la consolider ; de fait, dans certains pays la société civile est plutôt perçue comme une entrave (Badie, 2008) que comme une source de développement (Putman, 2002).

Consciente que le pays perdait ses financeurs traditionnels, la plate-forme d'ONG capverdienne organisa en 2008 une rencontre entre les plus hautes autorités du pays et près de 30 ONG du Nord œuvrant dans les pays du Sud et ayant accès aux fonds de l'Union européenne et à d'autres aides internationales.

Parmi ces ONG internationales, certaines intervenaient ou étaient déjà intervenues dans le pays, d'autres étaient envisagées comme des partenaires potentiels futurs. L'objectif de la rencontre était de présenter la réalité associative locale aux invités internationaux, ses potentialités, ses défis, les alliances et les opportunités existantes, mais aussi de tenter de faire pression sur l'État pour qu'il s'engage davantage en matière de financement des activités sociales.

Lors du discours d'ouverture, le premier ministre capverdien a mis l'accent d'une part sur l'importance de la contribution de « la société civile organisée » pour le niveau de développement atteint par le pays, et qualifié ses membres de « partenaires incontournables pour le développement du pays ». D'autre part, il s'est engagé à défendre la création d'une catégorie dans le budget général pour le financement de l'action non gouvernementale de développement du Cap-Vert. Pour ce faire, il a demandé au secteur associatif local de lui présenter un projet. Pourtant, en juin 2010 la proposition n'avait pas encore été déposée. Questionné sur ce point, le représentant de la plate-forme local d'ONG nous a répondu : « Comme il s'agit d'une période préélectorale, avec dans six mois les élections présidentielles, le moment n'est pas le meilleur ¹⁵. »

Si l'on analyse l'attente du secteur social exprimée à travers le discours du secrétaire général de la plate-forme d'ONG du Cap-Vert et les témoignages recueillis des coordinateurs du secteur associatif local, on

15. Entretien réalisé le 15 juin 2010.

s'aperçoit qu'ils privilégient le rôle de l'État en tant qu'organisateur et bailleur de fonds du secteur associatif. Le secteur ne se perçoit donc pas comme un secteur autonome, mais comme un prolongement de l'État, responsable de la mise en place d'activités conformes à une vision du développement conçue dans le cadre de la coopération internationale et inscrite dans le plan national de développement du pays. Un tel point de vue est partagé par les *leaders* politiques du pays, qui se réservent le droit de choisir de manière discrétionnaire, conformément aux intérêts politiques des partis et au comportement du secteur, les organisations qui bénéficieront de ressources.

D'un autre côté, les administrateurs des ONG qui ont accepté d'aborder le processus de distribution des ressources de la coopération internationale pour le développement sont tous d'accord sur le fait que le gouvernement ne se base sur aucun critère pour choisir les organisations sociales bénéficiaires ni pour contrôler l'utilisation qui est faite des ressources. Et d'après eux, les dirigeants des ONG qui s'identifient au parti politique au pouvoir reçoivent davantage d'argent public que ceux qui ne disposent pas de la même capacité de *lobbying* politique.

En réalité, il ne s'agit pas d'une absence de « critères ». Le critère est le clientélisme, avec pour base l'affiliation du dirigeant de l'organisation sociale à un parti politique. Ceux qui sont dans ce cas ont un accès privilégié et reçoivent la plus grosse part du gâteau destiné au financement des activités sociales menées dans le pays.

Le *boom* des ONG survenu dans les années 1990 et le début du troisième millénaire au Cap-Vert ne seraient pas le résultat d'une manifestation autonome et indépendante de la société, mais le fruit d'une convergence perverse d'un ensemble de facteurs : un État qui souhaite se décharger de la gestion administrative du développement local ; des puissances étrangères qui, en centralisant l'aide, fournissent à l'État les conditions matérielles d'un troc politique pour imposer sa volonté au peuple ; et une population civile dominée par des siècles d'assujettissement politique, d'abord avec le régime colonial portugais puis sous le joug du régime soviétique. Une population obligée de s'adapter ou, selon la lecture qui en est faite, de « s'associer ».

Ces éléments montrent que la dynamique associative capverdiennne se constitue davantage comme un prolongement, une extension de l'État. Autrement dit, comme un processus sans soutien effectif au sein de la société locale. On comprend alors mieux le sens des propos du dirigeant de l'ONG *Diaspora Solidária* lorsqu'il affirme que « les associations capverdiennes réellement actives ne dépassent sans doute pas les 20 % ¹⁶ ». Même si elles

16. Entretien réalisé dans la ville de Mindelo (île São Vicente) en juin 2010.

effectuent des travaux sociaux dans le bon sens du terme, ces organisations ne sont pas suffisamment enracinées dans la société locale.

En versant directement à l'État les ressources destinées aux initiatives locales, la politique de coopération internationale a – de même que le programme *Delivering As One* –, un effet pernicieux : elle réduit encore l'autonomie déjà limitée de la société locale, mais en plus la soumet presque totalement à la volonté de l'État et des dirigeants qui exercent un pouvoir discriminatoire.

La pratique encore très populaire en milieu rural du *Djunta-mon* indique que la société locale peut faire preuve de capacités d'organisation, pourtant on lui demande de jouer un rôle secondaire et d'adhérer à un projet qui ne vient même pas de l'État. Cette situation atteint les principes d'« autonomie » et de consolidation de la « société civile » qui orientent le discours des agences internationales tels que l'ONU, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. D'autre part, elle renvoie à l'analyse de Borges (2003) sur le sens du terme *empowerment* sous l'égide des agences de coopération internationale. En somme, une fausse autonomie, une autonomie privée de souveraineté, si tant est que cela existe.

La forte présence d'ONG au Cap-Vert ne doit donc pas être confondue avec la consolidation de la société civile locale, qui est une caractéristique essentielle pour la réalisation d'un projet politique au sens gramscien du terme, librement élu et représentatif de l'imaginaire, des traditions historiques et de la société locale. En conséquence, affirmer que la dynamique associative capverdienne contribue à la démocratisation du pays revient à adopter une vision du monde où le projet politique est prisonnier des idéaux de l'« esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello, 1999) qui, comme tout le monde le sait, est rejeté par les mouvements altermondialistes.

Néanmoins, cette interprétation diffère de celle du secrétaire général de la plate-forme d'ONG du Cap-Vert. D'après lui, la nouvelle stratégie de coopération centralisée représenterait une « grande opportunité » pour les communautés, et en particulier pour les associations communautaires de base qui auraient la chance d'établir leurs priorités et d'assumer leur propre développement.

Il est intéressant d'observer qu'à un autre moment celui-ci remet en question la légitimité des indicateurs utilisés par les agences internationales pour classer le pays dans la catégorie « pays à développement moyen ». De son point de vue, cette classification ne correspond pas à la situation réelle de la population. Si dans un premier temps il affirme que « le pays a fait un bond en avant et que la société doit accompagner cette avancée », dans un second temps il émet une critique sur les indicateurs d'évaluation.

Ces données vont dans le même sens que l'observation de Ruckert (2008, p. 97) sur la cooptation idéologique des agences internationales, dont l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) serait un exemple :

« Comme partie de ce processus, l'OCDE diffuse des idées et des structures de connaissance partagées, et promeut des points de vue conformes [à ses propres objectifs politiques] sur la manière dont doivent être traités les problèmes politiques, participant ainsi à la formation de consensus [...] et d'un espace pour la construction de significations intersubjectives. »

Globalisation et développement : un rêve démocratique ?

Fruit d'un projet de recherche dont la problématique a dû être revue dans le parcours épistémologique, le présent texte met l'accent sur l'inadéquation de paradigmes explicatifs exogènes pour interpréter la réalité des pays du Sud, et plus spécifiquement des pays dépendants du système de coopération internationale.

Comprendre cela a entraîné une remise en question du modèle d'analyse précédemment utilisé pour l'étude de la réalité brésilienne. Si le Brésil présente certaines caractéristiques d'un pays de la « modernité périphérique », il diffère fondamentalement du Cap-Vert en plusieurs autres dimensions.

Au Cap-Vert, les tensions entre les dites « organisations non gouvernementales » locales et l'État ne sont pas le reflet d'une dispute pour un projet politique. Il s'agit au contraire d'une dispute pour obtenir des ressources de la part des politiciens au pouvoir.

Cette discordance apparaît sous forme de revendications envers l'État, à qui l'on demande de faire preuve de transparence au niveau du processus de concession et de gestion des ressources publiques destinées au secteur associatif.

Par ailleurs, il faut tenir compte de la fragilité institutionnelle de la plupart des ONG locales analysées, qui ont du mal à faire face aux questions de gestion-administration. Et vu que le secteur associatif n'a aucune représentation parlementaire (et rien n'est prévu dans ce sens), il est plus facile de comprendre pourquoi les dirigeants des ONG capverdiennes n'ont toujours pas relevé le défi qui leur avait été lancé en 2008 par le gouvernement, à savoir formuler un plan pour le financement de leurs activités.

En contrôlant politiquement la plate-forme d'ONG, l'État capverdien maintient sous son contrôle la dynamique du secteur associatif, sans autonomie politique et financièrement dépendant. Cette dépendance s'est aggravée avec la centralisation sur le plan étatique des ressources de la

coopération internationale, au grand dam des ONG qui ne les reçoivent plus directement.

Par rapport au programme *Delivery As One* – même si l’objectif de l’ONU était, en centralisant les ressources, de garantir une « bonne gouvernance » des aides internationales investies dans le pays –, le fait que l’État ne tienne pas compte des élus locaux (*dixit* le représentant du pouvoir local interrogé) mine l’institution démocratique elle-même.

À l’encontre du discours onusien, ce programme contribuerait davantage à maintenir le rôle centralisateur d’un État et, conséquemment, une culture politique clientéliste. Il est donc possible de supposer que le *Delivery As One* favorise la bureaucratisation des rapports État/Société plutôt que la consolidation de la société civile locale naissante.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue l’orientation néolibérale de la politique économique qui se met en place au Cap-Vert avec le soutien des pays du « Nord » et de l’ONU. La distance entre l’État et la société augmente, et cette distanciation de l’État est indirectement responsable de l’affaiblissement des institutions et de l’émergence d’expressions de nouvelles manifestations de violence. Un processus auquel la stratégie adoptée pour l’implantation du programme onusien *Delivery As One* serait aussi en train de contribuer par inadvertance.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABÈLES Marc, 2008 : *Anthropologie de la Globalisation*. Paris, Payot.
- ANJOS José Carlos, 2003: “Elites nacionais e a conformação do Estado em Cabo Verde”, *Estudos Afro-asiáticos*, vol. 25, N.3, p. 579-596.
- BADIE Bertrand: 2009: *O Diplomata e o Intruso: a entrada das sociedades na arena internacional*, Salvador, EDUFBA.
- BALL Stephen J., 2004: Dossier “Globalização e Educação: precarização do Trabalho Docente. Performatividade, Privatização e o Pós-Estado do Bem-Estar”. In: *Educação e Sociedade*. Campinas, vol. 25, n° 89, p. 1105-1126, Sept-Déc. Disponible sur le site : www.scielo.br/pdf/es/v25n89/22613.pdf, consulté le 15 juillet 2009.
- BAYART Jean-François, 1986: “Civil Society in Africa”. In: CABAL Patrick (Org.): *Political Domination in Africa. Reflections on the Limits of Power*. Cambridge, Cambridge University Press.
- BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, 1999 : *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, Paris, Gallimard.

- BORGES André, 2003: “Governança e Política educacional : a agenda recente do Banco Mundial”. *Revista Brasileira de Ciências Sociais*. Vol. 18, nº 52, p. 125-138.
- BOURDIEU Pierre, 2001 : *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, collection « Points/Essais ».
- CAP-VERT – RÉPUBLIQUE DU CAP-VERT, 2009 : *Site Officiel du gouvernement du Cap-Vert* : www.governo.cv, consulté le 5 mars 2009.
- CARRION MACHADO Rosinha, 2009: “Cooperação e Conflito em Redes de Economia Solidária : Em Análise Razões do Insucesso do Projeto de Implantação da Central de Comercialização de Resíduos Sólidos em Porto Alegre”. *Cadernos EBAPE. BR*, v. 7, nº 4, artigo 2, Rio de Janeiro, décembre, p. 548-557. Texte disponible sur le site : www.ebape.fgv.br/cadernosebape/asp/dsp_lst_artigos_edicao.asp?coded=76
- CARRION MACHADO Rosinha, 2009b: “Pobreza e Participação: decifra-me ou te devoro”. Actes du *XI Colloque International sur le Pouvoir Local*. Salvador, Universidade Federal da Bahia, du 10 au 14 décembre. CD ROM.
- CARTIER-BRESSON Jean, 2000 : « La Banque mondiale, la corruption et la gouvernance », *Revue Tiers Monde*, nº 161, janvier-mars, p. 1-17. “www.kerbabel.c3ed.uvsq.fr/_Documents/REVC-FIC-DEGR1-C3ED-20041207-00002.pdf, consulté le 21 novembre 2008.
- CROZIER Michel, FRIEDBERG Erhard, 1977 : *L'Acteur et le système*, Paris, Seuil.
- DECLARAÇÃO DE PARIS SOBRE A EFICACIA DA AJUDA AO DESENVOLVIMENTO: APROPRIAÇÃO, HARMONIZAÇÃO, ALINHAMENTO, RESULTADOS E RESPONSABILIDADE MUTUA, 2005: Paris, 28 de Fevereiro-2 de Março de 2005. Consultado em 25 setembro 2010. <http://www.oecd.org/dataoecd/56/41/38604403.pdf>
- DELIVERING AS ONE: *Nações Unidas Cabo Verde: unidos na acção*. Consultado em 12 de dezembro 2010. www.un.cv
- DEVIN Guillaume, 2002 : *Sociologie des relations internationales*, Paris, La Découverte & Syros, Collection « Repères », 335 p.
- DUBOIS Jean-Luc & MAHIEU François Régis, 2009 : « Sen, liberté et pratiques du développement », *Revue Tiers Monde*, nº 198, avril-juin, p. 438-454.
- ÉVORA Iolanda Maria Alves, 2001: “Cooperativa : política de Estado ou cotidiano ? O caso de Cabo Verde”. *Cadernos de Psicologia Social do Trabalho*, 2000-2001, vol. 3/4, p. 9-30.
- FUKUYAMA, Francis, 2000 [1999]: *A grande ruptura: a natureza humana e a reconstrução da ordem social*. Rio de Janeiro, Rocco.

- GUIA DAS ONG'S DE CABO VERDE, 2007: Praia, Cabo Verde. 2007. Cd rom.
- HERMET Guy, 2005 : « La gouvernance serait-elle le nom de l'après-démocratie ? L'inlassable quête du pluralisme limité », in HERMET Guy, KAZANCIGIL Ali & PRUD'HOMME Jean-François (Orgs.), *La Gouvernance : un concept et ses applications*, Paris, Karthala, p. 17-47.
- MOLON DA SILVA Francielle ; CARRION Rosinha M., 2007: "O Desafio da Sustentabilidade Conforme Percebido por Organizações Sociais: Um Estudo Exploratório". In: *VI CONFERENCIA REGIONAL DE ISTR PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE*. 8 al 11 noviembre de 2007, Salvador de Bahía, Brasil. Organizan: ISTR y CIAGS/UFBA, p. 16.
- NEAVE G., 1988: "On the cultivation of quality, efficiency and enterprise: an overview of recent trends in higher education in Western Europe 1986-1988". *European Journal of Education*, 23 (1-2), p. 7-23.
- PUTNAM R. D., 2002: *Comunidade e Democracia: a experiência da Itália moderna*. 3^e éd., Rio de Janeiro, FGV.
- RAMOS BARBOSA MONTEIRO *et al.*, 2010: "Prática dos Princípios Cooperativistas: um Estudo de Caso na Cooperativa Adalzisa Moniz em Cabo Verde". Travail présenté lors de la *IV^e Rencontre nationale de chercheurs en gestion sociale. gestion sociale et gestion publique : Interfaces et Délimitations*. Du 27 au 29 mai 2010, Lavras, p. 1-17.
- RUCKERT Arne, 2008: "Making Neo-Gramscian Sense of the Development Assistance Committee: towards an Inclusive Neo-Liberal World Development Order". In : MAHON Rianne & MCBRIDE Stephen. *The OECD and Transnational Governance*. The University of British Columbia (UBC) Press, Columbia, p. 93-113.
- SOUSA SANTOS Boaventura, 2008: *A Gramática do tempo: para uma nova cultura política*. São Paulo, Cortez, 2^e éd.
- SOUZA Jessé, 2006: "A Gramática Social da Desigualdade Brasileira". In : SOUZA Jessé (Org.) *A Invisibilidade da Desigualdade Brasileira*. Belo Horizonte, UFMG, p. 23-53.
- SPINK Mary & SPINK Peter, 2006: "Introdução". In : SPINK Mary & SPINK Peter (orgs.): *Práticas Cotidianas e Naturalização da Desigualdade: uma semana de notícia nos jornais*. São Paulo, Cortez, p. 7-16.
- TAVARES DOS SANTOS J. V., 2009: *Violência e Conflitualidades*. Porto Alegre, Tomo Editorial.
- TAYLOR Charles, 1989: *Sources of the self: the making of the modern identity*. Cambridge, Harward Press.

WICKRAMASINGHE Nira, 2005: "The Idea of Civil Society in the South : Imaginings, Transplants, Designs". In: *Science and Society*, vol. 69, n° 3, juillet, p. 458-486.

RENDRE COMPTE DES ENGAGEMENTS INTERROGER LA SOCIOLOGIE DE L'ACTION COLLECTIVE

Pia V. RIUS *

Nombreux sont ceux qui s'intéressent aux processus de mobilisation qui se sont produits en Argentine, à partir des années 1990. Une visibilité inattendue a fait de la crise argentine de 2001 un cas d'étude exemplaire des réactions des populations contre les transformations concernant certaines modalités d'intervention de l'État, notamment celles recommandées par des institutions multilatérales comme la Banque mondiale et le FMI dans toute l'Amérique latine, et ailleurs. Comment les sciences sociales peuvent-elles nous fournir des clés pertinentes pour la compréhension de ces périodes de bouleversement ?

Durant notre recherche sur les organisations de *desocupados*¹, dont nous traiterons dans ce chapitre, nous avons pu assister à plusieurs conférences ayant pour invités leurs dirigeants, notamment à Paris, à la Maison de l'Amérique latine où une avocate, chargée des plaintes sur les violations des droits de l'homme en Argentine pendant le dernier régime militaire (1976-1983), présentait le parcours héroïque de l'un de ces résistants d'alors, devenu syndicaliste puis *piquetero* en 2003. Ce dernier s'est empressé de

* Je remercie les collègues qui ont lu et commenté des versions préliminaires de ce papier, en particulier : Bernard Castelli, Bernard Hours, Adrian Ponze, Graciela Schwartz et Monique Selim.

1. Les collectifs de mobilisation étudiés sont multiples : occupations des usines par les ouvriers, trocs, assemblées, épargnants ou *desocupados*. Voir par exemple Manero, 2003 ; Luzzi, 2007 ; Di Marco, 2007. La notion de chômeur en France ne correspond pas exactement à la notion et à la situation de *desocupado* en Argentine : être un *desocupado* n'est pas, au début des années 1990, une condition d'accès aux droits sociaux.

recadrer cette présentation pour expliquer que son organisation agit dans des quartiers soumis à la précarité, où les habitants sont à l'origine des projets d'accès à l'eau potable, à l'électricité ou encore de l'organisation de la collecte des déchets ménagers.

Quelqu'un dans le public s'est inquiété de la nécessité d'élaborer un « programme politique » qu'il ne faudrait pas confondre avec l'action territoriale dont les outils sont différents : or reprocher aux membres et aux militants leur incapacité à résister à la globalisation du capitalisme, ou les réduire à la seule condition d'assistés de la politique sociale risque de négliger les capacités de négociation acquises et développées au cours de l'action, de faire oublier la relative maîtrise de la situation de la part des populations mobilisées ainsi que leur capacité à présenter leurs actions en termes de droit.

L'écart entre ce que l'on peut demander aux *piqueteros*, héros d'une révolution nouvelle, et le reproche fait aux militants de se cantonner « au travail social » semble relever d'une vision fantomatique qui rejoint ces deux extrêmes². Dans cette vision, puisqu'ils ne réussissent pas à incarner la révolution, ils demeurent en dehors du politique. Pedro, l'un des membres célibataires du MTD³ étudié, consacre son engagement à la construction d'espaces de fonctionnement propres au collectif afin de pouvoir « être chez soi », objectif qui est plus difficilement atteint lorsque les activités sont réalisées dans des espaces familiaux mis à disposition par les membres. Cet engagement est difficilement saisissable à partir d'un regard de surplomb concentré sur la seule opposition aux « réformes néolibérales », et pourtant il apparaît comme fondamental aux yeux des membres des collectifs. En effet, quand les activités ont lieu dans des cuisines, des salles à manger ou des jardins particuliers, si certains membres ne se sentent pas gênés, ce n'est pas le sentiment de tous les autres et, comme Pedro, beaucoup s'investissent dans la création d'un « lieu pour le MTD », appartenant au collectif, pour pouvoir se sentir « chez soi ». Ces dimensions de l'engagement sont souvent délaissées comme non politiques par des études qui adoptent une division entre domaine privé et public où le premier, relevant du seul « travail social », n'est pas articulé au second.

2. Des études sur le processus de globalisation confronté à l'action collective semblent aussi chercher les indices d'une société civile globale, à l'appui des phénomènes interconnectés, mais signifiés de manière assez diverse par les protagonistes : Anheier, Glasius, Kaldor (eds.), 2006.

3. Les réflexions proposées ici, font partie d'une recherche auprès des organisations de travailleurs *desocupados* (MTD : Movimiento de Trabajadores Desocupados) dans la région sud du Grand Buenos Aires réalisée pour ma thèse. Je tiens à remercier les membres de ces organisations qui m'ont permis de partager leur expérience avec eux. Les noms ont été modifiés pour préserver leur anonymat.

Orientées par la réalisation d'une cartographie politique, les études sont circonscrites aux positionnements des dirigeants et reportent à jamais l'expérience des membres. Afin de procéder à des distinctions plus précises nous rendrons compte de plusieurs formes d'appartenance à l'intérieur d'un groupe de membres des organisations de *desocupados* à partir d'un regard de l'action en train de se faire. Nous montrerons ainsi comment l'expérience du chômage et sa confrontation avec les choix offerts aux *desocupados* considérés comme socialement légitimes permettent de comprendre l'engagement progressif (mais non linéaire) dans un MTD. L'analyse des discours médiatiques permet de retracer la manière d'appréhender l'irruption des organisations de *desocupados* dans l'espace public. Elle nous permettra de comprendre la mise à l'épreuve permanente de ces organisations ainsi que les positionnements sociologiques qui, hantés par un scénario que rend illégitime toute protestation, penchent pour un récit incliné à l'héroïsation des actions collectives. Enfin, nous reviendrons sur nos propres découvertes, à partir d'une analyse de l'action située afin de comprendre l'engagement au sein des organisations de *desocupados* comme un processus de constitution d'un horizon commun en tant que référence d'orientation de l'action ⁴.

Le point de vue des membres, une transformation des perspectives

Les actions collectives peuvent être considérées comme des phénomènes qui font partie de la vie ordinaire de toute société démocratique. Néanmoins, certaines interprétations tendent à les considérer comme sources de chaos et de violence. Des concepts comme « acteur collectif » ou « mouvement social » invitent à dépasser une vision négative de la mobilisation sociale ⁵ des secteurs populaires, vision qui tendrait à nier son caractère politique, notamment lorsqu'elle est perçue comme irrationnelle, issue des classes dangereuses ou infrapolitiques ⁶. Ces concepts renvoient à des phénomènes hétérogènes et portent en eux d'autres inconvénients, notamment la tendance à l'homogénéisation et à la réification des collectifs qui semblent incarner un

4. Alfred Schütz (1987 : 12) précise que les « connaissances disponibles » fonctionnent comme un schème de référence à l'intérieur duquel se constitue un monde d'objets relationnels.

5. Plusieurs ouvrages rassemblent les approches les plus utilisées dans les théories de l'action collective pour l'étude des phénomènes considérés : très divers, ils concernent les mouvements sociaux, les mobilisations des foules où des modélisations empruntées à la théorie des jeux : Fillieule (1993), Neveu (2002), Cefaï (2007). Les analyses évoquent la nécessité de trouver des méthodes pertinentes pour l'étude des phénomènes d'action collective, voir par exemple Grimson et Pereyra (2010) ; Hernandez, Ould Ahmed, Papail, Phelinas (éd.), 2007 ; Jelin (2007) ; Cefaï (2007).

6. Le terme d'infrapolitique a été utilisé en France, notamment dans certains comptes rendus des émeutes de 2005 (Hériard, Dubreuil, 2007).

seul objectif politique. Par ailleurs, ces termes ne parviennent pas complètement à surmonter le rapprochement à l'irrationalité qui entoure certains comptes rendus. En dépit d'un consensus généralisé sur l'existence de liens et d'objectifs communs parmi les manifestants ainsi que des degrés différents d'organisation, ces images demeurent présentes, notamment dans les chroniques des journaux⁷. Ces mêmes images circulent également au sein des catégories savantes, quand elles pointent des effets déstabilisateurs des mobilisations sur le système politique. Elles se retrouvent également à plusieurs moments de notre enquête. C'est dire, à quel point il est nécessaire de mettre à distance une analyse des mouvements sociaux vus de l'extérieur. Le terme de *piquetero* n'échappe pas à cette règle. Comme le résume Marina, une jeune militante du MTD à Berazategui⁸, le regard extérieur, identifié comme celui des médias de communication, ne laisse pas place aux raisons d'agir :

« Disons qu'au début, je voyais les blocages et tout ça d'un mauvais œil parce que mon mari avait un bon travail [...] Quand je les voyais du « dehors » pour moi c'était de la folie, cela n'avait pas raison d'être, on les ignorait. Les voir du « dedans » change : parce que l'on sort lutter pour soi-même, pour ce que l'on veut, pour sa famille, pour avoir quelque chose. Voir de l'intérieur et voir de l'extérieur c'est différent. [...] Maintenant les mêmes gens qui te voient à la télé et disent « ceci et cela », t'approchent et te demandent : « Je peux être avec vous ? » Ils te disent « je veux être *piquetero* ». *Piquetero* c'est un nom que nous a donné le gouvernement, mais nous sommes des personnes comme tout le monde, ordinaires, qui sortons réclamer ce qui nous appartient. Il y a des gens qui s'approchent et te posent cette question. Tu leur expliques, tu leur dis et après on les voit à nos côtés dans les manifestations⁹. »

7. Il y a dans ce domaine des exceptions et des changements de registre au cours du temps. Les journaux sont tout de même une source d'informations qui peut être utilisée de manière critique.

8. Le district de Berazategui, localisé dans le Sud du Grand Buenos Aires, compte 287 000 habitants (INDEC, 2001). En 2002, le taux de chômage de cette zone industrielle était de 30 %.

9. Marina, déléguée du MTD, Berazategui, juin 2005. Nous soulignons ici le rapprochement du regard extérieur comme étant de la folie. Pour le lecteur familiarisé avec la langue espagnole voici les termes employés par Marina : *Yo, digamos que a esto lo veía mal, que corten y todo eso, porque mi marido tenía un buen trabajo. Yo de afuera lo veía como una locura, como que nada que ver, no les dan bola [pensaba]. Verlo de adentro cambia, porque uno sale a luchar por sí mismo, por lo que quiere, por su familia, para tener algo de por sí. Verlo de adentro es una cosa y verlo de afuera es otra cosa. [...] Y la misma gente que ahora ve en la tele y dice "que esto que lo otro", se acerca y te pregunta : "che, ¿puedo estar con ustedes?" "Quiero ser piquetero" te dicen ellos. Y digamos que bueno, piquetero es un nombre que nos puso el gobierno a nosotros pero digamos, nosotros somos personas comunes y corrientes que salimos a reclamar lo nuestro. Y hay gente que se te arrima y te*

Ces propos, recueillis dans le cadre d'un entretien, peuvent, au premier abord, nous faire songer à une justification plus ou moins originale de l'activité politique développée au sein du mouvement. Ce que Marina nous apprend de son expérience en tant que membre et militante formée à l'intérieur de l'organisation des travailleurs sans emploi (elle n'a aucune expérience militante précédente, ni sociale, ni politique) retient notre intérêt à plusieurs égards. Au départ, son attitude vis-à-vis du mouvement de *desocupados* est de le considérer comme relevant de la folie, au-delà de la raison. Puis son discours prend des inflexions qui nous invitent à le comprendre comme une forme d'argumentation permettant non seulement de justifier l'action des MTD, mais aussi de mettre en avant son expérience personnelle et ce qu'elle a impliqué sur sa propre perception des choses, sa transformation, tout en se rangeant parmi les gens ordinaires.

Marina décrit avec, une certaine imprécision, ce qui accompagne la description du point de vue externe, « les blocages et tout cela ». Cette approche est également la grille de lecture des médias qui prend en compte les blocages et non pas les objectifs des « gens ordinaires ». Cette grille s'oppose à l'énumération réitérative des motifs du « vu de l'intérieur » qui permet de concevoir la recherche de travail (demeurons, ici, sur cette formulation des acteurs) comme celle d'un bien qui appartient aux personnes qui en sont privées. En particulier, l'expérience du chômage et la participation à l'organisation des sans-emploi s'unissent sous la bannière d'un seul prédicat comme s'il s'agissait d'une disposition naturelle, alors qu'avant de faire partie du MTD, elle était opposée aux manifestations. Ce basculement de point de vue est presque absent chez des dirigeants et militants plus expérimentés, souvent les seuls interrogés dans les enquêtes sociologiques.

C'est par exemple l'approche adoptée par Rauber (2002) qui, se basant sur des entretiens avec des dirigeants, retrace le début de certaines organisations *piqueteras*. Dans « *Piquetes y piqueteros en la Argentina de la crisis* », cet auteur considère qu'à partir des blocages de routes se construit une identité *piquetera*, en mesure d'effacer les différences entre travailleurs occupés et travailleurs au chômage : « il n'y a plus de chômeurs ni de travailleurs mais des *piqueteros* qui mettent en évidence combien la réalité des uns est directement proportionnelle à celle des autres¹⁰. » Certes les secteurs salariés en général, et en particulier certains syndicats, participent

pregunta y vos le explicás y le decis y después las vemos al lado nuestro en las marchas y los piquetes.

10. Par ailleurs, il faut se garder de généraliser l'étroit rapport entre la Centrale des travailleurs argentins (CTA) et la FTV, étudiées par Rauber (2002), à l'ensemble des organisations *piqueteras*.

aux *piquetes*. Si cette solidarité existe, il semble nécessaire de la situer historiquement afin d'éviter un glissement vers un récit romantique incapable de nous informer sur les conditions précises de ces alliances qui ne sont pas reconduites indéfiniment. De même, ces stratégies ne sont pas toujours accompagnées de l'adhésion des membres qui demeurent confrontés aux attentes de l'espace local. Comme le signale Marina, les *vecinos*¹¹ disent « ceci et cela » et la participation à ces collectifs demeure suspecte d'être « de la folie » même si certains proches peuvent ensuite s'intéresser à ce qui se passe au sein du MTD et s'y joindre.

D'autres enquêtes, centrées sur l'émergence d'un nouvel acteur, tentent de saisir les innovations apportées, ou supposées apportées, par les différentes organisations : ce qui véhicule un certain optimisme, ancré souvent dans la définition même de mouvement social¹². Iñigo Carrera et Maria Celia Cotarelo (2003) rapprochent le blocage des routes à d'autres formes de protestations comme la grève. Ces auteurs signalent que ces deux formes d'action collective seraient organisées par « des catégories économiques (salariés, entrepreneurs, etc.) ou sociales traditionnelles (étudiants) ». L'analyse s'appuie sur un corpus recueilli dans la presse nationale qui permet aux auteurs d'affirmer qu'« un tiers des blocages ne sont faits que par des travailleurs, c'est-à-dire des salariés ou des travailleurs au chômage » (p. 80). Selon ces auteurs, il ne s'agirait donc pas d'un nouvel acteur social : l'analyse permet d'intégrer travailleurs « avec et sans emploi » dans l'action mais seulement au moment de l'action collective. En effet, l'étude, par la méthode proposée (recueil à partir de la presse écrite) reprend la seule dimension de visibilité politique. En somme, si certains articles soulignent la nouveauté de ces acteurs, d'autres l'inscrivent dans la logique propre des protestations du monde du travail et, plus spécifiquement, des revendications de classe. La proximité de ceux qui côtoient les différents groupes ne semble pas à même de questionner les dynamiques internes aux groupes dont la complexité n'est pas suffisamment explicitée. La distance de ceux qui cultivent un regard extérieur ne semble pas offrir de meilleurs outils pour rendre compte de l'engagement pluriel des membres (et non membres) dans l'espace local car elle ne se produit pas après le passage par les dynamiques intérieures des groupes. Suivant une approche d'ensemble de la protestation, l'article de Manero (2003) souligne la montée de la violence dans la contestation : « les conflits sociaux, bien qu'ils n'aillent pas jusqu'à

11. *Vecinos*, terme espagnol sans équivalent français : à la fois proches (géographiquement et/ou socialement), voisins, habitants, citoyens... en fonction du contexte.

12. De ce fait la difficulté n'est pas particulière à l'analyse des organisations de *desocupados* mais reprend des limites déjà présentes lors des études des mobilisations sociales pendant les années 1980. Voir par exemple Jelin, 1986 ; Di Marco, 2007.

la violence organisée, se sont doublés d'une violence que l'on pensait éradiquée depuis l'instauration de la démocratie. Les formes, l'esthétique d'un des acteurs principaux, les « piqueteros », ont été forgées dans la résistance aux programmes d'ajustement des années quatre-vingt-dix¹³ » Les études considérant d'emblée les collectifs comme des mouvements opposés aux réformes néolibérales, ne rendent pas compte du fait que pour les membres eux-mêmes, leur participation est l'objet de différents positionnements et de la transformation de leurs perceptions.

Bien davantage qu'à la justification politique de l'action collective, Marina semble se référer à elle-même, à son expérience, à son parcours et au changement de perception opéré. Le « voir de l'intérieur » permet de rendre compte d'un investissement personnel qui déborde une interprétation des calculs stratégiques et imprègne les choix de la vie quotidienne. Le voir « de l'intérieur » permet de rendre compte des distinctions valables dans l'action pour les membres en même temps que des orientations politiques des organisations qui font partie d'une enquête militante nécessaire pour tracer une cartographie des positionnements publics, le jeu de différenciation et des alliances¹⁴. Finalement, le recours à la télévision apparaît comme une allégorie qui synthétise le point de vue extérieur et apparaît comme une formule qui dénonce ce qui est faux et en même temps explique sa validité pour ses *vecinos*.

Les termes de Marina véhiculent une intuition qui concerne plus précisément le problème de l'irrationalité de l'action collective. La « folie », nous dit elle, associée aux organisations de *desocupados*, relève d'un regard à distance qui ne tient pas compte d'une forme de savoir acquis par l'expérience. D'ailleurs « la folie » est associée à l'imprécision du regard extérieur « les blocages et tout cela ». C'est cette expérience, et non seulement les raisons énumérées, qui fait d'elle une personne ordinaire, normale pourrions-nous dire, et donc raisonnable. Cette réponse nous invite à dépasser les premières impressions qui pourraient nous conduire à considérer les *piquetes* des organisations de *desocupados* comme traduisant l'absence de cohésion sociale, l'anomie, le non-sens¹⁵.

En accord avec les avertissements qui nous exhortent à ne pas voir dans la mobilisation sociale un phénomène nécessairement vertueux (Escobar et

13. Dans le même sens, cf. Laufer et Spiguel, 1999 ; Lenguita, 2002 ; Klachko, 2002 ; Sigal, 2003. Des recherches plus récentes tâchent d'inclure les témoignages de membres non dirigeants, par ex. Couso, 2006 ; ainsi que Quiros, 2009.

14. Nous reviendrons sur cette enquête.

15. Les figures stigmatisées varient au cours du temps. Pendant la dernière dictature (1976-1983) notamment, les mères de la place de Mai, qui réclamaient leurs enfants disparus étaient appelées les folles de la place de Mai.

Alvarez, 1992 ; Fraser, 2004), notre démarche consiste à mettre en rapport les catégories sociologiques avec l'expérience des acteurs afin de tester leur validité, de les préciser ainsi que d'éviter un usage ethnocentrique à partir duquel les mobilisations des secteurs populaires se verraient définies par leur caractère prépolitique.

L'expérience du chômage : quels repères pour y répondre ?

Les catégories sociologiques circulent dans l'espace social et se présentent dans le récit de Marina sous la forme d'un positionnement dont nous pouvons dégager au premier abord trois éléments. D'abord sa propre situation, le constat du chômage et des moindres possibilités d'agir face à celui-ci, les voies ordinaires de recherche d'un emploi ne fonctionnant pas. Le basculement dans le chômage, c'est la perte du travail de son mari et la perte des repères quant aux démarches jusqu'alors valables pour retrouver du travail.

Ce constat s'accompagne de l'action : elle se tourne vers les organisations de *desocupados*. Intimement liée à l'action, une évaluation intervient alors dans son récit. L'action contestataire est jugée du dehors et du dedans du groupe. En adoptant le point de vue extérieur, Marina reconnaît les alternatives socialement légitimes disponibles. Elle tente de soumettre son choix aux critères légitimes et de le rapprocher de ce que souhaitent les gens ordinaires – puisqu'elle considère en faire partie –, de ce qui est dans leur droit. Néanmoins, elle reconnaît que, sans point de vue de l'intérieur, son choix demeure contraire en principe aux mœurs des gens ordinaires ; elle stigmatise la violence, l'irrationalité et le risque qui en découle de s'inscrire en dehors des frontières du social. Ce jugement elle ne le distingue presque pas du fait de s'engager dans l'action ; connaître le chômage et se tourner vers un MTD, c'est déjà le voir de l'intérieur. En somme, cette évaluation opère un dédoublement dans lequel elle prend pour fait la rupture sociale associée à la contestation. Marina peut rendre compte de cette inconformité par le fait de son expérience. Néanmoins dans sa reformulation, c'est un changement de perspective qui ne modifie pas son objectif ultime de « lutter pour soi-même, pour ce que l'on veut, pour sa famille, pour avoir quelque chose ».

Un troisième élément est celui d'essayer de rapprocher son choix de celui des gens ordinaires. Il s'agit alors d'établir une catégorisation qui rendrait du même coup l'alternative des MTD légitime. Cette tentative prend en considération l'hostilité affichée à l'égard des actions violentes et l'image que peuvent donner les organisations de *desocupados* via la modalité

d'action qui est la leur et les identifie comme *piqueteros*¹⁶. Elle refuse alors le terme de *piquetero*. Elle le recadre comme constitutif du regard extérieur, une dénomination, nous dit-elle, imposée de l'extérieur par le gouvernement. En dépit de ce refus, elle développe une fierté, celle d'apprendre, d'expliquer aux gens qui s'y intéressent le point de vue interne. Sa fierté consiste à obtenir leur accord, quand ils finissent par se joindre au collectif.

Cet extrait n'est pas exceptionnel, nous l'avons déjà dit, néanmoins les récits des membres sont rarement présents dans les comptes rendus, limités aux orientations politiques promues par des dirigeants. Son analyse nous permet ainsi de constater la pertinence de considérer l'expérience des membres pour nous aider à éviter tant les écueils du regard extérieur, de surplomb ou rapprochant les actions collectives de la folie, autant que l'adhésion et la reproduction des postures militantes comme une personnalisation des intérêts du collectif. Dans son récit le regard extérieur est celui de la presse.

Que dit la presse au juste ?

Une analyse longitudinale de la couverture des journaux nationaux sur les mobilisations des différentes organisations *piqueteras*, nous permet de constater l'absence des objectifs énoncés par les manifestants, ce qui tend à renforcer l'image de la protestation comme quelque chose d'insensé (Rius, 2006¹⁷). Au moment de la plus large mobilisation, courant 2002, dans le journal *La Nación*¹⁸, les nouvelles des organisations de *desocupados* côtoient la « Réforme politique » et la discussion sur le budget tantôt au parlement tantôt au sein du pouvoir exécutif, soulignant ainsi la visibilité acquise par ces groupes. Notons que tant dans la section « Politique économique » que dans celle d'« Économie », certaines informations sont

16. Les commentaires des médias sont souvent discutés dans les assemblées. Lors des campements, il est ainsi habituel de voir circuler la presse nationale ou locale parmi ceux qui ont passé la nuit dans la rue. Cette mise à distance dans le récit côtoie l'appropriation du nom de *piqueteros* dans les chants scandés pendant les manifestations. C'est pourquoi, l'enquête sur les manifestations de protestation devrait s'insérer dans une enquête plus large concernant les lieux de vie et de travail des membres.

17. Nous reprenons ici une partie des résultats de cette enquête comparant les journaux *La Nación* et *Página/12*.

18. Une autre prétention de ce quotidien est de se situer sur la scène internationale. Dans sa présentation digitale, on souligne la reconnaissance du journal à l'étranger. C'est le seul journal argentin qui ait une version internationale en papier, distribuée chaque semaine dans les bibliothèques et universités du monde occidental. Autre caractéristique à ce sujet : la mention dans le quotidien du 11 février 2002 de la réception par la presse étrangère des informations concernant les protestations ayant lieu en Argentine : une manière de se placer à côté du *Washington Post*, et du *Financial Times*. Alejandra Rey, "La prensa internacional frente al nuevo léxico del cacerolazo", *La Nación*, 11-02-02, p. 6.

interconnectées, ce qui permet de lire la section comme une unité. L'article intitulé « Les piqueteros de la CCC [Corriente Clasista y Convativa] durcissent la confrontation ¹⁹ » face à un autre intitulé « De la contestation aux acquis précis ²⁰ » (où le journaliste explique les actions des associations à but non lucratif) font partie de ce rapport à l'intérieur des sections du journal. L'opposition se fait ici entre confrontation et action. Les manifestations des *piqueteros* apparaissent comme des confrontations inutiles sans résultats positifs, tandis que les ONG, sans protestation, amèneraient des initiatives ou tentatives de solution. Or les actions des ONG évoquées sont financées par des allocations gouvernementales, les mêmes que celles autogérées par les MTD. En somme le contraste entre *contestation* et *action*, tel que le présente le quotidien dans la même page à travers les titres, ne fait qu'exprimer sa position face à deux types d'actions différentes dont une seule, celle des ONG, est considérée comme légitime et telle est l'interprétation fournie au lecteur de *La Nación*. Ce qui implique que durcir une position vis-à-vis du gouvernement ne produirait que des ennuis inutiles. Ce contraste rejoint le constat sur le rôle des ONG comme vecteurs de normes de conduite globale (Hours, 2003).

Voyons maintenant la une de *La Nación* quand elle montre les organisations de *desocupados*. Pendant la période analysée, les organisations *piqueteras* ne feront la une qu'une seule fois et exceptionnellement le 12 février 2002 sous l'avant-titre « Les deux faces d'une journée atypique » (*Las dos caras de una jornada atípica*) et le titre « De la City aux piquetes » (*De la City a los piquetes*). Plus précisément, le journal propose une analyse hyperbolique dans laquelle les *piquetes* sont dotés du même pouvoir que la City financière, celui d'immobiliser le pays. Plus tard les deux nouvelles seront développées séparément dans la section *Politique économique* et commentées respectivement dans *Information générale* ²¹. Cette place dans le journal montre déjà que l'équivalence n'est que superficielle. Nous constatons que si dans *La Nación* les *piqueteros* font la une, c'est pour surdimensionner la situation de blocage produite comme si elle était équivalente à l'arrêt de la City financière. Cette tonalité paraît encore plus marquée dans le texte d'opinion développé à l'intérieur du journal et résumé ainsi par le journaliste : « Tout simplement, encore une démonstration de

19. "Los piqueteros de la CCC se endurecen", *La Nación*, "Política", 4-02-02, p. 10.

20. "De las protestas a los logros concretos", *idem*. Étant donné que l'article souligne les propositions de réformes politiques présentées par des associations, le piquete apparaît comme un élément de stagnation et les autres formes d'organisation comme des éléments de transformation nécessaires (puisque le journal soutient la nécessité d'une réforme politique en termes de réduction du déficit fiscal) : "Nada más que otra exhibición de fuerza."

21. *La Nación*, 12-02-03, p. 1, 7 et 13.

force²². » Nous constatons que, si dans *La Nación*, les *piqueteros* font la une, c'est pour surdimensionner le blocage dans une période de forte instabilité.

Les objectifs des manifestations sont exclus des analyses d'opinion. Ce qui permet au journaliste Gallo de discréditer cette forme de protestation, comme si elle n'avait ni raison d'être, ni justification : il conforte ainsi ses propres hypothèses d'interprétation et la manifestation apparaît comme une démonstration de force opportuniste. De ce fait, les journaux sont pris en compte comme sources d'information – sans qu'on les considère pour autant comme une expression unique –, et contribuent dans notre analyse à saisir le contexte social et politique dont émergent les organisations de *desocupados*

La parole des dirigeants : l'engagement dans la sphère publique

Dans son ouvrage sur les théories de l'action collective, Daniel Cefaï (2007) fait dialoguer les traditions de la sociologie française et américaine dans le traitement des phénomènes collectifs. Il parvient de la sorte à montrer les multiples définitions opérationnelles autour de « l'action collective ». L'auteur nous livre un tableau des différentes approches dans lequel chacun des tenants postule des objets empiriques divers. Un des problèmes notamment suscités par les diverses approches consiste en la tendance à privilégier une série de phénomènes et à en laisser d'autres de côté. Notamment l'étude des rumeurs, présente au début des analyses sur le « comportement collectif », est laissée de côté au profit des études des organisations comme des entreprises engendrant des problèmes publics. Mais cette position poussée à l'extrême tend à produire un réductionnisme economiciste. En revanche, dans une perspective culturaliste, les ressources des organisations ou les opportunités politiques sont tout d'abord interprétées par des acteurs qui dans les pratiques et les cultures adoptent certaines ressources comme telles. Autrement dit, les ressources ne sont pas des données objectives qui expliqueraient l'émergence de l'action collective mais prennent cette dimension selon les moments historiques et les groupes concernés.

Dans les études sur les organisations de *desocupados*, l'ensemble des analyses se penche sur la visibilité des mobilisations de rues comme un moment décisif. Néanmoins, comme nous l'avons constaté, elles ne peuvent pas rendre compte des multiples modalités d'engagement à l'œuvre et

22. « *Nada más que otra exhibición de fuerza,* » *La Nación*, 12-02-02, p. 7. La distribution globale des articles montre que l'information sur les *piqueteros* apparaît dans la section « Politique économique », où nous trouvons six titres. Dans la section « Politique et Opinion » nous trouvons quatre articles. Finalement, il y a aussi un article dans la section « Notes » et un parmi l'« Information générale ».

donnent lieu à des analyses binaires, privilégiant le moment du conflit. Ces approches ne restituent pas la complexité des phénomènes étudiés, ni les transformations et hésitations qui sont au cœur des modalités d'engagement des membres. En effet, elles construisent l'objet d'étude en procédant à une focalisation qui élimine d'emblée l'interrogation sur l'engagement. Néanmoins leur importance dans la définition des stratégies de présentation publique, d'expression du conflit et de mobilisation des groupes mérite une analyse détaillée. Sur le ton d'une évidence, un dirigeant de La Verón émet un pronostic sur le résultat des élections présidentielles en mai 2003 :

La seule chose que l'establishment a préparée pour nous c'est le bâton [*el garrote*]. Cela, on le sait déjà. Certains [candidats] le feront plus vite et d'autres plus lentement mais c'est cela qui nous attend. C'est pour cela que nous nous mobilisons. Tout d'abord, par solidarité avec les *compañeros*. Mais aussi parce nous savons bien que si l'on touche *un des nôtres*, nous sommes tous touchés. Ces choses [la répression] tu ne peux pas les laisser passer, autrement elles se généralisent ²³.

Ces moments privilégiés de conflit rendent effectivement visible un « nous » fort, presque physique, résumé par la formule : « si l'on touche à l'un des nôtres, on nous touche tous », en réponse à l'agression physique. Dans le slogan, la réaction est presque organique, évoquant une identité entre l'individu et le collectif, la partie et le tout, les membres et le corps. Les mobilisations en opposition à la répression policière, forte et parfois meurtrière, subie par les organisations de *desocupados* à différents moments, reçoivent également le soutien des organisations des droits de l'homme dont on connaît l'importance dans l'avènement de la démocratie en Argentine ²⁴. Ces agressions exigent des groupes une solidarité et une cohésion plus grandes, capables de mettre entre parenthèses les tensions possibles. Ce regard militant est souvent repris par les analyses sociologiques qui y voient l'émergence d'une « identité *piquetera* » à partir des positionnements politiques des dirigeants. C'est le cas notamment de l'enquête exhaustive, *Entre la ruta y el barrio* (Svampa et Pereyra, 2003 et 2004) consacrée à l'étude et à la comparaison des organisations *piqueteras*. L'expérience des membres ordinaires occupe une place secondaire dans leur analyse. Les mots du dirigeant « si l'on touche *un des nôtres*, nous sommes tous touchés »

23. L'analyse politique de ce dirigeant de La Verón, a été formulée en avril 2003, à la veille des élections présidentielles. Il évoque l'emprisonnement d'un dirigeant piquetero du Nord du pays, P. Fernández : *Lo único que tiene preparado [el establishment] para nosotros es el garrote. Eso lo sabemos, algunos lo van a hacer mas rápido y otros lo harán mas lento pero eso se viene. Por eso mismo nos estamos movilizand. En principio por solidaridad con los compañeros y también porque entendemos que donde tocan a uno, tocan a todos. Entendemos que estas cosas no hay que dejarlas pasar porque si las dejás pasar se generalizan.*

24. Le slogan même (*cuando tocan a uno, nos tocan a todos*) y puise son origine.

peuvent suggérer l'existence d'une identité *piquetera* univoque ; néanmoins il s'agit d'un point de vue situé qui exige un positionnement sans ambiguïté de sa part : un dirigeant *piquetero* vient d'être emprisonné, la répression politique se doit d'être condamnée sans nuances, d'autant plus qu'il s'agit d'un dirigeant des régions pionnières dans l'utilisation des *piquetes*, un modèle pour leur développement postérieur dans la banlieue de Buenos Aires²⁵. L'affirmation d'une *identité piquetera* puise là ses origines. Cette interprétation est renforcée par les choix méthodologiques privilégiant les moments de conflits et les paroles des dirigeants. Cette affirmation nous l'avons constatée lors des mobilisations où les chansons et les discours s'approprient ce nom de *piquetero* avec fierté. Lorsque nous repérons en revanche les usages multiples du pronom « nous », il devient possible de constater des degrés d'appartenance modulés en fonction des contextes, soulignés en raison des enjeux de conflit avec le gouvernement national et de la nécessité d'exprimer une solidarité accrue face au risque de généralisation de la répression policière. Une perspective microsociologique permet par exemple de situer la parole des dirigeants ainsi que d'observer les multiples utilisations du pronom « nous » localisées et certainement pas homogènes²⁶.

L'ensemble de cette littérature montre les enjeux politiques des organisations, ou plutôt une conception du politique²⁷ qui se traduit dans la place privilégiée occupée par les dirigeants et « référents²⁸ » dans ces récits. Dans ces travaux, les actions collectives sont analysées sans prendre en compte les articulations supposées non politiques sur lesquelles elles prennent appui, notamment les réseaux familiaux et de quartier. Dans nos recherches, le traitement des objectifs politiques par les membres des

25. L'ouvrage de Svampa et Pereyra (2003 et 2004) contribue à distinguer les particularités des premiers blocages de routes issus des enclaves pétrolières, non seulement à Neuquén mais aussi au Nord du Pays, à Général Mosconi. Ce travail permet ainsi de relier ces blocages de routes avec ceux du GBA.

26. Les conférences de J. L. Austin (1970), réunies dans le volume *Quand dire, c'est faire*, proposent une étude analytique du discours et soulignent l'importance des « énoncés performatifs ». Cette perspective situe l'action du discours dans le cadre d'une théorie générale de l'action. Pour Austin, les circonstances dans lesquelles les mots sont prononcés sont fondamentales pour valider leur performativité. À la lumière de plusieurs objections – certaines d'entre elles sont les mêmes qu'on pourrait opposer à tout type d'action –, l'auteur signifie que pour reconnaître les performatifs, il faut plutôt examiner les usages de la langue ordinaire dans l'action que les critères grammaticaux. S'agissant de l'invocation d'une formule, la validité, la félicité de l'acte peut se rapporter aux procédures qui la constituent mais la force performative se décline en fonction des usages possibles socialement situés.

27. Par ailleurs, les mouvements sociaux sont reconnus pour leur capacité à mettre en question les divisions binaires privé/public ou domestique/politique : ce qui est considéré comme un effet de la mobilisation. Voir à ce propos Feijoo (1994), et Jelin (1986).

28. C'est ainsi que certains groupes désignent leurs délégués.

organisations est pluriel. Ils sont mis en rapport avec des objectifs personnels et familiaux, comme le soulignait Marina dans son récit. Car comment comprendre l'émergence de l'action collective sans rendre visibles les appuis qui, eux, demeurent immergés ? Identifier les liens sur lesquels ces phénomènes reposent : restent-ils immuables lorsque le moment vient de passer à l'engagement ? Comment rendre compte des engagements et de leur évolution sans caricaturer les membres engagés en membres purement volontaristes, sortis de nulle part, opportunistes ou déserteurs ? Répondre à ces interrogations nécessite d'abandonner l'acteur collectif comme un *a priori* de l'enquête et comme seul objet d'analyse pour le questionner dans l'action.

Notre point de départ était un questionnement classique et le tournant décisif fut de nous apercevoir que la comparaison entre militants et supposés non militants (souvent considérés comme bénéficiaires), observés dans le même milieu social, transformait la compréhension de l'ensemble du domaine d'investigation. Il s'est alors agi de développer une démarche où l'analyse s'appuierait sur les distinctions perçues en cours d'enquête²⁹. L'importance attribuée ici à l'expérience personnelle des acteurs nous a donc amenée à procéder à une observation de ces travailleurs sans emploi dans la dynamique quotidienne, au sein de leurs organisations et dans leurs quartiers. Au cours de notre enquête, les catégories dichotomiques se sont avérées des approximations trop schématiques pour bien comprendre les phénomènes observés. Elles ont été rendues inopérantes par les acteurs eux-mêmes qui nous confiaient leurs pensées et leurs douleurs les plus intimes (perte d'un bébé, d'un enfant, dépression). Les questions que nous abordions ne correspondaient pas à celles qu'ils se posaient. Nous étions arrivés avec des interrogations sur l'action collective et ils nous ont imposé un cadre complètement différent où ils ne séparaient pas leur mobilisation des questions d'organisation de leur vie personnelle et familiale, de la justice : à leurs yeux, il n'y avait pas de cloisons entre vie privée et vie publique. Pour basculer de nos catégories vers les leurs, il était indispensable de passer par leurs récits, dans le face-à-face avec le sociologue. Ceci nous a conduite à restituer des phénomènes peu présents dans la littérature et pourtant liés par nos interlocuteurs, au cœur même de leurs récits, au sens du juste qui a motivé leur mobilisation. Au lieu de les construire *a priori*, les limites de notre terrain se sont établies au cours des interactions qui donnaient sens aux activités développées. Dès lors, l'observation classiquement centrée sur les

29. Ce type d'interrogation est corrélé à plusieurs autres dimensions notamment les parcours, perméables sur le long terme, entre militantisme et non militantisme, engagement et retrait, division du travail entre familiers pour répartir les responsabilités privées, économiques et publiques, variables elles aussi dans la durée.

dirigeants et les militants, débordait leurs seuls cas pour inclure les membres et leurs proches non-membres.

Les moments de négociation ainsi que les moments de coordination avec les autorités apparaissent dans le quotidien des organisations mais aussi des *vecinos* et des membres de la famille qui n'appartiennent pas à ces groupes. Les objectifs et motivations des membres sont divers et fluctuants. Ils nous montrent la nécessité d'explorer les modalités dans lesquelles un « nous » cohabite avec de simples coordinations des « je ». L'émergence triomphante de l'acteur collectif laisse place à des accords temporaires toujours susceptibles d'être revisités.

L'exemple d'une délibération insatisfaisante : Carmen « ne peut plus continuer »

Comme nous l'avons signalé, les espaces de décision et de fonctionnement des organisations se superposent aux lieux de vie familiale et aux rapports entre membres et non-membres (ou encore des membres des catégories en évolution). À l'intérieur des collectifs, les investissements sont évalués au fur et à mesure que le temps passe. La distribution inégale des responsabilités pose problème, en particulier lorsqu'elle est visible pour les membres de la famille :

CARMEN. — En décembre, j'ai fermé la cantine. Elle a été ouverte chez Marina. Et bon, alors je l'ai fermée...

PIA. — Quand tu as parlé à Julia, qu'est-ce que tu lui as dit ?

C. — Que je ne pouvais pas continuer, que je n'y arrivais pas avec *les dépenses*. Et bon, Julia connaissait mes problèmes parce que j'avais discuté avec elle avant, eh... *les problèmes avec mon mari* et tout cela. Bon, Julia savait et on a continué quand même un moment. Jusqu'au moment où je lui ai dit : « je ne peux plus continuer. » Et c'était fini. C'était trop. *Les problèmes internes* étaient de plus en plus importants. [...] Ici, on faisait tout, les réunions des responsables, la répartition des colis. Tout. Moi, ce que je me demandais c'est : comment était-il possible que l'on ne puisse pas m'aider pour les dépenses [du local] ? Imagine-toi, si *La Verón* décidait de louer un local, personne ne va leur prêter un local comme moi je leur prêtais.

P. — L'autre jour, quand il y a eu la répartition des colis [...] j'ai eu l'impression que les gens rentraient et sortaient. Ils ne se sentaient pas chez eux.

C. — C'est que là c'est une maison de famille. [...] c'est chez une des *compañeras*, il y a seulement la distribution des colis, on n'y fait pas de réunions ³⁰.

30. En Argentine, le tutoiement est généralisé. Surtout dans la région littorale et davantage entre personnes d'une même génération. Nous nous sommes donc pliée à cette pratique. Nous avons réservé le vouvoiement aux personnes âgées. Ce faisant, nous avons souvent été invitée

Plusieurs tensions affleurent dans ce récit en ce qui concerne la distinction entre public et privé, la manière dont le privé est introduit dans l'explication et l'identification d'un intérêt commun : les difficultés du groupe pour trouver un lieu, dont nous avons déjà mentionné les enjeux pour le progrès des intérêts collectifs, traversent le récit. La cantine qui passe d'une maison à une autre, les activités qui ont lieu chez différents *compañeros*³¹, sont autant de difficultés rencontrées dans le développement du groupe. D'autres éléments retiennent également notre attention : la discussion sur le groupe de *desocupados* à l'intérieur du foyer ; une certaine hésitation dans la manière de poser le problème, s'agit-il du problème des *dépendances* ou de problèmes *internes*, comme le désaccord de son mari ? L'ensemble produit une distance que Carmen installe entre elle et La Verón et finalement, la distinction entre le local et la maison de famille. L'épuisement de Carmen, « je ne peux plus continuer », semble évoquer l'impossibilité de faire coïncider les besoins du groupe et ceux de son foyer. Si cela apparaissait possible au début, Carmen le perçoit comme un désengagement de la part du collectif, *La Verón* : « comment cela est-il possible ? » lâchait-elle. Ces tensions font de l'engagement de Carmen un investissement excessif.

Pendant un moment, Carmen a fait coexister les deux intérêts mais ces compromis – qu'elle ne semblait pas vivre alors comme tels – rencontrent une limite qu'elle exprime au moyen de l'étonnement ou de l'incrédulité. Carmen se détache et refuse alors de continuer à perdre le bénéfice que sa famille pourrait retirer du loyer de son local au profit du MTD. L'équilibre qu'elle « fait tenir » entre les besoins de sa famille et ceux du MTD devient

à l'abandonner par nos interlocuteurs. Entretien chez Carmen, juillet 2005 : *En diciembre yo cerré el comedor y se abrió comedor en la casa de Marina. Y bueno cerré acá y... — Cuando hablaste con Julia ¿qué le dijiste ? — Que no podía seguir porque no daba los gastos y bueno Julia sabía mis problemas porque yo ya había hablado con ella antes eh... las cosas que pasaban con mi marido y eso. Y bueno, Julia algo sabía y seguimos estuvimos un tiempo. Hasta que llego un momento que yo le dije : “no puedo seguir.” Y se termino. Porque era mucho y se iban haciendo cada vez más grandes los problemas internos. [...] porque acá se hacían las reuniones de encargados, se bajaba la mercadería [...] Yo decía que ¿como siendo la cabeza principal no me podían ayudar por los gastos [del local] ? porque vos ponete a pensar que si La Veron decide alquilar un local, nadie les va a prestar un local como se los prestaba yo [...] Yo siempre traté de atenderlos lo mejor posibles y la gente no se daba cuenta de eso en una palabra [...] a mi me ha tocado muchas veces ir a otros lugares a reuniones y jamás me convidaron un mate. — Bueno, el otro día cuando en el reparto de mercadería, [...] a mi me dio la impresión de que la gente entraba y se iba, no sentía en un lugar de ellos... — Lo que pasa que eso es una casa de familia, no se hacen reuniones ahí, solamente se entrega la mercadería, es la casa de una de las compañeras, ahí no se hacen las reuniones.*

31. Le terme suggère la solidarité et la camaraderie de rapports égalitaires. Politiquement il peut renvoyer au péronisme et au mouvement ouvrier.

apparent, visible lorsqu'il ne tient plus. Carmen rencontre des problèmes avec son mari à cause de l'affectation du local et de son utilisation comme lieu de centralisation des activités de Berazategui. Une utilisation permanente qui ne se réduit pas à la seule prestation de la cantine. Il s'agit d'une utilisation qui rend possible la centralisation des activités de gestion – « toutes les réunions » en un seul lieu. Ce qui permet la rencontre des uns et des autres et une certaine appropriation des lieux. Le prêt du local est une pratique courante, mais la comparaison entre un prêt et un loyer permet à Carmen de souligner le manque à gagner résultant de ce prêt. Carmen produit une différenciation. Elle considère ce prêt avec un regard de propriétaire et refuse de faire sien le rôle de membre du MTD. Elle prête le local à *La Verón*, le réseau d'organisations auquel appartient le MTD de Berazategui. Mais quelle est la place qu'elle s'attribue ?

Évoquant la situation du local, elle réfute l'usage d'un « nous » susceptible de l'inclure comme usagère du local pour lui préférer le « ils ». Elle se désolidarise, du moins temporairement, de son appartenance au groupe. La limite qu'elle introduit à son engagement brise sa référence à l'*in-group*³² et elle se considère extérieure au groupe. Elle évoque le fonctionnement du groupe sans s'inclure avec le « nous », sans partager l'horizon commun de *La Verón*. D'après son récit, ce n'est ni à elle ni à son quartier de résoudre le problème ou de récolter des fonds, une pratique qu'elle connaît et trouve inefficace. Elle se limite à rapporter le problème à la déléguée qui siège au sein de l'instance plus large de *La Verón*, la *mesa*³³. Dans ce cas précis, la distance introduite semble exprimer le désaccord de Carmen à l'égard de la réponse de Julia retournant la résolution du problème du financement du local aux membres du quartier. L'*in-group* dans lequel se place Carmen se limite en ce moment au quartier.

Le concept schützien de *in-group*, limité à des situations précises, permet-il de saisir le détachement de Carmen (à l'appui de sa famille ou exhorté par celle-ci) à l'égard d'un monde de situations collectives dans lequel les problèmes communs aux membres du MTD n'émergent qu'au sein d'un horizon commun évoqué sur le mode de la lutte envers l'adversité et le *compañerismo* entre les membres. Les appartenances se révèlent situées dans des contextes précis en fonction de leur pertinence pour l'action sans supposer une position identique des membres ni leur accord permanent avec les décisions des dirigeants. L'étude des références à cet horizon commun

32. Schütz (1987) considère « le mode de vie de l'*in-group* » comme un monde de situations communes dans lequel les problèmes communs émergent au sein d'un horizon commun, des problèmes qui appellent la mise en œuvre de solutions typiques à l'aide de moyens qui le sont autant afin de réaliser des fins typiques.

33. Désigne ici l'espace de réunion d'un groupe de délégués avec le dirigeant.

permet ainsi d'éviter les risques d'une vision homogène des MTD. Quand cet horizon commun joue pleinement, les mêmes activités sont développées autrement, comme un processus de partage des difficultés et des solidarités dans lequel le « nous » dépasse la co-présence des membres dans un même lieu. Ce « nous », plus fort, évoque la coordination à partir d'un langage partagé et d'un pari composé de confiance mutuelle³⁴. Une forme d'égalité s'établit entre tous ceux qui sont considérés comme des *compañeros* dans un seul et même statut. Dans une maison de famille, les membres, bien que se connaissant tous, bien que s'y rendant régulièrement, tout en reconnaissant l'effort des *compañeros* qui prêtent une partie de leur maison à cette fin, l'horizon commun semble au contraire fragilisé ou peine à se construire. Les membres peuvent être « bien accueillis » mais se doivent de respecter la maison de leur *compañero* et retournent à leurs occupations, une fois l'activité accomplie.

Certains publics peuvent être signalés comme « faibles » en fonction notamment de leur capacité à avoir recours à un argument universalisable (Eliasoph, 2003). Dans la discussion entre Carmen et la déléguée Julia cet argument fait défaut. Les dépenses occasionnées par l'usage du local ne sont pas toujours couvertes par le fond collectif, surtout lorsqu'il survient un dommage au local. Le problème, tel qu'il est posé par Julia, laisse Carmen comme seule intermédiaire face aux tensions entre l'intérêt du groupe de quartier – avoir un local où réaliser toutes les activités nécessaires à moindre frais –, et celui de sa famille – profiter du local pour percevoir un loyer. Elle se sent abandonnée, reproche l'absence de *compañerismo* et, au bout d'un certain temps, finit par se convaincre de la nécessité de « fermer la cantine ». Cette analyse permet de situer l'appartenance au groupe en fonction des multiples modalités d'adhésion des membres. Il ne s'agit pas de nier la capacité d'agir ensemble. Elle est rendue évidente lorsque l'horizon commun se déploie dans l'action, et plus particulièrement dans les actions de rue et lors de moments de haute tension avec les autorités. Dans ces circonstances, l'horizon commun de l'*in-group* joue pleinement et peut même inclure d'autres mouvements des *desocupados*, des syndicats ou des associations de droits de l'homme. Néanmoins il n'est ni acquis ni linéaire et peut être remis en cause par des tensions locales que la délibération ne réussit pas toujours à dénouer.

La tension entre les « problèmes internes » de Carmen et le besoin d'un local pour le groupe n'a pas été traitée dans le cadre d'une assemblée. La discussion se déroule dans l'espace de discussion des délégués. Tout d'abord

34. Il ne s'agit pas là d'une exception ; pour Claude Lefort (1983 : 82-84), le « contrat » démocratique est fondamentalement établi par des croyances provisoires.

les discussions concernent Carmen et Julia, la déléguée. Les délégués sont plus enclins à s'exprimer en face-à-face même si les enjeux concernent tout le groupe. Si l'on revient sur la décision de Carmen de ne plus continuer le fonctionnement de la cantine – c'est en particulier le thème de l'entretien qui déclenche son explication mais sa décision concerne, plus globalement, le prêt de son local au groupe –, on constate qu'une décision est formulée en trois temps. Carmen affronte en face-à-face d'abord la déléguée. Elle lui explique les difficultés qui sont les siennes de continuer à gérer les « problèmes internes ». Les échanges, dans les coulisses des réunions, attestent de la proximité comme moyen d'accéder à la parole bien que l'inégalité affecte les relations entre les membres. Malgré ses hésitations, Carmen exprime les difficultés du groupe et les problèmes auxquels elle est confrontée. Julia lui explique à son tour les possibilités qui s'offrent à elle, notamment la récolte des fonds avec ses camarades³⁵. Autrement dit, résoudre le problème au sein du quartier sans faire appel au réseau plus large de *La Verón*. S'ensuit une discussion entre les déléguées, l'objectif étant de trouver un espace de réunion et de travail alternatif. À la fin, les activités sont dispersées entre plusieurs maisons, dans certaines d'entre elles, on procède à la distribution des colis alimentaires³⁶, dans une autre, on installe la cantine, etc. Les membres ont des capacités d'intervention qui diffèrent, peuvent se voir plus ou moins contraints de mettre à disposition un endroit pour le groupe, chez eux, provisoirement ou à plus long terme, mais l'activité ne semble pas pouvoir s'y poursuivre contre leur volonté. Pour comprendre cette décision, l'examen de l'espace de la réunion des délégués s'avère insuffisant. Celle-ci semble plutôt connectée dans un circuit, la réunion des délégués apparaissant comme l'occasion pour la discussion ouverte et la cristallisation – temporaire – de cette décision. Le retrait – relatif – de Carmen donne à la résolution du problème commun l'apparence d'un échec. Le local n'a pas été durablement remplacé par un autre lieu équivalent, capable de faire naître les formes de sociabilité que l'on a vu se développer, liées à l'existence d'« un lieu propre », un « chez soi » appartenant aux organisations. Carmen demeure néanmoins un membre à part entière et participe notamment à l'activité du « goûter », réalisée chez une *compañera*, ainsi qu'à des assemblées et à la mobilisation collective.

35. Il s'agit des journées locales, foires ou tombolas, organisées dans les quartiers et avec la présence des vecinos pour obtenir des ressources à des fins ponctuelles, notamment l'achat de matériaux pour la réparation des toitures, l'installation d'une cuisine, etc.

36. En dehors des cantines, le groupe distribue des colis alimentaires obtenus auprès de la mairie.

Le partage de la vie ordinaire comme une implication indispensable

La participation à la vie ordinaire des enquêtés implique un travail complexe de la part du sociologue : en effet, bien que celui-ci n'y soit pas intégré en tant que membre, sa place dans le groupe est parfois ambiguë parce qu'il y participe. Mais la confiance qu'il y a acquise lui permet de devenir un véhicule d'information et de se rapprocher des expériences vécues par les membres. Au cours de nos travaux de terrain, cette méthodologie d'enquête s'est avérée comme une possibilité d'interaction avec les membres auprès desquels nous avons pris parfois la place de l'interrogé³⁷. Au fur et à mesure que notre présence sur le terrain était perçue comme non problématique, nous avons été sollicitée pour participer à des activités et nous sommes laissée « affecter » (Favret-Saada, 1990) par ces interpellations : certaines d'ordre pratique – comme apporter un cahier, écrire une lettre, aider un enfant à faire ses devoirs –, d'autres (plus polémiques selon une conception positiviste de l'objectivité scientifique) concernant nos points de vue sur des sujets de discussion au sein des réunions et des assemblées. Loin de nuire à la qualité de notre recherche, ces sollicitations nous ont permis d'être admise à l'intérieur des groupes. Tout au long de ce travail de terrain, nous serons amenée à occuper tour à tour plusieurs positions, y compris celle d'une *compañera* !

L'anthropologue Jeanne Favret-Saada (1994 : 16-17) souligne l'importance de prendre au sérieux les aspects affectifs de toute relation. Elle nous invite à considérer les émotions comme des aspects ou des dimensions d'une relation qui ne peut être ni exclusivement rationnelle ni exclusivement affective³⁸. Le traitement de la catégorie de l'affect ou de l'émotion comme une catégorie illégitime apparaît dans l'emploi des termes « populaire » ou encore « subversion de l'ordre social ». Ces réflexions nous ont permis de rendre compte au cours de notre enquête de la parole des membres qui n'est pas toujours formalisée sous l'effet de l'expérience militante. Le risque était, d'une part, de déduire une absence de pertinence politique dans les propos des intervenants, cantonnés dans des « problèmes internes » ou des motivations personnelles telle l'impuissance face à la mort d'un enfant. D'autre part, le risque, également fort, comme nous l'avons vu, d'occulter les dimensions affectives, de les renvoyer au domestique, à la sphère privée, espace séparé de l'espace public ou situé du côté de l'« impensable ».

37. Par exemple, on nous a interrogée sur les autres mouvements de *desocupados* ainsi que sur l'existence et les caractéristiques des organisations de chômeurs en France.

38. Dans cet article, elle s'oppose à Max Weber qui considère que les affects sont à l'origine des perturbations et de la « déviance », mais aussi toute pensée dichotomique qui contraindrait les sociologues à « faire tomber l'affect du côté de l'impensable » (1994 : 23).

Les conférences des dirigeants *piqueteros* auxquelles nous avons assisté à Paris ont toujours pu compter sur l'accueil enthousiaste d'un public militant diversifié capable de remplir les salles, de s'enflammer au cours du débat et, même pour certains d'entre eux, de s'engager dans des réseaux de solidarité internationale de soutien des initiatives populaires. Certains seront partis avec la certitude qu'un *autre monde est possible* face à la globalisation néolibérale. D'autres, au contraire, auront été déçus par une « action sociale » soumise à la gestion de la précarité. Loin de ce regard à distance, le partage de leur vie quotidienne s'est avéré un outil nécessaire pour comprendre les modalités de participation et de compréhension du politique des membres en fonction de leur expérience vécue sans les transformer en héros ni les réduire au rôle de marionnettes asservies aux seuls besoins matériels.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ACUÑA Carlos H. et SMULOVITZ Catalina, 1995: "Militares en la transición Argentina : del gobierno a la subordinación constitucional" en ACUÑA H. Carlos, GONZALEZ BOMBAL Inés, JELIN Elizabeth, LANDI Oscar, QUEVEDO Luis Alberto, SMULOVITZ Catalina y VACHIERI Adriana: *Juicio, Castigos y Memorias : Derechos Humanos y Justicia en la política argentina*, Buenos Aires : Nueva Vision.
- ANHEIER H., GLASIUS M., KALDOR M. (eds.), 2006: *Global Civil Society 2006/2007*, London, Sage.
- CARRERA Iñigo Nicolás et COTARELO María Celia, 2003: "Reestructuración productivas y formas de protesta social en la Argentina", in DE LA GARZA TOLEDO Raúl (ed.): *Reestructuración Productiva, Mercado de Trabajo y sindicatos en America Latina*, CLACSO; <http://www.clacso.org/trabajo2/3.pdf>, 27-08-00.
- CEFAI Daniel, 2007 : *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte-MAUSS.
- COUSO Claudia, 2006: *Perspectivas y puntos de vista de los integrantes de los Movimientos de Desocupados del Gran Buenos Aires (2002-2004)*, Tesis del Magister Scientiae en Metodología de la Investigación de la Universidad Nacional de Entre Ríos.
- DI MARCO Graciela, 2007 : « Justice sociale et droits liés au genre », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 191, p. 51-64.
- ESCOBAR A., ALVAREZ S.E. (eds.), 1992: *The Making of Social Movements in Latin America : Identity, Strategy, and Democracy*. Boulder, CO, Westview.

- FAVRET-SAADA Jeanne, 1990 : « Être affecté », *Gradhiva*, n° 8, p. 3-9.
- FEIJOO Maria del Carmen con NARI Marcela Alejandra, 1994 (2^e ed.): "Women and Democracy in Argentina", en JAQUETTE Jane S.: *The Women's movement in Latin America, Participation and Democracy*, Oxford : Westview Press.
- FILLIEULE Olivier, 1993 : « Conscience politique, persuasion et mobilisation des engagements. L'exemple du syndicat des chômeurs, 1983-1989 », in FILLIEULE Olivier : *Sociologie de la protestation*, Paris, L'Harmattan.
- FRASER Nancy, 2005 : *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte.
- GRIMSON A. et PEREYRA S., 2010: "La Argentina en la encrucijada de la globalización. Los alcances y los límites de las formas de militancia y activismo transnacional" in HERNANDEZ Valeria (comp.): *Trabajo, conflictos y dinero en un mundo globalizado*, Buenos Aires, Ed. Biblos.
- HÉRIARD DUBREUIL Bertrand, 2007 : « Une crise sans représentants », CERAS, revue *Projet* n° 299, juillet. URL : <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=2384>.
- HERNANDEZ Valeria (comp.), 2010: *Trabajo, conflictos y dinero en un mundo globalizado*, Buenos Aires, Ed. Biblos.
- HIRSCHMAN Albert O., 1970: *Exit, voice and royalty. Responses to decline in firms, organisation and states*, Harvard University Press, Massachusetts, Londres.
- HOURS Bernard, 2003 : « Les ONG : outils et contestation de la globalisation », *Journal des Anthropologues*, n° 94-95, p. 13-22.
- JELIN Elizabeth, 2007 : « À propos du global et du local : les mouvements sociaux et l'action collective » in HERNANDEZ Valeria, OULD AHMED Pepita, PAPAIL Jean, PHÉLINAS Pascale : *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- JELIN Elizabeth, 2005: "Los derechos humanos entre el Estado y la sociedad", en SURIANO Juan (ed.): *Dictadura y democracia (1976-2001)*, *Nueva Historia Argentina*, Tomo X, Buenos Aires : Sudamericana.
- JELIN Elizabeth, 1986: "Otros Silencios, otras voces : el tiempo de la democratización en la Argentina" en CALDERÓN Fernando : *Los movimientos sociales ante la crisis*, Buenos Aires : Universidad de las Naciones Unidas.
- LAUFER Rubén, SPIGUEL Claudio, 1999: "Las 'puebladas' argentinas a partir del 'santiagazo' de 1993", in LOPEZ MAYA Margarita (ed.): *Lucha*

- popular Democracia y neo-liberalismo : protesta popular en América Latina en los años del ajuste*, Venezuela, Nueva Sociedad.
- LEFORT Claude, 1983 : « La question démocratique », in *Le retrait du politique*, Paris, Galilée.
- LENGUITA Paula, 2002: *Los desafíos teóricos de la « identidad piquetera »*, CEIL-PIETTE- CONICET.
- LUZZI Mariana, 2007 : « L'épargne en question : l'expérience des épargnants pendant la crise économique argentine (2001-2002) » in HERNANDEZ Valeria, OULD AHMED Pepita, PAPAIL Jean, PHÉLINAS Pascale : *Turbulences monétaires et sociales. L'Amérique latine dans une perspective comparée*, Paris, L'Harmattan.
- MANERO Edgardo, 2003: *Argentine : Chronique de morts annoncées*, in *Observatorio Argentino*. www.argentinaobs.org.
- NEVEU Eric, 2002 : *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- QUIROS Julietta, 2009: "Ser piquetero, estar con los piqueteros. Hacia una etnografía descentrada d los movimientos como objeto de análisis", in GRIMBERG Mabel, FERNANDEZ ALVAREZ Maria, CARVALHO ROSA Marcelo (eds.) : *Estado y movimientos sociales : estudios etnográficos en Argentina y Brasil*, Buenos Aires, Antropofagia, 208.
- Rauber Isabel, 2002: *Piquetes y piqueteros en la Argentina de la crisis*, 34 p. Site Internet : <http://www.rebellion.org/docs/4859.pdf>
- RIUS Pía V., 2007 : « Entre travail et activité. Le mouvement des piqueteros en Argentine », *Autrepart*, n° 43, IRD-Armand Colin p. 41-55.
- SCHÜTZ Alfred, 1987 : *Le chercheur et le quotidien. Phénoménologie des sciences sociales*, Paris, Méridiens-Klincksieck, p. 286.
- SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián, 2004: « Les dimensions de l'expérience piquetera : tensions et cadres communs dans l'organisation et la mobilisation des chômeurs en Argentine », *Revue Tiers Monde*, vol. XLV, n° 178, avril-juin, p. 419-441.
- SVAMPA Maristella et PEREYRA Sebastián, 2003: *Entre la ruta y el Barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Editorial Biblos.

INTERNET : UN OUTIL DE LÉGITIMATION POUR LES HOMOSEXUELS CANTONNAIS

Wenjing GUO

Internet, conçu comme une technologie de communication, est devenu un espace de communication de « liberté » absolue, et compte désormais, à travers la globalisation, parmi les nouveaux objets de la discipline anthropologique entre autres. Miroir et reflet de la société réelle il est souvent instrumentalisé par les différents acteurs sociaux et politiques. La possibilité de construire une communication de multitude, à tout moment et à tous les niveaux, en particulier avec l'usage d'Internet sur les téléphones portables, en fait un instrument incontournable pour comprendre les logiques et les représentations des acteurs sociaux et politiques. La contradiction entre le « libre accès » à Internet et la limite à ce « libre accès » révèle les logiques sociales et politiques dans le contexte de la globalisation et de l'économie de marché. De nos jours, les activités économiques, culturelles, politiques et sociales se structurent par et autour d'Internet. Alors que dans la vie réelle, les acteurs sont imbriqués dans un réseau de nœuds sociaux interconnectés, sur la Toile dite « virtuelle », les fils de ces réseaux s'entrelacent suivant une tout autre logique. Cette mutation structurelle entraîne autant de nouvelles possibilités que de nouveaux problèmes.

Face à la modernisation et à l'expansion généralisée de l'économie de marché, la Chine se situe de façon paradoxale : d'un côté, le pouvoir politique prend en compte l'importance des nouvelles technologies considérées comme moteur de la croissance économique et des échanges globaux, et les instrumentalise au service de l'État-parti ; de l'autre, il redoute la circulation des informations, accélérée par l'usage d'Internet, notamment la généralisation des accès à Internet par téléphones portables.

Cette diffusion affaiblit potentiellement le contrôle politique de l'État-parti. Un système de contrôle des différentes sphères sur Internet en Chine est ainsi mis en œuvre — projet du « bouclier d'or » — par le ministère de la Sécurité publique en 2006. Ces censures portent le nom de *Great Firewall* (la Grande Muraille de pare-feu¹). Les manipulations de logiciels pour franchir cette grande muraille « virtuelle » sur Internet sont désignées par l'expression « grimper au mur » ou « franchir le mur ». Une nouvelle sémantique autour de cette « muraille » est ainsi créée par les internautes chinois. Les sites « dangereux et avec une mauvaise intention » sont censurés par le Parti pour construire « une société harmonieuse ». Ainsi l'expression « être harmonisé » (*bei he xie*) est devenue synonyme de « être censuré ». Et l'usage d'un nom comme verbe en indicatif passif devient la mode chez les internautes pour exprimer leurs mécontentements.

En Chine comme ailleurs, le « cercle » des homosexuels est exclu des normes sociales dominantes. L'homosexualité a été supprimée de la liste officielle des maladies mentales de l'Association de psychiatrie des États-Unis en 1973, de celle de l'Unesco en 1990 et seulement en 2001 pour l'Association de psychiatrie en Chine. Le terme « cercle », utilisé ici pour désigner le groupe social des homosexuels, est le mot chinois utilisé par les acteurs eux-mêmes, notamment ceux que nous avons pu rencontrer à Canton. Les gens rencontrés se réunissent autour d'une association, créée sur Internet, d'où le choix de ce terme « cercle » afin d'éviter dans ce cas précis la cohérence de la notion anthropologique de groupe social. Les membres de ce « cercle » se connaissent d'abord à travers Internet, puis réussissent à « s'incarner » dans une association d'homosexuels à Canton. Ils existent en tant que groupe sur Internet, d'où l'existence d'un « groupe social abstrait² », mais également dans la vie réelle. Les homosexuels qui participent à l'association se regroupent autour d'une seule personne, mère modèle et héroïque, et le « cercle » est composé par des morceaux et des fragments de connaissances, d'où les caractéristiques qui lui sont attribuées : ouvert, instable et fragile, dans une forme embryonnaire d'association, plutôt « familiale ». C'est à travers les parcours biographiques des acteurs sociaux locaux de cette association d'homosexuels à Canton que nous montrerons l'articulation entre les normes globales et la construction de l'existence

1. Équivalent du terme anglais donné par Charles R. Smith dans son article "The Great Firewall of China" du 17 mai 2002 : *For nearly a thousand years the Great Wall of China protected the Asian empire from foreign invasion. Today, red China is installing a great 'firewall', hoping to stem the tide of foreign ideas from invading the authoritarian one-party state.*

Voir : <http://archive.newsmx.com/archives/articles/2002/5/17/25858.shtml>

2. Terme et notion utilisés et développés par Monique Selim dans son séminaire « Anthropologie politique de la globalisation » à l'EHESS en 2010.

individuelle et collective par Internet dans un champ sociopolitique. L'enjeu ici sera d'analyser le rôle d'Internet dans les processus de construction d'une identité marginalisée, individuelle et collective, ainsi que les représentations des acteurs sociaux locaux eux-mêmes sur cet espace de communication global.

Une association pour les parents et les amis des homosexuels et leur « mère »

Appelons l'association étudiée pour les parents et les amis des homosexuels FPAH – Famille, parents, amis des homosexuels. Cette association, basée à Canton est créée en 2008 par une femme, connue comme « Maman Shang » dans le « cercle » des homosexuels en Chine. Son fils unique, « homosexuel », est le premier dans ce groupe marginalisé à avoir été présenté, avec sa mère, dans plusieurs programmes de télévision, distribués dans toute la Chine, où l'on expliquait son itinéraire et son histoire quant à sa « sortie du placard ³ ».

Madame Shang est issue d'une famille révolutionnaire maoïste : ses parents sont devenus membres du parti communiste chinois à Hongkong en 1936, bien avant la fondation de la République populaire de Chine. Elle a travaillé comme éditrice dans un magazine sur la littérature au niveau provincial du Guangdong. Fille d'un couple de hauts cadres, elle a rejoint les gardes rouges ⁴ en 1966, suite à l'appel de la révolution culturelle. Au début, ses parents étaient « pour cette révolution », et « tous les étudiants étaient censés la rejoindre ». Comme beaucoup de « jeunes éduqués », elle a été envoyée, deux ans après, à la campagne dans une région montagnarde au nord de la province du Guangdong où elle est restée dix ans, ses six frères et sœurs étant placés dans d'autres régions. Au même moment, son père était emprisonné, séparé de sa femme ; cette dernière, également jetée en prison dans une autre ville est devenue folle et y est restée jusqu'à sa mort. Madame Shang apprécie « l'esprit ouvert » de sa famille et de ses parents qui ont « lutté pour l'égalité et une société harmonieuse » durant toute leur vie. Le fait que son mari soit un « orphelin » vietnamien, issu d'une grande famille chinoise de médecins au Vietnam et qu'il ait choisi, à l'âge de seize ans, de venir en Chine pour la « construction du communisme » est, selon elle, l'une des raisons qui explique pourquoi il ne pousse pas leur fils au mariage pour avoir un enfant, tant désiré pour la lignée patrilinéaire. Avant son premier entretien à la télévision, Madame Shang s'est réclamée de l'approbation de

3. La « sortie du placard » est traduite directement de l'expression chinoise « *chu gui* 出柜 ».

4. Il s'agit d'un mouvement de masse comprenant en grande partie des étudiants et des lycéens pendant la révolution culturelle.

son père : bien que ne pouvant plus l'interroger (il est décédé en 1994), mais connaissant son sentiment de « responsabilité » envers la société, elle pense qu'il approuverait la décision qu'elle a prise de témoigner sur l'histoire de son fils à la télévision et trouverait la démarche « intéressante ». Ce sentiment de responsabilité, partagé par son fils, « courageux et conscient de sa responsabilité sociale », est une autre raison qu'elle avance pour justifier sa présence sur le plateau en tant que modèle de mère courageuse. Un statut, producteur d'identité lui est conféré à la suite de ce programme : « Maman des homosexuels ⁵ ».

« Révolutionnaire », intellectuelle, bien éduquée, l'esprit ouvert, elle est appelée « Maman Shang » par les gens de leur « cercle ». Elle ne cherche pas à cacher son identité derrière l'anonymat, mais au contraire, utilise son vrai nom dans tous les domaines « ayant peur qu'on ne connaisse pas « Maman Shang » ». Elle opte pour la stratégie de faire connaître et réfléchir sur les sujets concernant l'homosexualité et représente l'image d'une « mère héroïne », modèle idéal de parent aux yeux des gens de son association, voire de manière générale de l'ensemble des homosexuels en Chine. Personnage médiatique et médiatisé, elle est aussi bien un modèle dans la presse traditionnelle que sur Internet.

En 2006, après plusieurs programmes de la télévision, elle se lance sur Internet, où elle crée son blog, suite aux conseils d'un ami de son fils ⁶, Junwei, qui a également créé un site sur l'homosexualité avec un système de « *login in* (se connecter) avec nos vraies coordonnées », qui casse ainsi le côté anonyme d'Internet. Ce blog est devenu le repère et le phare de beaucoup de gens dits « homosexuels » en Chine. Elle s'est lancée sans aucune connaissance informatique et son blog s'est rapidement fait connaître dans la communauté homosexuelle en Chine grâce à cet ami Junwei, dont le blog, déjà très connu et fréquenté, présente « Maman Shang » comme parent modèle. Elle poste sur son blog les activités de leur association et leur participation aux activités concernant l'homosexualité, mais également des témoignages sur elle-même ou des histoires personnelles racontées par des gens concernés, souvent jeunes et confus sur leur identité d'homosexuel. Elle a aussi ouvert une *hotline* au service de ceux qui ont besoin de ses conseils et de raconter leur histoire, un autre moyen pour elle de recueillir des témoignages.

5. Les termes utilisés par elle en chinois sont « *tongzhi mama* 同志妈妈 » et/ou « *tongxinglian mama* 同性恋妈妈 ». *Tongzhi* 同志 désigne au début les camarades dans un révolutionnaire. Depuis une vingtaine d'années ce mot est devenu un mot familier pour dire « les homosexuels ».

6. Ce détail donné par Junwei n'a pas été mentionné par Madame Shang.

Deux ans après, elle a senti le besoin de créer une structure autre qu'un blog sur Internet, parce que « si les parents (des homosexuels) cultivés peuvent aller voir ce blog, la plupart des parents ne vont pas sur Internet ». Aussi dit-elle « peu de parents nous voient réellement, ils ne connaissent pas l'existence des autres homosexuels mais uniquement leur enfant ». C'est Junwei qui a écrit l'article annonçant la création de la FPAH en insistant sur l'accès aux droits des homosexuels. La date du 28 juin pour la publication de cet article n'a pas été choisie par hasard, mais en mémoire des émeutes de Stonewall⁷ à New York qui ont eu lieu le 28 juin 1969. La création de cette association, faite sans l'accord des autorités, n'est pas annoncée dans la presse, mais uniquement sur son blog où elle a reçu de nouveau le soutien des internautes qui laissent des commentaires favorables à cet événement. Cependant certains ont montré leur inquiétude sur le futur de l'association en étant conscients du « long chemin » à parcourir. La plupart des associations homosexuelles en Chine sont, selon elle, rattachées aux organismes gouvernementaux, à différents niveaux, et rares sont celles enregistrées au bureau des Affaires civiles. La sienne est rattachée au Centre de contrôle et de prévention des maladies (Center for Disease Control and Prevention) du gouvernement. Le mot « homosexuel » qui figure dans le nom de leur association apparaît « peu discret », « trop embarrassant » pour certains mais « scientifique, direct et impliquant une certaine reconnaissance de l'identité homosexuelle » selon elle. Comme sa mise en avant dans la presse avec son vrai nom, l'enjeu est d'attirer l'attention des médias et celle du gouvernement, lesquelles sont nécessaires pour le développement de l'association. Il s'agit d'aider les homosexuels, leur famille et leurs amis, à faire connaître cette « communauté » discriminée et stigmatisée, au nom de l'idée que « l'amour est le plus bel arc-en-ciel », titre qu'elle a donné à son livre.

En s'accrochant à la cause nationale (avec le gouvernement) et internationale de lutte contre le SIDA, l'association a organisé sa première activité en distribuant des brochures sur le SIDA, des préservatifs, etc. dans un parc où se réunissent fréquemment des homosexuels. Dans le cadre de la lutte contre le SIDA, cette association *grassroot*⁸ a remporté des prix, attribués par des fondations internationales et des chaînes de télévision, en concurrence avec d'autres établissements publics, ONG et associations de

7. Les émeutes de Stonewall, série de conflits violents entre les homosexuels et les forces de police de New York, se sont déclenchées lors de la nuit du 28 juin 1969, à la suite d'une rafle menée par huit policiers dans le *Stonewall Inn*, un bar gay situé dans Greenwich Village. Stonewall est souvent considéré comme le tournant du mouvement de demande d'égalité des droits homosexuels.

8. Il s'agit des organisations fondées par des gens issus du « peuple » ou de « la masse ».

diverses natures. Une partie de son financement vient des projets de lutte contre le SIDA, financés par les gouvernements locaux chinois, les institutions et les fondations internationales, etc. Alors que le financement des colloques pour les parents, la famille et les amis des homosexuels, les salaires et le maintien du service de *hotline* proviennent d'une association américaine qui a pour objectif de soutenir également la lutte contre le SIDA en Chine, association elle-même créée par un Sino-Américain « homosexuel ».

L'atmosphère de « famille » et les services pour les homosexuels et leur entourage ont attiré des membres des quatre coins de la Chine mais motivé peu de parents et d'amis. Sur la liste d'une centaine de membres en Chine dont une quarantaine à Canton, seule une dizaine participe régulièrement à leurs activités à Canton.

C'est au cours de l'une de leurs activités habituelles de rencontre – celle de *online* à *offline*⁹ — que nous avons pu prendre les coordonnées des membres présents pour mener nos futures enquêtes. La rencontre avait lieu dans un parc situé au nord-est de Canton ; nous nous sommes réunis à l'entrée du parc où plusieurs parapluies/parasols de couleur arc-en-ciel ont été ouverts et déposés par terre. La revendication des homosexuels s'exprime à travers nombre de détails symboliques et l'usage de ces symboles d'homosexualité est accentué dans les activités où des participants portent un foulard, un chapeau ou un sac à dos de couleur arc-en-ciel ; mais ils s'habillent de la même manière dans leur vie privée. Les participants portaient chacun un carton de couleur différente, indiquant leur situation amoureuse (célibataire ou en couple), avec un chiffre indiquant l'ordre d'arrivée, ce qui permettait de connaître le nombre de présents. Plusieurs activistes sont employés ou bénévoles dans d'autres associations ou ONG d'homosexuels à Canton. La coopération entre ces associations est, selon eux, « très bonne et pas en concurrence vicieuse comme dans certaines villes ». Après une promenade permettant aux gens de parler librement à ceux avec lesquels ils avaient envie de faire connaissance, nous sommes arrivés dans un grand Plaza au bord du lac. Les organisateurs ont commencé à répartir les membres participants en plusieurs groupes pour jouer en équipes. Ces jeux, « sauter à la corde », chanter et danser, ont attiré un public qui s'est réuni autour d'eux, notamment plusieurs employés du service de sécurité du parc qui regardaient de loin sur leur vélo. Étant donné que ce groupe se comportait « correctement » sans troubler l'ordre public, le

9. Il s'agit d'une expression utilisée par une personne rencontrée dans une autre association d'homosexuels. Ce terme montre l'articulation entre la communauté homosexuelle sur Internet et celle dans la vie sociopolitique réelle. Ainsi, en passant de *online* à *offline*, leur vie sur Internet et les rencontres réelles s'entrecroisent.

service de sécurité les a laissés tranquilles jusqu'à leur départ. Ensuite le groupe s'est retrouvé dans un restaurant en face du parc où les discussions et les échanges se sont poursuivis à table, manière de communication stratégique souvent utilisée par les Chinois pour les rencontres, les discussions, les négociations, etc. dans les domaines professionnels et/ou personnels. Il s'agit d'une forme très discrète et efficace de réunion par rapport à une réunion qui se tiendrait dans un endroit formel ou public (bureau ou parc par exemple). Cette dernière forme de réunion en effet attire fortement l'attention du service de sécurité sur place quand le nombre des participants dépasse la limite jugée dangereuse pour « l'ordre et la sécurité du public ainsi que la stabilité de la société ». La surveillance, voire l'intervention, seront mises en œuvre afin d'étouffer dans le berceau ces éléments jugés « déstabilisants ». Mais la réunion d'un groupe, même d'une centaine de personnes, voire plus, semble toujours normale et banale quand il s'agit d'un repas collectif, surtout à l'occasion des grandes fêtes, telle que la fête des mères dans le cas évoqué. Cinq tables rondes ont réuni une cinquantaine de personnes dont la moitié ont laissé leurs coordonnées sur les papiers que nous avons fait circuler. Deux jeunes hommes nous ont contactés discrètement après le repas pour prendre un RDV avec nous. À l'occasion de la fête des mères, « Maman Shang » a reçu un bouquet de fleurs au début de la journée et un ancien fonctionnaire du bureau des Arts a chanté pour elle une chanson intitulée « La mère » à la fin du repas collectif.

Cette sorte de rencontre, dans un parc ou dans l'espace privé d'un karaoké, à l'occasion de fêtes ou non, est l'une des activités principales de la FPAH. Les participants sont conscients que la plupart viennent pour « rencontrer quelqu'un » et d'une certaine manière, la FPAH joue un rôle d'agence « matrimoniale » et ne s'en cache pas. Citons une fête de « fiançailles » à Canton : celui que nous appellerons Jianguo, a contacté Kangping, après avoir lu l'histoire de son futur fiancé sur le blog de « Maman Shang ». Après trois mois de *chat* sur QQ¹⁰, Kangping a décidé de quitter sa ville et de rejoindre Jianguo à Canton. Neuf mois après, à l'occasion du deuxième congrès de rencontres des parents de la FPAH à la fin du mois de juin 2010, « Maman Shang » donne la main de l'un à l'autre pendant leur fête de « fiançailles ». Elle se réclame ainsi et donne l'image d'une mère pour tous les « enfants ». Cette fête est l'apogée de ce congrès et un article important dans le journal local, distribué dans la province, voire d'autres régions, est consacré entièrement à ce couple. La mise en scène de leur « réussite » comme modèle d'amour homosexuel, comme couple

10. Le nom d'un programme équivalent à MSN qui permet aux internautes de chatter avec leurs amis, en privé ou au sein d'un groupe dont les membres sont choisis par thème. Par exemple, un groupe de QQ de la classe au lycée, d'une association, etc.

homosexuel, « encourage » ceux qui s'identifient comme « homosexuels », et sont en partie motivés pour trouver un compagnon à rejoindre l'association FPAH. « Maman Shang », en tant que « marieuse » donne son accord en représentant les parents du couple. La reconnaissance par « la famille » de l'existence de l'individu et du couple en tant qu'homosexuels est donc acquise. Les normes de genre, d'égalité et des droits de l'homme s'articulent avec la revendication d'une existence individuelle et collective, à travers une association d'homosexuels créée par une « mère » porteuse des causes internationales, lesquelles sont aussi un enjeu sur la scène nationale pour le gouvernement chinois : la lutte contre le SIDA. C'est dans le cadre de cette cause globale que la communauté homosexuelle en Chine peut disposer d'un espace sociopolitique par où passe sa revendication politique.

Un militant « homosexuel » pour les droits de tous les citoyens ?

Allons d'abord chez Junwei, travailleur bénévole et militant actif de cette association. Fils de paysans montagnards de la région révolutionnaire maoïste, il possède sa propre entreprise de logistique et son propre appartement à côté de la Montagne Baiyun¹¹ à Canton. Après une formation professionnelle d'élevage des vers à soie et trois ans de travail, il a décidé de tout quitter et d'aller à Canton avec son ex-ami, dont les parents sont aussi paysans. Il a essayé de concentrer son discours sur le sujet d'Internet sans vouloir trop parler de son itinéraire et de sa famille, sa mère étant morte d'un cancer. Il conteste le système éducatif en donnant l'exemple de son ex-ami, qui, après avoir passé une dizaine d'années avec Junwei, l'a quitté pour épouser une fille en 2008 en alléguant que « seule la vie avec une femme et des enfants est harmonieuse et heureuse ». Il est pour Junwei « un cas d'échec de l'éducation, qui ne lui a pas donné la capacité de réfléchir de manière indépendante », notamment quand il considère l'union entre deux êtres comme quelque chose qui ne peut s'appliquer à deux personnes de même sexe. Ainsi, il s'inscrit dans les normes sociales traditionnelles. Quant à la vie heureuse, Junwei pense que « le mariage n'apporte pas forcément ça ». Les rapports entre les enfants et les parents sont aussi mis en cause : l'amour des parents est en effet « petit et égoïste » s'il ne franchit pas la porte de la famille. Les enfants sont souvent considérés comme « une propriété privée » des parents et *vice versa*. Les changements de situation amoureuse des parents sont ainsi bloqués par les enfants qui considèrent le mariage du troisième âge comme quelque chose de « pas bien » et se posent la question : « comment vont-ils s'occuper des petits-enfants s'ils (les

11. Quartier de la banlieue nord de la ville de Canton.

parents) sont remariés » ? Cette idée de « propriété privée ¹² » fonctionne dans les deux sens. Ces réflexions lui ont été inspirées, précise-t-il, par sa « sexualité » qui le pousse à réfléchir à la place des autres, par exemple les gens qui vivent à la campagne et sont contre le mariage quand on est « vieux ». *A contrario*, il est content que, suite au décès de sa mère, son père ait trouvé une compagne à son âge. Selon lui, l'accord des parents sur la relation amoureuse des enfants ne relève pas de la sexualité, mais d'un « problème de communication entre eux et du manque de confiance de l'un envers l'autre ». En résolvant ce rapport social avec sa sœur et son père, qui s'inquiète toujours de sa vie quand il sera vieux, il a réussi sa « sortie du placard ». Sa vie « indépendante et heureuse » a mis fin au débat quant à son mariage. La reconnaissance de la presse et de la télévision lui a attribué un rôle nouveau.

Porteur d'un discours sur la société civile et la liberté d'expression, il a créé en avril 2009 son site *SNS* dont le système de *login in* exige l'identité réelle des utilisateurs. Ce site, qui a été ouvert suite au succès de son blog personnel, créé en 2005, est déjà très fréquenté – « un des trois premiers blogs les plus visités dans leur cercle » — par les internautes avant le blog de Madame Shang. L'idée que « cette mère est courageuse et magnifique [...] il faut qu'elle fasse quelque chose » les a amenés bien plus loin qu'à un blog de « mère vedette » sur la Toile. Avec plus de dix ans d'expérience d'internaute, Junwei peut témoigner des évolutions d'Internet en Chine : depuis l'époque où ses frais d'accès à Internet lui coûtaient 750 yuans par mois, avec un faible débit, jusqu'à l'époque d'accès à la fibre optique pour moins de la moitié du prix mentionné. Il a été impressionné par le « recul » d'Internet en Chine à partir de la seconde moitié de l'année 2009 après la création de son site, qui lui coûte 130 000 yuans par an. La création de ce nouveau site témoigne de la réduction de l'espace de liberté d'expression sur la Toile et de la montée des obstacles pour créer un site privé. L'enregistrement de son site lui a d'abord été refusé par le bureau de gestion des sites, simplement parce qu'il est « homosexuel ». Cette identité est tellement « sensible » que l'autorité « n'allumait le feu vert » qu'à condition que Junwei bloque, sur son futur site, la possibilité pour les internautes de laisser un commentaire à la fin d'un article, en ajoutant : « Le miniblog ¹³ des homosexuels ? Non ! » Selon lui, la raison pour laquelle le contrôle sur

12. Junwei a utilisé le terme chinois *si ren cai chan* 私人财产, « propriété privée », qui signifie que les parents ainsi que les enfants sont considérés comme un « objet » appartenant à l'autre.

13. Miniblog est traduit directement du terme chinois *Weibo* 微博 qui désigne les sites interactifs tels que Twitter, dont l'accès est pratique et efficace *via* les téléphones portables, d'où vient l'idée que c'est un outil de communication parfait pour le témoignage simultané.

Internet en Chine devient de plus en plus sévère, pour les initiateurs privés des sites, c'est que les « capitaux de pouvoir et de puissance ¹⁴ » entrent sur le marché d'Internet à cause de sa rentabilité énorme ¹⁵.

Face à la prise en main d'Internet par « un gouvernement de gestion et de contrôle », qui, au lieu de laisser Internet « servir le peuple », met en place une gouvernance de type capitaliste reposant sur le pouvoir du Parti et la croissance économique, Junwei conteste la fonction de ce gouvernement qui n'est pas au service du peuple, il critique le contrôle exercé sur la circulation des informations et insiste sur la nécessité du développement d'une société civile. Par manque d'un « sentiment de sécurité », le gouvernement filtre les informations et impose son discours de « *marketing* de la réputation ¹⁶ » aux frais du peuple. Junwei résume l'idée en prononçant le nom du parti des cinquante centimes ¹⁷ (*wu mao dang*) internautes recrutés par les autorités, les établissements ou les entreprises pour promouvoir la réputation de ces employeurs ou compromettre celle des concurrents. Selon lui, toutes les politiques actuelles concernant Internet sont issues d'idées vendues par des « gens puissants et au pouvoir ». La disparition de la « diversité sociale » sur Internet est pour lui un des signes du « recul d'Internet » — « Internet s'éloigne du peuple (de plus en plus difficile de mettre en ligne son propre site) » ; dépourvu de vitalité et de créativité, il ne produit plus que des copies d'idées empruntées aux pays étrangers. Un autre signe est le recul de la liberté d'expression sur la Toile. La campagne de *sao huang da fei* (balayer l'obscénité et lutter contre l'inégalité ¹⁸) a en réalité « pour objectif de lutter contre ce qui n'est pas correct politiquement sous prétexte d'obscénité ». Le mot « peuple » est un « mot/concept vide et faux » parce que « si l'autorité

14. Terme chinois : *quan gui zi ben* 权贵资本 dont *quan* 权 signifie le pouvoir, *gui* 贵 la puissance et *zi ben* 资本 les capitaux.

15. Par exemple, l'entreprise de QQ-Tencent : son chiffre d'affaires pour le 2nd semestre 2010 atteint 687 600 000 US dollars, et la valeur d'un titre d'action de cette société sur la bourse a varié de 3.7 HK dollars en 2004 à 171 HK dollars en 2010. Voir <http://it.people.com.cn/GB/42891/42894/11859755.html>.

16. Terme chinois : *kou bei ying xiao* 口碑营销.

17. En chinois, ils sont « 五毛党 *Wumao dang* », *Wumao* c'est 50 centimes, ainsi « 50 cent party » ou « 50 cent army » en anglais signifie « parti des 50 centimes » en français. Ce mot désigne les gens recrutés pour donner des commentaires favorables sur Internet dans l'intérêt de certains groupes ou des personnes qui les engagent. Leurs employeurs peuvent être des entreprises, les autorités à différents niveaux ou des individus. Ce nom a été créé par les internautes à partir d'un document gouvernemental de la ville de Changsha où il est indiqué que le salaire mensuel de ces « commentateurs-internautes » (*网络评论员 wangluo pinglun yuan*) était de 600 yuans et 50 centimes de plus pour chaque poste « favorable » sur la Toile.

18. Terme chinois : *sao huang da fei* 扫黄打非.

dit que tu es le peuple, tu l'es ; si le Parti dit que tu ne l'es pas, tu ne l'es pas », explique-t-il. Tout en gardant l'espoir qu'Internet finira quand même par contribuer au développement de la société civile, Junwei est bien conscient que le contrôle sur les organismes ou les organisations de la société civile est appliqué non seulement dans la vie « réelle » mais aussi sur Internet.

Internaute en Chine depuis dix ans, ce fils cadet ¹⁹ nous ramène au sujet incontournable de la censure en se référant au fait que certains sites, populaires dans le monde entier, sont censurés en Chine, tels *Google*, *Twitter*, *Youtube*, *Facebook*, etc. Le filtrage à différents niveaux a, selon lui, fait perdre au peuple la capacité de « réfléchir en toute indépendance : c'est comme à l'université, c'est horrible ». Le fait que beaucoup de gens ne réfléchissent pas et ne se forment pas une opinion propre lui fait penser à la possibilité d'un retour à la révolution culturelle. Faute d'une capacité de réflexion indépendante, selon lui, l'émotion nationaliste dans la population est prête à tout moment à se revitaliser pour n'importe quelle cause et à n'importe quel prix. Dans beaucoup de cas, la discussion sur Internet de différentes affaires d'actualité a tendance à simplifier les conflits et à se retourner contre un seul individu ou une seule entreprise comme bouc émissaire. Pour Junwei c'est loin d'être une solution mais constitue un problème dangereux pour la société, et à son avis, il vaudrait mieux réfléchir sur les causes des problèmes sociaux et politiques.

Le contraste entre la « grande voix » des homosexuels sur Internet et « pas de voix » dans la vie « réelle » révèle le refoulement de ce groupe discriminé et marginalisé dans la société. Les normes et le pouvoir politique réduisent au maximum le canal de la voix publique, en particulier celui des homosexuels. En même temps, dans un monde dit « virtuel » bien des gens de pratique sexuelle minoritaire ont réussi à construire leur vie et leur identité individuelle et collective en tant qu'« homosexuels ». L'homosexualité n'est pas illégale en Chine mais elle a été considérée officiellement comme un « désordre psychiatrique » jusqu'au 21 avril 2001. Souvent le sujet de l'homosexualité est non seulement tabou mais aussi diabolisé dans la presse dominante. Cette situation incite Junwei à se faire entendre et à se justifier sur Internet, car, dit-il, dans la presse traditionnelle, y compris au début de l'usage d'Internet où une communication interactive n'était pas possible, « on n'avait à lire que ce que ce qu'on avait écrit ²⁰ ». Le sentiment de solitude, d'isolement et de confusion sur la sexualité que Junwei ressentait avant de trouver sa communauté sur la Toile n'est pas un

19. Junwei a un frère aîné, trois sœurs aînées et une sœur cadette qui est la première personne de la famille à laquelle Junwei s'est confié et a raconté son histoire par rapport à sa sexualité.

20. Il a défini cette période comme l'ère Web 1.0.

cas particulier. C'est un sentiment très partagé par les autres personnes rencontrées dans l'association de Madame Shang.

Au début de ses expériences sur Internet, Junwei était satisfait de son site, son premier site, où il a trouvé des informations sur l'homosexualité et rencontré les premiers amis de leur cercle. Il ne connaissait pas « la grandeur de ce monde » pendant cette période qu'il appelle le « printemps d'Internet ». C'est une période où les sites, comme « les moutons lâchés dans la prairie », ont connu sur tous les sujets la prospérité et un développement rapide. De 1999 à 2003, c'est l'ère de la « révolution d'Internet » et Junwei passe d'internaute passif, lecteur, qui « avalait tout ce qu'on lui donnait », à quelqu'un qui n'hésite pas à tout contester. Par exemple : sa position militante de leader activiste dans la lutte qu'il a menée durant sept ans pour les droits des propriétaires dans le quartier où il habite ; l'affiche en bas de chez lui qui manifeste le désaccord des propriétaires à la fermeture de la salle conviviale destinée aux activités vient de son idée. Il affirme le rôle irremplaçable et incontournable d'Internet dans son itinéraire, depuis la prise de conscience de son identité « homosexuelle » à ses droits de « citoyen » et précise : « une grande partie de l'éducation à la citoyenneté que j'ai reçue m'est venue des sources sur Internet. Internet m'a introduit à la citoyenneté, Internet m'a libéré, moi et mon cœur. » 2005 marque le début de l'essor des blogs en Chine, l'ère Web 2.0. Il y participe activement avec l'ouverture de son blog. C'est un Internet interactif, où il peut offrir et enrichir les informations, exprimer ses propres points de vue « sans filtrage », où les internautes passent d'une position « on ne lisait que ce que tu nous montrais » à « moi aussi je montre aux autres ce que je veux ». Jusqu'alors, sur les sites homosexuels, les internautes ne faisaient que lire les articles et photos postés alors qu'avec l'ère Web 2.0, ils affirment leurs avis, leurs pensées et affichent leurs façons de réfléchir. Parallèlement, Junwei nous fait remarquer que le nombre de « sorties du placard » a augmenté et que de plus en plus de gens de leur cercle ne cherchent plus à se déguiser, à se cacher derrière l'anonymat sur Internet.

Avec l'arrivée de « l'ère Web 3.0²¹ », Junwei va appliquer sa volonté et son action de « grimper au mur », franchir la Grande Muraille de Pare-feu. Le miniblog a transformé le mode de diffusion des informations sur Internet. Un simple *plugin* peut permettre de mettre à jour *Twitter*, *Facebook*, *MSN* et d'autres sites ou logiciels équivalents par messages instantanés, e-mail ou un simple texto SMS *via* le téléphone portable. Il conteste l'efficacité du

21. Cette ère Web 3.0. est définie par Junwei comme l'ère où les internautes peuvent devenir une source d'informations grâce à la technologie du miniblog qui permet une circulation d'informations sur plusieurs sites ou des logiciels de chat à travers un simple SMS ou e-mail. Il l'appelle aussi « l'ère du miniblog ».

contrôle d'Internet par le gouvernement chinois qui met en œuvre la censure par « supprimer, étouffer et bloquer ». L'impossibilité de tout contrôler vient aussi, dans son argument, du fait que « tout le monde est maintenant la source de ces informations », et que la vitesse géométrique fait de cette ère Web 3.0 « une source inépuisable d'informations et une force de changements sociaux ». Il passe chaque jour au moins 2 heures sur *Twitter* en « prêtant ses compétences à la construction de l'ère du *miniblog* », qui est aussi le titre de l'un de ses articles sur son blog. Pour lui, franchir la *Great Firewall* est aussi un « devoir quotidien », car il s'agit d'éviter que toutes ses informations proviennent d'une source en position de « monopole ». Le discours officiel est insupportable pour lui et il cherche toujours à entendre les voix des autres. Il mentionne un site américain censuré en Chine – *Boxun.com* – qui regroupe les informations venues de différents côtés et souvent jugées « dangereuses » par les autorités chinoises, mais « vraies » par un grand nombre d'internautes. Ils manifestent ainsi leur mécontentement envers l'autorité chinoise, qui selon lui « sous-estime l'intelligence et la capacité de jugement du peuple chinois ».

L'idée de fonder une association pour les parents, la famille et les amis des homosexuels vient d'une discussion entre Junwei, Mme Shang et un père chinois américain dont le fils est homosexuel. Bien auparavant, Junwei avait mis en contact Mme Shang et une fondation hongkongaise d'homosexuels, que nous appellerons Intellaction, dont il est aussi un bénévole actif et connaît le fondateur. C'est par le réseau d'Intellaction que nous avons pu rencontrer Mme Shang. Les bureaux d'Intellaction couvrent les trois métropoles²² de Chine, ainsi que plusieurs villes de la province du Henan pour un service de lutte contre le SIDA, les soins aux enfants séropositifs ou aux orphelins dont les parents étaient contaminés. Une partie du budget d'Intellaction vient du projet de l'Unesco et du projet de coopération entre le gouvernement chinois et une grande fondation américaine internationale. Junwei met l'accent sur l'importance de la construction d'une « communauté » et la participation de cette « communauté » dans la société. Junwei cherche ainsi à « concrétiser » leur communauté sur Internet en aidant les amis de leur « cercle » à trouver un logement dans son quartier. Pour lui, leur « communauté » doit aussi exister concrètement et physiquement, à commencer au niveau microlocal, par son quartier qu'il connaît bien (ex. les appartements disponibles à louer) et où les loyers sont raisonnables par rapport au centre-ville.

Dans la société chinoise, comme ailleurs, les groupes minoritaires exclus des normes sociales dominantes souffrent toujours de discrimination et de

22. Pékin, Shangāi et Canton.

traitements inégalitaires dans tous les domaines. Les changements apportés par les nouvelles technologies sont très appréciés et font imaginer aux acteurs militants comme Junwei, un mouvement, voire un bouleversement sociopolitique, rendu possible avec l'impulsion et la circulation des informations sur Internet, et c'est ainsi qu'une société « meilleure, paisible, égalitaire et libre » naîtra.

Le discours de Junwei, qui se définit fermement et fièrement homosexuel, porte sur la liberté d'expression et les droits à la citoyenneté. Il cherche à s'intégrer et faire intégrer aussi les groupes sociaux minoritaires et marginalisés auxquels il appartient, en suivant un parcours de militance générale. Sa contestation des rapports sociaux et politiques (la famille ; les parents et les enfants ; le système éducatif ; le mariage ; la liberté d'expression et autres droits des citoyens, etc.) vient d'abord de ses réflexions et de la construction de son identité d'homosexuel, de la réappropriation des normes globales et globalisées tels que la citoyenneté, la société civile, la liberté d'expression et la démocratie importées en Chine avec l'économie de marché. La censure et le contrôle sur la Toile des autorités chinoises sont « peu possibles » dans les yeux de Junwei et alimentent son discours de revendication des droits citoyens, de liberté d'expression et de la construction d'une société civile. Avec une bonne maîtrise informatique et une compréhension de la logique et de l'articulation sur Internet, Junwei utilise la Toile comme un outil et fait passer les internautes, autour de lui et Madame Shang, du stade de « groupe abstrait » à un « groupe social concret²³ » qui revendique une existence sociale et politique. Internet est donc un instrument et un levier dans leur quête d'existence et la construction de leur identité. Mais il est également une scène sur laquelle les rapports sociaux et politiques s'articulent avec une autre logique conçue et limitée par le contexte social, politique et culturel de la globalisation.

Deux volontaires : collègues comme compagnons d'armes

Présentons ici deux collègues, Lingyu et Zhiheng venus d'une autre ville en voiture pour l'entretien. Lors de notre discussion téléphonique pour fixer le rendez-vous, ils n'ont pas voulu préciser qu'ils habitaient dans une ville à deux heures de route de Canton. Ils ont précisé que, travaillant dans la même entreprise et ne pouvant pas quitter leur poste pendant la semaine pour une raison que leurs collègues sont censés ignorer, il était plus facile pour eux de venir ensemble. Zhiheng est arrivé le premier sur les lieux de notre rendez-

23. Ces deux notions sont utilisées et développées par Monique Selim dans son séminaire « anthropologie politique de la globalisation » à l'EHESS en 2010.

vous ; Lingyu nous rejoindra plus tard. Zhiheng a donc eu l'occasion de parler de son histoire seul. Néanmoins, la présence de Lingyu, n'entravera pas la discussion. Leur complicité naît d'une amitié de plus de treize ans, de leur vécu commun dans la recherche d'une vie qui s'inscrive dans le processus d'une construction identitaire homosexuelle. L'un et l'autre se sont exprimés chacun leur tour durant une vingtaine de minutes, chacun seul, en l'absence de l'autre. Leurs narrations qui se complètent, préparent la suite de l'entretien avec beaucoup de sincérité. L'entretien porte sur l'évolution d'Internet et l'organisation des activités de la FPAH ainsi que sur leur itinéraire personnel.

Approchant tous deux la quarantaine, ils ont donc échappé à la politique de l'enfant unique qui débute à la fin des années 1970 ; ils sont tous deux les fils aînés d'une famille de militaires, avec un père travaillant dans l'armée et une mère tenant un rôle traditionnel. Leur seul frère est relativement plus « proche » de leurs parents. Commençons d'abord par Zhiheng qui dans son histoire revient souvent sur certains épisodes de son itinéraire amoureux. Souriant et chaleureux, il est venu d'une autre province du Sud-Est de la Chine et a quitté sa ville pour le Guangdong il y a dix ans. Son arrivée fait suite à la rupture, peu de temps avant le mariage, avec sa fiancée avec qui il est resté six ans. Fils « sage et bien aimé », il a suivi le « conseil » de son père quant à son choix pour sa spécialité à l'école technique professionnelle (en mécanique), de la même manière que toute la famille a suivi le père d'une ville à l'autre. Fils cadet d'une famille de paysans, le père de Zhiheng a perdu son père avant sa naissance, et il est le seul parmi ses six frères et sœurs à avoir réussi à quitter son village en s'engageant dans l'armée à l'âge de dix-huit ans. Sa future femme, fille de petits commerçants, suit son mari dans son unité de travail un an après la naissance de Zhiheng. Zhiheng laissera passer un an avant de pouvoir raconter à sa mère la raison pour laquelle il a décidé de rompre avec sa fiancée et d'annuler le mariage, et sa fiancée n'arrive pas à croire que son futur mari la quitte pour « un homme et non une femme ».

Faute d'argent, les parents de Lingyu l'ont confié à sa grand-mère jusqu'à l'âge de neuf ans. Pensionnaire à l'école secondaire et au lycée, Lingyu a passé peu de temps avec ses parents. Il a été envoyé au Pérou et en Argentine après le bac en 1990 par ses parents, enrichis grâce à la réforme économique, pour continuer ses études « pour son bien et son avenir », comme le lui a expliqué son père. Suite à la répression de Tian'an Men en 1989, son inscription dans une université canadienne a été annulée et il a ainsi passé cinq ans en Amérique du Sud où ont débuté ses expériences d'internaute et où il a entrepris sa quête de reconnaissance en tant qu'homosexuel. Son père, fils cadet de pêcheurs, a quitté l'armée et est devenu cadre dans une joint-venture, qu'il a rachetée en 1997, après avoir

occupé un poste au bureau du service du travail dans sa ville natale. Sa mère, fille aînée de petits boulangers, s'acquitte bien de son rôle traditionnel de « femme bonne » et « bonne mère » tout en travaillant d'abord comme ouvrière, puis comme administrative dans le même bureau du service du travail, *dan wei* (unité de travail) que son mari. Lingyu avance plusieurs raisons à son orientation sexuelle : tout d'abord il passait « trop de temps » auprès de sa mère à la maison et à l'usine, où il n'y avait quasiment que des ouvrières, il a été élevé par sa grand-mère, il y a un cousin homosexuel dans la famille, et son prénom est « un peu féminin ». Il dit avoir ouvert les yeux « à l'étranger » où « les gens ont l'esprit ouvert ». Là-bas, il a retrouvé la « communauté » homosexuelle *via* le réseau d'un ami, dont le frère est homosexuel. Et cela dans une Amérique du Sud, qui était « conservatrice » dans les années 1990 et où il n'y avait pas beaucoup d'homosexuels qui « sortaient du placard », dit-il. Par rapport à la Chine, cette image de « l'étranger » représente un univers plus « ouvert » et plus « gentil ». Cette division entre « nous » et « eux » apparaît souvent dans les entretiens que nous avons faits, en particulier quand il s'agit de la liberté, des droits, de la justice et de la démocratie. Contrairement à l'image construite de « l'étranger » dans les pays dits occidentaux, celle construite en Chine par ces acteurs représente un modèle de vie « meilleure » suivant la logique des discours globalisés occidentaux : esprit ouvert, liberté, droits sociaux, justice et démocratie.

Le profil de Lingyu, étudiant à l'étranger, et la profession de Zhiheng, « master » d'un système d'information de télécommunications chinois, les poussent à explorer le monde d'Internet dès l'ouverture de son accès à la population chinoise continentale (1996). C'est sur l'un des premiers sites d'homosexualité en Chine que Lingyu et Zhiheng font connaissance. Ce site de *chatroom* leur permet de « rencontrer » et de « parler » avec des gens des quatre coins de la Chine. Zhiheng, qui se trouvait « seul et bizarre » avant d'avoir « parlé » avec les gens rencontrés sur ces sites, a dès lors le sentiment de « trouver sa famille » sur les sites qu'il fréquente. Cependant, il souligne que les internautes sur le *chatroom* s'enfuiraient et se cacheraient immédiatement s'ils venaient à découvrir que leurs correspondants habitent ou viennent de la même ville. Cette « famille » sans frontières de l'espace numérique ne peut être famille que lorsque ses membres sont loin les uns des autres et séparés par les frontières géopolitiques de leur imaginaire. C'est après avoir découvert ces sites pionniers et sa sexualité que Zhiheng a décidé de quitter sa fiancée. Comme ils ont vécu et suivi l'histoire d'Internet en Chine, ils peuvent tous deux, dans leur narration à la fois lisse et complémentaire, bien préciser tant les détails techniques que leur sentiment personnel sur l'évolution des sites. Nostalgiques, ils ne retrouvent plus dans l'atmosphère générale des sites Internet ce sentiment de « pureté, confiance,

sincérité, famille et responsabilité » qu'ils ont connu ; désormais on ne trouve plus que « méfiance, audace, irresponsabilité, violence et sexe », surtout sur les sites homosexuels. Il est vrai, précisent-ils, qu'à cette époque, les internautes étaient minoritaires : ils venaient soit de couches sociales assez aisées, soit, en raison du coût des matériaux informatiques et des connaissances numériques exigées, ils avaient un niveau d'éducation élevé ou étaient spécialisés en informatique. Ces conditions limitées permettent de comprendre et de contextualiser cette atmosphère de jardin d'Éden imaginaire dans un monde numérique et abstrait où les participants sont bien réels. De surcroît, la distance géographique, réelle et/ou imaginaire, rassurait les internautes et les émancipait de la peur et de l'angoisse d'être, dans la vie réelle, dévoilés comme des homosexuels, des personnes considérées comme « différentes et anormales ».

« Nous n'allons pas changer et on est sûrs (de leur sexualité) » ; fermes et sûrs, Zhiheng et Lingyu sont « sortis du placard » pour leurs frères et mères la même année, en 2002. À travers la phrase citée ci-dessus, ils affirment leur sexualité et leur engagement l'un envers l'autre. Cet engagement réciproque, la tolérance et la compréhension montrées par les membres de leurs familles, le silence de leurs pères qui ont pris connaissance de leur sexualité par leurs mères et l'espace de liberté dont ils jouissent au sein de leurs familles en ce qui concerne le mariage, favorisent une solidarité pertinente et une complicité cohérente dans leur relation interpersonnelle. L'entretien nous amène à une discussion ouverte et franche sur la FPAH. Ils commencent leurs critiques par une expression chinoise utilisée quand quelqu'un de nouveau dans un groupe veut commenter une affaire du groupe : « On est nouveau, il y a des choses/paroles... on ne sait pas si on doit les dire ou non », en particulier parce que « c'est difficile de s'intégrer dans cette grande famille ». Le sentiment de « famille » était pour Zhiheng beaucoup plus palpable sur les premiers sites/*chatrooms* homosexuels qu'il avait visités que dans la « grande famille » de « Maman Shang ». Dans les *chatrooms* en question, les internautes se trouvaient sur un pied d'égalité, se respectaient, et pouvaient partager, parler « sans tabou » sur tous les sujets : vie sentimentale, travail, etc. Alors que la « grande famille », réunie par une mère symbolique, n'a pas réussi à intégrer tous les membres : parler d'une conversation sans tabou alors que certains n'osent même pas dire bonjour aux autres... ! Cette distance interpersonnelle échappe souvent aux organisateurs et aux animateurs de la FPAH. C'est ainsi qu'un animateur, dans une rencontre d'amour dans un lieu public, s'est fâché contre les participants « homosexuels » parce qu'aucun ne voulait se présenter devant un microphone face à un public qui réunissait participants actifs et visiteurs, simples curieux ou participants masqués. Effectivement, certains

participants, cachés parmi les spectateurs, n'ont pas osé entrer dans le cercle des participants actifs, « comme la journée au parc » ajoute Lingyu.

Tous les deux « bénévoles », ils ne savent pas quels sont exactement leurs tâches/devoirs ni ce qu'ils peuvent faire pour l'association : insistons une fois encore sur la distance qui sépare leur ville et Canton. Inscrits sur la liste pendant les activités de la FPAH, ils sont devenus « bénévoles » et les deux seuls dans leur ville. Sans règles ni structures, « l'association aura du mal à exister, sans parler de son développement et de son élargissement », dit Zhiheng. Ce dernier et Lingyu sont déçus par les conflits personnels : deux volontaires se sont disputés dans le groupe des volontaires de la FPAH sur l'espace QQ de l'association. Et leur déception lors de la journée au parc s'est accrue du sentiment d'être exclus dans les conversations à la table où ils se sont trouvés avec un petit groupe de volontaires activistes, qui se connaissent très bien et sont employés ou anciens employés d'associations homosexuelles à Canton. La conversation ouverte par Zhiheng et Lingyu a été ignorée par ce petit groupe et les autres membres présents sont restés passifs et silencieux. La difficulté de parler ou de prendre une photo avec la fondatrice, qui est toujours en train de discuter, d'orienter et de consoler quelqu'un, forge et renforce leur sentiment d'être « à l'extérieur » malgré leur volonté d'intégration à cette « grande famille ». Les participants venant d'autres villes comme Zhiheng et Lingyu sont majoritaires dans les activités. Suivant la même logique que les internautes du *chatroom* déjà évoqués, les internautes/participants de ce cercle, celui de l'association et celui des homosexuels en Chine évitent systématiquement les activités organisées dans leur ville. Cependant, certains des participants que nous avons rencontrés habitent ou sont originaires de Canton, tel Manli, dont nous parlerons plus loin.

Cet esprit d'« audace » sur Internet est rappelé par Zhiheng et Lingyu. Ils distinguent dans l'évolution d'Internet en Chine plusieurs dates dont les années 2002 et 2005. Celle-là marque une expansion générale des ordinateurs et d'Internet en Chine – la connexion coûtait 10 yuans par heure. Cette génération d'internautes est « issue de la classe moyenne » ; « ils ne s'inquiétaient pas de la vie mais ils n'étaient pas satisfaits de leur vie de « l'esprit », ajoutent Zhiheng et Lingyu. Ils continuent leurs remarques : les internautes de cette génération, de l'année 2002, « ne pouvaient pas parler à leurs parents donc ils laissaient couler leurs émotions sur Internet sans penser aux conséquences, ils parlaient de ce qu'ils voulaient, sans tabou ». En 2005, la situation devient la suivante : « les internautes craignent que les autres ne sachent pas (qu'ils s'identifient comme homosexuels) ». Pour Zhiheng et Lingyu, cet acte est désormais une manière de « devenir connu ». L'identité homosexuelle, médiatisée, est pour certains internautes, un outil pour attirer l'attention et devenir célèbre, sur les sites comme dans la vie

« réelle ». Le fait que certains la prennent comme un levier, voire un « jouet » déçoit Zhiheng et Lingyu, ainsi que les internautes de leur génération, qui ne veulent plus retourner sur les sites homosexuels « à partir de 2004 ou 2005 », précise Zhiheng. Ce dernier a voulu retrouver « le sentiment comme avant » et il est retourné dans les *chatrooms*, mais personne parmi leurs vieux amis rencontrés sur les sites ne veut plus y aller avec lui, ils préfèrent rester sur QQ. Cette fréquentation réduite sur les sites homosexuels, qui à l'époque représentaient « la famille » pour Zhiheng, voire la « coupure » ou la « rupture », s'inscrit aussi dans leur usage d'Internet. Depuis 2004, Lingyu n'utilise plus Internet que pour son travail et son côté pratique : chercher des informations *via* les moteurs de recherche principalement. Quant à Zhiheng, il a « coupé » avec son habitude d'utiliser Internet « pour le contact avec les gens » à partir de 2004. Pour eux, ils ont « vécu » et savent ce qui s'est passé, ce qui se passe et va se passer, « avant, maintenant et dans l'avenir ». Aux yeux de Zhiheng, Internet a joué un rôle d'outil et d'instrument, lui a servi à « explorer », à « connaître » son identité d'homosexuel, à faire circuler des informations, à la quête de connaissances et à la mise en réseau des internautes. Après qu'il ait rempli sa mission, Internet n'a plus de rôle primordial dans leur existence et la scène du théâtre a déjà changé. Concernant la muraille technique imposée par le gouvernement chinois, Lingyu et Zhiheng participent à la tâche de la manipulation logicielle pour franchir cette frontière informatique et politique. La manipulation de *fan qiang* – grimper au *Great Firewall* – n'est plus qu'un acte de curiosité pour eux et ils « n'ont pas besoin » de consacrer « leur temps et leur énergie » à chercher des informations qu'ils peuvent trouver à travers d'autres canaux que les sites censurés. De plus, on n'y trouve souvent que des « choses similaires » à ce qu'ils ont déjà « trop lu » à l'époque. Cette manipulation n'était pas une priorité dans leur usage d'Internet avant 2004 et leur semble encore moins nécessaire aujourd'hui. La prise de conscience de la censure ne conduit donc pas automatiquement au sentiment d'être « embêté » ni à un sentiment d'injustice, ni même à parler de revendications politiques pour la liberté d'expression, comme Junwei.

Revenons sur l'association FPAH. Le flux et la mobilité de ses membres ne leur permettent pas de s'intégrer à l'association. Cette dispersion fait de cette structure l'association d'une seule personne – « Maman Shang », qui supervise tout : son blog, la *hotline*, l'organisation des activités (rencontres et réunions des parents, débats, rencontres, projections de films, et éducation sur le SIDA, etc.). Le comptable est le seul qui soit présent à toutes les activités, il est volontaire et « hétérosexuel », précise Lingyu. Les contraintes géographiques et politiques limitent les activités de cette association à Guangzhou. Mais cela va bientôt changer. En octobre 2010, le troisième congrès de la rencontre des parents, activité principale et emblématique de la

visibilité de cette association, a eu lieu à Pékin. Cette rencontre, qui s'est faite en coopération avec un centre homosexuel de lutte contre le SIDA de Pékin, lequel vient de se jumeler à une association d'homosexuels de Los Angeles mondialement connue, a réussi à prendre de l'ampleur sur la scène nationale et internationale avec la présence d'experts du travail social américains ainsi que des parents et de leurs enfants venus du Canada et des États-Unis. L'importance prise par la FPAH peut aussi s'observer dans le milieu universitaire. Les normes globales, à travers les ONG ou associations locales, s'incarnent et s'articulent dans la vie individuelle des acteurs locaux. En même temps, l'association locale cherche une reconnaissance nationale et internationale en s'appropriant les normes globalisées et en s'intégrant aux organismes du gouvernement, aux associations ou ONG qui ont un statut politiquement et socialement reconnu. La cause personnelle devient donc la cause de tous, et « Maman Shang » est ainsi projetée sur la scène symbolique, sur Internet et dans la vie sociopolitique, pour la recherche d'une existence individuelle et collective dans le cadre des normes globales.

Le couple comme modèle

Rencontrons maintenant deux jeunes filles, Xiao et Yanlan, en couple depuis 2005. Approchant la trentaine, elles sont le seul couple présent durant la journée de rencontre de la FPAH. Cheveux courts, lunettes de forme rectangulaire noires, Yanlan est vêtue d'une tenue hip-hop et son sac à dos noir lui donne une allure de citadine. À ses côtés, Xiao reste souriante, une main dans celle de Yanlan, l'autre tenant son sac à main. Durant l'entretien, la narration et les commentaires de l'une et l'autre s'enchaînent et se complètent dans la complicité. Yanlan a d'abord pris la parole avec un discours sur la discrimination des homosexuels :

« En Chine, la discrimination est partout très grave. L'attitude officielle est assez tolérante, la presse est devenue moins péjorative et négative mais dans le peuple et le public, la discrimination est grande, car ils ne connaissent pas vraiment ce cercle et ils croient aux rumeurs et aux stéréotypes... ils pensent qu'on fait n'importe quoi entre nous, que les garçons homosexuels sont tous féminins et qu'on n'est pas des gens bien. »

Sympathique et décidée, elle poursuit l'entretien tout en affirmant le rôle de « Maman Shang », qui légitime notre présence à la journée au parc et sans laquelle nous n'aurions pu faire cet entretien. Elles ont décidé de laisser leurs coordonnées – un numéro de portable sous leurs noms – après que « Maman Shang » nous ait présentée comme doctorante venue de France. Quoique ne connaissant pas les recherches d'anthropologie, elles sont contentes de pouvoir y contribuer et de communiquer sincèrement leurs sentiments.

« L'activité » au cours de laquelle nous les avons rencontrées est la quatrième « activité » collective de la FPAH à laquelle elles participent. Elles trouvent cette journée écoulee « comme ci-comme ça » en la comparant avec les trois premières, en particulier la deuxième – rencontre des parents – après laquelle Yanlan était tellement « chaude dans la tête », touchée et motivée, qu'elle a « failli parler de son histoire à sa famille », précise Xiao. À part « le miracle » des huit filles présentes dans la journée au parc et au repas, l'activité du parc « n'a pas assez de contenu malgré le grand nombre des participants » et il n'y a pas assez de temps pour que les participants puissent se parler car ils marchent tout le temps pendant les activités. De plus, « les hommes participent avec un but, ils veulent rencontrer quelqu'un ». Elles sont « un peu déçues, comme beaucoup de gens », qui n'« osent pas le dire ». Ce sentiment de déception largement partagé est tout à fait perceptible dans le vocabulaire des autres participants que nous avons rencontrés. Cette déception est considérée comme une conséquence d'une organisation « pas très professionnelle », selon elles, parce que cette organisation est « en fin du compte, *grassroot* ».

Xiao, cantonaise, est la fille aînée d'une famille « riche ». Son père possède une usine de meubles en bois et sa mère travaille dans le comité du quartier appartenant au Parti. Elle sait très bien qu'elle n'est pas un enfant désiré car ses parents voulaient un fils, qu'ils auront en 1989, huit ans après la naissance de Xiao. Yanlan, au contraire, était supposée être le deuxième et dernier enfant après son frère. Mais un accident contraceptif a amené à la famille un nouveau garçon, un coup de « chance », selon Yanlan, pour la famille. Ce frère cadet, déjà marié, fonctionnaire et procureur, est à ses yeux un modèle de l'homme parfait : « bon mari, bon père et bon fils ». Quand elle dit « chanceux », ce sont ses deux frères qu'elle désigne comme « chanceux » : « Heureusement ils ont deux fils, si c'était un fils unique, il va souffrir ! Il y a beaucoup d'homosexuels qui sont fils uniques dans leur famille et ils souffrent énormément et amèrement. » Fille d'un propriétaire foncier condamné pendant le mouvement de réforme agraire, la mère de Yanlan n'a pas pu aller à l'école à cause de sa « mauvaise origine ²⁴ », dit-elle, « elle reste dans les champs, c'est une paysanne ». Comme sa femme, le père de Yanlan est issu d'une famille de propriétaires fonciers. Paysan à la campagne, il vit avec ses parents sous le même toit, selon le modèle traditionnel. L'histoire de la famille de Yanlan montre bien comment

24. Il s'agit d'une catégorisation politique de l'époque de Mao désignant ceux dont la famille ou les ancêtres étaient propriétaires fonciers, grands commerçants, collaborateurs pendant les guerres avec le Kuomintang, etc., toutes les catégories considérées comme capitalistes, féodales, impérialistes, superstitieuses (les religions), antirévolutionnaires, anticommunistes, antipeuple, etc.

l'histoire de la Chine populaire est une histoire de bouleversements et de changements. Dans ce contexte, la famille de Yanlan a rejoint la classe des paysans. Yanlan en éprouve un sentiment d'injustice et elle dit elle-même qu'elle est une « jeune en colère ²⁵ ». À la fin de l'entretien, elle s'est lancée sur le thème de l'injustice en parlant des frais liés à l'utilisation du lecteur de carte bancaire. Dans leur échoppe de vêtements, elles se sont rendu compte que les frais différaient entre les commerçants : elles payaient 2 % d'autres 1 %. Elles ont fini par protester, mais en vain. Ensuite, Xiao explique que « les règles ne sont faites que pour une partie des gens, les autres sont toujours des cas exceptionnels ». Avec émotion, Yanlan résume : « La justice manque partout en Chine ! » et « il n'y a pas d'autres pays comme la Chine ». Bien qu'elle soit consciente que ces paroles prononcées « ne sont pas favorables à l'harmonie de la société », froissée et révoltée, elle ne peut retenir les mots qui sortent de sa bouche : « s'il y avait une justice, même si on ne mange pas à notre faim, il n'y aurait ni mécontentements ni rancunes. Mais l'injustice subsiste partout ! » Rappelons que les parents de Xiao ont dû payer une amende pour la naissance de leur deuxième enfant, mais au lieu de 20 000 yuans, ils n'en ont payé que 2 000 parce que le responsable du bureau de planning familial était un bon ami de sa mère. Le réseau fait le capital social, ce qui rend l'ascension sociale très difficile pour ceux qui viennent des couches sociales inférieures. Ainsi la « mauvaise origine » s'hérite malgré le niveau d'éducation.

Xiao et Yanlan se sont rencontrées en 2005 sur un *chatroom* sur la Toile et se sont vues pour la première fois à travers la webcam, laquelle est « interdite maintenant par l'État car certains internautes l'utilisaient pour des danses obscènes », explique Yanlan. Xiao et Yanlan, formées respectivement aux beaux-arts et en comptabilité, vivaient géographiquement aux deux extrémités de la Chine : Xiao dans le Sud-Est, à Canton, et Yanlan dans la Province du Gansu au nord-ouest de la Chine. Après quatre mois de *chat* sur Internet, pour voir Xiao, Yanlan a décidé de se rendre à Canton, ville où elle s'était jurée de ne jamais venir à cause de l'urbanisation et de l'industrialisation « désagréables ». Cet acte de rompre avec une vie antérieure et de partir dans une autre ville pour trouver l'amour ou pour d'autres raisons se retrouve chez de nombreux individus rencontrés, notamment dans les trajectoires biographiques de Kangping, de Junwei, de Zhiheng et ici de Yanlan. Leur rencontre a changé la vie de Yanlan, qui

25. « Jeune en colère » est un terme chinois – *Fen Qing* 愤青 – qui apparaît d'abord à Hongkong dans les années 1970 pour désigner les jeunes qui n'étaient pas satisfaits de la société. Ce terme, maintenant très utilisé sur Internet, renvoie souvent aux individus nationalistes et patriotes, en particulier à propos des débats sur le Japon, Taiwan et le Tibet, etc. qu'ils soient politiques ou non.

auparavant pensait se marier, en raison de la pression familiale. Au Nouvel An chinois de l'année 2006, Xiao est allée chez Yanlan qui l'a présentée à sa famille comme une « amie ». C'est après cette visite que Yanlan a décidé de raconter leur histoire à ses deux frères pour tester un peu leur réaction. Son frère cadet, homme « parfait », a pris le ton d'un procureur pour lui demander d'« arrêter son cheval au bord de l'abîme ». Pour Yanlan, son frère a réagi comme si elle avait « offensé sa religion ». En revanche, son frère aîné, homme d'affaires, a montré une certaine « compréhension » et une certaine tolérance tout en essayant de la persuader de rencontrer davantage d'hommes, de traiter « cette maladie » et surtout de « ne jamais commettre de choses illégales ». Quant à Xiao, elle n'ose pas dire la « vérité » à sa famille mais simplement présente Yanlan comme une bonne « amie », qui sera considérée comme « rassurante » pour son père. Les amis de Xiao connaissent leur relation amoureuse, qui n'était pas considérée comme une relation sérieuse au début, tandis que l'entourage de Yanlan ne connaît Xiao que comme une « amie ».

Internet, « marieur » de ce couple, représente deux mondes différents pour Yanlan. Au début de son aventure d'internaute, Internet était un monde « très grand, très libre et miraculeux », qui rendait le monde réel « plus petit ». Internet est un monde sans lequel « un grand nombre d'affinités prédestinées seraient passées inaperçues de l'une et de l'autre... Beaucoup de gens mènent une vie qui n'est pas celle qu'ils veulent ! » Un monde sans Internet pour Yanlan aurait été « horrible » : elle aurait pensé qu'elle avait « une maladie inconnue », mais « tout s'est réglé » après qu'elle ait navigué sur Internet. Internet est un outil qui met en réseau toutes sortes de représentations et permet aux internautes de trouver un sens aux contradictions de leur vie. En contrôlant les informations qu'Internet délivre au moment de la recherche des internautes, les politiques ralentissent, bloquent ou accélèrent le processus de construction de leur existence individuelle et collective. C'est plus tard que Yanlan a découvert qu'« Internet n'est pas aussi grand ni libre que ça » et a pris conscience de l'existence de toutes les limites invisibles sur Internet, notamment celles de ne pouvoir lire tout ce qu'elle souhaite, les articles pouvant « disparaître ». Après une réflexion de quelques secondes, elle ajoute que « c'est peut-être seulement Internet en Chine qui est comme ça ». L'idée que les autres pays sont différents de la Chine, que la Chine est le seul pays où il y ait autant d'injustices et de limites sur Internet, vient chez elle de l'idéalisation des pays étrangers et du mécontentement accumulé sans exutoire pour manifester contre les injustices subies. En nous regardant, et adoptant une attitude culturaliste, elle nous conseille de « ne pas revenir en Chine » après

avoir fini nos recherches en France ²⁶. Elle ajoute que « les internautes sont de moins en moins « courageux » et n'osent pas dire ce qu'ils pensent », sans voir que ce silence ne sert qu'à donner une image harmonieuse de la société chinoise. Xiao, comme elle, est consciente que les commentaires peuvent être supprimés si le contenu ne convient pas au « cadre » politique, mais Xiao se contente du fait qu'on a « au moins la liberté de laisser un commentaire ».

Depuis la création des blogs, on a non seulement la possibilité de laisser un commentaire, mais aussi celle de mettre en ligne des représentations de soi avec ses propres textes, photos, vidéos, etc. Xiao visite peu les sites homosexuels et lorsqu'elle navigue sur ceux-ci c'est simplement pour voir les articles, les photos, les vidéos etc. sur la vie quotidienne, en particulier celle des couples homosexuels. Ce sont les blogs de couples s'identifiant comme homosexuels qu'elles suivent toutes les deux. Elles connaissent les histoires et l'itinéraire des *bloggers*, qu'elles n'ont jamais rencontrés réellement tout en sachant que certains blogs dits écrits par les homosexuels sont en fait écrits par de « faux » homosexuels. Les blogs, ces journaux personnels, mais « non-intimes », sont le théâtre où les *bloggers* mettent leur vie quotidienne dite « réelle » en scène, expriment leur point de vue personnel etc. sans savoir exactement qui sont les spectateurs de leur vie fantasmagique et imaginaire dans l'espace numérique. Puisque Xiao et Yanlan ont envie de « connaître la vie des autres » : la vie de couples dits homosexuels illustrée sur les blogs qu'elles suivent leur permet de savoir « comment vivent dans la vie quotidienne les autres homosexuels, vrais ou faux ». Et c'est ce côté vie quotidienne qui donne l'illusion à Xiao et Yanlan que cette scène idéale est crédible, réelle et surtout correspond à leur vision imaginaire de la vie idéale du couple homosexuel. Le fait qu'« on voit beaucoup de couples, qui s'aiment tellement au début et qui après à peine un mois où deux, se séparent et abandonnent leur blog » rend encore plus « vraie » et fiable cette mise en scène de la vie de tous les jours sur l'espace numérique. Enfin, l'existence flagrante d'autres couples homosexuels prouvée par les blogs ajoute une pierre dans leur construction personnelle et dans celle de leur couple d'identité homosexuelle.

Comme beaucoup de couples dans leur « cercle », elles ont leur blog depuis 2006. Elles y décrivent leur vie quotidienne, comme d'autres. Leur blog était peu fréquenté, « personne n'y venait et le visitait ». Après que « Maman Shang » ait posté l'article où elles avaient raconté leur histoire sur son blog, avec un lien dirigé vers leur blog, les visites ont afflué. Cet article elles l'ont écrit elles-mêmes à la demande de la fondatrice après leur premier

26. L'observateur est d'origine chinoise.

contact téléphonique. Elles avaient trouvé le blog et le numéro de *hotline* de « Maman Shang » sur le moteur de recherche chinois – *Baidu* – après avoir vu le programme de « Maman Shang » à la télévision. Elles sont devenues elles-mêmes le modèle du couple idéal qu'elles poursuivent depuis toujours sur les blogs. Cette figure du couple modèle signalée par « Maman Shang », qui a éclairé et orienté deux enfants perdus vers la « famille » fonde une double légitimité : celle de Madame Shang, et de l'association qu'elle incarne, qui a mis en ligne « la preuve du couple homosexuel » ; et celle du couple que forment Yanlan et Xiao, avec la reconnaissance de leur couple, en tant que figure héroïque qui produit et conduit vers la production d'une existence collective des homosexuels.

Paradoxalement, dans la vie réelle, Yanlan et Xiao entretiennent peu de contacts avec les gens qu'elles rencontrent dans les activités du « cercle » telles que la journée de « Maman Shang ». Elles ne cherchent pas à rencontrer d'autres « homosexuels » ni à participer à tous les genres d'activités organisées pour les gens de ce cercle ; elles pensent qu'elles sont « comme les autres » et que leur vie « n'est pas différente de celle des hétérosexuels ». D'un côté, elles veulent se manifester comme un modèle de couple homosexuel sur Internet, sur leur blog, et éventuellement dans les activités collectives de « Maman Shang » ; de l'autre, elles vivent dans leur monde et s'identifient comme un couple ordinaire et « normal » par rapport aux normes sociales quand il s'agit de rencontres en privé, de participer aux activités d'autres organisations. Cette contradiction montre bien l'articulation entre la production d'une existence individuelle et de couple et la reconnaissance des autres. Pour elles, il suffit d'être heureux pour que les autres les acceptent comme un couple car « les belles paroles et les jolis slogans ne comptent pas ». En s'accrochant à la FPAH, elles ont trouvé leur place en tant que couple dans le cercle de « Maman Shang » mais devenues un modèle, elles ont été instrumentalisées par le discours et la mise en avant sur la scène collective, voire nationale de « Maman Shang ». Elles sont donc en pleine contradiction avec leur vision du bonheur. Selon Yanlan, après cet article publié sur le blog de « Maman Shang », « les gens viennent visiter » leur blog. « Avant nous menions une vie quotidienne simple, mais après ça, on a dû passer du blog à la vie réelle », ajoute Xiao. Le fait que leur blog était peu fréquenté impliquait un certain anonymat dans la mesure où elles pouvaient mener une vie quotidienne « simple ». Cela révèle toute la force et l'impact de la popularité et de la reconnaissance « abstraite » dans la vie quotidienne. La reconnaissance des autres et la construction de leur identité d'homosexuelle individuelle et de couple ont en partie mis fin à leur « vie quotidienne simple », qui n'est plus ni simple, ni paisible. La sensibilité de Yanlan à l'injustice l'amène à se focaliser sur tous les cas sociaux d'injustice qu'elle peut lire sur Internet. La « mauvaise origine » de ses parents, son

vécue comme homosexuelle et petite commerçante sans capital social et politique ni réseau interpersonnel lié au pouvoir la renvoient à l'engagement dépolitisé d'un discours sur l'égalité, la justice et la liberté d'expression sur Internet, bien moins activiste militant que celui de Junwei.

En quête d'existence

Regardons maintenant Manli, jeune fille de 26 ans, d'origine cantonaise, diplômée de Bachelor en psychologie en 2007. Fille unique, elle est devenue conseillère en assurances en 2009 après un essai en tant qu'assistante de Taekwondo et un an de formation en bande dessinée. Ce travail, rémunéré selon le nombre de contrats d'assurances qu'elle vend, lui crée des tensions professionnelles, familiales, personnelles et interpersonnelles. Très « mal vu », ce travail est considéré comme de l'escroquerie, en particulier par sa famille et ses amis, piégés et coincés dans la relation familiale et amicale car ils ne peuvent refuser quand elle essaie de leur vendre une assurance. Pour des raisons financières, elle ne peut pas partir en Angleterre poursuivre ses études et habite chez ses parents. Sa mère, comptable retraitée d'une usine d'électroménager à Canton, vient d'une famille de « mauvaise origine ». Ses parents sont issus d'une « grande famille » chrétienne dont certains membres vivaient outre-mer, ce qui leur a valu d'être critiqués durant la révolution culturelle. Le père, fils aîné d'une famille de petits commerçants en riz possède un petit commerce où il travaille à son compte comme designer et décorateur d'intérieur. Manli nous expliquera qu'il n'est pas très présent dans la vie familiale. Il a de plus en plus de difficultés pour gagner sa vie à cause de son âge, jugé comme un signe d'inefficacité par ses clients. Calme, douce et bien élevée dans sa manière de parler et de se comporter, Manli s'entend mal avec son père, qui est rarement satisfait des choix de sa fille. La période de l'adolescence a été particulièrement difficile pour Manli. Elle nous explique que la présence de son père, quoiqu'épisodique dans la sphère familiale, est source de conflits et de désaccords profonds entre eux deux. Manli supporte mal la présence de son père, elle n'arrive pas à « s'adapter » à ces instants ensemble.

Équipée d'un ordinateur et d'un accès à Internet dès 2000, elle n'a effectué sa première enquête sur l'homosexualité sur Internet qu'à partir de 2002. Cette enquête l'a menée à la « communauté » où elle a connu des amis avec qui elle garde peu de contacts maintenant. C'est ainsi qu'elle a découvert le *blog* de « Maman Shang », qui est « toujours positive et optimiste », et elle le suit régulièrement depuis. Ce n'est qu'en 2010 qu'elle se rend pour la première fois aux activités de la FPAH. Parce que c'est un moment où elle se sent « plus stable », du fait qu'elle a terminé ses études et commence à travailler. Consciente de son affection amoureuse pour les filles quand elle était au lycée (2000-2003), elle n'est pas prête à raconter son

« histoire » à ses parents, parce que dit-elle « la situation financière n'est pas très bonne » et « ce n'est pas facile de le dire ». Cependant, suite à la lecture des récits de « sortie du placard » à leurs parents, présentés par « Maman Shang », elle pense que sa sortie à elle sera mieux réussie si elle prépare ses parents.

Face aux questions de ses parents sur ses relations amoureuses, elle sent que la pression augmente de plus en plus, comme pour beaucoup de jeunes Chinois de son âge. Elle a envie de rencontrer des « amies », mais cela est « difficile ». Parce que « dès qu'on entre dans la vie professionnelle, on n'a pas le temps d'aller rencontrer les gens ». Malgré cette tension et sa volonté, elle n'a jamais essayé de rencontre sur Internet, car cela est « bizarre » et la démarche de chercher à rencontrer quelqu'un « n'est pas naturelle ». Elle sent qu'« uniquement quelques sites peuvent faire ça », de plus ce n'est « pas fiable ». Sa contestation des sites de rencontre et des rencontres « pas naturelles » traduisent une peur et une méfiance face à Internet. Internet est pour elle une plateforme d'informations, dont elle est « dépendante » ; elle trouve cet outil pratique et qu'il est difficile de vivre sans dès qu'on s'est habitué à son usage fréquent. Sans Internet, elle « se sent coupée du monde ». Elle cherche à lire des informations « positives », c'est pourquoi elle apprécie le côté « positif et optimiste » véhiculé par « Maman Shang ». Manli voit dans ces textes lus sur la Toile et dans le discours de « Maman Shang » une sorte de reconnaissance dont elle a fortement besoin. « Dépendance » et méfiance à l'égard d'Internet caractérisent son attitude : Internet est un véhicule vide, un monde irréel et rempli de différentes représentations, dont celles qui encouragent Manli et celles dont elle se méfie. Ce type de communication permet à Manli de construire son existence individuelle et de chercher sa reconnaissance en tant qu'homosexuelle. Les modèles d'homosexuels sur le blog de « Maman Shang », sont légitimés non seulement par elle, mais aussi par sa popularité et le nombre de visites sur son blog. Manli y voit une mise en scène de la vie en tant qu'homosexuel sur Internet, comme cela a pu être le cas pour Yanlan. Dans le contexte de la globalisation des normes, ce rapport d'offre et de demande d'existence et de reconnaissance permet *in fine* à la FPAH d'avoir une légitimité et une reconnaissance d'elle-même et de la communauté d'homosexuels sur le plan national et international.

Conclusion

La question du genre est au centre des normes globales et la femme mise en scène comme héroïne médiatique est un outil politique de la globalisation. Au nom de la lutte contre le SIDA, les homosexuels en Chine ont obtenu un espace sociopolitique et idéologique, limité et réduit, et rattachent leur combat à cette lutte globalisée. À partir de l'importation des normes globales

et de la représentation de l'homosexualité, les acteurs sociaux créent des représentations et des interprétations d'eux-mêmes, de leurs familles, de leur « cercle », mais aussi des rapports sociaux, de la société et de la politique.

Les biographies ci-dessus montrent bien la représentation de soi que les acteurs font d'eux-mêmes en tant qu'« homosexuels » dans les rapports sociaux, ainsi que l'articulation d'une dimension à la fois microsociale et globale à travers le rôle d'un mode de communication social et politique – Internet. Cet espace de communication global joue un rôle très important et conduit à une prise de conscience de la représentation de soi dans la sexualité, à un engagement dans la construction d'une existence individuelle et collective, et à la mise en œuvre d'une structure qui vise à la quête d'existence d'un groupe social marginalisé sur le plan national et global. Créée à partir du blog d'une mère héroïque, apparue sur la scène médiatique à travers la presse mais également médiatisée sur sa propre scène par sa propre communauté et son association, l'association FPAH, comme toutes les autres, est un appareil de gouvernance globale de l'État-parti. Elle a été légitimée par son engagement dans la cause globale de la lutte contre le SIDA en rejoignant l'autorité chinoise et les institutions internationales, mais également par la fréquentation et le soutien des internautes au blog initial, celui de « Maman Shang », dont la reconnaissance est née de sa réputation dans la presse et sur Internet. Les membres de cette association, ont découvert l'existence sur Internet, dans un monde de représentations construit par les internautes, où ils peuvent eux-mêmes mettre en cause leur sexualité dans leur intimité. Le blog de « Maman Shang », comme une sorte d'aimant attire l'attention des internautes « homosexuels » en quête de leur existence, en les regroupant dans une association il leur attribue une reconnaissance et une appartenance « familiale » que beaucoup n'ont pas trouvée au sein de leur famille à cause d'une sexualité considérée comme anormale. La mise en réseau des connaissances sur Internet, à travers les blogs, les sites et les *chats* interpersonnels, introduit dans la vie réelle de ces acteurs et accélère dans un « espace idéal de communication ²⁷ » le processus de la construction d'existence en tant qu'homosexuel, lequel n'est pas imaginable avant la naissance d'Internet.

27. Notion développée par Monique Selim.

L'IMPORTATION DES *GENDER STUDIES* À CANTON (CHINE) : USAGES PERSONNELS, COLLECTIFS ET POLITIQUES

Monique SELIM

Issues des États-Unis et désormais bien implantées dans les universités européennes, avec quelque retard néanmoins en France, les *gender studies* se présentent en Chine comme un objet scientifique, idéologique et politique nouveau, potentiellement perturbant pour l'État-Parti. En effet, dans le contexte de la globalisation du capitalisme la perspective de genre s'affirme comme une norme centrale de gouvernance, débouchant sur des programmes de développement intellectuel, social et économique diversifiés selon les pays visés et leurs régimes, par exemple islamiques, antérieurement ou présentement communistes comme la Chine. Ces opérations qui ne sont jamais « neutres » ont une dimension politique plus ou moins voilée, discrète ou affichée. Que les femmes, d'une manière générale et historique soient une voie de pénétration privilégiée des sociétés ciblées se comprend aisément, en raison de leur condition dominée : cette position subordonnée implique un accès plus facile et une ouverture plus grande à des messages exogènes, en Particulier lorsqu'ils concernent directement leur sexe. S'en prendre aux femmes – à leur corps, à leur esprit a d'ailleurs toujours été une arme de guerre et de conquête en quelque sorte banale, révélant le caractère imaginaire de propriété sociale, collective, nationale et aujourd'hui globale – des femmes.

Nous nous pencherons ici sur les logiques de réception, de réappropriation et de mise en œuvre des *gender studies* chez des femmes universitaires de statuts hiérarchiques divers à Canton. Nous partons de deux hypothèses corollaires : d'une part, que ces logiques sont spécifiques, en réponse à la singularité du contexte politique, social, culturel et symbolique ;

d'autre part, que l'entendement particulier des *gender studies* de ces femmes peut être fort éloigné du sens premier des auteures des textes, pour de multiples raisons parmi lesquelles la traduction en chinois et la compilation d'extraits potentiellement arbitraire sont importantes. L'aspect initiatique, de révélation « scientifique » que revêtent les *gender studies* est immédiat pour l'ensemble des femmes rencontrées et débouche, compte tenu de la volonté de contrôle monopoliste du gouvernement et de ses habitudes de suspicion, sur une confrontation politique rapide, inéquivoque et peu prévue par la majorité d'entre elles. Le politique est donc dans ce cas précis au cœur de l'importation idéologique et cognitive des *gender studies*, à la fois dans les modes de subjectivation des actrices et dans le tissu des rapports sociaux où elles s'inscrivent. C'est pourquoi il constitue l'épicentre d'une fresque d'emprises contrastées sur des sujets accédant à une nouvelle conscience de leur existence sociale et personnelle en rupture plus ou moins grande avec le socle des croyances et des dogmes qui soutenaient leur vie. L'émergence d'une représentation de soi inédite, entraînant une autre vision de la société environnante sur laquelle nous focaliserons l'attention, donne à observer une scène typique du monde présent, à la fois locale et globale. Son décryptage – qui prend sens dans une optique comparative avec d'autres pays, comme l'Ouzbékistan par exemple, a pour objectif de mieux cerner différents visages de la fabrique de la globalisation dans le cadre de laquelle les producteurs et les médiateurs des connaissances jouent un rôle notable.

Le petit cercle de femmes qui, à Canton, s'est arrimé aux *gender studies* pousse ainsi l'anthropologue à repenser sa démarche méthodologique face à une interconnaissance dont les ports d'attache sont extérieurs, globalisés et numérisés, et dont les liens internes sont nébuleux. La notion de groupe social, chère à l'anthropologue, paraît ici peu adéquate et c'est pourquoi, faute de mieux, nous utilisons le terme imprécis de cercle en évitant celui potentiellement péjoratif d'agrégat ou encore celui de groupuscule. Ce petit cercle, ouvert, fluide, fragile s'est offert à l'investigation anthropologique sur un mode d'autant plus aisé que ses actrices se percevaient en marge de ce qu'on décrit en Chine comme le « courant dominant » (*zhu liu*) et en quête de reconnaissance. L'accueil fut donc très chaleureux et les entretiens, emprunts d'une sincérité touchante, témoignaient d'un grand désir de parole sur soi, articulant spontanément travail, couple, famille, société et politique. Nous nous sommes prêtés à ces épanchements limitant au maximum questions et réorientations des narrations.

Un petit cercle hétérogène

Dans le champ universitaire de Canton, une quinzaine de femmes auxquelles s'ajoutent leurs étudiantes véhiculent et transmettent les *gender studies* en s'appuyant sur différents types de pivots ; elles se répartissent

dans trois universités de haute ou de moindre réputation et dans deux départements au sein de la plus prestigieuse des trois ; elles se voient relayées par deux « associations universitaires » qui – avec l'autorisation de l'organisation des jeunes sous tutelle du parti communiste – rassemblent des étudiants très actifs ; comme toujours ces associations universitaires constituent des bassins de mobilisation remarquables dans tous les domaines : environnement, droits, etc. Cinq centres, réseaux, forums de recherche étayent de surcroît ce cercle de femmes en relations fréquentes les unes avec les autres, organisant des actions ponctuelles, des événements artistiques, culturels, théâtraux, des manifestations publiques. Les financements auxquels les femmes accèdent renvoient à des projets et des soutiens de différentes natures : un centre de recherche est dans l'une des universités l'émanation indirecte du syndicat de l'université, un autre est orienté sur les droits juridiques, un réseau scientifique a été créé avec les subventions de la fondation Ford, un autre avec celles d'une seconde fondation américaine, enfin un réseau centré sur les médias est apparu depuis peu à l'initiative d'une des femmes. Ces dispositifs précaires et hétéroclites constituent néanmoins un tissu relationnel séduisant pour les étudiants qui s'y intègrent spontanément en proposant leur aide. Les rapports en jeu entre enseignants et étudiants, marqués par la proximité, une affectivité manifeste, un encadrement hiérarchique fort, touchant la vie personnelle de l'étudiant sont des facteurs favorables à une dynamique collective.

Âgées de 30 à près de 60 ans, les femmes rencontrées se positionnent dans une chaîne de découverte intellectuelle des *gender studies* qui comporte *grosso modo* trois paliers : pour celles dont le statut est le plus élevé un séjour aux USA ; pour leurs collègues moins gradées, les cours que ces aînées dispensent sur les *gender studies* à Canton et en particulier ceux d'une professeure dont la trajectoire – du parti communiste à la dissidence militante – fait d'elle une figure héroïque et unanimement admirée. Enfin les séjours de doctorat ou les stages financés à Hong Kong exercent pour de jeunes enseignantes et étudiantes une influence majeure. La venue de conférenciers étrangers, des commémorations diverses, une multitude de petits événements sont l'occasion de dîners dans des restaurants modestes des campus universitaires – ou chez des professeurs – où se mêlent dans la joie enseignants et étudiants. Dans ces circonstances, l'apparence d'un « groupe » se donne à voir mais elle est vite destituée à l'écoute des actrices en face-à-face qui avouent le caractère plus ou moins lâche des liens entretenus et leur isolement dans les difficultés qu'elles affrontent au sein de leur cadre institutionnel avec leurs collègues masculins.

Le corpus connu par ces femmes des *genders studies* est, notons-le, très éclectique : on y trouve beaucoup d'auteures anglo-saxonnes, américaines en particulier, et quelques françaises (Cixous, Beauvoir, Kristeva) rassemblées

dans des manuels de base. Les divergences d'orientations – même les plus massives entre féminisme différentialiste et féminisme égalitariste, matérialiste, etc. – sont largement ignorées et incomprises au profit de la notion de *gender*, souvent utilisée comme un homonyme de femme, et, dans ce contexte, l'idée du féminisme est extrêmement vague. Les femmes font plus référence à deux courants endogènes, qu'il est malaisé de traduire et encore plus de tenter de faire correspondre à une coupure dans les conceptions exogènes du féminisme : « féminisme-pouvoir » (*nu quan zhu yi*) et « féminisme-féminité » (*nu xing zhu yi*). On ne saurait néanmoins dresser une opposition complète entre ces deux courants, qui par certaines femmes semblent bien identifiés, mais par d'autres peu évocateurs et de fait mêlés. Mais le principal apport des *gender studies* semble être de leur avoir permis de se penser dans une condition sociale et politique de femme en Chine, de fait marquée par de sévères inégalités et discriminations repérées dans la famille, l'éducation, le marché du travail, l'emploi, etc. Les *gender studies* créent donc une sorte de déchirure dans le regard que ces femmes portent désormais sur leur présent et leur avenir, au point d'entraîner des remises en cause et des bouleversements irrémédiables. C'est ce que nous proposons au lecteur de découvrir maintenant à travers quelques-unes d'entre elles et tout d'abord celle qui constitue leur référence commune.

L'initiatrice

Nous appellerons Yuting cette femme qui approche de la soixantaine, enseigne dans la plus prestigieuse des universités de la province, dans le cadre de laquelle elle a implanté les *gender studies* au sein de son département¹, en faisant une filière allant jusqu'au doctorat. Personnage public dont la réputation dépasse largement les frontières de la Chine, cette femme ferme, au regard incisif, est très présente sur Internet et dans les médias. Elle donne de nombreux entretiens et apparaît aujourd'hui une des figures de proue de l'activisme pour la défense des droits. Auteure de plusieurs documentaires engagés, signataire de la charte 2008, elle s'inscrit dans un *global feminism project* dont le site est aux USA et qui rassemble des chercheuses indiennes, polonaises, etc. Ce « féminisme global » – au sens large de mouvance mondiale dans laquelle elle entraîne ses jeunes collègues et ses étudiants – se donne à penser comme un nouvel objet anthropologique symptomatique de la globalisation. Il enclenche une série de prises de position à travers avant tout l'apprentissage intellectuel de la notion clé de droit : droits des femmes, droits des migrants, etc. L'hypothèse

1. L'absence de précisions vise à préserver moins son anonymat que surtout celui des femmes qui l'entourent.

idéologique de droits – dans laquelle Alain Ehrenberg repère la genèse de l'individualisme américain, là où en France s'élève le sujet de la liberté² – débouche en Chine sur une révolte générale contre toutes les injustices sociales nées de l'étrange alliance du communisme avec le capitalisme et une opposition frontale aux pouvoirs en place, à la censure, à la corruption, à l'oppression, à l'étouffement des tentatives de faire éclore vérité et transparence dans des affaires très diverses qui mêlent la police, les édiles du Parti, leurs proches, les forces du marché, etc. La trajectoire de Yuting est exemplaire de cette démarche qui a abouti pour elle-même à des interdictions de conférence, diverses mesures de restriction de ses activités, une surveillance permanente, le retrait de son passeport, mais dans le même moment une relative protection des autorités de l'université empêchant son éventuelle arrestation. Yuting invite donc l'observateur à plonger dans la production d'une dissidence à partir de l'articulation de plusieurs lignes majeures saisies dans un long entretien de quatre heures dont elle a elle-même choisi le fil directeur, insistant sur le fait que généralement elle refuse de parler sur un mode trop personnel en raison des questions qui lui sont imposées sur la révolution culturelle. Nous n'en poserons aucune.

La construction de l'identité, la défense d'un statut par la dénonciation et l'accusation de l'autre – qui constituent une scène intérieure typique des dictatures communistes – et surtout la cassure de ce processus d'édification de soi émergent de son récit dont nous allons reprendre quelques étapes principales.

Yuting pense que son nom est juif – en liaison avec une migration juive dans la région d'origine de ses grands-parents paternels – et elle mentionne que son frère enseigne le judaïsme dans une université canadienne et s'est reconstruit comme juif, donnant des noms juifs à ses enfants. Elle est issue d'un deuxième mariage de sa mère effectué contre la volonté du père de cette dernière opposé à une alliance avec un homme de statut inférieur et plus jeune. Le père de sa mère était prêt à tuer sa fille qui mourut dans un hôpital psychiatrique. Déposé dans un orphelinat par une mère veuve, le père de Yuting fut « recueilli » avec onze autres garçons par un commandant de l'armée nationaliste qui eut quatre femmes qui lui ont donné d'autres fils. Dans la narration de Yuting ce commandant de l'armée nationaliste qui était aussi vice-gouverneur dans sa province, se révèle être le père de la mère de Yuting qui épousa donc en secondes noces son propre « frère recueilli ». Ce mariage allant à l'encontre de l'ordre paternel, eut une fin tragique puisqu'il conduisit la mère de Yuting à l'errance et à la folie. Une transgression originelle marque les débuts de la vie de Yuting. Le père, né en 1925, formé

2. Alain EHRENBURG, 2010 : *La société du malaise*, Odile Jacob.

dans une école militaire, a rejoint ensuite l'armée de libération. Les deux lignées, paternelle comme maternelle, sont donc unifiées en une seule « antirévolutionnaire », et, enfant, Yuting perçoit la différence de sa famille. Son père, angoissé par sa « mauvaise origine », « noire », lui recommande de ne pas se distinguer par la « fierté », et s'inquiète que la réussite brillante de sa fille n'attire l'attention sur elle. Arrive la révolution culturelle, la bannière « antirévolutionnaire » placardée sur la maison et sa famille offerte à la vindicte des gardes rouges. L'attitude du père sera déterminante à ce moment précis pour la conduite ultérieure de Yuting : le père, rentrant tard des réunions, lui explique qu'elle ne peut rien contre ses origines antirévolutionnaires qui sont véridiques, qu'en revanche, elle peut choisir sa vie, ce que sa propre génération n'a pu faire. Face à la petite fille de treize ans, il donne raison aux révolutionnaires, l'invite à couper les liens avec sa famille, à ignorer son histoire pour intégrer la « nouvelle société ». Yuting écoute son père qui autorise ainsi symboliquement un engagement politique décisif. Elle se fait accepter par les gardes rouges alors qu'elle avait peur d'être rejetée et avec intelligence et énergie, critique et dénonce famille et professeurs sur le mode usuel de cette période. C'est sa première pratique de l'accusation. En 1970, à 16 ans, non sélectionnée pour reprendre l'école, elle part à la campagne, volontairement, très attirée par le projet de rééducation auprès des paysans. Inscrite dans un groupe d'enfants de professeurs, elle prend la route pour un village de montagne à deux heures de la ville où elle habite. Sur le chemin, des parents offrent un déjeuner, pleurent. L'ambiance est à la fois dramatique et joyeuse car « c'était la révolution » dit aujourd'hui Yuting. Elle reste quatre ans et demi dans ce village où elle devient institutrice et où elle est très appréciée par les paysans qui acceptent son retour en ville et son inscription au collège, obtenue grâce à une relation amicale du père. En 1976, Mao meurt alors qu'elle est dans sa dernière année de collège. Dénonciations et critiques reprennent, prenant cette fois-ci pour objet le comportement durant la révolution culturelle. Yuting ne comprend pas pourquoi chacun doit faire son autocritique et aimerait fuir au Tibet. Son père l'en détourne et elle est envoyée en 1977 dans un village plus éloigné de montagne comme professeur d'école secondaire, face à des enfants qui refusent d'obéir, d'apprendre. Sur les conseils du secrétaire du Parti qui pousse chacun à rentrer dans une campagne de « critique » qui touche un collègue chargé de l'application d'un programme de promotion des enseignants, elle participe à la mise au pilori d'un autre collègue dont elle est proche, ce qui interdit à ce dernier d'être promu. Avec lucidité, elle analyse aujourd'hui qu'elle a accepté d'accuser cet ami – qui n'a pas compris son attitude – pour ne pas être accusée elle-même, voir remonter son origine familiale négative et, corollairement, être dénoncée pour avoir été surprise dans la même pièce que son futur mari. Ce second enrôlement

volontaire dans une chaîne d'accusations la marque profondément et elle décide de ne plus jamais accepter de dénoncer sur ordre d'un supérieur. Puis elle prépare l'examen d'entrée à l'université et le réussit.

Son futur mari est un ancien garde rouge qui fut très actif et il est, par le père de Yuting, soupçonné d'avoir eu une conduite répréhensible durant la révolution culturelle. L'opposition de son père au mariage la place dans une situation de malaise. En effet, se dessine là un renvoi pervers de la logique accusatrice : si le père a initié l'extraction de Yuting de sa famille en l'autorisant à user de l'accusation à son encontre, l'hypothèse peut être émise qu'il perçoit douloureusement le redoublement de l'accusation que porte intrinsèquement la présence de son gendre qui rouvre les plaies du passé. Néanmoins, émancipée à treize ans par son père, Yuting épouse l'homme de son choix, un ouvrier qui suivra plus tard une formation universitaire. Le père du mari, membre actif du parti communiste est mort, accusé de trahison, lors de la campagne antidroitiers. L'accusation politique jalonne et façonne la vie de Yuting comme celle de la très grande majorité des Chinois. Mais loin que ses meurtrissures indélébiles soient enfouies et occultées, elles nourrissent chez cette femme une réflexivité aiguë et permanente. En 1989, mère d'un enfant de six ans, préparant son doctorat, enfin membre du parti communiste après dix années d'échec de sa candidature – encouragées par son père – pour cause de mauvaise origine et instituée dans la recherche académique, elle reste au départ distante du mouvement étudiant qu'elle observe sans le comprendre réellement. L'étiquette d'antirévolutionnaire apposée sur le mouvement, puis la venue d'une nouvelle campagne de dénonciations généralisées portant sur l'éventuelle participation des uns et des autres à des activités subversives font écho à ses expériences antérieures et en contrepartie provoquent sa sympathie pour les étudiants, ce, d'autant plus que certains qui suivaient ses cours ont disparu, comme d'autres enfants de ses collègues. Par ce relatif retournement, elle amorce un rachat de la dette inconsciente qu'elle a contractée lors des deux moments historiques où elle-même a obtempéré aux nécessités de l'accusation.

En 1994, Yuting est nommée professeur et en 2000 elle passe une année sabbatique aux USA, suivant un cours sur les *gender studies*. Elle a alors 47 ans, et découvre, émerveillée, une foule de connaissances inconnues sur les femmes et prend conscience qu'« elle est une femme ». De retour en Chine elle cherche des financements pour monter un forum sur le genre. Sa militance puis sa dissidence – dont nous ne reprendrons pas l'historique – s'inaugurent à ce stade fondateur où le signifiant « femme » vient conjointement ce qui fut et fondamentalement reste disjoint par l'ordre politique qu'incarne l'État-Parti. D'un côté le vécu, les émotions, les sentiments qui jaillissent d'une domination politique quotidienne subie personnellement, dans les

échanges, les relations affectives, les rapports sociaux, de l'autre les discours, les slogans, l'armature idéologique dans laquelle les individus édifient leur conformité, les machineries institutionnelles et bureaucratiques, les injonctions, l'oppression hiérarchique. Réconciliant subjectivité et objectivité scientifique, le signifiant « femme », rapporté du séjour américain, débloque chez Yuting un clivage structurant de son identité, il la fait dévier, sortir de l'itinéraire tout tracé de chercheuse brillante mais respectueuse des limites politiques à ne pas dépasser. Yuting prend au pied de la lettre le message des *gender studies* à l'américaine : être soi, entièrement soi. Elle y ajoute l'idéal révolutionnaire de la Chine des années soixante : faire advenir un monde lisse, parfait, sans injustice. Le mélange est explosif et Yuting part en guerre contre tout ce dont elle est le produit : elle dévisse au sens propre du terme et épouse le personnage de la justicière héroïque, embrassant cause après cause : migrant tué par les forces de l'ordre, femme violée par le fils d'un notable du Parti, citoyens bafoués par des élections truquées, citadins expulsés par des investisseurs immobiliers inhumains, paysans mourant du sida suite à la cupidité des autorités locales, etc. Sa sincérité est absolue, à l'aune d'un engagement avant tout moral qui ne se voit traduit en termes politiques qu'en raison de la rigidité de l'État-Parti. Dans toutes les situations, l'intellectuelle sacrificielle défend le peuple des faibles, des sans-voix, contre un pouvoir omnipotent, égoïste, menteur et cruel. La scène est naïve, sans nuance : les « masses » spoliées sont authentiques et vertueuses, les « puissants », prédateurs, sont répugnants. C'est un décalque de la légende de la révolution à ceci prêt que désormais le Parti tient le rôle des propriétaires terriens exploités des années cinquante. La collusion de plusieurs logiques à des niveaux différents, sous-tend l'effraction faite par le signifiant « femme » dans la vie de Yuting : tout d'abord ce signifiant est profondément individualiste, anticollectif, apolitique et hors social dans la perspective américaine très bien décrite par Alain Ehrenberg. En tant que tel, il renverse les principes qui ont guidé envers et contre tout l'itinéraire de Yuting faisant le choix du collectif, du politique, de la société radieuse, contre les individus qu'elle a accusés et par-là contre elle-même, ses pulsions spontanées envers sa famille en particulier. Dès lors, en accusant le « pouvoir », l'État, le Parti, et derrière lui tous les représentants hiérarchiques qui l'ont forcée à accuser des inférieurs pour exister, Yuting se lave de toute culpabilité. Blanche et non plus « noire », elle se dresse dans un « j'accuse » magistral dont la résonance, pour personnelle qu'elle soit, est immédiatement partagée. Ce « j'accuse », qui incarne une rupture dans l'imaginaire avec le système des dénonciations, énonce en effet ouvertement un refoulé indigeste, qui ne passe pas chez d'innombrables hommes et femmes de sa génération, mais aussi plus jeunes qui ont dû faire face à des parents muets, eux-mêmes

étouffés par la honte de ce qu'ils ont vu et/ou fait dans les spectacles réguliers de l'accusation.

C'est pourquoi Yuting est entourée d'une énorme sympathie dans le champ universitaire de Canton. Son « courage » est unanimement admiré par celles qui, ayant suivi une autre voie, s'en disent incapables, se percevant trop « faibles » ou « lâches ». Sa « force » en fait un modèle inatteignable, inédit, dans l'opposition, mais prenant place de fait dans le long défilé des hérauts qui ont chanté l'histoire glorieuse de la Chine. L'oblation téméraire de cette ancienne directrice du Parti de son département fascine d'autant plus que Yuting incarne pleinement la légitimité politique et scientifique. Les autorités universitaires elles-mêmes semblent s'efforcer de la préserver de heurts aux conséquences tragiques, lui demandant de s'abstenir de tout commentaire dans des occasions délicates ou de s'éloigner. Yuting paraît ainsi évoluer dans un espace public ceint par une sorte de courroie de sécurité transparente. Son cas dit « sensible » (*min gan*) oblige ses camarades les plus compétentes à prendre sa place dans la mise en œuvre de dispositifs institutionnels de recherche sur les *gender studies*. Une solidarité certaine se fait jour chez ses collègues proches et plus éloignées en poste dans d'autres universités, telle Hongxia que nous allons maintenant rencontrer.

Une avant-garde coopérative ?

À peu près du même âge que Yuting, avec laquelle elle entretient une amitié de longue date – toutes deux ayant été ensemble étudiantes en master – Hongxia a elle aussi introduit les *gender studies* dans son département qui appartient à une université de moindre prestige que celle où Yuting enseigne, mais cependant de très bonne réputation. Son cours d'éco-féminisme transdisciplinaire est à option et ne peut déboucher ni sur des masters, ni sur des doctorats de *gender studies*. Pour elle comme pour Yuting, un séjour de trois ans aux USA fut un déclic et à son retour en Chine elle décide de fonder un centre de recherche sur les femmes. Mais elle rapporte de ce voyage, pourrait-on dire, le signifié « femme » qui la canaliserait dans l'ontologie féminine des appareils du Parti, à la différence du signifiant « femme », qui va faire exploser la carrière de Yuting. En déployant les termes de signifiant/signifié « femme », nous mettons l'accent sur la polysémie intrinsèque des enseignements des *gender studies* dans les universités américaines par lesquelles l'une et l'autre sont passées. Corollairement cette polysémie fait rhizome et éclate en de multiples particules agoniques dans son incorporation processuelle chez nos universitaires chinoises. Cette femme, qui se dit immédiatement féministe marxiste entreprend, en effet, de collaborer avec le syndicat qui finance la construction d'un immeuble pour abriter le futur centre. Se revendiquant du

« courant principal » (*zhu liu*), elle a gravi l'échelle des responsabilités jusqu'au sommet dans l'organisation des femmes de la province – sous tutelle du parti communiste – et elle assure aujourd'hui la présidence de l'association de recherche de l'organisation ; fière de pouvoir « donner des conseils au gouvernement » et de se mouvoir dans toutes les institutions de l'État, voulant « influencer la société », elle espère ne jamais se retrouver dans les mêmes difficultés que Yuting, se considère bien moins « courageuse » qu'elle et privilégie sa « sécurité ». Le « féminisme » légal, enchâssé dans l'État-Parti, de cette femme robuste et directe qui a pour stratégie « d'unifier dans la ligne » (*tong yi zhan xian*) peut néanmoins être appréhendé comme une avancée intellectuelle. Convaincue que la domination masculine garde en Chine une force immense, y compris dans les universités, que l'évolution est lente et que le combat sera long, Hongxia – qui a en charge la recherche de financements – s'inquiète de sa succession : qui, dans son université, prendra la relève ?

On comprend son interrogation lorsqu'on écoute sa collègue du département, Xiaomei, qui enseigne l'éthique, mais on entrevoit aussi que derrière la façade de « femme de fer », stable et sûre d'elle-même qu'elle offre au regard Hongxia, la quotidienneté dans son université ne comporte pas la tranquillité évoquée et les conflits sont violents. Cette grande jeune femme, Xiaomei, âgée d'un peu plus de trente ans, mère d'une fille de deux ans, épouse d'un vice-directeur d'un bureau universitaire qui est de surcroît directeur du Parti, avoue une grande confusion intérieure et confie les dilemmes qu'elle affronte pendant de longues heures.

Suivons le fil de sa réflexion qui pointe les écueils, les échecs, un malaise profond et durable. Sa découverte des *gender studies* s'inscrit dans le cadre d'un contact avec Yuting dès 2001, période où elle doit choisir un sujet de doctorat. Elle aurait voulu consacrer sa thèse à une thématique féministe mais son directeur, qui n'a jamais entendu parler du féminisme, refuse. En 2003, année du SRAS, elle propose à un institut médical un cours d'éthique féministe médicale, croyant trouver là une ouverture, qui néanmoins se referme vite. Elle démissionne et jeune docteure cherche un nouveau travail. Elle tente un post-doc sur l'éthique politique féministe dans un institut d'administration politique et sociale mais le qualificatif de féministe est retiré. Elle est enfin recrutée comme professeure associée dans le département où enseigne Hongxia, et toutes les deux ouvrent un enseignement d'éthique féministe mais le terme de féministe est annulé sans qu'elles en soient prévenues et hors de toute procédure administrative. Toutes deux manifestent leur désaccord sans résultat et Xiaomei en déplore la conséquence : aucun étudiant inscrit travaillant dans une orientation féministe. L'une et l'autre seraient de surcroît désignées par leur collègue avec agressivité comme « ces féministes » dans l'acception « féminisme-

pouvoir ». Xiaomei, qui tente d'appliquer la *care* au contexte chinois – s'appuyant en particulier sur Gilligan – souhaiterait mettre en place une recherche sur les « mères porteuses » en Chine du Sud. Le phénomène de la gestion pour autrui est ici principalement destiné à contrer la politique de l'enfant unique par des familles des couches supérieures : des villageoises pauvres sont rémunérées pour assurer une grossesse issue de la réimplantation de l'ovule de la mère fécondé par le père. Le couple paye 400 000 yuans (près de 4 500 €) différents intermédiaires et au bout de la chaîne de production de l'enfant la femme reçoit une très faible compensation financière. Xiaomei juge que ces femmes sont « exploitées » et redoute d'amorcer une étude qui risquerait – outre qu'elle ne sait où trouver des subventions pour la mener – de la stigmatiser. Elle analyse que, d'un côté, si les fonds sont d'origine étrangère, des mobiles politiques les sous-tendent et, de l'autre, que son université ne reconnaît aucune recherche qui ne soit soutenue par un financement chinois, impossible à obtenir sur une telle thématique qui mettrait immédiatement en cause des membres de la classe dominante. Elle avoue une peur de nature politique face aux collègues de son université qui, en outre, n'accordent aucune valeur aux publications de ses chercheurs dans des revues étrangères. Elle redoute un isolement susceptible de ruiner sa carrière. Elle craint d'une part et notamment les dénonciations des étudiants si elle donne des cours de « morale publique » qui sont perçus comme engageant une confrontation politique. D'autre part, une vidéo est installée dans toutes les salles de cours, pour des raisons dites de sécurité, et une preuve accusatrice est donc très facile à fabriquer. Elle s'étonne que ses collègues ne ressentent pas comme elle cette censure étouffante, précisant que le contenu de son cours est fixé par le directeur de son département. De son point de vue, trois options se présentent à elle : devenir professeur en restant conforme, se lancer dans des recherches passionnantes mais dangereuses pour son avenir, migrer au Canada. « Je souffre depuis des années, je ne sais pas quoi faire », rumine-t-elle à nos oreilles attentives. La ligne de fuite qu'incarne le Canada, pays pour lequel elle a déposé une demande de visa pose d'autres problèmes : son mari lui assure une vie aisée avec « villa » et voiture – les deux biens qui caractérisent l'appartenance à la classe supérieure – et considère leur vie réussie et confortable, ne comprenant pas qu'elle ait d'autres aspirations et surtout une volonté de recherche féministe.

Déchirée de toutes parts entre une multitude de désirs contradictoires – dont celui aussi d'éviter à sa fille l'enseignement actuel en Chine que, comme beaucoup de parents, elle juge néfaste – Xiaomei s'est intégrée dans le petit cercle des femmes où resplendit l'aura de Yuting. Mais elle est aussi membre de l'organisation des femmes et elle a tenté une fois – bien sûr sans succès – une jonction entre les deux pôles lors d'une activité publique. Cet

écartèlement permanent, sa perception d'une atmosphère de suspicion pesante, induisent un sentiment de dévalorisation intense chez Xiaomei qui se voit comme une « mauvaise chercheuse » et culpabilise de vouloir indépendance et liberté intellectuelle. Elle s'imagine dans dix ans éventuellement arrêtée par la police si elle suit ses choix de recherche et ce scénario sinistre accentue encore son indécision. Un courrier électronique récent émanant du vice-directeur de son département l'a bouleversée. Ce dernier invitait ses collègues masculins à bien apprécier et estimer la valeur de l'apparence des femmes qui présenteraient leur candidature à un recrutement d'enseignante dans le département. Moins de 28 ans étaient requis pour une femme qui devait avoir tous les atouts de la beauté féminine, 35 ans pour un homme. Xiaomei s'est plainte du caractère discriminatoire, sexiste et infamant de cette missive auprès du vice-directeur qui lui a répondu... qu'elle avait un « problème personnel » et qu'elle se mettait à ressembler à son amie Hongxia... et à devenir trop « radicale ». Humiliée par cet ancien ami, Xiaomei s'est recroquevillée et s'est sentie plus perdue que jamais, sans appui affectif conjugal, parental, professionnel. Elle appréhende, sur un plan plus général, un renforcement de l'autoritarisme de l'État, une régression.

Yuting, Hongxia, Xiaomei nous font pénétrer dans les arcanes des départements universitaires, opposant une résistance irréfragable – sur les fronts idéologiques, scientifiques, politiques – à l'implantation des *gender studies*, cet objet allogène et suspect qui suscite les fantasmes les plus divers et les plus bruts de destitution du pouvoir – secondairement masculin. Toutes trois offrent une gamme de réactions contrastées : affrontement, « entrisme », auto-accusation. Dans le même moment, elles s'accrochent aux *gender studies* – plateforme molle et pluridirectionnelle – comme à une bouée de sauvetage de leur identité personnelle dans un océan d'orthodoxie collective où elles ont peur de se noyer, de se dissoudre. Les USA, le Canada, figurent l'autre monde dans lequel prend sens leur idée du féminisme, polyvalente, chimérique. Ensemble, elles mettent en œuvre des recherches, des réseaux, des événements publics, des manifestations culturelles qui nécessitent des relais. C'est un des rôles de Yanyan vers laquelle nous allons maintenant nous tourner.

Yanyan, une jeune femme de 40 ans, vive et très gaie, est directrice des ressources humaines du Parti dans un institut de formation professionnelle. Ces compétences politico-administratives sont doublées par un enseignement de « sociologie des femmes » dans un cours à option. Il s'agit de fait d'expliquer aux jeunes filles qui vont entrer dans le monde du travail, les règles de conduite d'une femme, les bonnes manières pour une femme, bref, tout ce qui concerne une féminité vertueuse et de bon aloi représentant dignement la Chine, par exemple dans une *joint-venture*. L'attention est

portée en particulier dans ce cours sur les différences de comportement qu'une femme chinoise se doit d'avoir face à des étrangers en fonction de leur spécificité culturelle. Yanyan a consacré son master de sociologie à « L'augmentation de l'esprit moral des femmes rurales et le développement du socialisme chinois ». Elle a reçu le prix du meilleur mémoire de son université mais juge aujourd'hui ce premier travail de recherche « mauvais ». Elle n'a pas été sélectionnée ensuite pour s'inscrire en doctorat et a donc pris le poste administratif qu'elle occupe présentement. Elle considère que dans son université seule l'appartenance au Parti a du poids et fort peu le diplôme. Étudiant dans la même université qu'elle, membre du Parti, mais sans responsabilité, son mari est professeur de sociologie rurale et inscrit en thèse. Elle est née dans une famille « révolutionnaire » ascensionnelle dont elle est fière : père militaire qui a fait la guerre de Corée, mère directrice d'école secondaire, grands-parents paysans. Ses beaux-parents sont fonctionnaires. C'est forte de cette généalogie positive que Yanyan est devenue, au niveau provincial, responsable depuis trois ans, avec une autre collègue que nous rencontrerons plus tard – d'un *gender network* financé par la fondation Ford : 10 000 yuans par an dont 80 % d'avance, 20 % à la remise du rapport. Ce sont Yuting et Hongxia qui le lui ont instamment demandé, considérant que son profil était, dans le plus petit cercle des femmes, le plus approprié pour cette tâche. Une foule de « tampons rouges » est en effet nécessaire car le contrôle est fort sur les subventions étrangères, le Parti étant suspect aux yeux de toutes les *gender* de camoufler une opération idéologique de déstabilisation des femmes. Yanyan fait donc « passer » toutes les barrières politiques au projet et dans le même moment elle l'associe à l'organisation des femmes et à des *Gongo*³ dépendantes. « Augmenter le niveau de conscience des femmes au genre » (les deux termes – *nu xing et xing bie* – sont équivalents dans la bouche de Yanyan) est un des objectifs de Yanyan qui néanmoins reconnaît avec beaucoup de bonne volonté ses contradictions personnelles qui reflètent, de son point de vue, celles de l'ensemble des intellectuels, et donc le long chemin que la société doit encore parcourir. Ainsi, elle, son mari, ses beaux-parents, optent sans hésitation, pour la préférence masculine et ses propres parents ont toujours regretté d'avoir donné naissance à trois filles, dit-elle avec sincérité. Elle a un fils de 10 ans, très bon élève, pour lequel elle est prête à vendre son appartement pour lui payer des études à l'étranger : un fils est en effet « une banque de construction, il faut tout faire pour lui, une fille c'est une banque commerciale, tout va venir », s'exclame-t-elle en éclatant

3. Par *Gongo*, on entend les ONG dans la main du gouvernement, en particulier dans les régimes autoritaires.

de rire, ajoutant que lorsque son fils pleure, elle lui commande de ne pas se comporter comme une fille !

La présence de Yanyan dans le petit cercle des femmes, sa collaboration active à l'implantation d'un réseau genre – dans un contexte où la dissidence de Yuting pourrait au contraire repousser cette solide membre du Parti aux conceptions traditionnelles des rapports sociaux de sexe – met à nu les enjeux politiques de l'importation de ce nexus idéologique mais surtout le jeu interpersonnel des implications politiques contradictoires qui le soutiennent. C'est dans cette direction que nous avancerons avec Shuwan, la collègue qui, aux côtés de Yanyan, gère le projet financé par la fondation Ford.

Shuwan a 42 ans, donne l'impression d'être très sportive et de poser un regard d'une extrême sensibilité sur ses interlocuteurs. Elle enseigne, dans un institut universitaire de rang inférieur, le genre dans la littérature et fait de ses cours à option des discussions collectives avec les étudiants sur les problèmes sociaux, les discriminations qui touchent les femmes, l'infanticide des petites filles, la répudiation des femmes, etc. Butler, Orlando, Wolf, Beauvoir, le postcolonialisme nourrissent ses cours. Dans son université, elle a monté en 2007 une « association universitaire » consacrée à la lecture, au cinéma, etc. : « Réunion de lecture pour les petites filles » en est l'intitulé apte à tranquilliser l'organisation des jeunes qui exerce sa tutelle sur ces associations dont les stratégies visent de façon récurrente à construire leur autonomie de pensée, d'action et de mobilisation. « Je suis un bourgeon et j'ai trouvé mon organisation » (*zu zhi*) dit-elle en employant une métaphore guerrière du parti communiste lors de la clandestinité pour désigner le « féminisme-pouvoir » auquel elle s'identifie. Animée d'autant de respect et d'admiration pour les deux leaders que sont à ses yeux Yuting et Hongxia, elle se décrit, en riant, « courir derrière toutes les deux ». En 1995 elle a obtenu son master dédié à la thématique « Sexe et salut chez *L'amant de Lady Chatterley* » et a décidé de rentrer dans la vie professionnelle. Dans sa course à l'emploi, elle est profondément choquée de découvrir des annonces mentionnant le refus d'une femme, elle qui croyait en sa valeur, se voit brutalement dévalorisée par son appartenance de sexe et en perd le sommeil. Cette prise de conscience la ramène à sa naissance et au fait, banal en Chine, qu'elle doit sa naissance à sa grand-mère maternelle – qui avait forcé sa mère à un précédent avortement après la première venue d'une fille – mais croyait repérer cette fois-ci dans la forme du ventre de sa bru, le signe d'un futur garçon, qui serait le troisième enfant ! Mère d'une fille de 10 ans et épouse d'un professeur d'informatique dans la même université où elle enseigne, Shuwan dénonce avec force la domination masculine qu'elle resitue dans un cadre politique après avoir compris combien elle avait pesé douloureusement dans sa vie. Shuwan et Yanyan, bien différentes l'une de

l'autre, mettent en scène un tandem significatif pour mieux déchiffrer les modes d'implantation des *gender studies* : alors que l'une se révèle dans tous les domaines, politique et personnel, conventionnelle, l'autre s'écarte de la norme, prête à en découdre pour obtenir l'égalité de statut à laquelle les femmes peuvent prétendre. Leur collaboration dans un projet de la fondation Ford pointe l'importance de membres du Parti pour faire réussir cette aventure de femmes malgré tout « féministes » au sens le plus large du terme. Elle incite consécutivement à insister sur la pluralité idéologique et intellectuelle des profils de femmes se mouvant dans l'orbite du Parti ou comme Yuting, l'ayant quitté et le combattant. Dans cette pluralité on discerne tout d'abord une transformation sociale réelle témoignant de l'impossibilité pour le Parti de maintenir une emprise rigide sur l'intériorité de ses membres. Comme le dit Yanyan « 90 % des membres ne croient pas au Parti, ce n'est qu'un instrument pour le travail », comparés aux Chinois, seuls les « Occidentaux », à ses yeux candides, auraient « la force » donnée par la croyance en Dieu avec laquelle le Parti ne pourrait rivaliser.

Cette pluralité enjoint à réfléchir corollairement sur l'autonomisation de ces actrices, dès lors plus réceptives aux influences extérieures. Les *gender studies* – aussi critiquables soient-elles – mettent en branle une dynamique collective, aux capacités de rassemblement et d'unification. De façon indéniable, une brèche, à la fois symbolique et imaginaire, est creusée dans l'ordonnancement hiérarchique des rapports sociaux de sexe qui innervent l'édification politique de la société. Dans les *gender studies*, ces femmes, de niveau intellectuel varié, trouvent *des mots pour le dire*, selon la belle et juste formule des années soixante-dix et revisitent leur existence depuis son origine, marquée par le désir univoque d'une filiation patrilinéaire négatrice des filles, des femmes, des mères. Une des actions publiques du petit cercle concerne d'ailleurs les *livrets de famille* dont les femmes sont tout simplement historiquement absentes, véritable trou d'être. Cette entame dans la domination masculine casse la forclusion ; elle pénètre la scène familiale des femmes et dans le même moment effrite inévitablement les soubassements de la société. Elle inscrit une évolution qui est un effet de la globalisation et, d'une certaine manière, l'État-Parti n'a pas tort de freiner et de craindre le *global feminism* car sa marche est imprévisible mais durable et surtout impossible à arrêter.

Les méandres de la recherche entre affect et politique

Huilin enseigne depuis 2007 dans le même département que Yuting dont elle a été l'étudiante après le séjour de cette dernière aux USA. Son mémoire de master a été dédié à l'écriture féminine. Cette jeune femme calme et sérieuse, grave et appliquée se situe aussi dans une transmission directe des *gender studies* qu'elle a reçue de Yuting dont elle est très proche à la fois

professionnellement et affectivement. De surcroît elle la seconde dans beaucoup de ses activités extraprofessorales, qui prennent facilement une teneur politique. Elle est partie six mois en Grande-Bretagne pour sa formation scientifique et tente aujourd'hui, avec le soutien d'un financement anglais, de mettre en œuvre une recherche sur les femmes. Ne réussissant pas à construire une distance avec ses sujets d'enquête, et par là même à bien circonscrire son objet, Huilin est en forte demande de conseils méthodologiques et épistémologiques et je consacrerai plusieurs rencontres à m'efforcer d'éclaircir les soubassements des positions qu'elle souhaite adopter. Sans entrer dans les détails de la recherche qu'elle mène, soulignons qu'un des enjeux en est de penser les femmes en question comme victimes ou actrices et de sortir de l'ambiguïté de relations apparemment « amicales » entre le chercheur et les sujets. De ce point de vue, Huilin reflète exemplairement les difficultés des chercheurs chinois à s'attaquer aux conséquences cognitives des cadres des investigations, de leurs rapports internes et du type de communication qui s'y inscrit. La structure sociale, hiérarchique et politique les pousse à s'identifier à une posture d'« intellectuel » peu remise en cause – que celle-ci soit en accord ou en dissidence avec l'ordre politique régnant – et dans les deux cas un regard simplificateur est posé sur les situations. Mais Huilin illustre surtout cette sorte « d'illumination » que provoque la découverte des *gender studies* à travers le cours de Yuting. Cette jeune femme qui dit « qu'avant » elle ne souhaitait qu'être « une bonne mère et une bonne épouse », parle d'un « après » où elle appréhende la négativité intrinsèque d'avoir été une fille, et cela tout d'abord pour sa mère : avec froideur, elle pose la « haine » de sa mère à son égard comme la cause d'une « blessure » profonde que Yuting, par ses leçons sur les femmes, l'amène à regarder en face et à penser dans toute sa cruauté. Pourtant l'enfance de Huilin a des aspects assez banals lorsqu'elle est replacée dans son contexte social, politique et historique. Comme des millions de petites filles chinoises elle subit les reproches après de sa mère pour son appartenance sexuée : cette dernière – fille de commerçants classés « paysans moyens » – à l'instar de l'immense majorité des mères chinoises l'accuse, d'être « une charge, un fardeau » car on ne peut « compter sur une fille qui se marie et ne revient pas ». Le père issu d'une famille de lettrés, fils d'un précepteur possédant des terres, classé comme « paysan moyen », éprouve comme tant d'autres les conséquences de cette « mauvaise origine ». La condition familiale de Huilin a néanmoins la caractéristique d'avoir été fondée sur un mariage tardif du père à 40 ans avec une jeune femme atteinte d'infirmité aux jambes, mariage arrangé et négocié à la suite de celui de la sœur cadette du père avec le frère de la mère, partageant la même infirmité que cette dernière, dans les deux cas résultant d'une injection médicamenteuse désastreuse. Du mariage des parents de

Huilin naissent deux fils et trois filles, maudites par la mère qui fait des tentatives de suicide régulières en refusant de s'alimenter ou en se jetant dans la rivière voisine. Le couple se dispute souvent et la mère accuse le père de « l'échec » de la famille. Huilin fuit donc à 24 ans cette atmosphère délétère en se mariant et croit échapper à son histoire en épousant tous les idéaux régnant de conformité maternelle et conjugale. Le cours que dispense Yuting, les lectures qu'elle recommande sur les femmes, viennent rouvrir la plaie et Huilin réalise qu'elle partage avec avec la majorité des femmes une dévalorisation profonde et originelle. Elle prend alors une décision qui semble mue par un objectif prioritaire de réparation : alors que son fils a cinq ans, et compte tenu qu'elle ne peut avoir un second enfant, sauf à perdre son emploi d'enseignante en raison de la politique de l'enfant unique, elle décide d'« adopter » une petite fille de 5 mois qu'elle inscrit sur le livret de famille d'un cousin de son père puisque la démarche administrative lui est autant interdite que l'engendrement auquel elle équivaut. Elle se rappelle – alors qu'elle évoque cette décision – qu'une des sœurs de son père, mère de 5 filles, en avait noyé à la naissance une sixième, ce qui l'avait profondément choquée. La petite fille qu'elle a recueillie et élève comme la sienne à Canton vient d'un village proche du sien dans le Guangdong, où une femme âgée récupère toutes les petites filles abandonnées de la région et les « revend » contre une « enveloppe rouge ». Son mari – fils d'un instituteur et d'une médecin – s'est déclaré solidaire du choix de Huilin qui engage leur vie commune.

L'intérêt du cas de Huilin réside dans les articulations qu'il dévoile entre un cheminement intellectuel et un itinéraire qui, à un moment de prise de conscience intense, bifurque par un acte chargé du sens d'aller à contre-courant des normes qui ont entaillé sa vie dès sa conception. En faisant sienne une petite fille rejetée par ses géniteurs, Huilin dénie toute efficience présente à son propre rejet enfant. Que cette rupture symbolique trouve son creuset dans un enseignement sur le genre se déchiffre dans le cadre de la configuration chinoise actuelle où les rapports sociaux de sexe ont conservé une grande rigidité tant au plan imaginaire que réel, et cela bien au-delà de l'apparente « liberté » des femmes de se mouvoir dans les différents champs sociaux. Les barrières entre les sexes restent solides et il reste aux femmes à assumer la valeur sociale et affective moindre qui entache leur condition. Réparation, compensation, rébellion, révolte, dissidence affichent leurs liens dans les comportements des femmes et dressent un fil entre subjectivité et politique. Si dans ces agencements toujours possibles, le rôle de Yuting qui est rentrée en dissidence désormais délibérée est ici important et peut faire mouche, de façon plus décisive, il est nécessaire d'insister sur la permanence de la domination politique dans la vie quotidienne des acteurs pour prendre la mesure des lignes de politisation immédiate qui sont susceptibles d'être

déclenchées chez ces femmes rencontrées par des incisives de conscience totale. Domination politique et domination masculine se recouvrent en effet : les dirigeants du Parti sont généralement des hommes qui se conduisent selon les codes en vigueur de domination masculine. En s'élevant brutalement contre la domination masculine à partir d'événements qui prennent une portée immense, les femmes se heurtent sans médiation au pouvoir politique qu'éventuellement elles vont affronter sans même avoir perçu l'ampleur des conséquences politiques de leur conduite. Huilin aux côtés de Yuting soutient ainsi une association universitaire homosexuelle que l'organisation des jeunes sous tutelle du Parti refuse actuellement d'homologuer, considérant qu'elle a terni la réputation de l'université. Par cet acte, Huilin s'est déjà mise en « bordure » des droits admis. Dans le petit cercle, Huilin côtoie aussi Fang qui joue un rôle très actif mais reste prudente. Originaire de Taïwan, depuis sept ans à Canton, très élégante, cette jeune femme, petite-fille d'un propriétaire terrien dont le fils a fui seul en 49 la Chine communiste, a fait son PHD à l'université de Berkeley sur la « théorie féministe » qu'elle enseigne dans le même département que Yuting et Huilin.

Le petit cercle d'universitaires dans lequel nous guidons le lecteur incite à explorer plus avant dans l'intimité des femmes les ponts et les nœuds entre recherche, affect et politique.

Dans ce but, passons dans un autre département de la même université où deux jeunes femmes ayant fait leurs études à Hong Kong dans le cadre des *gender studies* viennent d'être recrutées, non pour un enseignement spécifique correspondant à leur formation mais plutôt pour un saupoudrage femme, famille, travail social. Toutes deux ont en commun d'avoir focalisé leur recherche doctorale sur des objets touchant la sexualité : l'une sur les prostituées à Canton et Shenzhen avec lesquelles elle a vécu selon une méthodologie d'immersion et de relations interpersonnelles développées avec les sujets ; l'autre sur la « nouvelle sexualité des femmes à Shanghai » s'exprimant sur la Toile. Leur embauche est d'autant plus significative que c'est au nom de la « pornographie » que beaucoup de sites numériques et de productions culturelles sont censurés par le gouvernement chinois. Leurs travaux, rédigés en anglais, conséquents, ont pour orientation la volonté de montrer de nouveaux sujets féminins, émancipés et modernes. Ceux-ci apparaissent largement coupés de tout contexte social et l'attention est centrée sur les discours, narrations appréhendées comme des faits et des vérités, unilatéraux, sans complexité sous-jacente. Le rapport du sujet à son discours n'est pas imaginé. Par ailleurs l'entretien matériel de la femme par l'homme, chez ces « nouvelles femmes » est conçu comme une évidence et l'idée que gît là une source de dépendance et de domination est absente. La liberté/libération est entièrement concentrée sur la sexualité, donnant à voir

un étrange mélange de conservatisme quant au statut économique et de consumérisme sexuel, mélange tout à fait adéquat au développement capitaliste.

La première jeune femme vient d'une famille « révolutionnaire » de professeurs d'université enseignant à l'école du Parti et le père a passé vingt ans à Moscou. De l'histoire familiale de ce dernier elle ne sait rien et se manifeste là encore un trou de connaissances perturbant sur le père qui n'a pas de relation avec sa parentèle. Ne voulant pas entrer au Parti, préférant vivre à l'essai avec l'homme de son cœur que se marier, cette jeune femme de trente ans aurait préféré l'Angleterre, où elle a fait une partie de ses études, à Hong Kong, mais c'est là qu'une bourse lui avait été accordée. Son côtoiement du petit cercle des femmes où rayonne sa dissidente attirée, témoigne une fois de plus des nébuleuses en jeu et des influences qu'elles véhiculent, déplaçant ou annihilant potentiellement les frontières de la « correctitude » politique.

La seconde jeune femme Ruoya, âgée de 40 ans, est mariée avec un entrepreneur qui fait vivre dans une grande aisance matérielle le couple sans enfant, qu'elle présente comme fragile, conflictuel, les deux partenaires étant sur des chemins parallèles. Elle s'affirme « féministe » et supporte mal les manifestations brutales de domination de son mari, fils de paysans pauvres et décrit comme avide d'argent. Outre son enseignement qu'elle fait bifurquer sur des domaines sexuels, elle publie régulièrement dans la presse des articles qu'elle dénomme *ecosexual text* et qui sont fondés sur des entretiens approfondis avec un individu, homme ou femme, élaboré en cas représentatif.

Soulignons que cette percée hongkongaise dans l'importation des *gender studies* à Canton, en s'inscrivant sous l'égide de la sexualité – dans un contexte social qui reste très prude – constitue en tant que telle une interception politique : sans doute moins en raison du lien sexualité/pornographie toujours instrumentalisé par l'État-Parti que surtout parce que se voit mis en scène là un droit à une jouissance subjective non finalisée, échappant aux armatures de l'efficacité reproductive, économique et politique.

Ruoya ainsi ne désire pas elle-même d'enfant même si elle en donnerait volontiers un à sa belle-famille et à son mari qui le réclament avec ardeur. Mais alors qu'elle a effectué tous les examens médicaux prouvant sa fertilité, son mari se refuse à de tels tests ainsi qu'à des essais de fécondation *in vitro*. « Avec mes amis, je me sens normale comme ça » dit Ruoya qui pointe un désaccord profond avec un époux qui s'inscrit dans les normes familiales d'enrichissement en vigueur, ostensibles dans le voisinage du couple qui habite un condominium luxueux à la périphérie de Canton, où, dans les appartements, une petite chambre est prévue pour les grands-parents venus

s'occuper de leurs petits-enfants. Sans enfant et sans beaux-parents, passionnément attirée par une écriture d'une sexualité qui s'invente au jour le jour dans la Chine contemporaine, Ruoya évolue dans cet environnement, apparemment sans gêne, toute à la curiosité des subjectivités de ses concitoyens.

Médiatisations exploratoires

Dans l'orbite du petit cercle de femmes examinées, deux journalistes gravitent dont l'une, ancienne présentatrice à la télévision, a pris l'initiative récente de créer un réseau spécifique donnant aux femmes un créneau pour pénétrer dans l'antre principalement masculin des médias. Ce réseau est néanmoins peu actif, faute de temps consacré par sa dizaine de participantes mais surtout en raison – à en croire ses membres – de la surveillance policière qui oblige – pour s'y soustraire – à inscrire les activités en dehors de Canton, hors des regards indiscrets. Des soutiens financiers ont été obtenus auprès du service culturel britannique et d'Oxfam dont les derniers versements de 100 000 yuans annuels n'ont pas encore été entièrement dépensés. Il s'agit généralement d'organiser, sur le mode usuel, des formations et des ateliers plus ou moins ouvertement placés sous une thématique femme et/ou féminisme. La suspicion des autorités donne immédiatement une couleur politique à ces petits rassemblements. Les deux journalistes rencontrées se situent à des pôles extrêmes du « motif femme » de ce réseau. La première, qui est désormais engagée dans le montage d'un lieu d'art, se dit très en retrait d'un « féminisme » dont elle avoue ne pas connaître les théorisations. Redoutant une division hommes/femmes, elle se positionne dans un différentialisme et un essentialisme féminin affirmés. La seconde, au contraire, est très combative et élabore un recul analytique sur son itinéraire.

Appelons Meiji cette femme de 40 ans qui travaille dans un groupe de presse réputé pour être le plus ouvert de la Chine et qui revendique l'orientation « féministe-pouvoir », avec une certaine rage. Comme dans beaucoup de cas, qui transcendent continents et aires culturelles, Meiji met en avant la référence du père qui voulait que ses deux filles soient en tout point les égales des garçons : « Tu dois parler et écrire comme un homme », lui disait-il. Fils de paysans très pauvres, le père était devenu cadre après avoir servi sous le drapeau en Corée puis était monté dans l'échelle politico-administrative : fait relativement rare, le père choisit de subir une stérilisation à la place de son épouse, de santé fragile, qui travaillait sur un statut temporaire dans un magasin d'État. Ce père – dont elle loue le sens de la justice et l'honnêteté irréprochable – la « forcera » à entrer au Parti, raconte Meiji qui se dit maintenant opposée à la politique de l'État-Parti. Comme pour Shuwan, que le lecteur a déjà rencontrée, le premier choc

viendra, après les études universitaires, de la recherche de travail au cours de laquelle Meiji, qui a grandi dans une idéologie égalitariste, découvre brutalement l'inégalité homme/femme : « on voulait un homme membre du Parti » et, si elle possède sa carte, il lui manquera toujours cette qualification sexuelle ! En épousant un de ses camarades d'études, fils d'un cadre autoritaire et violent, et surtout en étant très rapidement enceinte et en travaillant, Meiji voit son existence transformée ; écoutons-la :

« Je n'étais pas prête à tout ça, femme, travailleuse, mère. Pour mon mari l'enfant n'a rien changé. Pour moi, tout a changé, mes amitiés, mon travail, mon corps. Pendant vingt ans je me suis pensée comme un homme. Mais en accouchant, en allaitant j'ai subi une féminisation que je n'acceptais pas. J'ai lu Simone de Beauvoir qui détestait tout ça et je l'ai ressenti comme elle le dit, une chaîne de production invisible pour les femmes. Laver le linge qui redevient sale ! Je me sentais seule et j'ai mis des années à combiner moi-même et être une femme, une mère, une épouse. Avant je n'avais pas de fardeau. »

Si son mari devenu professeur d'université, participe pleinement aux tâches domestiques, sur son lieu de travail, Meiji ne cesse de se battre et accuse ses collègues d'un machisme viscéral, citant leur préférence qu'une femme meure ou reste handicapée plutôt que de perdre sa virginité, et les articles qui reprochent aux femmes leur mauvaise conduite en cas de viol ! Sa rencontre avec Yuting la dynamise et les occasions se multiplient pour engager des luttes symboliques concrètes. Ainsi, lors d'une sélection d'étudiants, les professeurs abaissent les critères de notes car les candidatures de filles avec une note élevée sont alors trop nombreuses et Meiji tente de faire admettre sans succès qu'il s'agit d'une mesure discriminatoire. Certains de ses articles sont refusés et ses supérieurs hiérarchiques lui expliquent que le féminisme est une critique du communisme et que l'égalité homme/femme est déjà bien trop grande. Dans sa pratique journalistique, pour laquelle elle obtient un revenu mensuel d'environ 10 000 yuans, Meiji fait des enquêtes sur les femmes en milieu rural et ouvrier pour montrer un autre visage de la réalité sociale et pointer, envers et contre tout, une domination masculine irriguant de façon irréfragable tous les champs de la quotidienneté. Les obstacles auxquels se heurte Meiji illustrent avec acuité la dimension intrinsèquement politique du « genre » dans la conjoncture chinoise actuelle. Corollairement ils montrent comment le rapport au politique se déclenche dans les ordonnancements subjectifs introduisant des décalages quasi insurmontables entre les régimes idéologiques, idéels, réels. Que ces décalages se formatent à la fois dans les différentiels historiques et généalogiques doit être souligné : une partie de la génération des cadres communistes de la période maoïste tente de coller à la lettre de l'ordre politique, et ce, y compris pour quelques-uns d'entre eux, dans leurs relations familiales.

En revanche pour les couples parents de jeunes enfants aujourd'hui, aucun message spécifique ne paraît organiser leurs rapports et comme Yanyan l'a indiqué, la préférence masculine et son cortège d'infériorisations féminines sont un critère reconnu et indispensable.

Des personnages très hétéroclites se rencontrent et s'apprécient dans le petit cercle qui entoure Yuting et parmi ceux-ci un jeune couple d'artistes, qui a vécu sept ans en France, manifeste une activité débordante, organisant de nombreux événements, *happenings*, performances de toutes sortes, y compris avec leurs corps. Toutes les occasions sont saisies : enfants morts sous les décombres des écoles du Sichuan lors du tremblement de terre, expulsions aux périphéries de Canton suite aux investissements immobiliers, etc. Le pouvoir est continuellement défié, l'affrontement est recherché et la jouissance de la provocation illumine la vie de ce joyeux couple depuis son retour en Chine : l'opposition politique est assumée avec conscience et nourrie par le sentiment de la liberté éprouvée en France et *a contrario* de l'oppression et de la censure insupportable du gouvernement chinois. Le jeune homme est issu d'une lignée très représentative des effets des conjonctures politiques successives : un arrière-grand-père fortuné décrit comme « assassiné par les communistes », un grand-père précepteur en ville, un père déplacé en milieu rural, instituteur, une mère paysanne dans un hameau de haute montagne d'une centaine d'habitants, des frères et sœurs restés paysans. Il est le seul enfant à poursuivre des études supérieures, après avoir bénéficié d'un programme public d'aide à l'éducation des paysans (« espoir » *xi wang gong cheng*). La jeune fille vient d'une famille de fonctionnaires aisés et son parcours est linéaire et sage jusqu'à sa rencontre avec son futur époux et compagnon d'art qui, dit-elle, lui a montré « la vraie vie ». Pour tous les deux, et de par leur posture critique, l'art, la vie, l'action, ne forment qu'un et ils tentent de concrétiser cette orientation dans leur pratique professionnelle d'enseignants. Pour eux, la lutte contre la domination masculine à laquelle ils participent avec ferveur et inventivité (attaquant violence domestique, fête des mères, etc.), se greffant sur toutes les initiatives de membres du petit cercle, constitue une opportunité particulière d'un engagement politique délibéré contre l'État-Parti et toutes les injustices : qui les conduit à frôler les dernières limites avant une répression inévitable. Leur présence dans ce petit cercle donne corps à des glissements et des oscillations plus ou moins perceptibles vers une distanciation avec les normes en vigueur de conduite et de pensée. Ces partenaires de vie et d'art sont une pièce dans un jeu de fabrique d'une déviance politique processuelle, personnelle et collective dont nous poursuivons l'examen à travers l'incorporation du signifiant globalisé « genre » dans le petit groupe universitaire composé majoritairement de femmes, mais intégrant des hommes qui sont ou non leurs compagnons.

Pour achever cette pérégrination mesurons maintenant son ancrage parmi les étudiants.

Échos étudiants

Nombreux sont les étudiants qui circulent autour du petit cercle de femmes et le succès des cours de Yuting est remarquable. La professeure dissidente semble être, pour une partie d'entre eux, une figure identificatoire qui fonctionne comme une autorisation symbolique à franchir tous les interdits, culturels, intellectuels, existentiels. Son autorité et son poids sur les jeunes esprits paraissent immenses, et ce, d'autant plus que des femmes de profils différents entourent Yuting de leurs attentions. L'ensemble est doté aux yeux des étudiants d'une solidité et d'une résistance sans nul doute bien supérieures à la réalité. S'offre là un modèle individuel, mais aussi de collectif, sur le mode usuel en Chine, de construction et de mise en scène politique de modèles traçant le chemin et générant l'enthousiasme. Donnons en premier l'exemple de Tingting : issue d'une famille paysanne, elle vient de terminer ses quatre premières années d'université au cours desquelles elle s'est beaucoup dépensée dans une association universitaire. Avant de s'inscrire en master, elle souhaite s'engager dans la vie active et, alors qu'elle assumait volontairement la communication interne au petit cercle, la journaliste qui se prépare à prendre la direction d'un lieu d'art lui a proposé de l'embaucher. Vive et souriante, Tingting s'est très investie dans ses tâches de liaison entre les femmes et elle désigne le réseau de celles d'entre elles orientées sur les médias comme « notre ONG » alors même que Yuting par exemple parle de « groupe informel ». Étudiante de Yuting dans ses cours, obligatoires comme optionnels, Tingting dit avoir compris que « le féminisme est une pratique autant qu'une théorie », dont elle met en avant l'énorme influence sur la direction qu'elle donne depuis à sa vie : « j'ai grandi avec l'ONG de femmes » dit-elle, en poursuivant : « l'ONG est comme ma famille, car je suis la plus jeune, elles prennent soin de moi et je ne veux plus rentrer dans mon village. Je veux rester avec elles. » Sans hésitation, Tingting se reconnaît dans la revendication féministe associée au pouvoir, repoussant les autres voies « trop douces » à son avis.

Il en va de même pour Meilin, étudiante de doctorat sous la direction de Yuting. Sa recherche porte sur les images de femmes en milieu urbain et rural et dans leurs migrations, au sein du cinéma chinois des années trente. Elle a consacré son master aux films de Catherine Breillat. Meilin a lu Cixous, Kristeva, Irrigaray et connaît bien la théorie *queer* ; la jeune fille se destine à devenir professeur d'université. Pour elle, être féministe c'est aussi repenser l'ensemble du monde, de la réalité et être « attentionné aux autres, aux faibles surtout ». Issue d'une famille lettrée depuis trois générations, avec une grand-mère maternelle enseignante de lycée, Meilin déborde

d'admiration pour Yuting qu'elle met sur un piédestal inatteignable : Yuting, à ses yeux, outre son intelligence mordante, a toutes les qualités de la féminité, émotions, goût des fleurs, etc. « C'est aussi juste une femme » dit-elle avec retenue et affection.

Un signifiant vide à l'excès

Après avoir pénétré le petit univers des femmes intellectuelles qui se sont saisi des *gender studies*, le lecteur ne peut qu'être frappé par la spécificité de leurs représentations de ce champ scientifique auquel, de surcroît, elles n'ont qu'un accès partiel – des bribes. Le véritable retournement du regard que provoque chez elles une connaissance largement biaisée et tronquée de ce domaine d'études impose d'insister sur la dominance du contenant sur le contenu, du signifiant sur le signifié quant au genre en premier lieu, et en second son importation à Canton qui dresse un contexte particulier. C'est en effet dans cette ville, à la pointe de la croissance industrielle chinoise, que la presse connaît la plus grande liberté d'expression et que beaucoup de politiques et de mouvements sociaux débutent. À titre d'exemple, notons que récemment, après le début de la crise financière en 2008, les salaires ouvriers sont ainsi régulièrement augmentés tout d'abord dans la province du Guangdong. Mais dans le même moment la règle de l'enfant unique semble fort peu respectée et nombreuses sont les familles qui continuent à refuser que la légitimité de leur préférence masculine concerne l'État. De tous âges, femmes mûres, jeunes femmes, jeunes filles, de tous statuts, professeures, journalistes, débutantes dans leurs carrières ou au contraire au statut élevé, étudiantes, toutes parlent avec des mots différents d'un chambardement complet de leur vision, introduit par l'information des *gender studies* : d'elles-mêmes, de leur histoire familiale, de la société, du politique. Le pouvoir de l'État-Parti en ressort immédiatement attaqué par ce nouveau regard porté sur le monde. Le signifiant genre véhicule ainsi en lui-même comme une forme d'excès et, pour l'anthropologue, c'est la distance qui se creuse sous son nom entre l'outil de gouvernance globale qu'il incarne et son redéploiement par les actrices dans une remise en cause de l'efficience totalisante des structures de domination qui se décline aussi sous l'angle de la dualité sexuelle. S'installe un vide entre l'instrument gestionnaire du capitalisme globalisé – qui contient en lui-même la perspective d'une éradication de tout État-Parti communiste – et l'authenticité des femmes qui entrent en lutte plus ou moins discrètement, dans leur intériorité, ou ouvertement contre le gouvernement chinois après avoir découvert en quelque sorte incidemment une accumulation d'injustices et de malversations qui débutent avec leur propre appartenance sexuée mais s'étendent à l'ensemble de l'édifice sociopolitique, démasqué. Ce trou

impensé de part et d'autre fait lien et amorce une communication dont le petit cercle des femmes étudiées témoigne.

Dans cette optique, c'est la dimension à la fois microsociale et globale du mode de communication initié de cette façon, qui constitue le fait le plus significatif au présent mais aussi au futur. Ce mode de communication, dans ses paramètres globaux, ne peut en effet que se développer, brisant les arguments de la spécificité culturelle chinoise et l'inadaptation actuelle de la population à un régime dit « démocratique ». Dans cette configuration, le signifiant genre participe d'une logique générale qui – aux doubles niveaux des subjectivités et de leurs productions collectives – institue des normes globales économiques et politiques, sexuelles et morales. Que le partage de ces normes et l'entreprise de normalisation des États qui les sous-tendent se traduisent par des miettes de retombées sur les conditions d'existence des femmes se révèle contingent dans ce scénario et ne perturbe pas l'avancée d'un agenda porté par les organisations internationales.

En revanche, l'ingénuité des femmes reste entière et peu importe finalement qu'elles soient les dupes de cette histoire, en Chine comme ailleurs, dans les démocraties d'ancienne industrialisation où des inégalités flagrantes subsistent entre les sexes dans tous les domaines, se nourrissent des dites « réformes » et alimentent ainsi l'expansion du capitalisme sous sa forme financiarisée actuelle.

FILLES À ÉLIMINER AU VIETNAM ?

Angelica L. L. WEHRLI *

« *Một trăm con gái không bằng một dái con trai* »
(Cent filles n'égalent pas le testicule d'un garçon)

Proverbe vietnamien

Notre but est de voir comment, au Vietnam, les avortements sélectifs basés sur le sexe ¹ reproduisent les inégalités et comment les discours et les normes globales et locales qui prônent l'égalité des genres entrent en conflit avec les idéaux confucianistes ² et patrilinéaires qui soulignent l'importance d'avoir « au moins » un fils, sexe « idéal ».

L'intérêt de la situation vietnamienne réside dans la transformation qu'a connue le pays depuis l'instauration des réformes économiques marquées par l'ouverture au marché capitaliste global (localement dénommé *Đổi Mới*) en 1986. C'est à partir du recensement de la population effectué en 1999 que plusieurs chercheurs (Guilmoto *et al.*, 2009) constatent un déséquilibre dans les naissances, indiquant qu'il y aurait plus de garçons que de filles (110/100 ³ : GSO, 2007). Dès 2006, le sexe ratio a commencé à augmenter rapidement : de 109,8 en 2006 jusqu'à 112,1 en 2008 et 110,5 en 2009 (GSO, 2010 : 63). Dans le Delta du Fleuve Rouge, au Nord du Vietnam – il a

* Je voudrais remercier ici Bernard Castelli, Bernard Hours et Monique Selim pour leur vigilante lecture et leurs conseils dans la rédaction de ce texte, ainsi que les *peer reviewers* anonymes.

1. Butler critique la distinction féministe bien connue entre « sexe » biologique et « genre », sexe construit culturellement : elle remarque qu'il reste à savoir si le sexe biologique n'est pas culturel, car la biologie, elle, est toujours culturalisée (cf. Butler, 1999 [1990], 1997, 1993 ; ou Querrien et Selim, 2010). Dans ce chapitre j'utiliserai « sexe » au sens biologique.

2. Il convient de noter que le terme confucianisme recouvre un ensemble de convictions idéologiques et religieuses, qui – résultat historique – varient au cours du temps et selon les régions. Néanmoins, nous examinerons leur pertinence à l'égard des relations de genre.

3. Le sexe ratio correspond au nombre de garçons par rapport à cent filles.

même atteint 115,3 en 2009 (GSO, 2010 : 63). Ces chiffres montrent qu'il est peu probable que ce phénomène s'inverse prochainement. Si ce processus se poursuit, le déséquilibre des sexes provoquera des difficultés pour les jeunes gens d'aujourd'hui de trouver une femme dans l'avenir (UNFPA, 2010, 2008). Par ailleurs, il pose déjà des problèmes aux parents confrontés à la décision d'opérer des avortements sélectifs de filles remettant en cause l'hypothèse d'une « égalité » entre femmes et hommes.

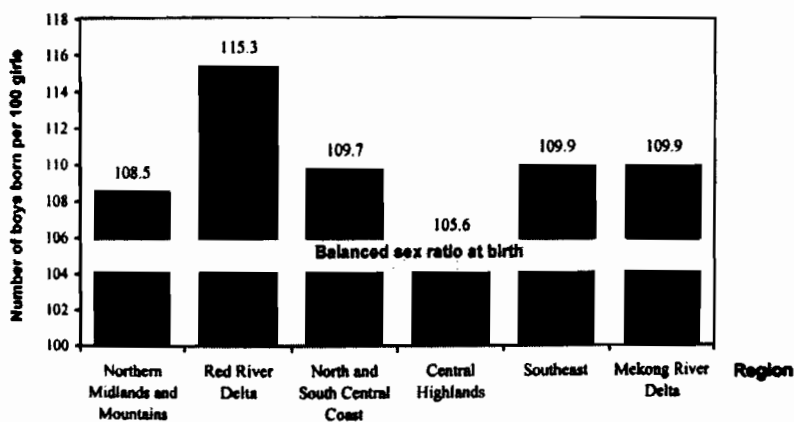
Notons que l'avortement des filles est aussi répandu en Inde, en Chine, en Corée du Sud et à Taïwan (Senn, 1990) où le déséquilibre des sexes apparaît dès les années 1980 (Attané et Guilmoto, 2007). Comment ce phénomène au Vietnam est-il à la fois le produit des transformations économiques commencées en 1986 et le reflet de la patrilinéarité dominante de la société vietnamienne ?

La politique restrictive des « deux enfants » ne s'applique au Vietnam que pour les *Kinh* majoritaires. Mes recherches ⁴ ont été conduites à Nam Dinh et à Hanoï, dans le Delta du Fleuve Rouge région qui se caractérise par le sexe ratio le plus haut du pays (voir tableau) ce qui fait référence à une interprétation rigide des obligations dites traditionnelles.

Contrairement à l'hypothèse que les avortements de fœtus féminins seraient consécutifs aux réformes économiques, il faut souligner l'existence de méthodes coutumières pour favoriser la naissance d'un garçon. Les formes d'avortement sélectif contemporaines reflètent donc, comme un miroir, les inégalités de genre existantes, mais qui étaient moins visibles auparavant. Nous montrerons d'ailleurs comment l'inégalité se reproduit sur la base de l'avortement des fœtus féminins et comment la structure de la société vietnamienne reste fortement basée sur des réseaux sociaux familiaux, commerciaux, religieux et d'amitié. Cette interdépendance exerce une pression sur les normes ou actions « non traditionnelles » ou dites déviantes. Notre propos est centré sur les contradictions idéologiques qui se manifestent entre des normes endogènes favorisant un héritier mâle – même si cela implique un avortement féminin – et les discours guidés par des normes globales envisageant une égalité des genres : qui et pour quelles raisons avorter ? Et, théoriquement, comment la domination d'un groupe sur un autre se légitime-t-elle ? Ce qu'on observe, non seulement au Vietnam, mais globalement.

4. Ces recherches, effectuées de 2005 à 2006 et en 2010, ont été possibles grâce au soutien économique du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) que je voudrais remercier ici pour son soutien. Et ont été cofinancées par les programmes Jeunes chercheurs (2005-2006) et Échanges universitaires (2010) de la commission pour la recherche et le développement (KFPE) qui dépend de l'agence suisse de la direction du développement et de la coopération (DDC) que je voudrais remercier ici pour son soutien.

FIGURE 4.4: SEX RATIO AT BIRTH BY SOCIO-ECONOMIC REGION, 2009



Source : GENERAL STATISTICS OFFICE OF VIETNAM (2010: 63)

Les femmes vietnamiennes dans le contexte patrilocal

L'analyse des avortements féminins sélectifs fait émerger la question de savoir si l'importance d'avoir « au moins » un garçon a une longue tradition au Vietnam. Les historiens débattent de l'existence ou non de parties du Vietnam autrefois structurées d'une manière matrilineaire et matrilocale accordant des droits plus particuliers aux femmes (Wilcox, 2005) : une histoire comme celle des sœurs Trung, retenue par la mémoire collective jusqu'à nos jours, est exemplaire en ce sens⁵.

Si on considère les structures dominantes du groupe *Kinh* majoritaire dans la société vietnamienne, il devient clair que l'importance de la résidence patrilocale, comme structure principale des relations sociales, a une longue et forte tradition (Cadière, 1930 ; Gourou, 1936 ; Hours et Selim, 2003 ; Phan Ke Binh ; 1980 ; Phan Ti Dac, 1966 : 18-24). Le Thi Van Hue constate que, en fonction de ces convictions, les femmes et les filles ne participaient pas aux discussions et ne votaient pas dans les affaires du village. Malgré leur contribution signifiante au travail (2004 : 38-39), elles

5. Les sœurs Trung étaient les commandantes en chef des généraux féminins, qui luttèrent contre l'invasion chinoise dans les années 40-43 de notre ère. À travers les siècles, un nouvel élément s'est ajouté, selon lequel leur combat était motivé par l'absence de leurs maris, capturés par les Chinois. L'ajout de cet élément affaiblit et réinterprète le sens originel des actions combattives et fières des femmes vietnamiennes contre une invasion étrangère. Ce nouveau sens, qui reste répandu de nos jours, où la lutte des femmes aurait été motivée uniquement par la défense de leurs maris, restaure les valeurs et normes correspondant aux genres dans le confucianisme.

dépendaient des membres masculins de leurs familles. La situation des femmes en général n'a pas changé pendant l'occupation française. Les femmes travaillaient, au même titre que les hommes – par exemple construire des digues – mais avec une rémunération moindre (Le Thi Van Hue, 2004: 47). Pendant la réforme des territoires et la période de collectivisation, quelques auteurs affirment qu'au sein du parti communiste (Kleinen, 1999: 150 ; Nguyen Khac Vien, 1970), lors de l'introduction des « nouvelles valeurs familiales », les relations entre les genres étaient débattues. En effet le parti communiste reconnaissait les femmes comme des « esclaves des esclaves », comme les membres les plus exploités d'une société opprimée. Leur émancipation fut donc explicitement liée à la lutte des Vietnamiens contre la domination féodale et capitaliste (Marr, 1981).

La guerre entre les États-Unis et le Vietnam, qui avait entraîné l'absence de la majorité des hommes incorporés militairement, menait à une redéfinition du statut et du rôle des femmes. Le Thi Van Hue (2004) présume que les relations « traditionnelles » ont été remplacées par des valeurs nouvelles et que les femmes ne sont pas retournées à leur place, la guerre terminée (Le Thi Van Hue, 2004: 103). Mes recherches, qui se basent sur plus de 200 entretiens qualitatifs et histoires orales, montrent qu'un changement tellement radical correspond plutôt à un idéal qu'à l'expérience vécue des femmes (et des hommes) : la majorité des personnes interviewées y affirme que l'idéal basé sur les convictions socialistes de Ho Chi Minh consistait à établir une égalité des sexes – partager les tâches domestiques et attribuer des privilèges d'une manière plus égalitaire – mais qu'en réalité les structures patrilinéaires étaient réintégréées dès que les hommes rentraient de la guerre ⁶.

La patrilinéarité, et dans un certain sens la structure patriarcale, impliquait que les femmes avaient moins de droits que les hommes : cela ne correspondait pas à une dévalorisation des femmes en général, parce que leur statut et leurs droits à l'héritage ont varié au cours des siècles, en fonction des régions et des classes (Insun Yu, 1999 ; Ta Van Tai, 1981 ; Wilcox, 2005). Néanmoins, Bélanger assure que « tout écrit portant sur la famille vietnamienne dite traditionnelle affirme la valeur supérieure du fils par rapport à celle de la fille » (2005 : 287).

6. Les personnes interviewées se demandaient même si je récitais un discours officiel pour évaluer si elles (ou eux) avaient bien mémorisé la leçon officielle ou bien si je me moquais de leurs histoires.

L'avortement des filles : un phénomène consécutif à l'ouverture au marché ?

Comme plusieurs chercheurs l'indiquent, l'avortement des filles est fortement lié aux convictions patrilocales, qui favorisent l'importance d'un fils (Bélanger, 2006).

Au cours des siècles, le Vietnam a été impliqué dans de nombreuses guerres, et ce jusqu'à la fin des années 1970, rendant la continuité dans les statistiques difficile ou même impossible pendant les dernières décennies. Sanjek (1990) affirme que la guerre froide a interrompu les recherches de terrain des anthropologues et sociologues de l'Ouest dans la plupart des pays socialistes. Il n'y a pas, ou peu, de données quantitatives disponibles mesurant le nombre d'avortements féminins et masculins, ni de statistiques susceptibles d'indiquer si les nouvelles nées recevaient les mêmes soins (par exemple en termes de nourriture ou de vaccination). Mais il est important de noter que l'infanticide féminin – comme dans certaines régions de l'Inde ou en Chine – n'existe pas dans la tradition vietnamienne (Bélanger, 2005 : 294).

Dès les années 1960, jusqu'à douze semaines et parfois plus, les avortements sont légaux au Vietnam. En fait le Vietnam se range – comme un autre pays (post-) socialiste, Cuba – parmi les pays aux taux d'avortement les plus élevés : en moyenne 2.5 par femme (Henshaw *et al.*, 1999). Pourtant, et selon la loi vietnamienne, les avortements basés sur le choix du sexe de l'enfant et toutes les techniques prénatales pour l'identifier sont officiellement interdits (loi sur la *Gender Equality* de décembre 2006). Néanmoins, plusieurs cliniques et même quelques pharmacies proposent la technique des ultrasons et tous les parents curieux du sexe de leur enfant peuvent l'utiliser.

La recherche de Gammeltoft (1999) affirme que les avortements étaient très répandus dès les années 1960 et qu'ils étaient souvent utilisés comme contraception. D'un côté, elle explique ce fait par le manque de contraceptifs chimiques et mécaniques, et de l'autre, par le refus des hommes d'utiliser des condoms. Mes recherches confirment qu'auparavant, si les avortements étaient souvent pratiqués, ils ne ciblaient pas seulement les filles mais aussi les garçons, et, qu'avant les réformes économiques, les avortements étaient courants pour contrôler le nombre, mais pas nécessairement le sexe des enfants.

Traditionnellement, des croyances et des procédés promettant la naissance d'un fils étaient répandus au Vietnam. La transmission orale de « recettes » garantissant la naissance d'un fils est dès les années 1990 répertoriée par de nombreuses publications. À côté des positions sexuelles,

des recommandations – ou prohibitions – d'aliments appropriés ⁷, des jours spécifiques sont proposés pour favoriser la conception d'un garçon ou d'une fille. Dans le cas où les futurs parents ne se fieraient pas à leurs propres calculs, le recours à un devin ou une devineresse est souvent encouragé : il s'agit d'un phénomène très répandu et publiquement pratiqué (p. ex. Selim, 2003a ; 2003b). Bien que le succès de tous ces procédés reste discutable, il est clair que les parents qui souhaitent un fils sont guidés par ces croyances, lesquelles soulignent en outre l'importance de l'effort individuel : alors qu'avant les années quatre-vingt-dix, « l'incapacité » à suivre ces règles était considérée comme l'erreur des parents (et surtout des femmes) et/ou identifiée au mauvais sort transmis des vies passées, les techniques d'aujourd'hui redirigent la responsabilité sur la volonté des parents d'avoir un fils ou pas.

Au début des années quatre-vingt la politique de limitation des naissances à deux enfants est introduite. Bien que cette loi n'ait pas été strictement appliquée – comme des statistiques locales et nationales le démontrent – la fertilité est passée d'environ 6 enfants en 1970 à 2,3 en 1999 (National Committee for Population and Family Planning 1999, Bélanger, 2005). En 2009 la moyenne des enfants se réduisait même à 2,03 enfants (1,87 dans les zones urbaines et 2,14 dans les zones rurales), ce qui correspondait au plan idéal du gouvernement (GOS, 2010 : 62 ⁸) : une croissance de la population suffisante pour garantir le nombre de travailleurs indispensables au marché tout en prévenant un « boom » des nouveau-nés considéré comme un indicateur, qui ralentirait le développement du pays. Cette loi a augmenté la probabilité d'avortement sélectif pour un fœtus féminin.

Le confucianisme et le culte des ancêtres

Nonobstant les décennies où le pays, socialiste, était officiellement athée, le culte des ancêtres ⁹ est resté très répandu au Vietnam. Bien que la majorité des Vietnamiennes se déclarent officiellement athées, nombre d'entre elles

7. Foucault (1976-2003) démontrait dans *Histoire de la sexualité* que dès l'antiquité les hommes ont cherché à identifier les causes et les mécanismes qui peuvent relier nourriture et reproduction. Le phénomène décrit au Vietnam n'est donc pas singulier – comme cela est parfois suggéré par les discours locaux.

8. En 1999 la différence entre les zones urbaines et rurales était plus grande et correspondait à 1,67 enfants pour les zones urbaines et 2,57 dans les zones rurales, soit une moyenne de 2,33 enfants (GOS, 2010: 64).

9. Le débat universitaire porte sur la question de savoir s'il s'agit d'un culte des ancêtres, qui ferait partie des croyances confucianistes ou bien s'il s'agit d'une religion, d'une superstition, d'une tradition, ou même de l'une des valeurs plus fondamentales de la société vietnamienne (Nguyen Khac Vien, 1994a ; 1994b ; Nguyen Thanh Huyen, 1994 : 27-53). Nous utiliserons ici le terme culte des ancêtres.

s'identifient avec une ou plusieurs formes de culte ou de religion. Selon mes observations, plus de 95 % des personnes vivant dans le Delta du Fleuve Rouge pratiquent le culte des ancêtres. Comme dans d'autres parties de l'Asie du Sud-Ouest, le culte des ancêtres a une longue tradition : il existait bien avant le confucianisme auquel il a été ultérieurement intégré comme élément essentiel.

Selon les statistiques officielles, au début du XXI^e siècle, la majorité des personnes se déclarait athée (environ 70 millions), suivie des bouddhistes (environ 12 millions), des catholiques (environ 6,5 millions), des cao dai (2,5 millions), des hoa hoa (1,5 million), des protestants (environ 1 million) et d'autres (2 millions : Baan Ton Giao Chinh Phu ; Governmental Committee for Religious Affairs, 2007). Bien que la liberté de culte soit officielle et que les membres du parti communiste aient eux aussi le droit de pratiquer leur propre religion, cette liberté est plutôt restrictive à l'égard des croyances catholiques, ce qui s'explique principalement par des raisons historiques. Conséquemment quelques membres du parti communiste cachent leur foi catholique pour ne pas être exclus du Parti et afin de garantir un avenir meilleur à leurs enfants ¹⁰ (Informations collectées de 2004 à 2010).

La manière dont le culte des ancêtres (*Nói dãi tông đường*, la continuité de la filière familiale) est pratiqué – depuis les offrandes et les dons à la rigueur avec laquelle il est observé – varie dans les détails : la forme, comme la valeur économique et symbolique, qui lui sont attribuées dépendent non seulement des contextes socio-économiques de chaque famille, mais aussi de leurs croyances.

Jusqu'à nos jours le confucianisme structure la société parce qu'il inclut de manière virtuelle tous ses membres dans un réseau mutuel de droits et de privilèges. Le culte des ancêtres est un élément central du confucianisme, et, selon les convictions « traditionnelles », il ne peut être pratiqué que par un fils. Le culte garantit le bien-être des parents et de la parenté dans l'au-delà et donc la continuation de la patrilinéarité. Comme les bouddhistes, la majorité ¹¹ des catholiques vietnamiens croient en l'importance du culte des ancêtres. Après le deuxième concile du Vatican, ils ont même reçu le droit exclusif parmi les catholiques de pratiquer le culte des ancêtres.

10. C'est ainsi que, craignant de se marier publiquement dans une église, certains d'entre eux font venir un prêtre à domicile afin de se marier secrètement. On ne trouve d'ailleurs pas de symboles catholiques dans leurs maisons et ce n'est qu'après avoir établi une relation de confiance qu'ils racontent leurs expériences.

11. À ma connaissance, il n'y a pas de statistiques indiquant combien de catholiques pratiquent le culte des ancêtres : mes observations au Delta du Fleuve Rouge indiquent plus de 90 %.

La pierre angulaire du confucianisme correspond à trois obligations qui diffèrent selon les genres et les générations. Tandis que les hommes doivent respecter le souverain (*quân*), le professeur (*su*) et le père (*phu*), les femmes doivent, depuis leur naissance et jusqu'à leur mort – d'une manière ou d'une autre – obéir aux époux de la parenté. Les filles doivent obéir à leur père ; dès qu'elles sont mariées à leur époux et quand elles sont veuves à leur fils aîné : un fait qui incontestablement renforce la domination masculine et la hiérarchie patrilinéaire. Outre ces obligations, le confucianisme exige d'elles quatre vertus, qui sont formulées d'une manière assez générale, mais qui ont également pour but de définir le comportement adéquat et docile des femmes dans l'attitude (*hanh*), le langage (*ngon*), le travail (*cong*) et l'apparence (*dung*).

Bourdieu a montré, dans ses travaux sur la société kabyle, comment le comportement moralement « correct » des femmes se distinguait de celui des hommes par une série d'actions et de tenues qui renforçait leur position socio-économique inférieure (2000). Selon le code de la société kabyle, il n'était pas permis aux femmes de se montrer directement aux yeux des hommes ; elles étaient tenues de marcher derrière l'homme, penchées en avant, alors que les hommes marchaient sûrs d'eux-mêmes et droits¹². Bien qu'une telle rigueur et une telle opposition de comportement entre hommes et femmes ne soit pas, ou ne soit plus, répandue dans la société vietnamienne au début du XXI^e siècle – et ne l'était peut-être même pas pour la société kabyle, comme quelques critiques l'ont noté – les vertus confucianistes ont également pour but de définir des comportements idéaux entre hommes et femmes. Ngo Thi Ngan Binh (2004: 47-73) a analysé comment et dans quelle mesure ces comportements ont changé et démontre, que moins strictement ils sont respectés, plus les femmes jouissent de liberté, ce qui leur permet en outre un investissement professionnel.

Dès les réformes économiques, les quatre vertus et les trois impératifs d'obéissance sont à nouveau considérés comme des valeurs « traditionnelles » et « vietnamiennes ».

Les termes « traditionnel » et « moderne » ne seront pas utilisés ici dans un sens normatif, mais en sachant que parfois les mêmes normes et les mêmes valeurs peuvent être identifiées comme modernes ou comme traditionnelles. Nguyen-Vo illustre par exemple comment, avant l'ouverture au marché, les femmes qui travaillaient dans le secteur formel de l'État étaient perçues comme « modernes » et le discours officiel saluait leurs

12. Malgré les auteurs qui critiquent l'usage de ses catégories binaires, il est important de noter que Bourdieu analysait aussi le statut des personnes dites intermédiaires, qui se caractérisaient par des comportements féminins et masculins et ne se laissaient pas exclusivement embrigader dans la société kabyle : les forgerons par exemple.

valeurs progressistes, dites modernes. Par contre, après ces réformes, les discours officiels tendent à reformuler les valeurs des femmes travaillant dans les mêmes secteurs selon la « tradition » : soumission, travail et obéissance en conformité avec les idéaux confucianistes. L'interprétation des actions et des valeurs se transforme donc en fonction du point de vue : de « modernes » à « traditionnelles » et vice-versa (Nguyen-Vo, 2008 ; 2006).

L'obligation d'avoir « au moins » un fils – ou des raisons pour avorter des filles

Les motivations pour utiliser les mécanismes du planning familial, afin d'avoir au moins un fils incluent les convictions traditionnelles selon lesquelles les garçons sont essentiels pour garantir la continuité avec les ancêtres, donc le bien-être des parents dès qu'ils seront dans l'au-delà. L'anthropologue Rydstrom a démontré dans sa recherche sur la socialisation des filles au Vietnam, que le corps masculin symbolise « continuité et honneur » (1998) et que le nom de la famille s'inscrit sur le corps du garçon. Le fils est donc perçu comme indispensable pour garantir la continuité patrilinéaire. L'importance d'avoir un fils reste dominante malgré les discours omniprésents prônant l'égalité des genres.

Comment expliquer les avortements basés sur le sexe – officiellement illégaux – et qui correspondent à une inégalité prénatale ? L'obligation d'avoir un fils ne signifie pas nécessairement que les filles seront supprimées. Cependant l'obligation étatique de limiter le nombre d'enfants a favorisé des stratégies qui ont mené à ce déséquilibre pour différentes raisons.

Des raisons « traditionnelles » : elles s'expliquent par l'aspiration à garantir la continuité de la filière patrilocale, patrilinéaire et, comme Bélanger le note, patriarcale (2005 : 288). Des raisons idéologiques, y compris religieuses, basées sur la conviction que seuls les garçons sont aptes (ou, selon les croyances : légitimes) à pratiquer les rites funéraires et encore plus important, à perpétuer le culte des ancêtres, afin de garantir le bien-être des défunts¹³ : prières et réunions mais également offrandes matérielles. Certains aliments, de l'alcool, des cigarettes ou des objets¹⁴ désignés sur

13. Il semble qu'au Sud du Vietnam les règles soient moins rigides, et que les femmes puissent elles aussi entretenir le culte et accomplir les rites funéraires.

14. Plusieurs magasins se sont spécialisés dans la vente de ces objets, qui, selon les convictions, bénéficieront aux défunts : faux dollars US, voitures ou motos modernes, valises, téléviseurs, jusqu'à des portables ! Dans les années 2004-2010 le nombre et la variété de ces objets ont augmenté, ce qui s'explique par une amélioration considérable des conditions économiques pour la plupart des Vietnamiens (Wehrli, 2011 ; informations collectées entre 2004 et 2010).

papier sont présentés devant l'autel des ancêtres avant d'être brûlés pour ainsi les rejoindre dans l'au-delà. L'analyse montre que du Nord au Sud il n'y a pas de consensus sur les raisons de ces offrandes : un premier groupe de personnes croit que les offrandes aux morts sont nécessaires pour qu'ils puissent se développer dans l'au-delà et acquérir un statut plus élevé ; le second groupe est convaincu que c'est uniquement grâce à ces offrandes que les morts seront capables et disposés à aider ou protéger les vivants – plus on offre aux morts, plus on en bénéficie soi-même.

Ces réflexions font référence à un investissement rationnel qui aspire à garantir un avenir meilleur. Le second groupe, celui qui croit que les morts pourront protéger les vivants en échange d'offrandes et de sacrifices, correspond aux personnes qui accordent le plus d'importance au fait d'avoir un fils et qui par conséquent montreront moins ou aucun scrupule vis-à-vis des avortements féminins.

Au Vietnam, la patrilinéarité et aussi la patrilocalité demeurent très répandues. On attend donc communément d'un fils qu'il prenne soin de ses parents dans leur troisième âge, tâche qui revient surtout à sa femme.

La pression sociale reste puissante, malgré les changements socio-économiques intervenus ces dernières années. Les femmes qui ont intériorisé leur statut « inférieur » préfèrent un garçon. En effet dès qu'une femme vietnamienne accouche d'un garçon, son statut s'améliore considérablement ; et même si son époux choisissait dans le futur de s'engager publiquement dans des affaires extraconjugales, sa position resterait stable : en accord avec les règles patrilocales – car c'est son corps qui a assuré la patrilinéarité – elle aurait la possibilité de continuer à vivre chez ses beaux-parents. L'accouchement d'un garçon garantit donc une plus grande stabilité au sens économique et social. D'un autre côté, l'intériorisation de ces valeurs – les femmes elles-mêmes sont convaincues que la valeur d'un garçon surpasse celle d'une fille – peut les amener, pour des raisons parfois contradictoires, à préférer avorter, pour éviter par exemple de reproduire leur sort inférieur¹⁵. En outre, les femmes qui acceptent activement le système patrilinéaire en assumant sa légitimation sont plus estimées que celles qui le mettent en question en refusant de le reproduire – au sens propre du terme. Ce cercle, dans lequel les opprimés ou les personnes qui souffrent de discriminations les reproduisent, est bien connu.

15. La recherche n'indique pas une stratégie qui soit commune et les motivations correspondantes seront présentées lors d'une autre occasion.

Mais une fois ces raisons exposées qui légitiment l'importance d'un fils, une question surgit : comment les avortements sont-ils légitimés au niveau local ?

Le tabou des avortements

Chaque société a ses thèmes tabous et tandis que certains tabous sont universels, d'autres varient de pays en pays. Au Vietnam, les questions concernant l'âge, le statut familial et le nombre d'enfants ne représentent pas un tabou comme dans d'autres sociétés. Elles sont socialement acceptées et même attendues... et indispensables pour s'adresser correctement à son interlocuteur en vietnamien.

Comment expliquer que la plupart des personnes interviewées aient nié la prédominance des avortements sélectifs de filles et même prétendu que, les deux sexes ayant la même valeur, ceci rendrait ces avortements insignifiants ?

Le fait de taire ou prétendre que même des cas publiquement connus représentent des exceptions suggère un thème tabou. En accord avec ces stratégies pour voiler le phénomène, des discours locaux, prédominants dans plusieurs champs sociaux, prétendent que la disproportion entre le nombre des naissances masculines et féminines serait le produit d'un changement de nourriture, d'une faiblesse « naturelle », héréditaire des filles, qui conduirait à des avortements spontanés ou qui serait provoquée par des raisons « supranaturelles », favorisant un plus grand nombre de naissances de garçons que de filles – un fait qui s'inversera prochainement¹⁶. Or, selon les statistiques et à l'inverse de ces explications, dès que les parents connaissent le sexe, surtout quand leur premier enfant est une fille, on constate les avortements de filles chez le deuxième enfant.

Dès qu'on entrait dans une relation plus confiante, la négation initiale de ce phénomène ainsi que les discours qui le dissimulaient faisaient place à l'exposé de cas. Plus les questions pénétraient cette zone d'ombre, plus détaillés étaient les cas décrits. Les questions sur les avortements en général¹⁷ et celles ciblées sur les filles évoquaient des sentiments

16. J'ai observé que dans d'autres pays connaissant un fort déséquilibre des sexes – comme en Chine ou en Corée du Sud – on expliquait ce fait par des arguments identiques.

17. Il est intéressant de noter qu'il y a aussi des avortements de garçons, bien que la motivation soit différente (par exemple quand la femme ne veut pas d'enfant). Il semble quand même que le sexe ne soit pas la seule cause des avortements, puisque les statistiques indiquent que même les familles qui comptent déjà deux garçons augmentent. Il est possible que des parents avec un premier enfant garçon avortent des suivants jusqu'à avoir une fille. Pourtant dans mes recherches je n'ai pas rencontré ce cas, ni entendu de propos qui pourraient étayer cette thèse.

contradictoires, ce qui se traduisait souvent par un silence ou une négation plutôt agressive. Les raisons pour nier ce fait social peuvent être la honte de mettre fin à une vie – bien que dans d'autres contextes, comme à Cuba, les avortements n'impliquent souvent aucune forme de « mauvaise conscience » (Wehrli, 2009) – ou l'inégalité prénatale que suppose l'avortement des filles pour la société. De nombreuses personnes opinaient qu'il était injuste d'avorter de filles en se rappelant les difficultés éprouvées par celles qui l'avaient fait volontairement et celles qui s'y étaient vues obligées. Presque tout le monde est au courant de l'obligation implicite selon laquelle on « doit le faire », même si on n'est pas d'accord. La balance entre une action personnelle et volontaire et une action contrainte se reflète dans la langue vietnamienne, qui différencie les actes effectués d'une manière volontaire ou forcée – un fait significatif pour comprendre les obligations menant à des avortements.

Pourtant il ne faut pas tomber dans le « piège occidental » et imaginer l'existence d'un consensus selon lequel les avortements basés sur le sexe seraient considérés comme injustes par tout le monde. Il est vrai que les personnes qui soutiennent les avortements sélectifs pour préserver le culte essayaient d'abord de le dissimuler. Par contre le fait que ces avortements ne soient pas permis officiellement n'était pas responsable du tabou.

La famille « idéale » : entre sanctions et obligations

En accord avec la politique familiale qui régule leur nombre, les parents n'ont le droit d'avoir qu'un ou deux enfants. Du niveau national, régional, municipal jusqu'au niveau des unités des groupes de population, des statistiques sont dressées afin de voir la composition des familles. Afin de garantir le succès du planning étatique (GOS, 2010 : 63-64), diverses formes de sanctions sont prévues pour les familles qui ne se limitent pas à deux enfants. L'importance du respect qu'on accorde à cette politique devient évidente à travers l'enregistrement détaillé dans une section particulière du nombre de femmes qui ont plus de deux enfants.

Si les sanctions pour les personnes qui ne sont pas directement employées par l'État se traduisent principalement par des amendes monétaires et impliquent – en fonction du contexte – des discriminations sociales, elles ont des conséquences plus graves pour les employés de l'État. Les membres du parti communiste, les employés civils et aussi les ouvriers des usines étatiques perdent en général leur poste ou sont exclus du parti communiste dès qu'ils ont plus de deux enfants (voir aussi Hours et Selim, 2003 ; 626).

Prenons le cas de personnes travaillant comme gardiens de nuit, dans les usines textiles ou comme femmes de ménage, donc dans des professions situées à un niveau « inférieur » du travail. Selon leurs explications, le « mauvais sort de n'avoir que des filles » a provoqué la pitié puis la

« bonté » de leurs employeurs qui ne les ont pas licenciés. On pouvait voir qu'ils avaient tous honte et évitaient de parler de leur situation familiale avec leurs collègues de travail. Entre 1980 et 1990 il n'était pas exceptionnel de voir des personnes ayant plus de deux enfants garder leur emploi si elles occupaient des postes subalternes. Mais leur avancement professionnel devenait improbable, ce qui correspondait à une sanction indirecte. Par contre les membres du parti communiste subissaient des sanctions directes et n'avaient pas le droit d'avoir plus de deux enfants, indépendamment du sexe de l'enfant. Dès qu'un couple, qui aspire à faire carrière dans le domaine étatique, a une fille pour premier enfant, l'option de régler le sexe du deuxième devient évidente pour la majorité. Les statistiques montrent que les motivations et sanctions liées au planning familial sont plus strictement pratiquées en 2009 qu'en 2005, bien que des exceptions continuent à exister. Le nombre des femmes avec plus de deux enfants a diminué pour passer de 20,8 % en 2005 à 16,1 % en 2009 (GOS, 2010 : 64). Néanmoins, il y a des parents, qui décident d'avoir plus de deux enfants, surtout si les deux premiers sont des filles. Selon les statistiques, la probabilité d'avoir un garçon comme troisième ou quatrième enfant est actuellement deux fois plus haute pour les femmes qui n'ont pas encore de fils (60 %) que pour les autres mères (30 %) (UNFP 2009 : 21). Ces chiffres prouvent que les avortements jouent un rôle primordial.

Les sanctions mentionnées auparavant ne s'appliquent que partiellement aux personnes, qui ont leur propre affaire – depuis le petit commerce familial jusqu'aux entreprises de plus de cent employeurs. Ces personnes doivent acquitter une somme de « compensation » auprès des autorités locales, mais ne perdent généralement pas leur source de revenu. En fonction des autorités, du statut de la famille, de leur capital socioéconomique (dans le sens de Bourdieu, 1985 ; 1983), le montant de la compensation – ou selon l'opinion de la majorité de mes interlocuteurs la forme de corruption – est négocié. Par conséquent, les sanctions dépendent des relations établies sur place et si elles ne présentent aucun problème pour les uns, d'autres se voient redevables de sommes monétaires colossales. Les compensations vont des petits cadeaux jusqu'à plusieurs millions de dongs vietnamiens, équivalant à plusieurs milliers de dollars US.

Ces sanctions, répandues et portées à la connaissance publique, varient légèrement en fonction du sexe du troisième enfant. En accord avec les convictions confucianistes décrites auparavant, la majorité des personnes comprennent ou même soutiennent, de manière explicite ou implicite, la décision d'avoir un troisième enfant si les deux premiers sont des filles. Dans ce cas, la rupture avec la règle étatique est mieux acceptée, parce que les familles aspirent à respecter et ainsi à reproduire la « tradition ». Même

les autorités « sympathisent » dans de tels cas, à condition que les parents ne soient pas des salariés de l'État.

Les familles ayant un troisième enfant après qu'elles aient déjà eu un ou deux garçons constituent des exceptions et se voient confrontées à des sanctions plus sévères et des amendes plus fortes. Il serait intéressant d'analyser statistiquement ce fait au niveau de la société en général. Ce mécanisme de tolérance ainsi que l'importance des relations établies devient très évident si on tient compte du phénomène de l'adoption. L'adoption d'un troisième enfant n'est pas encore répandue et correspond principalement à un privilège des cadres du parti communiste. Elle permet aux familles qui n'ont pas d'enfant mâle de répondre à deux idéaux : celui d'une famille de dimension réduite¹⁸ et celui de la tradition confucéenne. Les enfants adoptés viennent principalement de familles pauvres ayant déjà un ou plusieurs fils, et sont, bien sûr, de sexe masculin.

Les jeux et blagues qui renforcent les règles

L'idéal familial se traduit à travers des blagues ou certaines formes de jeu. Les jeux renforcent les règles et d'une certaine manière reproduisent la structure de la société, ainsi que l'idéologie dominante (Bourdieu, 2000 [1972]). Ces règles, fortement enracinées dans la société, sont ridiculisées de manière comique, ce qui nous permet de reconstituer les règles officielles. Cette phase liminale se caractérise aussi par des parodies, qui peuvent mettre en question les relations de pouvoir (Butler, 1999 [1990] ; 1997 ; 1993).

Je me limiterai à décrire un jeu qui – en relation avec le contexte – est aussi une blague. Très répandu au Nord du Vietnam et également bien connu au Centre et au Sud, il fait référence à l'idéal familial décrit auparavant, qu'il s'agit de « gagner ». En jouant, le comique de la situation consiste à ridiculiser les perdants. Les hommes jouent en buvant de larges quantités d'alcool ; les femmes jouent également, mais doivent – selon les coutumes observées au Nord du Vietnam – en général s'abstenir d'alcool.

À ce jeu, si on a deux enfants, premièrement une fille suivie d'un fils, on gagne dix points. Avec un fils suivi d'une fille, on gagne huit points. Deux garçons et aucune fille rapportent six points, un fils unique cinq points ; deux filles et un garçon, ou deux fils et une fille trois points¹⁹ et tous les autres – c'est-à-dire les parents qui ont une, deux ou trois filles, ainsi que ceux qui

18. Les enfants adoptés vivent avec leurs nouveaux parents mais restent officiellement enregistrés avec leurs parents d'origine jusqu'à l'âge de 18 ans. Par conséquent, les cadres continuent officiellement à observer la règle étatique.

19. Un consensus ne semble pas établi vis-à-vis des personnes qui ont plus de deux enfants, parce qu'elles ne gagnent pas toujours la même somme de points. Cette attribution dépend du contexte, qui sera discuté ensuite.

n'ont aucun enfant – ne gagneront qu'un point ou, selon les interviewées zéro²⁰. Avoir premièrement une fille est un idéal qui s'explique par la tradition – reflétée dans l'organisation patrilinéaire – où le destin d'une fille consiste avant tout à aider sa mère dans les tâches ménagères et à s'occuper de son petit frère.

Ces jeux qui attribuent des notes aux personnes en fonction de leur degré de conformité avec l'idéal social de la famille renforcent l'importance de la patrilinéarité, et donc l'importance du fils. D'un côté, le déguisement de cette valorisation en jeu réduit la pression sociale et permet aux personnes qui ont perdu de sauvegarder leur image en affirmant qu'ils n'ont pas eu de chance à ce jeu-là mais qu'ils en auront peut-être à d'autres jeux de la vie (par exemple, dans la vie politique ou religieuse). D'un autre côté, le fait que la vaste majorité connaît les règles de ce jeu dans la vie réelle, sans s'y opposer ou les ridiculiser, renforce la validité du jeu et l'orthodoxie. L'analyse illustre le fait que le féminin en soi n'est pas dévalorisé, mais que sa valeur se mesure exclusivement combinée au masculin. La valorisation primordiale de l'enfant mâle, évidente dans ce jeu, est bien illustrée aussi dans le proverbe cité au début de ce texte.

Les mécanismes qui reproduisent les inégalités

Au début des années 1990, Sen déclarait déjà que le nombre de « femmes manquantes » atteignait « soixante ou cent millions », ce qui alertait la communauté scientifique et quelques politiciens. Récemment ces faits sont aussi discutés au Vietnam : Nguyen Ba Thuy, le ministre de la Santé, constatait par exemple, que le sexe ratio sera de 125 garçons pour 100 filles en 2020, ce qui implique que plus de quatre millions d'hommes ne trouveront pas femme dans les années 2030 si ce déséquilibre n'est pas corrigé. Le gouvernement estime que l'information joue un rôle indispensable pour changer la mentalité dominante, selon laquelle « on respecte les hommes tout en méprisant les femmes » (GOS, 2010: 64). Le fait d'avorter de filles ne reflète pas seulement une inégalité prénatale, mais indique la probabilité que ces inégalités se reproduisent d'une manière ou d'une autre à travers toutes les périodes de la vie des femmes. Plusieurs chercheurs craignent par exemple que ce déséquilibre n'amène un risque plus élevé de viol et de prostitution pour les femmes. Un autre thème tabou résiderait, selon Le Thi Phuong Mai, dans la violence domestique (1998). La valeur « supérieure du fils » comparée à celle d'une fille est en accord avec la tradition patrilinéaire et se traduit non seulement dans les actes et les

20. L'élément perçu comme comique s'explique peut-être par le fait que dans les groupes, certains connaissent déjà la situation des parents présents.

stratégies des hommes et des femmes d'aujourd'hui, mais également dans les jeux, blagues et proverbes populaires. Par ailleurs le déséquilibre se reflète aussi dans la littérature vietnamienne où l'on trouve de nombreuses indications sur la malédiction la plus grande qui soit : ne jamais avoir de fils (Nguyen Khac Truong, 1996).

Portons notre regard sur les exemples suivants :

« Quand ma femme a donné naissance à notre deuxième fille, j'étais content d'embrasser la petite, bien que je savais qu'il ne m'était pas permis d'avoir un troisième enfant et qu'ainsi je ne pouvais plus espérer assumer mon devoir. Mais la famille ne me comprenait pas du tout. En fait mon père a cessé de parler et de manger pendant trois jours. Il était assis dans sa maison, refusait d'en sortir et pleurait. C'était la première fois que je le voyais pleurer. Le quatrième jour, il m'a parlé en me disant combien il s'apitoyait et dès qu'il se rendait compte que je ne partageais pas ses appréhensions, il devenait furieux et m'insultait en répétant qu'il ne comprendrait jamais comment je peux continuer ma vie comme ça [...]. En plus, la majorité de mes collègues à l'université, tous des professeurs, hommes et femmes, ne me comprenaient pas, c'était aussi très dur pour moi, je crois que ce fait a même ralenti mon avancement professionnel. À leurs yeux j'avais failli, et comme je ne maudissais ni ma situation ni ma deuxième fille, je ne recevais aucun soutien. Je me sentais très seul et d'une certaine manière, perdu [pause]. Ma femme et moi, nous nous sentions très seuls. »

[Tuyen T., 55 ans, marié et père de deux filles – 25 et 23 ans, nées avant 1986 – professeur assistant à l'université de Hanoï, membre du parti communiste. Interview conduite à Hanoï, novembre 2010.]

L'exemple de Tuyen T. révèle qu'individuellement, il est des parents qui se réjouissent d'une naissance, indépendamment du sexe de l'enfant. Du côté de la société, il est frappant de voir comment la parenté et, dans le cas de Tuyen T. principalement son père, joue les intermédiaires entre la personne et la société. Le père de Tuyen T. affiche sa souffrance : refus de participer à la vie quotidienne en s'enfermant dans sa maison, refus de prendre de la nourriture, et larmes – un comportement dans la société vietnamienne qui n'est pas considéré comme « masculin ». Ces comportements pourraient être interprétés comme une manifestation destinée au public : il assume la douleur de son fils et lui montre qu'il le soutient. Et dans le même temps, ses manifestations de deuil renforcent la norme collective et correspondent à l'habitus attendu. Dès qu'il se rend compte que son fils ne partage pas sa souffrance, la rupture avec l'obligation filiale devient manifeste pour la deuxième fois. D'une part, Tuyen T. ne se conforme pas à l'idéal d'avoir un fils et d'autre part, il n'apprécie pas les comportements et les convictions de son père, ce qui dans le confucianisme implique un manque de respect, parce qu'un fils doit toujours respecter son père. Au niveau de la société, on observe des mécanismes semblables : en dépit d'un discours socialiste, qui,

officiellement attribue la même valeur aux deux sexes, Truyen T. découvre que ses collègues – tous travaillant en milieu universitaire et appartenant à l'intelligentsia – ne le soutiennent pas non plus.

Truyen T. et sa femme ont failli deux fois dans l'opinion publique : pour ne pas avoir eu de fils et pour ne pas s'être plaints de leur sort. Ces faits les ont placés en dehors de la norme endogène et ont – au moins dans la perception de Truyen – ralenti par suite son avancement professionnel.

Du point de vue anthropologique et afin d'aboutir à des conclusions épistémologiques, il est significatif de comparer son cas avec celui de Dzung N., issu d'un milieu professionnel et familial semblable et qui se voit confronté à une situation identique à l'aube du XXI^e siècle, presque trente ans plus tard. Dzung N. est lui aussi membre du parti communiste, travaille comme ingénieur dans le secteur étatique et vient également d'une famille dans laquelle les valeurs confucianistes, et donc le culte des ancêtres, sont fortement appréciées. Il se déclare officiellement athée.

AW. – Tu vas devenir père prochainement. As-tu une préférence quant au sexe de ton enfant ?

DN. – Bon, le sexe du premier enfant n'est pas si important, parce qu'on aura de toute manière une deuxième chance si le premier enfant est une fille. Mais honnêtement ma femme et moi, nous sommes déjà préoccupés et nous espérons qu'on aura un garçon, pour être sûrs de pouvoir accomplir notre devoir. Dans le cas où le premier enfant serait une fille, la pression de nos familles, de nos collègues et même de quelques amis serait très forte [pause]. En plus je n'aimerais pas que ma femme doive avorter. Certaines femmes, et notamment une collaboratrice de mon bureau, souffrent ensuite de traumatismes psychologiques. Mais de toute manière elles se voyaient forcées [d'avorter]. Et dans mon cas, ma famille et ma parenté feront tout pour garantir que je perpétuerai le lignage ; bien que mon frère ait déjà rempli son devoir, ils l'exigent quand même aussi de moi. Espérons donc qu'on aura de la chance et qu'elle [sa femme] enfantera un garçon.

[Dzung N., 31 ans, récemment marié. Sa femme était enceinte de six semaines, au moment de l'interview conduite à Hanoï en octobre 2010.]

L'exemple de Dzung N. montre clairement que les nombreux mécanismes impliquant des obligations filiales n'ont pas changé. La pression sociale pour correspondre à l'idéal reste forte et incontestablement suscite l'inquiétude des futurs parents. Avec de la chance, ils seront acceptés dans leur milieu social. Sinon, l'avortement semble la seule solution. Le « devoir » de se conformer aux normes endogènes, dites vietnamiennes et confucianistes, admises par la parenté et la société, reste donc d'une grande importance pour Dzung N. comme pour nombre de gens, créant ainsi une situation paradoxale : des parents qui, au lieu de se réjouir à l'annonce d'un enfant, s'inquiètent d'abord de son sexe. Pour Dzung N. un refus de se plier

à cette norme semble hors de question, bien que les avortements ne soient généralement pas sans répercussions.

Ces deux exemples montrent qu'il y a toujours – et qu'il y avait – des parents personnellement heureux de n'avoir qu'une fille malgré le mépris social qui sanctionne ce fait. Ces exemples, caractéristiques, confirment qu'au Vietnam on considère qu'il est normal pour tous les couples mariés d'avoir des enfants et notamment un fils. La volonté individuelle ou du couple semble peu valorisée. L'obligation d'avoir au moins un fils fait partie d'un système complexe qui renforce la patrilinéarité et reste officiellement liée aux valeurs perçues comme « véritablement vietnamiennes ». Il est clair que la génération plus jeune ne s'oppose pas à ces valeurs, qu'elle est prête à les respecter. Truyen T. et Dzung N. sont insérés dans des réseaux professionnels et personnels qui se distinguent par une haute conformité aux valeurs « traditionnelles » – un milieu social, qui ne se refuse généralement pas aux obligations filiales et se caractérise par une forte intégration des individus dans divers réseaux sociaux, ce qui se manifeste au niveau émotionnel et professionnel.

Dans un pays où la sécurité sociale n'est pas, ou rarement, déléguée à l'État, le soutien de la parenté est extrêmement important (Hours et Selim, 2003) : des raisons socio-économiques justifient la crainte de ne pas avoir suffisamment de moyens pour assurer ses vieux jours, qu'il n'y ait personne pour prendre soin de vous en cas de maladie. Par conséquent, les jeunes générations organisent leur propre vie de façon à pouvoir prendre soin de leurs parents, ce qui amène à une reproduction des mécanismes de genre, car ce sont principalement les femmes qui doivent s'occuper de leurs beaux-parents (Werner, 2009). La tradition pour les jeunes mariés de vivre avec les beaux-parents patrilinéaires, renforce les valeurs et reste un phénomène commun à d'autres pays confucianistes. Depuis le début du XXI^e siècle, le pourcentage de jeunes familles qui vivent indépendamment des parents est en augmentation. Néanmoins, il est commun que les jeunes s'occupent des parents et le fait de déléguer cette obligation à une autre personne qui en prendra charge professionnellement est socialement moins ou pas valorisé du tout. Pourtant la tendance à déléguer cette responsabilité filiale se répand parmi les « nouveaux riches » et dans la classe moyenne émergente. Ce groupe de personnes déclare qu'elles consentent à ce que cette manière d'agir soit aussi employée dans leur cas. Quand le bien-être des parents ne dépendra plus des enfants et quand l'héritage ne sera plus transféré aux filles seulement en théorie mais aussi dans la pratique, les préférences pour un enfant mâle n'auront plus raison d'être. Lorsque ces dynamiques deviendront socialement acceptables, il est probable que la pression sociale effectuée par la « solidarité mécanique » diminuera aussi. Et qu'en sortira une réévaluation des filles.

Pour prévenir la continuité de ce phénomène dans la société vietnamienne, il serait peut-être souhaitable d'adopter quelques mesures sociales et juridiques qui garantissent un accès au pouvoir plus égalitaire. Les sanctions pour les personnes qui avortent des filles ne sont pas une solution, parce qu'on sait déjà – en comparant avec des pays où ils sont interdits – que les avortements ne cesseront pas, mais s'effectueraient, avec davantage de risques pour les femmes, dans le secteur informel ou illégal. En outre la loi vietnamienne s'oppose officiellement aux avortements basés sur le genre. Si les droits à l'héritage incluent aussi dans la pratique et de manière égalitaire les filles et les fils, les familles qui n'ont que des filles ne perdront pas leurs biens. Cette mesure éliminerait un souci majeur, celui de perdre la propriété. En effet la tradition qui attribue au fils la plus grande partie des biens de ses parents et surtout les terres, est encore fortement enracinée dans la société. La propriété est un moyen important pour diminuer le risque de pauvreté, comme de nombreuses recherches l'ont montré. Mais en accord avec la tradition patrilocale le risque de perdre la propriété est plus probable pour les femmes.

Le refus d'avorter

Bien que la règle des deux enfants soit valide pour toute la population *Kinh* au Vietnam, mes données montrent qu'il existe des différences selon les groupes sociaux : les entrepreneurs et les ménages d'artisans indépendants qui travaillent dans le secteur formel ou informel (Cling J.-P. *et al.*, 2010) ; les personnes qui pensent que les femmes sont capables de perpétuer le culte des ancêtres ; celles qui sont convaincues qu'un avortement basé sur le sexe (ou en général) n'est pas légitime. Parmi ces deux derniers groupes on trouve surtout des personnes qui se présentent comme catholiques.

Le premier groupe, qui s'oppose partiellement à l'idéologie « traditionnelle », comprend des entrepreneurs de la classe moyenne supérieure et des « riches ». Leur indépendance à l'égard de l'État leur donne la possibilité de poursuivre leurs affaires et ils ont les moyens économiques d'acquiescer les sanctions monétaires exigées des autorités locales.

L'opinion de Luu N. confirme par exemple le rapport entre sanctions et position individuelle :

AW. – Quand tu penses à fonder ta propre famille, quel est ton idéal ?

LN. – J'aime les enfants, je les aime beaucoup et j'aimerais en avoir cinq. Au minimum quatre. Ma fiancée est d'accord pour quatre enfants mais j'espère la convaincre d'en avoir cinq.

AW. – Est-ce que le sexe des enfants est important pour toi ?

LN. – Pour moi le sexe des enfants n'a pas d'importance, j'aime les filles comme les garçons. Mais bien sûr je dois avoir au moins un fils pour respecter notre tradition, c'est une obligation.

AW. – Est-ce que la politique des deux enfants ne ferait pas obstacle à ta décision d'avoir quatre ou cinq enfants ?

LN. – Non, je suis riche, très riche et comme je n'aspire pas à entrer au Parti, il n'est pas important pour moi de respecter cette règle. Même si je dois payer, cela n'a aucune importance pour moi, honnêtement pas. En plus je crois que j'aurai plus de temps pour m'occuper de mon business et gagner de l'argent si ma femme est occupée avec les cinq enfants.

AW. – Et les autorités, ne crains-tu pas qu'avoir cinq enfants posera des problèmes pour ton business ? Des sanctions, une perte de commandes ?

LN. – Non, non pas du tout (*sourit*). Au contraire si tout le monde sait que si j'ai cinq enfants, tout le monde sait que cela implique plusieurs fois dix mille dollars US pour les autorités ; cela augmentera même mon prestige comme entrepreneur indépendant, riche et qui a réussi.

[Luu N., 33 ans, fiancé, commerçant ; son affaire, créée au Vietnam, s'est étendue à plusieurs branches au Sud et au Nord, ainsi qu'à deux branches en Chine ; dirige plus de cent employés. Interview conduite en septembre 2010 à Hanoï.]

L'exemple de Luu N. est représentatif de ceux qui accomplissent l'obligation « traditionnelle » à « leur manière », c'est-à-dire en refusant des injonctions de l'ordre étatique qui devraient être valables pour la société entière. Leur capital économique leur permet de se distinguer des autres et d'atteindre leur idéal, bien que d'une manière indirecte : soit en refusant l'avortement, soit en n'aspirant pas à avoir uniquement ou principalement des garçons – comme on peut l'observer avec d'autres personnes. Depuis que le gouvernement vietnamien n'a pas seulement permis, mais encouragé tout le monde à s'enrichir (Hours et Selim, 2003 : 624), les nouveaux héros vietnamiens sont officiellement identifiés aux entrepreneurs qui ont réussi. La capacité économique de personnes comme Luu N. leur permet d'acquitter ce qu'exigent les autorités, renforce leur statut social et légitime la poursuite d'une décision personnelle, car elle correspond – grâce au capital accumulé – à un autre idéal étatique. Il est intéressant de remarquer dans certaines couches la tendance à s'opposer à l'avortement, quitte à encourir des sanctions monétaires ou/et acquitter des pots-de-vin aux autorités, une tendance également perçue dans certaines régions de la Chine (Querrien et Selim, 2010 : 7).

Néanmoins, les personnes de ce premier groupe ne refusent pas complètement la norme alors que celles des deuxième et troisième groupes se caractérisent par une pratique moins rigide du culte des ancêtres. Puisque la majorité des catholiques pratiquent le culte des ancêtres, la question se

pose de savoir si la forme presque syncrétique des croyances catholiques et la valeur attribuée au culte des ancêtres accordent une telle importance à la patrilinéarité. Sont-ils aussi convaincus que les fils sont indispensables pour perpétuer le culte des ancêtres ? Voici comment Phong N. voit la question : en vertu de leur modeste situation économique, son mari et elle ne voulaient pas un deuxième enfant bien que le premier fût une fille. Quand Phong a atteint l'âge de 35 ans, âge qu'elle considérait comme approprié pour avoir un deuxième enfant, sa situation économique était excellente, mais son mari et elle n'ont quand même pas changé d'avis, ce qui a entraîné des incompréhensions et des discriminations sociales.

PN. – Je ne comprends pas pourquoi presque tout le monde veut absolument avoir un garçon. Je suis convaincue que les hommes et les femmes sont égaux, on l'avoue même dans quelques émissions de la télévision. Je me demande pourquoi il faut avoir un fils.

AW. – Oui. Certaines personnes l'expliquent par l'importance du culte des ancêtres.

PN. – Oui, définitivement. Mais je n'ai aucun souci, ma fille en serait capable. Elle est intelligente et je lui montre déjà comment le pratiquer. En outre la famille ne vit pas si loin d'ici [environ 50 km dans une zone rurale] et ils pourront toujours l'aider, même après ma mort.

AW. – Crois-tu que ta famille, les amis et les voisins acceptent ton choix de ne pas avoir un fils ?

PN. – Enfin, je crois que la famille le comprend (*pause*). Mais mes voisins (*pause*) : récemment ils essayaient tout pour convaincre mon mari et moi de l'importance d'avoir un autre enfant, ce qui signifie bien sûr un garçon. Les commérages étaient presque insupportables et quelques-uns ont même cessé d'acheter des vêtements chez nous, ce qui m'a beaucoup préoccupée. Ils ne le comprennent pas, mais dans les trois dernières années, ils ont commencé à l'accepter et heureusement ils s'occupent à nouveau de leurs propres vies.

[Phong N., 42 ans, entrepreneure avec une licence légale, mariée, mère d'une fille de 17 ans, catholique, interview menée à Nam Dinh ville, en septembre 2010.]

Comme l'illustre l'exemple de Phong N., même les couples qui se contentent de n'avoir qu'une fille subissent une certaine désapprobation sociale, amicale, familiale ou professionnelle. Selon mes données, et comme l'exemple de Truyen l'a illustré auparavant, ce fait n'a pas changé à travers le temps : ni dans la période socialiste, ni après les réformes. Le refus individuel de correspondre à la norme se laisse deviner aussi à travers la vie de Phong. Mais alors que la réaction publique face à ce refus est forte et l'expose à des repréailles économiques, la parenté de Phong réagit différemment et apparaît comme une sécurité et un appui, ce qui se reflète dans la conviction de Phong selon laquelle la famille soutiendra toujours sa fille dans le sens affectif, spirituel et économique.

Phong est en outre convaincue que les filles ont les mêmes capacités à pratiquer les différents cultes que les garçons. Elle essaie même de justifier sa position minoritaire en se référant aux médias étatiques, l'une des rares sources de soutien public qu'elle connaisse. Pourtant, il est évident que les sanctions envers des normes dites déviantes ne se limitent pas à des sanctions monétaires ou à des blagues, mais peuvent entraîner des conséquences existentielles, comme Phong l'a éprouvé quand ses voisins et clients ont cessé de fréquenter son magasin pendant un certain temps car son mari et elle ne se conformaient pas à la norme.

Il semble que pour la plupart, nos interlocuteurs catholiques sont d'avis que non seulement les femmes sont capables d'entrer en contact avec les morts et de perpétuer le culte des ancêtres, mais aussi de respecter les rites des funérailles. L'opinion des personnes relevant de ce champ social diffère donc de celle des personnes qui adhèrent strictement au culte des ancêtres dans le sens confucianiste. Par ailleurs les personnes de ce groupe ne semblent pas connaître l'incertitude économique quant à leur futur (indépendamment de leur statut économique), même dans le cas où elles n'auraient qu'une fille. Donc malgré la solidarité mécanique et les sanctions du parti communiste, ceux – principalement parmi les entrepreneurs et les personnes qui n'adhèrent pas strictement au dogme sur l'importance d'un fils – échappent à la pression de l'avortement sélectif basé sur le sexe.

Conclusion

Pendant la période socialiste, l'égalité des genres correspondait plutôt à un idéal promulgué qu'à la réalité. Dans un contexte global, la discussion sur les avortements sélectifs montre que les femmes, de par leur « nature biologique », sont considérées comme les garantes de la reproduction de la « culture » – ironie ! – reproduction qui (ré) légitime la domination masculine. L'aube du XXI^e siècle voit la renaissance des valeurs « traditionnelles », un phénomène qui ne se limite pas au Vietnam et aux pays « confucianistes » mais qui est bien connu pour d'autres pays postsocialistes, par exemple l'Ouzbékistan (Querrien et Selim, 2010 : 6).

Les avortements reflètent des inégalités de genre, bien enracinées dans la société, mais qui n'étaient pas aussi visibles auparavant. Les régulations prénatales d'aujourd'hui ne sont pas seulement le produit récent des techniques répandues après les réformes économiques : elles étaient pratiquées bien auparavant au moyen des techniques et prescriptions traditionnelles – certaines formes de nourriture, calendriers ou positions sexuelles – qui visaient toutes à garantir un héritier masculin. On pratiquait aussi « l'échographie d'autrefois », à travers la consultation des devins, qui – selon la croyance de nombreuses Vietnamiennes – sont capables d'identifier le sexe avant la naissance. Il serait intéressant de savoir si, lorsque le devin

identifiait un fœtus de sexe féminin²¹, les familles avaient recours à l'avortement ou bien si elles continuaient à avoir des enfants jusqu'à obtenir un garçon.

Dès 1986, le chiffre des avortements s'est probablement élevé avec la limitation du nombre d'enfants : la politique des « deux enfants » favorise indirectement les avortements sélectifs des filles, parce que les parents aspirent à avoir « au moins » un fils. Pourtant, comme nous l'avons montré, il serait trop facile d'attribuer l'augmentation des avortements à la seule politique des réformes. Cette augmentation, statistiquement visible, est plutôt caractéristique de l'intériorisation des valeurs attribuées aux corps féminins et masculins.

Le refus d'avorter se rencontre surtout parmi ceux qui dépendent le moins de la « solidarité mécanique » : soit parce qu'ils appartiennent à des champs sociaux où l'on n'adhère pas strictement au culte des ancêtres, soit parce que leur capital économique leur garantit une certaine indépendance (entrepreneurs de la classe moyenne émergente, nouveaux riches). Paradoxalement l'ambiguïté inhérente de leurs actes se manifeste à travers le respect de la norme traditionnelle et collective du fils destiné à perpétuer la lignée et leur indifférence envers la politique des deux enfants, ce qui incontestablement renforce leur statut exceptionnel d'entrepreneur. En outre la situation économique des riches entrepreneurs et des ménages qui font partie de la classe moyenne émergente les autorise à jouir d'une certaine liberté dans leurs modes de vies qui leur permet d'adhérer publiquement à des valeurs plus égalitaires. Contrairement à la vaste majorité des familles qui pratiquent le culte des ancêtres et croient que sa continuité ne peut être assurée que par un fils, une minorité de non catholiques et la majorité des catholiques interviewés, qui le pratiquent également, croient que les femmes sont aussi aptes à le perpétuer que les hommes. Ils soulignent en outre qu'il est « ridicule » de croire que seuls les hommes ont des capacités spirituelles. Les personnes appartenant à ces trois groupes sont principalement intégrées dans des réseaux sociaux qui soutiennent leurs décisions car elles sont convaincues que l'égalité des genres est un fait non discutable, ce qui rend donc les avortements basés sur le sexe inutiles. Mais la société vietnamienne dans sa majorité ne partage pas ces idées. Les normes globales, qui se basent sur des idéaux de progrès et d'égalité des conditions (Querrien et Selim, 2010 : 2) pour les deux genres entrent en conflit avec les logiques endogènes qui se fondent sur une légitimation « culturelle ». Comme Monique Selim l'analyse pertinemment, la « culture » comme production sociale, politique

21. Avant les réformes, un certain nombre de croyances étaient officiellement identifiées à des superstitions (Selim, 2003b) et leur pratique interdite. Bien que par conséquent moins pratiquées, elles n'ont jamais cessé d'être transmises de génération en génération.

et idéologique est généralement un instrument de légitimation des ordres dominants et « c'est au nom de la culture que l'on demande aux gens de rester à leur place dans une société donnée ». (Douville et Selim, 2011).

Bien que le Vietnam soit entré dans un processus de modernisation et d'industrialisation qui a mené à une diversification du marché du travail, les relations sociales et la prédominance de la parenté restent décisives pour obtenir un travail ou intégrer le parti communiste (Selim, 2006). La dépendance économique exerce donc une forte pression, qui se caractérise par l'intégration dans de nombreux réseaux sociaux impliquant privilèges et obligations mutuelles. C'est un aspect décisif de la « solidarité mécanique » qui renforce le conformisme et reproduit les valeurs dites traditionnelles.

L'analyse des formes de ces avortements sélectifs fait référence à une variété de discours idéologiques et à leurs contraintes inhérentes, qui s'expliquent par des obligations à se conformer aux idéaux patrilinéaires. Au Vietnam ils sont fortement influencés par les idéaux confucianistes, qui entrent en conflit avec des normes et valeurs envisageant une égalité des genres. Dans les prochaines années, il faudrait voir si une prospérité économique croissante incite à rompre la pression sociale et parentale, qui implique des obligations et privilèges mutuels. Théoriquement, ce processus conduirait à moins d'avortements sélectifs et à une société plus égalitaire : un fait, qui ne dépend pas seulement des hommes mais aussi des femmes.

L'analyse des changements rapides au niveau socio-économique et des changements plus lents au niveau idéologique montrera les ruptures qui s'ouvrent et permettra d'analyser la transformation de la société (Wehrli, 2010, 2009, 2008).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATTANÉ Isabelle, GUILMOTO Christophe, 2007: *Watering the neighbour's garden. The growing female deficit in Asia*, Paris, CICRED.
- BÉLANGER Danièle, 2006: "Indispensable sons : negotiating reproductive desires in rural Viet Nam", *Gender, Place and Culture*, 13 (3) : 251-265.
- BÉLANGER Danièle, 2005 : « Filles et garçons dans les familles vietnamiennes : égalité et hiérarchie », in : BOUSQUET Gisèle, TAYLOR Nora (éd.), *Le Viêt Nam au féminin. Viêt Nam : Women's realities*, Paris, Indes savantes : 287-303.
- BÉLANGER Danièle, KHUAT Thi Hai, OANH Thi Hai, LIU Jianye, LE hanh Thy, VIET Pham, 2003: "Are Sex Ratios at Birth Increasing in Vietnam ?", *Population*, 58 (2) : 231-250.

- BÉLANGER Danièle, 2002: "Son preference in rural Viet Nam", *Studies in Family Planning*, 33 (4) : 321-334.
- BOURDIEU Pierre, 2000 [1972]: *Esquisse d'une théorie de la pratique : Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Paris, Éditions du Seuil.
- BUTLER Judith, 1999 [1990]: *Gender Trouble: Feminism and the Subversion of Identity*, New York, Routledge.
- BUTLER Judith, 1997: *The Psychic Life of Power : Theories in Subjection*, Stanford, Stanford University Press.
- BUTLER Judith, 1993: *Bodies that Matter : On the Discursive Limits of "Sex"*, New York, London, Routledge.
- CLING Jean-Pierre, NGUYEN Thi Thu Huyen, NGUYEN Huu Chi, PHAN Thi Ngoc Tram, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, 2010 : *The informal sector in Vietnam. A focus on Hanoi and Ho Chi Minh City*, Ha Noi, The Gioi Editions.
- DOUVILLE Olivier, SELIM Monique, 2011 : « Dialogue entre une anthropologue et un psychanalyste ». <http://sites.google.com/site/olivierdouveilleofficiel/articles/objets-methodes-et-terrains-de-l-anthropologie-et-de-la-clinique>, consulté le 11.4.2011.
- FOUCAULT Michel, 1976-2003 : *Histoire de la sexualité*, Paris, Gallimard.
- GENERAL STATISTICS OFFICE OF VIETNAM, 2010: *The 2009 Vietnam Population and Housing census : Major findings. Part II : Major findings*. Hanoi.
- GENERAL STATISTICS OFFICE OF VIETNAM, 2007: *The 2006 Population Change, Labour Force and Family Planning Survey. Major Findings*, Ha Noi, Statistical Publishing House.
- GUILMOTO Christophe, HOÀNG Xuyen and VAN Toan Ngo, 2009: *Increase in the proportion of boys in Viet Nam*.
- HENSHAW Stanley, SINGH Susheela, HAAS Taylor, 1999: "The incidence of abortion worldwide", *International family planning perspectives*, 25 : 30-38.
- HOURS Bernard, SELIM Monique, 2003 : « La protection sociale au Vietnam : de la fiction égalitaire à la marchandise », *Tiers Monde*, 44 (175) : 621-636.
- INSUN YU, 1999: "Bilateral social pattern and the status of women in traditional Vietnam", *South East Asia Research*, 7 (2) : 215-239.
- LE Thi Phuong Mai, 1998: "Violence and its Consequences for Reproductive Health : The Vietnam Case", 12 (South and East Asia Regional Working Papers) : 1-60.

- NGO Thi Ngan Binh, 2004: "The Confucian four feminine virtues (tu duc) : The old versus the new — Ke thua versus phat huy". in : DRUMMOND Lisa (ed.), *Gender practices in contemporary Vietnam*, Copenhagen, NIAS : 47-73.
- NGUYEN Khac Truong, 1996 : *Des fantômes et des hommes*, Paris, Éditions de l'Aube.
- NGUYEN Khac Vien, 1994a : "Enlarged family, lineage, cult of ancestors", *Vietnamese Studies*, 43 (3) : 15-16.
- NGUYEN Thanh Huyen, 1994: "Ancestor worship : A typical characteristic of the Vietnamese people's psychic life", *Vietnamese Studies*, 43 (3) : 27-53.
- NGUYEN-VO Thu-Huong, 2008: *The ironies of freedom : sex, culture, and neoliberal governance in Vietnam*, Seattle, University of Washington Press.
- NGUYEN-VO Thu-Huong, 2006: "The Body Wager : Materialist resignification of Vietnamese women workers", *Gender, Place and Culture*, 13 (3) : 267-281.
- PHAN Ke Binh, 1980 [Original : *Viet Nam Phong Thuc*. 1912 Hanoi], *Mœurs et Coutumes du Vietnam*, Paris, EFEO.
- PHAN Thi Dac, 1966 : *Situation de la personne au Viet-Nam*, Paris, Centre national de la recherche scientifique.
- QUERRIEN Anne, SELIM Monique, 2010 : « Vers des normes sexuelles globales. Micro et macropolitiques de la dualité sexuelle dans le cadre de la globalisation », *La Revue*, 5 : 1-13.
- SANJEK Roger, 1990: "Urban Anthropology in the 1990s : A World View", *Annual Review of Anthropology*, 19 : 151-186.
- SELIM Monique, 2006 : « Légitimations quotidiennes de l'État dans le Vietnam néocommuniste », *Journal des anthropologues* (104-105) : 65-77.
- SELIM Monique, 2003a : *Pouvoirs et marché au Vietnam : Tome I : Le travail et l'argent. Tome II : Les morts et l'État*, Paris, L'Harmattan.
- SELIM Monique, 2003b : « Marché des croyances et socialisme de marché au Vietnam », *Revue Tiers Monde*, TXLIV 173 : 81-97.
- SEN Amartya, 1990: "More than 100 million women are missing", *The New York Review of Books*, 37 (20) : 1-11.
- TA Van Tai, 1981: "The Status of women in traditional Vietnam : A comparison of the code of the Le Dynasty (1428-1788) with the Chinese codes", *Journal of Asian History*, 15 (2) : 97-145.

- UNFPA VIET NAM, 2009: *Recent Change in the Sex Ratio at Birth in Viet Nam. A Review of Evidence.*
- UNFPA VIET NAM, 2007: *Population Growth in Viet Nam. What the Data from 2006 tell us. With a Focus on the "Sex ratio at Birth"*, a booklet published by UNFPA, Ha Noi. United Nations, 2007, *World population prospects, The 2006 Revision Population Database*, United Nations, Population division, <http://esa.un.org/>, consulté 11.4.2011.
- WEHRLI Angelica L. L., 2011: "The First Financial Avalanche of the 21st Century: Impact on Different Social Classes in Vietnam", in: SCHUERKENS Ulrike (ed.), *Socio-economic outcomes of the global financial crisis*, New York/London, Routledge.
- WEHRLI Angelica L. L., 2010: "Ama de casa — A hidden form of entrepreneurial success? Re-challenging gendered roles", *International Journal of Cuban Studies*, 2 (1 and 2) : 104-116.
- WEHRLI Angelica L. L., 2009 : *¡Viva la creatividad!: Strategien zur Existenzsicherung in Zeiten des sozioökonomischen Wandels auf Kuba*, Berlin-Münster-Wien-Zürich-London, LIT Verlag.
- WEHRLI Angelica L. L., 2008: « No es facil ! – Facing daily challenges in Havana, Cuba », *Revue Autrepart*, 48 (4) : 73-86.
- WERNER Jayne, 2009: *Gender, household and state in post-revolutionary Vietnam*, London, Routledge, 198.

DU GENRE GLOBALISÉ À LA MICROPOLITIQUE : RÉGIMES DE SAVOIRS, NORMES ET STRATÉGIES LOCALES AU MEXIQUE

Mathieu CAULIER

Comment dans un contexte de Beijing +15 le genre institutionnalisé constitue-t-il un savoir global? Comment l'effort de diffusion, transversalisation et formation au genre se marque-t-il dans le contexte latino-américain et plus particulièrement au Mexique? Qui sont les producteurs, les nœuds d'émission des normes politiques et sociales en vigueur portant sur le genre? Près de cinq années de travail de terrain m'ont apporté les matériaux nécessaires à la complexité des interrogations comme au besoin de présenter des éléments empiriques. Loin de tout discours préconçu sur le genre dans la société mexicaine, le réel empirique du genre, comme savoir et connaissances, apparaît sans cesse produit par des stratégies d'acteurs/actrices et négocié à travers le procès de sous-traitance des politiques publiques. La connaissance et la maîtrise des savoirs genrés proviennent essentiellement de deux espaces sociaux, étroitement imbriqués: les universités et les ONG. Fonctionnant en interaction constante, les centres de recherche et les organisations civiles sont aujourd'hui le lieu de production des normes genrées et de contrôle des politiques publiques dans le but d'améliorer l'attention aux femmes et aux « diversités sexuelles ». En tant que régime de connaissance, il sert à améliorer l'attention aux femmes, pauvres ou indigènes, aux minorités sexuelles, touchées par des MST ou non.

Le genre « pratique » (au sens de Bourdieu, 1980) des universitaires comme des ONG s'inscrit ainsi dans une pratique militante de réduction des

inégalités, de diminution des violences ou des risques sanitaires pour les personnes. Connaissance pratique, en constant arrangement stratégique avec la mise en place des politiques publiques, le genre ne s'impose pas aisément comme norme dans la société mexicaine. Force est pourtant de constater la profonde interpénétration des milieux militants et universitaires mexicains et nord-américains, notamment au travers de la médiation des fondations philanthropiques étasuniennes. Les conférences mondiales du Caire et de Pékin au milieu des années 1990 ont joué un rôle primordial dans la création de réseaux d'ONG et de recherches universitaires centrées sur la santé reproductive et le genre qui ont permis d'intégrer les champs scientifiques et militants latino-américains à un effort mondial de *mainstreaming* du genre dans les politiques publiques. La création d'ONG avait été soutenue massivement par les fonds philanthropiques de la fondation Ford mais aussi d'autres grandes fondations comme les fondations MacArthur ou Hewlett. La recherche scientifique dans les institutions universitaires les plus prestigieuses fut également financée à un niveau important pour la production et le développement interdisciplinaires de savoirs genrés clairement liés aux politiques publiques de santé, d'éducation ou à la participation politique (parité). En 2010, les facilités d'accès aux financements internationaux ont nettement diminué et l'effort onusien est en grande partie retombé, situation observée plus précocement au Chili ou au Brésil (Foweraker, 2001). Dès lors comment le genre, norme et régime de savoir, est-il produit dans un contexte défavorable marqué par une réorientation des priorités globales des grandes fondations libérales étasuniennes et des institutions internationales ? Le recours aux administrations provinciales et locales devient le seul moyen de survivre. La sous-traitance des tâches d'investigation et de formation de personnels aux savoirs genrés, les tâches principales de nombreuses organisations, aujourd'hui fort lointaines des centres de pouvoirs fédéraux et internationaux, sont essentiellement de répondre aux appels lancés par les administrations publiques en matière d'action sociale ou sanitaire. Dans le contexte mexicain de fin d'années 2000, la norme de genre n'est plus aussi rigide et relève de négociations, d'arrangements personnels et politiques qui en font une dialectique aux idiosyncrasies uniques suivant les conditions particulières de sa mise en œuvre. Les savoirs genrés sont sélectionnés pour chaque projet et la portée critique et/ou subversive largement conditionnée au besoin d'obtenir de nouveaux contrats. Néanmoins, il ne faudrait pas sombrer dans la critique univoque et imaginer une subordination pleine et entière à un champ politique définissant les normes nationales du genre sans opposition. En matière de genre, les organisations publiques sont ouvertes à l'intégration de l'initiative privée militante ou universitaire et ont développé la sous-traitance face à leur manque patent de maîtrise et d'expertise. La

sous-traitance est aussi un choix éminemment économique qui abaisse les coûts de production de politiques publiques.

Dans ce chapitre, je souhaite présenter dans un premier temps le genre comme norme exportée dans une phase rapide de globalisation portée par les bailleurs philanthropiques et les institutions internationales pendant les années 1990 et le début du nouveau siècle et comment ces investissements massifs ont subséquemment produit l'explosion des créations d'ONG, de recherches scientifiques et de politiques publiques centrées sur les connaissances genrées. Cette présentation servira à étayer une recherche plus approfondie des espaces sociaux émetteurs de la norme et producteurs d'interactions dans leur microchamp local. C'est ainsi que j'étudierai les rapports qu'entretient une ONG de province avec son champ local : municipalités, programmes fédéraux, autres ONG, réseaux nationaux et universités. Nous verrons comment s'élaborent les arrangements avec la norme, comment le sens pratique des actrices et acteurs locaux l'emporte souvent sur l'attachement à la norme nationale défendue par les ONG de la capitale, plus impliquées dans le travail politique et loin des programmes sociaux. Les régimes de connaissance du genre sont ainsi posés comme situés et imbriqués dans un champ social spécifique au sein duquel ils prennent sens. Quant à la norme globale, elle, apparaît toujours davantage comme l'apanage de riches ONG à portée nationale ou internationale, des Nations unies et des universitaires les plus éminents. Enfin, je conclurai sur la complexité d'une définition de la norme globale genrée ; bien qu'elle ait été utilisée, de la fin des années 1980 aux années 2000, par de nombreuses institutions et groupes, elle s'est diluée dans une décentralisation propice aux arrangements et aux négociations microsociales.

La « prise » du genre ou comment le genre s'est imposé au Mexique

Au début des années 1990, la région a vécu la fin de la guerre froide sur le mode conjoint de la démocratisation politique, de la « privatisation » des sociétés latino-américaines et du développement des politiques néolibérales qui ont parachevé le développement d'institutions et opérateurs privés dans quasiment tous les domaines d'action publique. Ce contexte politique a marqué un tournant dans l'ancrage politique des mouvements féministes et des militantes (Caulier, 2010b) et produit des effets immédiats dans l'évolution des mouvements féministes dont une portion majoritaire s'est éloignée du marxisme et de la « révolution » après la fin des luttes populaires des années 1980 (Lamas, 2006). La déradicalisation relative des féminismes fut le corollaire d'un mouvement sans précédent d'institutionnalisation du féminisme dans le champ universitaire et de création d'ONG en vue de la préparation des conférences du Caire (1994) et

de Pékin (1995). Ce procès d'institutionnalisation a durablement fractionné les féminismes mexicains et latino-américains (Gargallo 2006 ; Fischer 2001 ; Caulier 2010b).

Le cycle de conférence piloté par les Nations unies et centré sur la définition de normes en matière d'environnement (Rio de Janeiro, 1992), de population et de santé reproductive (1994) et finalement sur les femmes (Pékin, 1995) a largement contribué à injecter le genre dans la pensée politique latino-américaine et mexicaine. La production de politiques de santé publique, comme la législation sur les violences faites aux femmes, sont devenues des pans sensibles de la politique nationale à mettre en conformité avec des normes internationales en partie inspirées par les *gender politics* des campus nord-américains. Plusieurs dynamiques concomitantes se sont ainsi rencontrées à partir d'une impulsion mondiale portée par les Nations unies, puis des fondations philanthropiques étasuniennes (Ford, MacArthur, Hewlett) et des ONG internationales spécialisées dans les questions de genre (International Women's Health Coalition, Development Action for Women Network et Women's Environment and Development Organization), financées par ces mêmes fondations philanthropiques, qui ont largement investi les sommets onusiens pour en faire des lieux de contestation politique et de consensus sur de nouvelles normes de démocratie genrée (Higer, 1999). Largement financées et soutenues dans le processus de Beijing, nombre d'ONG se sont développées sur des problématiques essentiellement féministes – et subséquentment présentes au sein des universités. Le développement rapide de « la perspective de genre » dans les années qui ont suivi le cycle de conférences onusiennes a contribué à marginaliser les problématiques strictement féminines et à rediriger les financements vers de nouveaux types de programmes plus en prise avec le genre, devenu norme de gouvernance. Les créations d'ONG furent d'ailleurs nombreuses dans les années qui suivirent Beijing. La décennie 1995-2005 a été une période d'accélération de la participation politique des féministes – notamment au sein du PRD, la gauche au pouvoir à Mexico. De nouveaux agents ont fait leur entrée en saisissant des opportunités de placements institutionnels dans des branches d'activités essentielles, financées par les bailleurs de fonds internationaux. Les fondations philanthropiques ont continué à jouer l'un des rôles principaux, à la fois dans la transformation des politiques de population et dans le procès de différenciation accélérée du mouvement féministe, bien que ce ne soit qu'un effet collatéral de ces politiques.

Mais il y a eu également l'effort féministe de production théorique et de savoirs empiriques destinés à la fois à l'étayage d'un lobbying auprès des administrations politiques et à la consolidation des expressions féministes au sein de la recherche scientifique mexicaine. L'effort de constitution de

centres de recherches sur le genre (Caulier, 2010b) a inscrit dans le paysage des sciences sociales mexicaines une certaine légitimité, toujours contestée, des questionnements genrés, s'inscrivant ainsi dans une tendance mondiale marquée par le développement des *women's studies* et *gender studies*. Les soutiens philanthropiques à cette entreprise furent récurrents et portèrent premièrement sur des institutions prestigieuses comme le *Colegio de México* qui furent ciblées pour leur prestige. On a assisté, par le biais de ces financements, à un effort nord-américain de diffusion d'une norme scientifique et participé aux débats intellectuels des campus étasuniens. Ces entreprises philanthropiques ont su rencontrer des actrices locales pour les soutenir. Cependant, force est de constater que, si les formes institutionnelles nord-américaines et les savoirs genrés se sont diffusés rapidement, la production locale et les interprétations des diverses théories du genre ont fait l'objet de nombreuses adaptations pratiques au Mexique. De plus, comme régimes de savoirs appliqués aux politiques publiques, les savoirs de genre ne sont pas reçus de la même manière au Mexique que dans les pays européens, par exemple. Ils bénéficient d'une large publicité et d'une inflation de discours publics au sein des ministères et des institutions étatiques : d'où leur dimension toute symbolique au sein de l'appareil d'État mexicain comme signes forts de démocratie et de rattachement à une norme nord-américaine de gouvernance, fondée sur l'intégration des groupes et la représentation des femmes et des minorités ethniques et sexuelles. Le genre, et tous les savoirs qui ont été forgés à partir de cette distinction entre sexe biologique et construction sociale du genre, constitue un ensemble de pratiques et d'épistémès qui ont pénétré profondément le secteur public (bien plus qu'en France, par exemple) et constitue le cœur des savoirs pratiques genrés développés dans le pays.

C'est d'ailleurs l'ensemble de l'Amérique latine qui a été touché par le soutien au développement des études féministes et par l'aide internationale nécessaire à leur développement. Le Brésil, principale puissance culturelle et scientifique parmi les nations latino-américaines, a connu pendant la dictature militaire, de 1964 à 1983 (Zirbel, 2007) un développement surprenant du féminisme universitaire et des études sur les femmes, principalement dû à l'indépendance des grandes institutions privées de recherche comme la fondation Carlos Chagas (Zirbel, 2007 : 99). La conjonction des questionnements théoriques foucaaldiens, de l'année internationale de la femme, de plusieurs années de mouvements féministes et de production de *telenovelas* reprenant des thématiques féministes (Corrêa, 2001 : 17) a été propice au développement des premières revues féministes tout autant qu'à la prolifération des groupes de femmes : Mariza Corrêa

parle ainsi de « centaines de groupes » (Corrêa, 2001 : 18). Elle accorde également une importance centrale à la fondation Ford¹. L'Argentine et le Chili ont vécu, sous la surveillance des juntes militaires (Montecino, 1996 ; Bonder, 2001 ; Gil Lozano, 2005) dans les contextes les plus antagoniques aux mouvements féministes. De nombreux groupes féministes se sont cependant développés dans la clandestinité des groupes politiques de gauche. Néanmoins, comme dans le cas brésilien, les structures privées telles que le FLACSO ou les ONG permirent une esquisse de développement des recherches sur les femmes, sous la protection des bailleurs nord-américains (Montecino, 1996 : 1). Il s'agit donc bien d'un mouvement, qui, soutenu par la philanthropie nord-américaine dans tout le continent a produit des effets d'homogénéisation des savoirs avec un accroissement des échanges entre les divers centres universitaires latino-américains (les principaux étant Mexico, Rio, Sao Paulo et Santiago) mais également avec les campus étasuniens, en tant que centres d'impulsion de l'institutionnalisation des savoirs de genre dans les sciences sociales et les sciences politiques. Il existe une influence certaine et réciproque entre les divers centres de réflexion sur le genre en Amérique latine : chacun répond aux demandes spécifiques des institutions politiques locales mais en sauvegardant, également, une idiosyncrasie « latine », dans la mesure où certaines problématiques, comme la violence sociétale ou les peuples indigènes, constituent des thématiques plus spécifiques au sud du Rio Bravo qu'au nord. Nous pouvons observer une intégration rapide des problématiques et des théories du genre produites aux États-Unis, ainsi qu'un développement scientifique accéléré, depuis une vingtaine d'années dans toute l'Amérique latine, basé sur un modèle institutionnel similaire de « centres ou programmes d'études sur le genre ». Les bases de ces révolutions épistémologiques furent jetées par des militantes et soutenues par des fondations philanthropiques nord-américaines mais la réelle explosion du genre en Amérique latine a été consécutive à son intégration aux programmes des institutions internationales, très actives dans la région à la fin des années 1980 et au début des années 1990, notamment à travers la préparation des conférences onusiennes.

Le premier programme de recherche mexicain « sur la femme » fut cependant l'œuvre de féministes radicales sans appuis internationaux. L'*área* « *Mujer, identidad y poder* » de la UAM-Xochimilco, autre grande

1. Mariza CORRÊA, art. cit, p. 18, n° 8. Elle cite notamment Sergio MICELI (org.) : *A Fundação Ford no Brasil*, São Paulo, Editora Sumaré/Fapesp, 1993, qui présentait le poste des *Women's Studies* comme le second des dépenses de la fondation en matière d'éducation au Brésil.

université publique de Mexico, fondée en 1982, a représenté le premier véritable signe d'institutionnalisation des études féminines au Mexique :

« Au début des années quatre-vingt, en 1982, on a créé le premier programme, qui n'était pas encore une *área*. On a démarré avec des choses très radicales et en faisant ce qu'on voulait. Le programme était très engagé avec une optique fondamentalement novatrice. « Femme, identité et pouvoir », c'était une chose que personne n'avait encore faite au Mexique et on était le premier programme officiel, un an avant le Colegio de México. Beaucoup d'analyses étaient faites depuis la psychologie et la psychanalyse. On était également investies dans les conflits sociaux de l'époque, les grèves des couturières, comme l'était le mouvement féministe de l'époque ². »

Les universitaires engagées de l'UAM-X connurent un grand succès tant leur programme rencontrait les besoins en formation de nombreuses militantes engagées dans les premières ONG féministes (Lau & del Pilar Cruz, 2005 : 239). Les enseignements se sont cependant largement imprégnés des théories du genre et des évolutions scientifiques des années 1990 (Lau & del Pilar Cruz, 2005: 240). La création du PIEM ³ du *Colegio de México* a constitué un autre jalon d'une importance considérable dans la mesure où elle a pris place dans l'institution de recherche la plus prestigieuse du pays. Ce programme s'est, par contre, largement développé avec l'aide de la fondation Ford, et son rôle dans la diffusion du « genre » comme savoir, bien que postérieur à la posture scientifique des études féministes, fut certainement essentiel au Mexique. Ce dernier programme de recherche fut en effet doté d'un fond de placement qui servit, et sert encore, à financer les bourses des étudiantes et chercheuses de la Province qui concourent pour y suivre une formation.

Ces premières années du développement scientifique des études sur les femmes ont marqué profondément les mouvements féministes dans la mesure où les premières ONG qui travaillaient avec les mouvements populaires de la capitale purent avoir accès à des formations féministes de qualité et créer des liens étroits avec l'activisme social et politique. La question de savoir si les études sur les femmes (*études féminines*) remplissaient déjà correctement leurs fonctions de centres de formation et de lieux de légitimation des savoirs féministes reste un débat au sein des féminismes mexicains. De nombreuses auteures au Mexique ont fait part de leur attachement aux études féminines/féministes comme projet scientifique militant (Goldsmith, 1997 ; Bartra, 1999 & 2000) et ont posé de nombreuses questions sur l'évolution des études sur les femmes, notamment l'emprise institutionnelle du genre qui aurait gommé « la femme » des politiques

2. Entretien personnel avec Eli Bartra, février 2007.

3. *Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer*.

publiques comme des cursus universitaires officiels (Goldsmith, 1997 : 30-33).

La légitimité des problématiques de genre au niveau international a, malgré l'opposition de certaines, permis la constitution d'une seconde vague de créations de centres de recherches sur le genre, les grandes conférences onusiennes et l'afflux de financements philanthropiques nord-américains contribuant à asseoir une légitimité renouvelée de la problématique. Mais cette seconde vague de créations de programmes et centres de recherche s'est faite sous la bannière du genre et la traditionnelle ligne d'investigation des femmes et des études féministes a dû s'effacer pour laisser place au « genre » comme objet central et postulat théorique fécond des recherches des années 1990. Pourtant, dans bien des cas, les recherches ont continué de porter sur les femmes comme classe sociale de sexe (Lamas, 2001 : 163-175 ; Goldsmith, 1997 ; Ungo, 1993) et le genre a bien souvent été mal employé, ou incomplètement compris, pour légitimer de nouveaux travaux. La place considérable prise par le genre dans le féminisme académique s'est illustrée dans la création des nouvelles institutions universitaires au Mexique. On comptait ainsi dans les années 2000 plus de vingt-cinq centres ou programmes de recherches sur le genre dans le pays, la plupart dans les principales universités publiques mais aussi dans les *Colegios*, institutions indépendantes de recherche au niveau des États⁴. Les « études de genre » ont connu des évolutions similaires, bien que propres à chaque contexte national, dans le reste de l'Amérique latine. La création de centaines d'ONG, l'influence principale des fondations Ford et MacArthur (Alvarez, 1999 ; Caulier, 2009a & 2010a ; Zirbel, 2007), l'institutionnalisation croissante des féminismes dans les centres de recherches privés ou publics constituent des axes transversaux rendant compte d'une convergence historique des études des femmes/féministes vers les « études du genre » comme formes légitimes de construction scientifique et épistémologique au sein des institutions universitaires et gouvernementales. L'institutionnalisation des études sur les femmes a constitué ainsi non seulement une victoire scientifique des années 1990 mais une longue construction dans les espaces universitaires minoritaires des métropoles latino-américaines (les plus vigoureuses étant Mexico, Sao Paulo et Rio) dès les années 1970. Cependant, les savoirs ont grandement évolué et on ne peut toujours relier les savoirs développés par les sciences sociales militantes féministes des années 1970-1980 et les savoirs de genre qui se sont imposés dans la décennie suivante sous l'impulsion des conférences internationales onusiennes et surtout du cycle de

4. Des *Colegios* sont à la pointe des recherches en matière de genre : le Colegio de la Frontera Norte et celui de la Frontera Sur (Chiapas).

préparation de ces dernières qui a mobilisé de nombreuses universitaires pendant deux ans. La reconnaissance par les Nations unies et la Banque mondiale des savoirs de genre les a profondément ancrés dans les discours politiques et les méthodologies développementalistes.

L'adhésion officielle de l'État mexicain à ces normes et à une reformulation genrée des politiques publiques a constitué un maillon essentiel du développement et de l'emprise des savoirs de genre au Mexique. Il constitue le troisième jalon essentiel avec la globalisation du genre et son développement académique. Ce que j'ai appelé genre technocratique (Caulier, 2009a & 2010b) constitue une modulation plus discursive et promotionnelle des efforts publics pour intégrer le genre à la législation et aux politiques fédérales. Mais il existe également une pratique de ce genre à travers divers arrangements politiques et surtout un accommodement circonstancié des savoirs développés par les sciences sociales ou leur simple négation. Les savoirs de genre sont aujourd'hui unifiés sous leur forme « technocratique » mondiale mais aux niveaux national et local, il existe une pléthore de pratiques qui se réclament des savoirs des sciences sociales sur le genre. Les savoirs technocratiques globalisés sont nombreux : ils s'appliquent à la santé à travers des concepts portant sur l'analyse du genre dans la santé maternelle et reproductive ou sur le microcrédit. Parmi les plus répandus, on peut citer également le *gender mainstreaming* qui oscille entre pratique de construction des politiques publiques et savoirs des sciences sociales, notamment des sciences politiques. Ce dernier concept consiste en l'application d'une méthodologie planificatrice à l'ensemble des politiques publiques, en y insufflant une analyse et une perspective de genre et consiste à diluer le concept dans la phase de programmation des programmes et politiques publics. Ces savoirs se traduisent par de nombreux efforts au niveau local pour leur donner corps et, tout au moins, les faire exister au sein des programmes publics.

La situation nationale des politiques de genre et leur articulation au local

L'analyse de l'extrême fragmentation des politiques, entre les divers échelons fédéraux et locaux, s'avère inévitable pour mieux saisir ce que le genre représente dans l'application locale de politique de développement globalisée. Comme cela a été dit précédemment, le niveau fédéral comprend un certain nombre d'institutions qui ont l'obligation légale de développer des programmes de réduction des inégalités entre hommes et femmes ou, tout au moins, d'atténuer les discriminations qui pèsent le plus sur les femmes. Mais, ces institutions, largement entre les mains de la droite conservatrice, sont surtout axées sur des options d'assistance qui omettent de nombreuses catégories de problèmes sociaux dont les principaux sont les problèmes de

santé reproductive et sexuelle auxquels les femmes mexicaines sont confrontées. La criminalisation de l'avortement dans les États les plus conservateurs n'a fait l'objet d'aucune critique de la part du gouvernement fédéral (dont la plupart des membres sont élus de ces mêmes États). Mais il existe, et il a déjà existé, des marges de manœuvre certaines au sein des ministères ou d'autres organisations publiques pour développer des approches plus progressistes et articuler des programmes sociaux en liaison avec les centres universitaires et les ONG spécialisées du « genre » et des problématiques qui y sont incluses.

À l'époque du PRI (jusqu'en 2000), de nombreuses alliances ont été possibles avec des élus et des fonctionnaires plus proches des mouvements de femmes, parfois eux-mêmes anciens universitaires ou scientifiques. L'arrivée au pouvoir du parti de la droite conservatrice (PAN) a annulé en partie la possibilité de négocier avec une administration aux personnalités et agendas concurrents. Cependant, les zones de contact entre les secteurs prônant une *perspectiva de género* et les institutions fédérales n'ont pas pour autant disparu mais demandent un effort de réactualisation constant et des relations plus personnelles avec les fonctionnaires en poste, contrairement aux élus : en effet, le PRI hébergeant une grande variété idéologique, il était possible de s'appuyer sur des allié-e-s au sein de l'administration fédérale :

« Tu sais, j'ai vu arriver le premier programme de formation des professeurs en matière d'éducation sexuelle, à la fin des années soixante-dix, c'était un grand moment, un chamboulement. J'étais au CONAPO [en tant que « bras armé » de la nouvelle politique de population, antinataliste, le CONAPO avait en charge de former les maîtres et professeurs en matière d'éducation sexuelle] et on savait que notre livre irait dans les écoles de province... Et malgré l'opposition de l'Église et d'associations de parents, le programme a continué sa route. C'était une époque incroyable, les années soixante-dix, et l'effort a continué jusqu'en 1994, mais après le programme est passé de l'éducation à la santé parce que le ministère était moins frileux. Et le chaos est venu avec Fox et depuis, plutôt que d'aller de l'avant, on essaie surtout de ne pas reculer. On est plus dans une posture de défense des acquis. Tu sais, ils veulent souvent supprimer les programmes progressistes en matière de santé ou d'éducation sexuelle, mais les organisations civiles sont là pour l'empêcher. Et maintenant la SEP [l'éducation publique] n'est pas restée à droite, mais la santé y a basculé. Je crois qu'on va pouvoir en faire plus en éducation qu'en santé. Donc ce sexennat est l'inverse de ce que nous connaissions avant [avec Julio Frenk comme secrétaire de la Santé, apprécié des féministes]. L'Institut des jeunes est aussi aux mains du PAN. Donc nous allons jouer notre carte avec la SEP. » (Gabriela Rodriguez, ONG Afluentes, 2007)

Une autre militante d'ONG exprimait, deux années auparavant, le positionnement de son organisation par rapport au ministère de la Santé, qui fut un soutien stable des organisations travaillant sur les programmes

sociaux « depuis une perspective de genre », et illustre le poids des ouvertures au sein de certaines branches de l'action publique et leur impact sur la possibilité de développement d'actions publiques-privées, en réalité largement privées mais financées et sous-traitées par les instituts publics :

« À travers ce thème [la mortalité maternelle], l'organisation a pu rentrer dans le mouvement féministe et avoir beaucoup de liens avec les institutions publiques et des ONG locales. Et ça n'a pas posé de problèmes, parce que nous sommes venues très humblement proposer une collaboration avec des chercheuses féministes qui sont celles qui savent... Avec la fin du régime priste, les ONG se sont plus rapprochées du gouvernement et notamment la *Secretaria de salud*, qui est un interlocuteur naturel. Dans certains milieux, des personnes avec une perspective féministe sont entrées et ouvrent des espaces. Au sein du ministère [*Secretaria de Salud*], on a créé une entité autonome qui se nomme le Centre national pour l'équité de genre et de santé reproductive qui possède trois aires d'intervention. Cette entité est présidée par une femme qui a une trajectoire reconnue au sein du mouvement féministe. On ne peut plus dire : « je ne veux pas discuter avec le gouvernement », parce qu'il y a des gens à l'intérieur qui t'invitent, qui sont prêts à travailler avec toi. C'est un gouvernement de droite, très à droite et cependant, il y a un espace progressiste dans les institutions. » (Daniela Diaz, organisation Fundar, 2005)

Les politiques de population passées avaient permis d'ambitieux programmes d'éducation sexuelle et un développement également plus libéral des politiques de santé centrées sur un plus grand accès à la contraception et aux soins. Il ne faut cependant pas oublier que ces progrès se sont produits dans un cadre général de contrôle antinataliste et que, dans certaines régions du pays, les hystérectomies sans consentement informé sont encore choses courantes. Mais G. Rodriguez présentait la situation de son organisation, comme de l'ensemble des ONG investies dans les problématiques publiques genrées, comme un subtil positionnement au plus près des institutions les plus intéressées par une « perspective de genre », comme on le formule souvent en Amérique latine, et devant se recomposer en fonction de la création de nouvelles institutions ou des changements de ministres. L'exemple de Julio Frenk, ancien secrétaire d'État à la Santé est révélateur. Médecin expert en santé publique, il était très proche des milieux universitaires et a affirmé plusieurs fois un soutien politique indéfectible aux organisations féministes et pro- « perspective de genre ». Cet appui a permis une collaboration avec les activistes et les expert-e-s de la santé reproductive et sexuelle et une approche plus progressiste de ces problématiques. Lors du changement de gouvernement, en 2006, le départ de Julio Frenk à Harvard et à la fondation Gates a signifié un moindre engagement de la *secretaria de la salud* auprès des universitaires et des ONG. La marge de manœuvre s'est située de plus en plus au sein de la SEP (éducation). Ces changements politiques eurent des répercussions locales et de nombreuses ONG

provinciales durent également chercher de nouveaux liens avec les autorités publiques en matière de politiques éducatives. En effet, la nomination de l'économiste et journaliste Josefina Vasquez Mota en 2006, puis celle du politologue Alonso Lujambio Irazabal en 2009, ont contribué à rapprocher ce ministère des milieux académiques et des ONG de femmes.

Au gré des renouvellements politiques, les organisations militantes professionnalisées, comme les centres de recherches, s'adaptent et tentent de pénétrer les espaces publics les plus poreux à leur demande et à la sous-traitance de programmes que ces organisations tenteront de développer depuis une position tendant à faire d'une analyse genrée leur expertise principale. Dès lors l'action publique relève d'un double jeu de « libéralisation partielle » de branches spécifiques de l'État et d'un fort lobbying des organisations privées, des militants et des chercheurs au niveau local qui tentent d'entrer, ou tout au moins d'avoir voix au chapitre, au sein de conseils consultatifs et autres organes d'intégration de la « société civile ».

Une pratique du genre localement située et aux effets réels

Mon expérience du Mexique permet de se pencher sur la mise en pratique, au niveau local, des savoirs de genre. J'ai travaillé un peu moins d'un an dans une ONG locale et dans l'université du même État. Il est nécessaire d'être inclus dans les espaces sociaux qui produisent et pratiquent « le genre » pour saisir la complexité de ce qui se joue localement au sein des ONG, dans les institutions universitaires, dans les relations avec les ministères, les gouvernements provinciaux et l'Institut des femmes de l'État. Cette expérience m'a permis de participer à des cours et séminaires de recherches. Dans cette institution universitaire de province possédant une certaine renommée, le genre s'est imposé sous la forme de cours, spécialisation et séminaires. J'ai recensé trois espaces où les anthropologues, sociologues et historiennes mexicaines ont pu développer des ouvertures sur les *Estudios de género*. Elles attirent un nombre restreint d'étudiantes et le mépris des collègues, masculins notamment, est assez fréquent quant à la supposée non-scientificité du genre⁵. Au niveau local, les liens et le fonctionnement en réseau permettent un nombre d'actions considérable : des chercheurs-euses de l'institut local de santé publique ont clairement une approche genrée et collaborent avec les chercheurs-euses en anthropologie. L'*Instituto Veracruzano de las Mujeres*, entité publique dépendante de l'État, commande également des recherches et contribue parfois à dynamiser

5. Discussions privées avec Estela Casados et Cristina Millán de l'université de l'État de Veracruz.

les liens entre groupes de recherches. Le CIESAS del Golfo (Centro de Investigación y Estudios Superiores en Antropología Social), qui compte peu de chercheurs-euses, a néanmoins un axe de recherche sur le genre et s'ajoute à la communauté locale des chercheurs-euses en *Estudios de género* (deux chercheuses sur quatorze y développent des recherches genrées). Ainsi, même en l'absence d'institutions au niveau local universitaire, une communauté de chercheurs-euses sur le genre existe et partage parfois des espaces universitaires comme les séminaires, ou se retrouve lors des présentations de livres pour échanger. Cela forme un réseau informel mais sa dépendance élevée aux relations interpersonnelles est ce qui le fragilise sur le long terme, notamment en l'absence de renouvellement des générations universitaires.

Ces réseaux de recherche s'activent parfois plus intensément à travers les ONG et le travail de sous-traitance, sous la forme d'appels d'offres. Les institutions publiques qui emploient les ONG pour mettre en œuvre leurs programmes sociaux sont pléthore. Les principales sont : le SEDESOL/INDESOL (développement social), les DIF (Développement intégral de la famille), les délégations de l'éducation (SEP) et tous les organismes de santé ou spécialisés comme le CONASIDA ou la Commission nationale pour le développement des peuples indigènes (CDI). Toutes ces institutions développent des programmes nationaux thématiques qu'elles sous-traitent très largement aux ONG provinciales qui ont une bonne connaissance du champ politique local et possèdent, théoriquement, l'expertise nécessaire. Ce sont ces programmes, ainsi que les activités bénévoles de ces organisations, qui constituent la substance des espaces pratiques du genre. Lorsqu'on est inclus dans les réseaux associatifs militants ou universitaires et que l'on a l'occasion de travailler avec les établissements scolaires ou hospitaliers, on peut observer une multitude d'agents et d'espaces qui forment un réseau local plus ou moins dense. Par le biais de ma présence dans une ONG et à l'université, j'ai ainsi pu collaborer à des actions menées par d'autres ONG locales ou centres éducatifs qui travaillent sur des problématiques de violence et de masculinité. Ces mêmes réseaux incluent une participation modeste aux médias locaux (émissions de radio) et une contribution importante de travailleurs-euses sociaux et de certains personnels enseignants intéressés par une approche genrée dans leur profession. Les chercheurs-euses et les militant-e-s qui se sont investis dans une approche genrée, que ce soit pour enseigner ou produire des savoirs nécessaires aux politiques de santé, par exemple, sont singulièrement nombreux au niveau local et tendent à tisser un réseau relationnel plus étendu que ce que l'on observerait si l'on s'en tenait aux mouvements féministes locaux ou aux seuls programmes d'étude des femmes/du genre dans les universités. Il existe également des radios indépendantes qui ouvrent

leurs ondes à des programmes portant sur « le genre » : masculinité, discriminations, violences, créations artistiques féminines, etc. Un élan artistique et médiatique modeste s'exprime également chez des acteurs ou troupes de théâtre qui adaptent des textes à des situations spécifiques (la thématique de la violence envers les femmes est assez récurrente) et en font un outil pédagogique dans les écoles ou sur les places des villages. Toutes ces actions se font fréquemment en liaison avec des ONG et des universitaires et contribuent ainsi à un élan plus vaste de réflexivité sociétale dans les grandes villes du pays mais aussi dans de nombreuses villes moyennes. Il ne s'agit pas non plus de surévaluer l'impact sociétal de ces groupes de militant-e-s et d'acteurs du genre, qui font la « perspective de genre » localement, le pensent, le disent mais surtout le mettent en pratique. Une pratique qui, sans être politique au sens du rapport à l'État, n'en est pas moins importante au sein des contextes locaux.

Ces interactions entre les institutions/administrations publiques et les groupes sociaux qui portent une approche genrée ont permis, malgré un discours souvent très critique dans le continent sur le concept de « genre » (Gargallo, 2005 ; Goldsmith, 1998), permettent de dessiner une esquisse du foisonnement pratique paradoxalement créé par des programmes publics développés sans un engagement massif des pouvoirs publics. Il y a eu une automaticité des normes internationales attachées aux conférences mondiales des années 1990 qui a imposé un nouveau cadre normatif à l'ensemble des « démocraties libérales ». Des nations émergentes comme le Mexique, fortement lié aux États-Unis, ont intégré ces normes de démocratisation genrées pour se lover dans une certaine conformité avec le droit international et les standards nord-américains en matière de développement de politiques identitaires. Mais, alors que les politiques publiques sont irriguées de « transversalisation du genre » (*mainstreaming*) et de discours bienveillants envers les femmes (confinant parfois à une simple valorisation de la féminité, comme dans le cas de la droite au pouvoir), leurs effets réels sont peu mesurables et la réalité pratique du « genre » repose sur des actions sous-traitées et déléguées à un secteur que l'on subsume entièrement sous la catégorie « société civile » mais qui brille par son caractère imprécis. Cette société civile, allant de l'échelon national à celui du très local, comprend bon nombre de fonctionnaires et d'institutions publiques qui partagent une communauté d'intérêts et fréquentent le même champ social que les militant-e-s professionnalisé-e-s des ONG ou les chercheurs-euses des universités publiques. La capacité de ces groupes à agir, à mobiliser un capital social, à se partager un travail de construction des politiques publiques représente réellement le moteur des politiques genrées dans le pays.

Une étude de cas : le genre et les savoirs de genre dans l'État de Veracruz

Si je me réfère à des observations sur divers terrains d'enquête, je peux affirmer que le jeu complexe qui se joue au niveau fédéral, et qui concerne principalement les ONG et militant-e-s/chercheurs-euses de la capitale, se reproduit à l'échelon local à des degrés divers dans l'ensemble du pays. Dans la capitale de l'État, les ONG sont relativement nombreuses mais celles qui sont investies dans les politiques publiques du genre le sont nettement moins. À ma connaissance, deux ONG locales concentraient l'essentiel des actions et de la sous-traitance en matière de santé reproductive, d'« éducation à la diversité » ou de lobbying sur les politiciens locaux en matière de législation touchant aux rapports sociaux de sexe/genre. Le reste du champ des agents locaux du genre était composé principalement d'universitaires et de groupes militants, constitués sous des formes associatives non professionnalisées. Ces divers groupes possèdent des relations sous forme de réseaux plus ou moins lâches. Mais à ce niveau d'action, les relations interpersonnelles et le capital social priment, comme dans le contexte élargi de la capitale mais avec une acuité accrue. Un grand nombre d'actions et de programmes sont ainsi le fait d'un lobbying d'ONG et de personnalités liées par des relations interpersonnelles intenses. Le fondateur de l'ONG dans laquelle j'ai travaillé était un cas archétypal. Médecin et docteur en sociologie de la santé, il était parmi les chercheurs militants qui occupèrent les premiers espaces institutionnels dédiés à la santé reproductive et à la « perspective de genre » dans les politiques publiques, au début des années 1990. C'est lui qui possède localement le capital social le plus imposant : connu des chercheurs-euses des institutions de l'État comme de la capitale, il possède une bonne connaissance des institutions provinciales et des fonctionnaires en poste et, enfin, pratique depuis deux décennies les espaces militants de la région. C'est ce type d'acteur qui contribue à développer localement une pratique du genre connectée à un grand nombre de partenaires et qui parvient à articuler une relation globalement positive avec les institutions locales. Les appuis locaux sont constitués des antennes régionales des ministères – où le fait d'être un expert en santé publique est un atout par rapport à des militant-e-s « lambda » – et des institutions propres aux municipalités et à l'État de Veracruz. Concrètement, les appels d'offres des institutions publiques locales constituent un terreau fertile pour les quelques ONG locales mais sont également des mises en concurrence « d'entreprises du genre » qui collaborent par ailleurs dans leurs actions de lobbying. Les appels d'offres d'institutions comme la commission des droits des peuples indigènes sont eux, nettement plus concurrentiels et consomment beaucoup de temps et de ressources car ils permettent d'avoir accès à des projets et des financements

bien supérieurs. Le principal bailleur public de la ville où est située l'ONG est l'Institut des femmes de l'État. Tel un symbole des concessions démocratiques des partis de pouvoir aux ONG, l'institut est fréquemment placé entre les mains d'une femme proche des milieux féministes et de l'université. Ceci facilite la transmission biaisée des appels d'offres aux organisations locales et permet de préparer des projets par avance. C'est ce qui s'est produit lors d'un projet concernant la mortalité maternelle en zone indigène dans l'État, lorsque le fondateur de l'organisation, pourtant officiellement en retrait par rapport à la direction de l'ONG, fut contacté directement par la directrice de l'institut provincial pour s'occuper de la formation et de l'analyse des problématiques nouvelles relevant de cette thématique sensible. Les ONG locales et les militants, malgré leurs liens étroits et nécessaires avec les femmes et les politiques locaux, parviennent à développer des analyses et imposer une certaine scientificité dans la recherche et l'expertise sur les problématiques genrées (notamment grâce à la formation scientifique de qualité des membres des ONG et des chercheurs-euses).

Cette relative autonomie de parole et d'action permet de faire exister le genre au-delà de l'idéologie et de la rhétorique politique en l'inscrivant dans le champ de l'action modestement transformatrice. Le fait, par exemple, de tenter de mobiliser les enseignants locaux pour améliorer leur attention aux violences sexuées est un effort qui provient en partie de la volonté du corps professoral militant mais relève également de l'action bénévole de la part de salarié-e-s qui produisent « du genre » sans contrepartie professionnelle directe. Par bien des aspects, si les acceptions scientifiquement construites du genre et les savoirs genrés sont une réalité au Mexique, c'est principalement par le biais de ce militantisme salarié que pratiquent les expert-e-s d'ONG et les chercheurs-euses des institutions publiques dans leur travail de prise en charge des activités sous-traitées. La pratique du genre diffère en cela de ce que j'appelle le « genre technocratique » des discours publics de plusieurs organismes et ministères qui font du « genre » une source de discours et de programmes sociaux sans en maîtriser la construction réelle et en subsumant fréquemment les signifiés les plus conservateurs sous le signifiant « genre ». L'assistencialisme des institutions publiques, qui inscrit encore largement les femmes dans une posture victimaire et qui confine à l'essence du « sexe faible » n'est modifié que par un travail d'apports d'arguments et de méthodologies des sciences sociales qui constituent bien une expertise et un langage que les gouvernants ne peuvent disqualifier aisément.

La position concrète du genre dans les programmes sociaux de développement local

Plus concrètement, comment s'articulent des normes globales au niveau local ? Tout d'abord, l'exemple d'un programme de recherche et de formation sur la santé maternelle dans les zones indigènes de l'État de Veracruz m'a permis de saisir en partie ce qu'impliquaient la commande publique et sa difficile articulation aux situations locales pratiques. Dans la région de Zongolica, majoritairement Nahuatl, la demande est venue de l'Institut des femmes de l'État de Veracruz, d'effectuer un certain nombre d'actions de formation et de sensibilisation des personnels de santé locaux. Plusieurs unités relevant de l'IMSS (sécurité sociale mexicaine) sont implantées dans la région et fournissent des services de santé très inégaux. Ainsi qu'un collègue de l'Institut de recherche et d'enseignement de l'IMSS de Xalapa, qui a fréquemment travaillé dans cette région, me le narrait, le principal problème pour les acteurs scientifiques qui font du genre et des savoirs centripètes inhérents leurs principaux objets, consiste en l'extrême fragmentation des institutions publiques au Mexique. Il existe peu de collaborations entre les instituts de santé publique des États, les programmes sociaux de l'État de Veracruz et les programmes fédéraux qui tendent à se chevaucher dans une certaine concurrence. On a observé dans de nombreuses régions du pays que le programme *Oportunidades* était détourné à des fins de promotion politique par le parti au pouvoir au niveau fédéral⁶. Les fonds alloués à l'accès aux soins avaient été employés à fournir des matériaux de construction, notamment dans les zones indigènes (comme Zongolica) et le programme utilisé pour « encadrer les populations » et les orienter vers un « vote PAN » à la gloire du président. Les programmes fédéraux sont parfois localement instrumentalisés et ceux développés par les différents États ne font pas l'objet de plus de rigueur dans leur exploitation. Les organismes de santé rattachés à la sécurité sociale sont également potentiellement instrumentalisés à des fins électorales par les gouverneurs. Il manque à la fois une cohésion forte entre les services fédéraux et provinciaux et la capacité pour les organismes chargés d'abaisser le nombre des morts maternelles de créer des commissions interinstitutionnelles. Il est notable que le programme *embarazos saludables* (grossesses saines) ait très peu de connexions avec *Oportunidades*. Mais au-delà de ces considérations, la planification de programmes sociaux comme Grossesses saines s'avère fréquemment utopique : il présuppose en effet que les femmes sont libres de se rendre dans les centres de soins à plusieurs dizaines de kilomètres avec le

6. <http://www.jornada.unam.mx/2010/06/06/index.php?section=politica&article=011n1pol>, accédé le 15/03/11

consentement de leurs maris ou de la famille, alors que de telles dépenses sont, bien souvent, interdites aux femmes qui n'ont pas accès aux finances du couple. Le programme social portant sur la santé maternelle fait ainsi appel à « un genre positif » qui postule des femmes aptes à accéder à tous les bienfaits sociaux dans une grande autonomie individuelle. On voit, ici, les limites de la discrimination positive qui entend fournir des services sociaux spécifiques aux femmes sans parvenir à situer la position réelle de ces dernières dans le champ social rural et indigène. De nombreuses études, et les femmes de ces régions elles-mêmes⁷, signalaient également une absence totale de prise en compte des croyances et « régimes de genre » locaux qui modulent les concepts de grossesse et de maternité très différemment selon les régions et les groupes indigènes. Le genre promu par ces programmes se déploie alors dans un vide conceptuel prégnant qui présuppose des « femmes » vivant toutes les mêmes conditions sociales d'accès aux soins ou les mêmes catégories sociétales « grossesse » et « maternité ». L'illettrisme de nombre de ces femmes ne leur permet pas non plus de présenter les documents prouvant leur qualité d'ayants droit (*derechohabientes*) ou de donner les preuves de leur situation précaire.

Un autre facteur extrêmement important réside dans l'absence de formation des personnels médicaux qui perçoivent bien souvent leur séjour en zone rurale et indigène comme un déclassement administratif et disciplinaire. Ces mêmes personnels n'ont reçu aucune formation intégrant une « perspective de genre » et n'ont aucune idée des démarches à appliquer pour recevoir les patientes dans l'esprit des programmes avec perspective de genre construits au niveau fédéral. Ils mélangent bien souvent mépris de classe, ethnique et sexiste, donnant ainsi raison aux théories faisant appel à l'intersectionnalité et faisant des oppressions genrées une catégorie relevant d'une imbrication de rapports sociaux de pouvoir. Les gouvernements locaux, face à de tels écarts entre les orientations des programmes et leur mise en pratique locale, en viennent à sous-traiter analyses et formations aux ONG compétentes. Dès lors, les ONG deviennent les garantes des savoirs de genre et font fonction de courtiers et médiatrices entre les milieux scientifiques et les institutions publiques de santé. Les régimes de savoirs risquent de s'entrechoquer et de créer des situations d'incompréhension entre chercheurs-euses pro-féministes des ONG et personnels médicaux, notamment gynécologues obstétriciens, qui n'ont aucunement été préparés à se défaire de leurs préjugés de classe, de sexe et de « race ». Tout le travail pédagogique repose ainsi sur des experts provenant des universités d'État ou

7. Entretiens personnels et rapport de l'Institut des femmes de l'État de Veracruz : "Diagnóstico sobre la situación de las mujeres con enfoque de género en la Sierra de Zongolica y Santa Martha del Estado de Veracruz", 2009.

de la capitale – avec les risques inhérents à leur extériorité par rapport aux contextes et jeux de pouvoirs locaux – qui travaillent sous la supervision d’une structure « ONG ».

La mise en pratique effective des savoirs de genre en possession des ONG est également problématique. Certain-e-s « expert-e-s » sont relativement inexpérimenté-e-s sur des thématiques éloignées de leur domaine de compétence. Cela conduit à l’application rapide de méthodologies généralistes. L’ONG pour laquelle j’ai travaillé, dans l’État de Veracruz, édite un certain nombre de manuels développant des pratiques pédagogiques et d’intervention auprès de divers publics. Cependant, la plupart des ateliers qui y sont proposés s’adressent à des populations jeunes (publics adolescents et enfants) et correspondent mal aux formations qui doivent être dispensées à des professionnels de santé. L’expertise repose conséquemment sur le plus qualifié des membres de l’organisation, son fondateur. Expert en santé publique et médecin, ce dernier permet d’attirer les fonds publics par le biais de son capital social et politique, localement considérable. Bien que son expertise soit incontestable, celle des autres membres de l’ONG l’est nettement moins. Ne pouvant assurer seul la formation de tous les groupes de fonctionnaires des centres de soins de la région visée par le financement de l’Institut des femmes, il a dû transmettre un maximum de documents aux personnes en charge des formations et s’en remettre à moi pour la compilation de la bibliographie et la rédaction d’un rapport de cinquante pages sur la mortalité maternelle en zone indigène en Amérique latine. La mobilisation des savoirs de genre idoines et appropriés dépend grandement de la présence de chercheurs-euses activistes, aptes à répondre aux demandes publiques spécifiques. La réalisation des tâches spécialisées ne peut cependant s’appuyer sur l’unique expertise d’une ou deux personnes et ce sont les conditions même de travail au sein des ONG qui constituent potentiellement de nouvelles problématiques à intégrer et conceptualiser. La précarité du travail au sein de ces organisations de la société civile (en réalité très liées à la recherche universitaire) et la recherche frénétique de fonds et de projets de développement ont conduit la plupart des membres de l’équipe devant participer aux formations en zone indigène à se préparer très succinctement et à se reposer sur des acquis pédagogiques obtenus dans des conditions diverses d’enseignement. Les retards successifs dans l’octroi des financements nécessaires n’ont pas facilité la tâche des membres de l’ONG qui n’ont su qu’à la dernière heure quand ils allaient pouvoir partir dans le Sud de l’État. C’est ainsi que, pris par plusieurs autres projets et la recherche de financements, un certain nombre de « facilitateurs » de formations et ateliers sont partis sans bien maîtriser la complexité spécifique des savoirs de genre à mobiliser. Nous pouvons ainsi ajouter à la fragmentation des institutions publiques, celle des savoirs qui

sont construits autour du genre. Une bonne connaissance des problématiques de la violence envers les femmes n'est pas suffisante pour former les personnels de santé qui doivent se confronter à la mortalité maternelle et infantile des populations indigènes. De plus la spécificité des régimes de genre et « arrangements des sexes » des populations indigènes rend la formation des formateurs essentielle à la bonne conduite des cycles d'ateliers de sensibilisation des médecins et infirmières.

La spécialisation croissante des savoirs de genre échappe de plus en plus à des leaders d'ONG obnubilé-e-s par la survie immédiate de l'organisation : la possibilité d'un temps de formation est exclue, en dehors de bourses individuellement obtenues par les travailleurs-euses en ONG. Les rendements différentiels des prestations peuvent également constituer un obstacle insurmontable : il est ainsi notoire que les dirigeants de certaines ONG vont maximiser leur investissement dans les grands projets publics et philanthropiques et négliger les initiatives moins importantes qui constituent à la fois des bases mineures de renouvellement de leur capital politique et des sources de revenus diversifiées en temps de crise du financement public et international. La mise en pratique du genre dans un projet de quelques semaines ne permet ni une nouvelle formation nécessaire ni la mise à niveau des membres qui sont, de surcroît, bien souvent investis dans l'écriture de rapports et de projets en réponse à des appels d'offres publics. Ce genre-pratique en ONG, plus solidement ancré dans l'histoire des organisations et plus aisément mobilisé par les militant-e-s/chercheurs-euses des ONG que dans les institutions publiques, n'en est pas pour autant adaptable et modulable à toute situation d'intervention. C'est cependant une telle situation qui s'est présentée dans ce cas précis. La plupart des intervenants sélectionnés dans ces formations maîtrisaient mal la complexité du secteur santé et la singularité des problématiques genrées liées à la santé reproductive et à la mortalité maternelle. Alors que les grandes ONG de Mexico intègrent directement les spécialistes de renommée continentale à leurs actions, les organisations locales en sont réduites à une course effrénée vers la gestion rapide et la préparation minimale de leurs interventions sur des problématiques non mesurées. Le différentiel de préparation tient beaucoup à l'ampleur des projets et des fonds alloués. Un *think tank* de la capitale, fondé par de grandes figures scientifiques, a pu préparer une approche de la santé maternelle dans un cadre scientifique et administratif bien différent :

« Nous avons développé le thème de la mortalité maternelle. C'est un projet pilote financé par MacArthur. Dans ce cadre ont travaillé deux chercheuses de Province, une du Chiapas et l'autre de Oaxaca, qui avait travaillé sur le projet commun Fundar-Equidad. Et ce sont deux féministes « historiques » mexicaines et qui sont dans les ONG et les universités. Avec ces personnes, on a présenté ce projet à MacArthur qui

l'a approuvé. Le travail de terrain devait être dirigé par Graciela Freyemunt et Marta Castañeda qui se basaient sur le travail déjà accumulé. Ce qu'elles ont étudié fut un programme du Secretaria de Salud, qui était un programme avec des études de terrain très poussées. C'était un des programmes phares de la lutte contre la pauvreté car il avait pour but d'étendre la couverture maladie aux plus pauvres. C'était un très gros programme avec beaucoup d'argent de la Banque mondiale et la population visée principalement par le programme était la « femme ». À travers ces premières recherches, s'est créée une force au sein du mouvement féministe et qui était l'analyse budgétaire, disons dans un premier temps en-soi, puis cela a été étendu à de plus grandes revendications qui ont à voir avec la santé reproductive. Après un an de projet, je me suis chargée de réunir toutes ces femmes du mouvement féministe que tu vas, ou as déjà, rencontrer : Ana Langer, Graciela Freyemunt, il y en avait beaucoup. C'était un grand nombre de femmes du Comité promotor por una maternidad sin riesgo [comité pour la maternité sans risque]. L'expérience de trente ans de ces femmes s'imposait face à celle de Fundar et comme Fundar n'était pas une ONG féministe, nous avions besoin d'elles. C'est Equidad qui nous a aidés à réunir toutes ces femmes. L'étude menée par les féministes a été un succès. Et de celle-ci est sorti un livre qui est le *Livre noir de la mortalité maternelle*. On a invité de nombreuses ONG à la présentation du livre comme GIRE, IPAS ou Afluentes. Alors Fundar, qui n'est pas une ONG féministe s'en est rapprochée par ce thème. C'était [l'analyse budgétaire dans le cadre de la mortalité maternelle] un outil dont le mouvement féministe avait un grand besoin et qui est très demandé. » [Daniela Diaz, organisation FUNDAR, octobre 2005.]

Les financements philanthropiques, toujours importants pour les ONG de la capitale, surtout dans une finalité de lobbying auprès des pouvoirs politiques, se sont largement taris auprès des organisations de province qui n'ont pas les moyens de faire appel aux expert-e-s universitaires de chaque problématique genrée. Un projet fort limité et possédant un financement de quelques milliers de dollars, comme celui décrit précédemment, n'a pas permis une telle débauche de moyens intellectuels et de qualité scientifique. Les régimes de savoirs de genre mobilisés sont inégaux et les corollaires des moyens financiers et humains mis en mouvement par les divers projets des ONG. Dès lors, tout autant que pour les institutions publiques, il faut poser le constat d'une fragmentation des savoirs de genre et une spécialisation croissante qui tend à complexifier une *praxis* pensée depuis un concept unique mais dont les manifestations pratiques sont progressivement en train de se répandre en rhizomes au sein de l'ensemble des sciences sociales.

Conclusion

La globalisation du genre, en tant que régime de savoir non spécifique au développement et aux politiques publiques, n'enlève rien à l'importance de ces derniers véhicules sous leur forme internationale. Les politiques

internationales ont inséré les savoirs de genre dans le courant légitime des politiques publiques et du développement. Ces savoirs ont été interprétés fort différemment selon les contextes nationaux. J'ai postulé un développement historiquement nord-américain des savoirs de genre et une réception sud-américaine. Mais cette réception ne s'est pas faite dans un vide intellectuel et conceptuel. Il s'est produit au Mexique à la rencontre de la pensée féministe mexicaine qui avait déjà mûri des savoirs sur le sexe et la position spécifique des femmes dans « l'ordre patriarcal ». Les savoirs et régimes de savoirs sur le genre tendirent ainsi à se nationaliser face aux problématiques auxquelles étaient confrontées les institutions publiques et les chercheurs-euses. Graduellement, les savoirs genrés mexicains se sont officiellement mis au diapason des discours et programmes internationaux et ont emprunté la terminologie globalisée : *gender mainstreaming*, *gender equity*, *gender democracy*, des concepts tous traduits de l'anglais et largement utilisés par les instances étatiques et les ONG. Les savoirs de genre plus purement universitaires ont suivi des voies légèrement divergentes, reprenant les savoirs développés par les études féministes et ne négligeant aucun domaine des sciences sociales (histoire, sciences politiques, anthropologie, santé publique).

La convergence entre savoirs technocratiques internationaux, développés par l'ONU et la Banque mondiale, et savoirs scientifiques s'est opérée au début des années 1990, lorsque la demande publique s'est accrue rapidement avec la ratification des traités internationaux de Vienne, du Caire et de Pékin. Les années 1992-1995 virent ainsi un rapprochement entre des centres de recherches, essentiellement dans la capitale, et certaines institutions publiques (comme le ministère de la Santé ou celui du Développement social) dans le but de développer les premiers programmes publics incluant *el género*, le genre. Les quinze années de politiques publiques nationales qui suivirent ont donné lieu à une légitimation des savoirs de genre par l'État et les pouvoirs publics provinciaux. Le genre est devenu norme de gouvernance et une obligation discursive de légitimation des politiques fédérales et locales. Il n'en est pas pour autant devenu uniforme et monolithique. Bien des discours critiques hypostasient le genre et en font une essence théorique dont l'unité est fantasmée dans une perspective d'opposition idéologique et théorique, selon des lignes simplificatrices. Revenir à la pratique constitue ainsi l'itinéraire nécessaire à la construction d'une analyse des savoirs, pratiques, scientifiques et technocratiques, sur le genre qui ne peuvent être subsumés sous une même étiquette réductrice. Les savoirs et régimes de savoirs qui se rapportent au genre promu à l'échelle des institutions internationales ne peuvent rendre compte de la pluralité de leurs interprétations aux niveaux régionaux (Amérique latine) et nationaux (Mexique) et encore moins aux niveaux pratiqués locaux qui sont des

artefacts produits pour des situations uniques et des projets spécifiques. On peut ainsi parler d'«arrangements» de genre pour les configurations méthodologiques et discursives qui sont produites par divers acteurs sociaux dans des contextes de mise en place des politiques publiques. Ces politiques publiques relèvent bien souvent de stratégies de développement international et sont très largement privatisées, par le biais d'une sous-traitance croisée aux ONG locales et aux centres de recherches universitaires. La nécessité de produire rapidement une réponse institutionnelle aux appels d'offres internationaux, l'intégration de normes internationales légales touchant aux problématiques de genre au cœur des politiques fédérales mexicaines ou les coûts de formation des personnels, tout cela contribue à maintenir un besoin de l'État en compétences genrées et en savoirs sur le genre qui n'a pas été institutionnalisé au sein même des institutions fédérales mais relève de l'initiative privée des ONG. L'expertise, les manuels, la méthodologie, les «ateliers» de formation des personnels éducatifs ou médicaux constituent un capital de savoirs genrés que les ONG mettent à disposition de pouvoirs publics qui externalisent ainsi tant la production et l'entretien de savoirs politiques de genre que l'embauche de personnels hautement qualifiés. La situation politique et économique au sein de chaque organisation, ainsi que son histoire singulière, déterminent la géométrie du genre qui sera mis en pratique dans un projet, puis un autre. Chacune relève d'un dosage pratique de savoirs standardisés (manuels, «ateliers clés en main») et d'innovations situées. Le genre reste une abstraction théorique unique dans sa capacité d'interprétation et d'analyse du monde social. Son intégration aux politiques publiques ne l'a néanmoins que superficiellement diffusé et standardisé, son aménagement local relevant toujours de stratégies situées dans l'espace et le temps mais surtout dans un champ local de rapports de pouvoirs et de savoirs qui déterminent la «modulation» théorie-pratique et sont déterminés par des limitations temporelles et économiques laissant peu d'espace à la réflexivité et à l'analyse. Le genre sous-traité des politiques publiques au Mexique dessine les limites des acceptions purement théoriques du genre et renvoie à la pluralité des productions locales, adaptatives et, parfois, peu orthodoxes. La mobilisation d'agents extérieurs aux ONG ou aux organismes d'État, notamment des chercheurs-euses, permet de recadrer les pratiques dans une acception «globale» du genre mais ne limite en rien ses variations pratiques qui sont liées au différentiel de formation et d'expérience des personnels des ONG. Ces derniers ne pouvant maîtriser la totalité de l'éventail des politiques publiques, doivent se reposer sur une autre dimension de sous-traitance vis-à-vis d'universitaires ou procéder à une adaptation rapide et succincte de savoirs développés dans des contextes autres. Le «genre» reste une catégorie d'entendement nécessaire à l'analyse des politiques et des régimes de savoirs mis en jeu dans celles-ci mais il convient de souligner

l'éclatement de l'objet théorique comme sa modulation quasi infinie aux spécificités locales et opportunités contractuelles. Le genre devient un prisme qui permet d'aborder des problématiques sociétales mais qui ne s'actualise réellement que par la *praxis* et avec un certain sens pratique du genre que seule l'expérience autorise.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALVAREZ Sonia, 1998: "Latin American Feminism "Go Global" ; Trends of the 1990's and Challenges for the New Millenium", in ALVAREZ Sonia E., DAGNINO Evelina, and ESCOBAR Arturo (eds.): *Cultures of Politics, Politics of Culture. Re-visioning Latin American Social Movements*, Westview Press, Boulder, p. 293-324.
- BARTRA Eli, 1999: "El movimiento feminista en México y su vínculo con la academia", *La Ventana*, n° 10, p. 215-235.
- BARTRA Eli, "Tres décadas de neofeminismo en México", en *Feminismo en México ayer y hoy*, UAM, Colección "Molinos de viento", México, 2000.
- BONDER Gloria, 1998: "Género y subjetividad : avatares de una relación no evidente", in *Género y Epistemología : Mujeres y Disciplinas*, Programa Interdisciplinario de Estudios de Género (PIEG), Universidad de Chile.
- BOURDIEU Pierre, 1980 : *Le sens pratique*, Paris, Minit.
- CAULIER Mathieu, 2009a : « Faire le genre, défaire le féminisme. Philanthropie, politiques de population et ONG de santé reproductive au Mexique », PhD dissertation, Paris, EHESS.
- CAULIER Mathieu, 2009b : « Le genre des Mexicain-e-s », *Revue Tiers Monde*, n° 200, octobre-décembre, p. 805-820.
- CAULIER Mathieu, July 2010: "The Population Revolution : from Population Policies to Reproductive Health and Women's Rights Politics", *International Review of Sociology*, vol. XX, n° 2, p. 321-346.
- CORRÊA Mariza, 2001: "Do feminismo aos estudos de gênero no Brasil : um exemplo pessoal", *Cadernos pagu*, n° 16, p. 13-30.
- FISCHER PFAEFFL Amalia, 2005 : « Les chemins complexes de l'autonomie », *Nouvelles Questions Féministes*, XXIV, n° 2, p. 65-85.
- FOWERAKER Joe, 2001 : "Grassroots Movements and Political Activism in Latin America : A Critical Comparison of Chile and Brazil", *Journal of Latin American Studies*, XXXIII, n° 4, p. 839-865.
- GARGALLO Francesca, 2005: *Las ideas feministas latinoamericanas*, México, Universidad Autónoma de la Ciudad de México.

- GIL LOZANO Fernanda, 2005: Feminismos en la Argentina de los 70 y los 80, <http://agendadelasmujeres.com.ar/notadesplegada.php?id=771>.
- GOLDSMITH Mary, 1998: "Estudios de la mujer : debates metodológicos y epistemológicos", *Sociologico*, 12^e année, n° 33, janvier-avril, p. 25-43.
- HIGER Amy, 1999: « International Women's Activism and the 1994 Cairo Population Conference » In MEYER & PRÜGL (eds.): *Gender Politics in Global Governance*, Boulder, New York, Oxford: Rowman & Littlefield.
- LAMAS Marta, 2001: "El feminismo como batalla cultural", in FIGUEROA BLANCO Francisco : *Mujeres mexicanas del siglo XX. La otra revolución*, Mexico, Editorial Edicol, IV, p. 365.
- LAMAS Marta, 2006: *Feminismo : Transmisiones y retransmisiones*, México, Taurus.
- LOVERA Sara, 2000: "Historias que no aparecen en todos los libros", in BLANCO FIGUEROA Francisco, *Mujeres Mexicanas La otra revolución*, México, Editorial Edicol, IV.
- LAU JAIVEN Ana, 1987: *La Nueva ola del feminismo en México*, México, Planeta.
- MONTECINO Sonia, 1996: "De la mujer al género : implicancias académicas y teóricas", *Excerpta*, n° 2, avril.
- UNGO M. Urania, 1996: "Del feminismo al Enfoque de Genero", *FEM*, n° 124, juin 1993, p. 7-12.
- ZIRBEL Ilze, 2007: *Estudos Feministas e Estudos de gênero no Brasil. Um debate*, Dissertação de mestrado do Programa de Pós-Graduação em Sociologia Política da UFSC, Florianópolis, Capítulo 4, p. 96-128.

UNE GLOBALISATION SEXUÉE

Monique SELIM

Si le genre s'inscrit désormais pleinement dans le registre des normes globales, avec des applications et des orientations précises de gouvernance, ce constat, loin de refermer les débats, ouvre un champ d'investigations et d'interprétations toujours plus complexes et contradictoires. Égalité, équité, parité des genres – toutes ces formules débordantes d'ambiguïtés – qui se chevauchent, s'annulent, se remplacent, se donnent en effet à penser comme des règles éthiques, avant d'être des armes politiques brandies pour de tout autres objectifs et des outils économiques aux facettes multiples et douteuses. L'ambition idéale que voudraient signifier ces expressions visant à une très relative homothétie des positions masculines et féminines – dont les différences postulées devraient être respectées – est sur des modes variables, affichés, voilés, (in) conscients, plantée au cœur du regard des chercheurs, de leur écriture, de leur déchiffrement des récits recueillis et des comportements observés dans leurs enquêtes. L'institutionnalisation et le développement des études dites de genre – qui se sont consolidées en fortifiant des perspectives normatives et consensuelles – ont donc profondément transformé les diverses disciplines des sciences sociales sans pour autant explorer l'ensemble des orientations offertes par l'implication des appartenances sexuées revendiquées ou assignées des acteurs et des actrices dans le champ de la connaissance. L'édification du genre en module politico-économique de la globalisation du capitalisme ne fait qu'obscurcir les représentations épistémiques conduisant les uns et les autres à choisir leur voie dans les panoplies qui se déploient en trouvant éventuellement dans des mots fétiches et des chemins bien balayés leur légitimation ; que le chercheur soit un homme, une femme, homosexuel, hétérosexuel, etc. peut être érigé en critère de validation sur la base de l'incantation de l'expérience vécue.

Dans la période contemporaine et c'est sans doute là un de ses principaux attraits – toutes les postures sont donc possibles et rien ne saurait de façon définitive organiser leur hiérarchisation dans l'ordre de la connaissance : il en résulte des productions prenant d'innombrables angles d'attaques – rendant d'ailleurs autant difficiles la comparaison que le classement – tant les imprégnations autoscopiques et idéologiques mêlées sont constitutives des « résultats des recherches » : un foisonnement ininterrompu de « biais » s'est substitué à l'archaïque biais monolithique et rigide de la domination masculine recouverte sous l'universel. Parmi ces thématiques « biaisées », genre et globalisation est en bonne place, arpenté par de nombreuses « spécialistes » sur les terrains du travail, des interactions sexuelles, de l'éducation, de la famille, de la prostitution, etc. Tantôt négatifs, tantôt positifs, le plus souvent mitigés, les bilans tirés des effets de la globalisation sur le genre renvoient *in fine* aux conceptions politiques au sens large qui habitent les chercheurs, à leur propre définition de leur univers et à la conscience intime de leur existence. Calés dans leur monde et leur être, ou décalés à la manière des anthropologues, obsédés par le spectre de l'ethnocentrisme et les figures de l'altérité, ils insufflent dans cette thématique une part de leurs convictions qui lient le capitalisme d'un côté à la démocratie et aux droits, de l'autre à des ontologies sexuées dont la remise en cause est tout à la fois aujourd'hui effective et bloquée.

Au fil des pages, le lecteur a pu ouvrir de petites lucarnes sur des fragments significatifs du présent – situés au Vietnam, au Mexique, en Chine, en Inde – qui peuvent se découvrir comme des situations articulées entre elles au-delà des frontières, reformant d'une certaine manière un seul texte à plusieurs mains tant les éclairages proposés sur des faits centraux objectivent les processus de globalisation et les démarches dont ils sont l'objet. Balbutiant en Chine, fermement installés au Mexique, les « savoirs de genre » – selon une dénomination qui en elle-même constitue une interpellation autant épistémologique qu'existentielle – consacrent une production globale de connaissance qui se diffuse dans le monde entier, bousculant et refaçonant les ordonnancements politiques selon des axiomatiques convoquées pour une gouvernance « universellement » partagée. Leur expansion coexiste avec des logiques sociales strictement opposées, qui elles aussi s'appréhendent dans les différentes régions de la planète et qui se donnent toutes à voir sous l'angle d'une retraditionnalisation des rapports entre hommes et femmes, repensés comme des valences indépassables et des valeurs à préserver. Tout se passe comme si les sociétés résistaient à la globalisation en brandissant le corps de « leurs femmes », étendards de leur cohésion nationale. Mais dans le même moment, au-delà de ce théâtre d'honneur, ces mêmes femmes sont prises dans le cycle des marchandises statutaires qui s'achètent, à la hauteur des

ressources disponibles, s'éliminent pour éviter la déchéance et la honte, s'exportent, se trafiquent, etc. Il convient aujourd'hui de focaliser l'analyse sur la cohérence, dans la période actuelle, de phénomènes massifs aussi paradoxaux que sont, parmi d'autres, l'audience globale des connaissances du genre, l'ouverture et la liberté, parfois quasi initiatique comme en Chine, qu'elle concrétise pour les femmes et par ricochet pour les homosexuels, et les trappes multiformes dans lesquelles sont ensevelis les individus de sexe féminin qui gênent à un moment ou un autre les programmes personnels, institutionnels et étatiques. L'extension des normes marchandes permet et de fait autorise, à une échelle croissante, des sociétés – Vietnam, Chine, Inde, Corée du Sud, etc. – à s'aventurer dans une voie qui menace déjà leur cohésion interne en les privant de femmes supprimées avant la naissance et en les obligeant à plus ou moins court terme à s'en procurer ailleurs. Ainsi par exemple en Corée du Sud on vient acheter par le biais d'agences les « femmes manquantes » au Vietnam – qui en manque pourtant aussi – et en Inde de profonds remaniements des prescriptions de caste devront être rapidement mis en œuvre. L'invention du qualificatif de « manquante » ne se comprend pourtant qu'à l'aune de son pendant de « restante » : ces femmes « restantes » – selon le vocable qui a surgi en Chine dans les dernières années – sont celles qui sont éjectées du marché du mariage car elles renversent les schèmes des rapports de prévalence masculine. Trop diplômées, disposant de revenus supérieurs, trop « libres », trop « âgées », elles n'ont plus de valeur marchande par excès de valeur égale aux hommes. Leurs compagnons d'infortune, les hommes « restants », sont au contraire ceux qui ne parviennent pas à se hisser dans une position supérieure de détenteur de biens : par manque d'argent, ils n'ont ni appartement, ni voiture et ne peuvent donc prétendre acheter une femme qui se positionne dans l'écart d'infériorité prescrit. Hommes et femmes « restants » offrent au regard les images antithétiques qui assument la régulation d'un marché qui maintient son archaïsme des hiérarchies de sexe dans une sorte d'opposition frontale aux normes globales de genre mais d'incorporation maximale des normes marchandes. La globalisation confronte ainsi les sciences sociales à des failles en série, brisant les réflexions linéaires et « progressistes », ébréchant les confiances en des avancées timides ou définitives. Matrice fluide où les acteurs instillent leurs constructions personnelles et collectives de sens, le marché se révèle un espace global glauque et agonique hanté par des signifiants vides : les populations sous l'emprise des normes que le marché répand, font rayonner avec leurs propres signifiés ces dernières.

L'introduction des facteurs de sexe dans la connaissance, qui a débouché sur les « savoirs de genre », a considérablement élargi la réflexion mais dans le même moment le code du genre a arraisonné les possibles issus de la fracture du et des sexes. Une nouvelle chape ontique s'est abattue sur les

femmes et les hommes, que les processus marchands étayent avec vigueur. C'est sans doute dans les interstices de ces collisions, dans le desserrement des coagulations de mécanismes qui s'observent actuellement que la connaissance peut se poursuivre et se renouveler.

LES AUTEURS

Bernard CASTELLI, économiste, chargé de recherches à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), UMR 201 Développement et Sociétés (Université Paris 1-IRD), axe Travail et mondialisation.
castelli.bernard@ird.fr

Mathieu CAULIER, anthropologue, chercheur associé à l'UMR 201, axe Travail et mondialisation.
matcaulier@gmail.com

Isabelle GUÉRIN, économiste, chargée de recherches à l'IRD, UMR 201, axe Travail et mondialisation.
isabelle.guerin@ird.fr

Wenjing GUO, doctorante contractuelle en anthropologie, UMR 201, axe Travail et mondialisation.
wenjguo@gmail.com

Bernard HOURS, anthropologue, chercheur associé à l'UMR 201, axe Travail et mondialisation.
bernard.hours@ird.fr

Rosinha MACHADO CARRION, sociologue professeure à l'université fédérale du Rio Grande do Sul (Brésil) ; responsable de la chaire sociologie de la mondialisation ; coordinatrice GIP État, société et troisième secteur et DESS en gestion sociale et développement, chercheure associée à l'UMR 201, axe Travail et mondialisation.
rsmcarrion@ea.ufrgs.br

Pepita OULD AHMED, économiste, chargée de recherches à l'IRD, UMR 201, axe Travail et mondialisation.
pepita.ould@gmail.com

Franck POUPEAU, sociologue, chargé de recherches au CNRS CSU/CRESPPA, UMR7217, CNRS/Université Paris 8.
franck.poupeau@gmail.com

Pia V. RIUS, sociologue, chercheure associée CEMS-EHESS/UMR 201, axe Travail et mondialisation.
piavrius@gmail.com

Monique SELIM, anthropologue, directrice de recherches à l'IRD, UMR 201, responsable de l'axe Travail et mondialisation.
monique.selim@ird.fr

Jean-Michel SERVET, socioéconomiste, professeur à l'Institut des hautes études internationales et d'études du développement, Genève, et directeur de recherche associé à l'UMR 201, axe Travail et mondialisation.

jean-michel.servet@graduateinstitute.ch

Angelica L. L. WEHRLI, anthropologue, chercheure associée à l'UMR201, axe Travail et mondialisation et Institut d'anthropologie sociale, Université de Berne.

angelica.wehrli@anthro.unibe.ch

**Ouvrages publiés dans le cadre de l'axe
Travail et mondialisation - IRD, UMR 201 Développement et
sociétés (Université Paris 1-IRD)**

**Dans la série « Globalisation et sciences sociales » de la collection
« Questions contemporaines », à L'Harmattan :**

Monique SELIM et Pascale PHÉLINAS : *La crise vue d'ailleurs*, 2010, 304 p.

Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Monique SELIM, Richard SOBEL : *Anthropologues et économistes face à la globalisation*, 2008, 275 p.

Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Monique SELIM, Richard SOBEL : *L'argent des anthropologues, La monnaie des économistes*, 2008, 318 p.

Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHÉLINAS, Monique SELIM, Richard SOBEL : *La mondialisation au risque des travailleurs*, 2007, 290 p.

Valeria HERNÁNDEZ, Pepita OULD AHMED, Jean PAPAIL, Pascale PHÉLINAS : *Turbulences monétaires et sociales, l'Amérique latine dans une perspective comparée*, L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2007, 401 p.

Valeria HERNÁNDEZ, Pepita OULD AHMED, Jean PAPAIL, Pascale PHÉLINAS : *L'action collective à l'épreuve de la globalisation* L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2007, 254 p.

Niagalé BAGAYOKO-PENONE, Bernard HOURS : *États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud*, 2005, 313 p.

Bernard HOURS, Monique SELIM : *Solidarités et compétences, pratiques et idéologies*, 2003, 362 p.

Dans la collection « Anthropologie critique », à L'Harmattan :

Laurent BAZIN, Bernard HOURS, Monique SELIM : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, L'Harmattan, 2009, 368 p.

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN BURKINA FASO
Rue 15.167 Route du Pô Patte d'oie
12 BP 226 Ouagadougôu 12
(00226) 76 59 79 86

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almama Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
M. Etien N'dah Ahmon
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN CAMEROUN
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

JOUVE

1, rue du Docteur Sauvé - 53100 Mayenne

Imprimé sur presse rotative numérique

N° 787922Y - Dépôt légal : juillet 2011

Réimpression en octobre 2011

Imprimé en France

ENJEUX ÉPISTÉMOLOGIQUES ET IDÉOLOGIQUES DE LA GLOBALISATION POUR LES SCIENCES SOCIALES

Cet ouvrage s'interroge sur les défis posés aujourd'hui par la globalisation aux sciences sociales. Des phénomènes en partie inédits, des processus complexes se développent que les anciens outils ne parviennent pas à maîtriser. Leur perception s'en trouve non seulement bouleversée mais aussi la totalité des champs de production des connaissances. Des objets et des acteurs nouveaux apparaissent dans ces mutations tandis que d'anciens s'effacent, révélant des enjeux épistémologiques et idéologiques importants autour de la lecture des rapports sociaux contemporains par les diverses disciplines.

Loïn de constituer un *compendium* convenu de diagnostics consensuels ou de critiques radicales de la globalisation, les analyses présentées ici invitent à réfléchir sur la pertinence des outils et des savoirs accumulés dans quatre topiques de recherche au cœur même des évolutions globales contemporaines: crise, gouvernance, acteur et genre.

Ont participé à cet ouvrage:

Mathieu Caudier, Isabelle Guérin, Wenjing Guo, Rosinha Machado Carrion, Pepita Ould-Ahmed, Franck Poupeau, Püt Riis, Monique Selim, Jean-Michel Servet, Angelica L. L. Wehrli.

Bernard Castelli est économiste, chercheur à l'UMR Développement et sociétés IRDI/Paris 1. Il a travaillé en Argentine, en Colombie, en Équateur. La globalisation et ses dérives économiques et financières sont au centre de son travail actuel.

Bernard Hours est anthropologue, chercheur associé à l'UMR Développement et sociétés IRDI/Paris 1. Il a travaillé au Vanuatu, au Cameroun, au Bangladesh, au Laos, au Vietnam, en Ouzbékistan et maintenant en Chine. La globalisation, les ONG, l'humanitaire sont au centre de son travail actuel.



29 €

ISBN: 978-2-296-56312-4